Supplément « Livres-Idées »



Le Monde

15, rue Falguière, 75501 Paris Cedex 15

BOURSE ★

QUARANTE-NEUVIÈME ANNÉE – N° 14634 – 6 F

VENDREDI 14 FÉVRIER 1992

FONDATEUR : HUBERT BEUVE-MÉRY – DIRECTEUR : JACQUES LESOURNE

La facture de Maastricht

LA présentation par M. Jacques Delors du plan de financement de la CEE résonne comme un discours très connu. Avant, il fallait réaliser l'Acte unique pour renforcer la compétitivité de l'économie européenne face à ses concurrentes japonaise et américaine. Aujourd'hui, le retard n'étant toujours pas comblé, il faut réussir Maastricht... pour les mêmes raisons.

Au titre de la « cohésion économique et sociale », il avait été décidé, en février 1988, de doubler les « fonds structurels » afin d'aider les « pays pauvres » de la Communauté à suivre le mouvement vers l'achèvement du marché intérieur européen. Maintenant, il est nécessaire de créer un « fonds d'intervention » pour que Grèce, Espagne, Portugal et Irlande puissent accrocher le train de l'Union économique et monétaire.

LA perspective d'une nouvelle augmentation du budget communautaire suscite d'autant plus de réticences de la part des « pays riches » qu'il leur est demandé de payer l'essentiel de la facture. Pour alléger la participation financière de l'Espagne, qui, à l'instar de la France, a joué à fond la carte européenne, Bruxelles propose d'avoir davantage recours à la contribution calculée sur le produit national brut et de réduire celle tirée de la TVA.

Conscient des réactions d'humeur qu'un tel projet va susciter à Bonn, le président de l'exécutif communautaire a songé à inscrire les cinq nouveaux Länder orientaux sur la liste des régions les moins développées de la CEE. Pour ne pas compliquer encore la situation, le projet de la Commission ne pose pas la question de la fameuse « compensation britannique », alors que le système actuellement en vigueur sera caduc à la fin de l'année. Reste le cas de la France, qui, après l'Allemagne, est le plus gros « contributeur net » de la Communauté et qui, de surcroît, doit se préparer à de nouvelles réductions des subventions agricoles.

AUTANT dire que les Douze vont entrer dans une phase de pourparlers singulièrement difficiles, qui feront apparaître au grand jour les égoïsmes nationaux. Ce n'est pas pour rien que M. Delors et la présidence portugaise sont acquis à l'idée d'un Conseil européen extraordinaire qui pourrait se tenir avant la réunion des chefs d'Etat ou de gouvernement prévue pour juin à Lisbonne.

En matière de financement de la construction européenne, les choses n'ont guère évolué, parce qu'il est toujours fait appel à la bonne volonté des gouvernements et de leur trésor public. Face à des perspectives économiques moins favorables, qu'assombrissent encore la réunification allemande, les difficultés de l'Europe centrale et orientale et les sempiternelles difficultés des pays du sud de la Méditerranée, le réflexe est de compter chichement.

Il est pourtant illusoire de croire que l'Europe ne coûtera pas de plus en plus cher. On voit mal comment les Douze pourraient éviter de se poser la question de la création d'un impôt européen, s'ils veulent ne plus entendre tous les cinq ans les mêmes rengaines budgétaires.

Lire page 16 l'article de MARCEL SCOTTO

M 0147 - 0214 0 - 6,00 F

Réunion décisive des chefs d'Etat à Minsk

La querelle sur les forces armées compromet l'avenir de la CEI

La querelle sur les forces armées fait peser une menace sur l'avenir de la Communauté des Etats indépendants. Les chefs d'Etat de la CEI devaient se réunir, vendredi 14 février, à Minsk, pour tenter de surmonter leurs divisions. Mais les entretiens préparatoires, qui portent également sur d'autres problèmes urgents comme les relations économiques et les représentations diplomatiques à l'étranger, se révèlent très difficiles. Un nouvel échec pourrait contraindre les membres de la CEI, et en particulier la Russie, à envisager de manière radicalement différente, dans le domaine militaire, l'avenir de la Communauté.

La fin des faux-semblants

MOSCOU

de notre correspondant

Ce n'est peut-être pas la réunion de la dernière chance, mais c'est assurément le moment de regarder la réalité en face. A chacun de leur précédent sommet, les chefs d'Etat de la CEI ont remis à plus tard les décisions essentielles concernant l'avenir de leur défense commune, se bornant à proclamer certains principes qui ont été immédiatement l'objet d'interprétations contradictoires.

Cette fois, les échéances ne peuvent plus être reculées : les décisions concernant le financement, le commandement et plus fondamentalement la définition, voire l'existence des forces unifiées vont devoir être prises, faute de quoi la preuve serait faite que la Communauté ne peut exister dans sa forme actuelle et que l'ensemble du projet ébauché lors des réunions constitutives de Minsk et d'Alma-Ata en décembre 1991 devra être remis sur le chantier.

En principe, les présidents des Etats membres, qui devaient arriver, jeudi 13 février au soir, dans la capitale de la Biélorussie, doivent s'attaquer à tout un ensemble de problèmes urgents qui concernent aussi bien leurs relations économiques que le partage de ce qui reste des « dépouilles » de l'URSS. En particulier ses représentations diplomatiques et commerciales à l'étranger, un sujet qui continue à beaucoup irriter les partenaires de la Russie. Sur ce point, une discussion au sommet se révèle nécessaire.

JAN KRAUZE

Lire la suite page 6 et l'article de JACQUES ISNARD « Des bombardiers nucléaires bien encombrants »

En réprimant des indépendantistes du Cachemire

Le Pakistan tente d'éviter un conflit avec l'Inde

Pour éviter un conflit avec l'Inde, les forces de l'ordre pakistanaises ont ouvert le feu, mercredi 12 février, sur des partisans de l'indépendance du Cachemire. A l'appel du Front de libération du Jammu-Kashmir (JKLF), plusieurs milliers de personnes avaient entrepris une marche qui devait se terminer par le franchissement de la ligne symbolisant la partition de ce territoire entre Islamabad et New-Delhi.

La plaie ouverte de la partition

Le signe des temps est ailleurs que dans la violence, au demeurant attendue, et même explicitement souhaitée par les chefs des manifestants au pied de l'Himalaya : l'événement est que des forces de l'ordre du « Pays des purs » (le Pakistan) ont, pour la première fois, le 12 février, tiré sur des Cachemiris, leurs frères en Islam. L'an dernier déjà, de jeunes sympathisants du JKLF avaient entrepris de franchir, sans armes, la ligne de cessez-le-feu (« ligne de contrôle ») dessinée par les Nations unies pour mettre un terme à la première guerre menée, après la partition de l'Empire des Indes, en 1947, par l'Inde et le Pakistan en vue de s'approprier l'Etat du maharajah Hari Singh. Cette « frontière », infranchissable à quiconque hormis les observateurs de l'ONU, est le symbole de l'actuelle partition du Cachemire entre l'Inde et le Pakistan. Le 11 février avait été choisi comme date du franchissement de la « ligne » parce que c'était le septième anniversaire de l'exécution, par la justice indienne, de Maqbool Butt, leader du JKLF, accusé d'avoir tué deux fonctionnaires de « *l'occupant* ».

JEAN-PIERRE CLERC

Lire la suite page 5

La « conversation » Arafat-Souss

PUTAIN DE TA RACE ! SALOPE ! NON-FUMEUR !!

HÉ ! LÀ, C'EST PAS MOI, C'EST CHARASSE !

PLANTU

M. Yasser Arafat a nié, mercredi 12 février, « *l'authenticité* » de l'enregistrement d'une conversation téléphonique avec son représentant à Paris, M. Souss, enregistrement qui lui prête des propos antisémites.

Lire nos informations et l'article de PATRICE CLAUDE page 3

Cote d'alerte pour le PS

Cible des attaques de l'opposition, les socialistes sont aussi menacés par leurs propres alliés

par Patrick Jarreau

A cinq semaines des élections régionales et du premier tour des élections cantonales du 22 mars, les socialistes donnent l'impression d'être absents d'une campagne qui, avant même de commencer formellement, est largement déjà menée contre eux. Que l'opposition de droite, le Front national, le Parti communiste et les Verts cherchent à profiter de la situation de faiblesse dans laquelle se trouvent, devant les électeurs, le gouvernement et le parti qui le soutient est dans l'ordre des choses.

Faire face à la convergence de ces attaques serait déjà, pour le PS, une tâche malaisée, mais la difficulté est redoublée par le fait que, dans ce qui devrait être leur propre « camp », les socialistes sont entourés de faux amis. M. Brice Lalonde et Génération Ecologie prospèrent allègrement sur le discrédit du PS, dont ils attirent les électeurs – et certains élus – en ne laissant passer aucune occasion de se démarquer (le ministre de l'environnement a pu impunément faire la leçon à ses collègues des affaires étrangères et de l'intérieur en déclarant, le 3 février, qu'à leur place il se serait senti « *responsable* »). Le cas limite est celui du Nord, où le maire de Valenciennes, M. Jean-Louis Borloo, l'un des fondateurs de Génération Ecologie, prend pour cible M. Michel Delebarre en mettant en cause la gestion socialiste de la région et contribue ainsi à menacer l'une des deux seules présidences de région détenues par le PS en métropole.

Lire la suite et nos informations page 8

JEUX OLYMPIQUES

- **Combiné nordique : la revanche des skieurs gaillards ; « Nours », l'inattendu voisin**
- **Hockey sur glace : les « Francos » et leurs cousins** par PHILIPPE BROUSSARD
- **Patinage artistique : l'heure de vérité pour les Duchesnay** par ALAIN GIRAUDO
- **Biathlon : l'alchimie du fart** par JÉROME FENOGLIO
- **Patinage de vitesse : la glace dans tous ses états** par CLAUDE FRANCILLON

pages 10 et 11

LIVRES ◆ IDÉES

Guillemin de bonne foi

Rencontre avec un écrivain polémiste : passionné, obstiné, batailleur, Henri Guillemin étonne par sa gentillesse chaleureuse, par la modestie tranquille de ses jugements.

■ Eco, le sémioticien sceptique ■ René Grousset, l'historien de tout l'Orient ■ Augustin Cochin et la « machine sociale » ■ Ernest Hello et le point de vue de Dieu ■ Philosophie : paradoxes de Chine ■ Le feuilleton de Michel Braudeau : « Sujets de roman » ■ « Histoires littéraires », par François Bott : Valery Larbaud ■ La chronique de Nicole Zand : « Des nouvelles d'Union soviétique ».

pages 23 à 30

L'ancien directeur du cabinet de M. Gaudin écroué

Le président (UDF) de la région PACA dénonce une « machination politique »

page 8

Médias russes libres mais pauvres

II. – Course à l'audience à la télévision

page 17

51 000 emplois salariés créés en 1991

L'amélioration provient du tertiaire, selon les premières estimations du ministère du travail

page 22

« Sur le vif » et le sommaire complet se trouvent page 22

A L'ÉTRANGER : Algérie, 4,50 DA ; Maroc, 8 DH ; Tunisie, 750 m. ; Allemagne, 2,50 DM ; Autriche, 25 SCH ; Belgique, 40 FB ; Canada, 2,25 $ CAN ; Antilles-Réunion, 9 F ; Côte-d'Ivoire, 465 F CFA ; Danemark, 14 KRD ; Espagne, 190 PTA ; G.-B., 85 p. ; Grèce, 220 DR ; Irlande, 1,20 £ ; Italie, 2 200 L ; Luxembourg, 42 FL ; Norvège, 14 KRN ; Pays-Bas, 2,75 FL ; Portugal, 170 ESC ; Sénégal, 450 F CFA ; Suède, 15 KRS ; Suisse, 1,90 FS ; USA (NY), 2 $; USA (others), 2,50 $.

DÉBATS

Médias et politique

Le roi devenu vieux

par Dominique Jamet

GLADIATEURS de la presse, du spectacle ou de la politique, ne mettez jamais le genou en terre !

En effet, nous, les hommes, n'avons pas changé depuis l'âge des cavernes ou l'Antiquité. Tout juste un peu régressé depuis le Moyen Age ou par rapport au Siècle des Lumières.

Notre époque ne fait donc pas dans la dentelle du sentiment, elle ignore la mesure, la noblesse, la générosité et, bien sûr, la compassion, sans parler du pardon ou de la chevalerie. Rampante devant les forts, les riches, les puissants, les heureux, bavant d'admiration devant les m'as-tu-vu du prime-time, les champions du « Top 50 », les vainqueurs électoraux, notre société est impitoyable à l'infortune, à la misère, à la défaite. Elle tire sur les ambulances, achève les blessés, crache sur les tombes. Malheur à qui donne un signe de faiblesse, malheur plus grand aux vaincus.

Si une affaire subalterne est devenue en l'espace de quelques heures et pour quelques jours une affaire d'Etat, ce n'est pas seulement par l'effet habituel de la dialectique dramatisante entre une presse hystérique dominée par la passion de l'instant, donc dépourvue de tout sens des proportions ou des perspectives, et un pouvoir pris en faute. L'explication en est pour la plus large part dans le contexte désastreux pour l'actuelle « majorité », contexte que celle-ci ne peut plus ignorer ni balayer d'un revers de la main, contexte que ses adversaires ne se privent ni d'exagérer ni d'exploiter.

Quand la spirale fonctionne dans le mauvais sens et que tous les efforts pour ralentir, arrêter et inverser le mécanisme demeurent vains, la fragilisation réelle entraîne une prise de conscience, puis une surestimation intérieure de cette fragilité même, qui fausse la démarche et contribue à faire tourner l'engrenage. Alors, on voit ce gouvernement, hier encore si assuré, si fier, parfois même si arrogant, avancer à pas de plus en plus comptés, menus et vacillants, trébucher à la moindre ornière, s'arrêter au bord du trottoir, considérer le premier caniveau qui coule comme un Rubicon qu'il serait insensé de franchir. De la crispation à l'ankylose, et de celle-ci à l'immobilité, telles sont les étapes d'un cercle infernal d'où certains ne voient plus la possibilité de s'évader que par la capitulation ou la panique.

L'hallali

Quel qu'ait été le déroulement réel, quels que soient les dessous de l'affaire Habache, qui ne doivent pas aller bien profond, à la mesure d'un « second couteau » retraité du terrorisme – tout comme le premier ministre israélien Shamir, dont la modération trancha étrangement sur l'excitation ambiante, – un pouvoir fort n'aurait pas réagi de la même façon aux mêmes circonstances. Un pouvoir fort aurait soit tiré toutes les conséquences politiques de ce qu'il a présenté lui-même comme une faute politique, et donc révoqué les deux ministres concernés, soit pleinement assumé la responsabilité morale d'un geste humanitaire : « Un dirigeant palestinien malade demande à se faire soigner en France ? Nous l'accueillons après bien d'autres. Et alors ? » Il est vrai que, de son côté, confrontée à un pouvoir fort, l'opposition n'aurait pas osé, et dans quels termes, demander sur une base aussi insignifiante la démission du gouvernement, moins encore, à l'image de cet ex-président candidat permanent à l'Elysée que panique la perspective de primaires à droite perdues d'avance, des législatives anticipées.

Mais il est des chiffres qui sont dans toutes les têtes de la nomenclature, des chiffres qui donnent une fièvre contagieuse à toute la classe médiatique et politique. Ces chiffres ne sont pas, quoi qu'on dise, ceux du chômage, de l'inflation ou du commerce, mais ceux des indices de popularité et, davantage encore, ceux des premières intentions de vote pour les régionales et les cantonales : 30 % pour toute la gauche, 20 % pour les socialistes, soit, compte tenu du taux d'abstention prévisible, de 10% à 12 % des inscrits, les chiffres annoncent la défaite, le désastre, la débâcle.

Frisson d'espoir pour les uns, qui se voient déjà vainqueurs sans gloire, qu'importe, puisque sans péril. Frisson de terreur pour les autres, que rien ni surtout personne ne semble plus pouvoir prémunir contre la catastrophe.

Alors, ils se retournent contre celui qu'avant-hier encore ils respectaient comme un vieil oncle et dont hier ils avaient fait un dieu. Que les adversaires de toujours, s'y voyant déjà, embouchent la trompette et sonnent l'hallali, passe encore, ils en ont acquis le droit à la guerre. Mais ces thuriféraires hier au garde-à-vous, mais ces courtisans hier encore en extase, quasiment en lévitation, qui ricanent, qui déblatèrent, qui jugent, qui proclament à son de trompe la fin du mandat alors que le second septennat n'est qu'à mi-parcours, et qui, parce que le vent tourne, tournent avec lui ! Celui-ci, à genoux depuis dix ans et qui proclamait chaque jour dans la presse le dogme de l'infaillibilité présidentielle, dénonce dix ans d'erreurs et de système, celui-là place l'affaire Habache au premier rang des scandales, bien avant Ben Barka, Broglie, Boulin, broutilles ; cet autre interrompt le chef de l'Etat alors qu'il vient de le sommer de s'expliquer. Signe des temps, un conseil municipal d'opérette s'arroge le droit de reléguer au grenier le premier magistrat de France.

Que la roche Tarpéienne est proche du Capitole, François Mitterrand le savait par l'histoire en général et par la sienne propre. En son hiver, il le mesure. Le président serait-il devenu tout soudain moins habile, moins intelligent, moins sage, moins légitime qu'il ne le fut ? On le croirait à entendre cette chorale discordante qui proclame sur tous les tons : « Vous ne trouvez pas que le vieux baisse ?... », en oubliant d'ajouter ce qui seul expliquerait ce cri du chœur : « ...dans les sondages ? ».

Le roi des animaux devenu vieux, les ânes se multiplient, et les coups de pied. Qu'on y prenne garde : il est peut-être un peu tôt pour vendre la peau du lion.

► **Dominique Jamet est président de l'établissement public de la Bibliothèque de France.**

Dérapages incontrôlés

par Claude Sérillon

PLUS encore que les fautes ou les erreurs de tel ou tel personnage, qui s'expose en se montrant, moins sans doute qu'une soudaine folie de l'audiovisuel, il m'apparaît que nous sommes entrés depuis quelques années dans un parcours aussi glissant et vertigineux qu'une piste de bobsleigh. Que ce soit dans un journal télévisé, dans une émission magazine traitant de vie privée ou d'affaire publique, le dérapage est maintenant une technique de travail. Il faut aller plus vite, plus fort. Il faut séduire, c'est-à-dire plaire, c'est-à-dire devancer l'opinion, c'est-à-dire vendre un produit et non plus s'acharner seulement à l'information.

Est-ce l'argent, l'audience, le nombre d'exemplaires vendus qui en sont la cause ? Je le crois. En laissant le journalisme s'imprégner des recettes d'un commerce libéral, nous en avons accepté les conséquences. A la première page des hebdomadaires, les titres sont empruntés au racolage, au clientélisme. En pleine transformation du régime soviétique, il suffisait d'accrocher son regard aux affiches des kiosques : on y lisait plus volontiers le mal au dos, le sort des enfants du divorce, la sexualité du couple que les choix de Mikhaïl Gorbatchev. Façon de coller au plus près aux préoccupations des Français, assurent la nouvelle race de rédacteurs en chef.

Le dérapage vient de là. Il s'amplifie à proportion de l'auditoire. A la radio et à la télévision. D'autant qu'il est maintenant « moderne » de multiplier les petits journaux, ces éditions spéciales de trois minutes, ces flashs où la nouvelle d'un drame international côtoie un résultat de tiercé. Nous avons ainsi perdu ce que les anciens du journalisme appelaient la hiérarchie de l'information.

Qui résiste, en effet, à l'excitation du scoop, de l'enquête de grand reportage ? Et les démentis, on le sait bien dans tous les organes de presse, même les plus prestigieux, n'ont jamais la même importance. Tant pis, alors, pour celui qui fut dénoncé meurtrier avant d'être jugé, tant pis pour celui qui est entendu, placé en garde à vue, inculpé voire incarcéré. La présomption d'innocence est bonne à défendre dans les éditoriaux, mais la pratique rédactionnelle fait fi de cet empêchement moral. Les affaires se grossissent ainsi de noms, de références pleines de sous-entendus politiques, et la surenchère fait rage.

Définir une éthique

Rien qu'en ce domaine judiciaire particulièrement fourni ne pourrions-nous décider avant qu'un législateur forcément censeur n'y songe, de ne plus citer les identités des témoins, suspects ou protagonistes d'une enquête ? En Suisse et en Grande-Bretagne, pour ne pas prendre des exemples trop lointains, c'est le cas. Cela nous éviterait à nous, plumitifs, porteurs de micros ou vedettes télé, de collaborer à des amalgames détestables. A des entreprises aux conséquences parfois dramatiques et je pense à la mort du maire de Saint-Sébastien-sur-Loire.

Je pense aussi à ces dérapages qui permettent la publication ou la diffusion de n'importe quels propos publics. La fonction d'informer consiste à éclairer sans faire plaisir. Par paresse, par lâcheté, ou bien au nom de je ne sais quelle idée de la démocratie consistant à enregistrer et à rapporter sans vérifier, sans donc nous sentir responsables, nous donnons à lire ou à entendre des libres opinions ou des déclarations insultantes au minimum, dangereuses souvent.

Dans mon esprit, il ne s'agit pas d'imposer un ordre social et de définir ce qui doit être dit ou pas. Mais de définir une éthique complétant ce respect de la présomption d'innocence dont je parlais plus haut. Comment concevoir plus longtemps qu'au nom de la liberté d'expression nous en soyons réduits à simplement écouter tel ou tel tribun ?

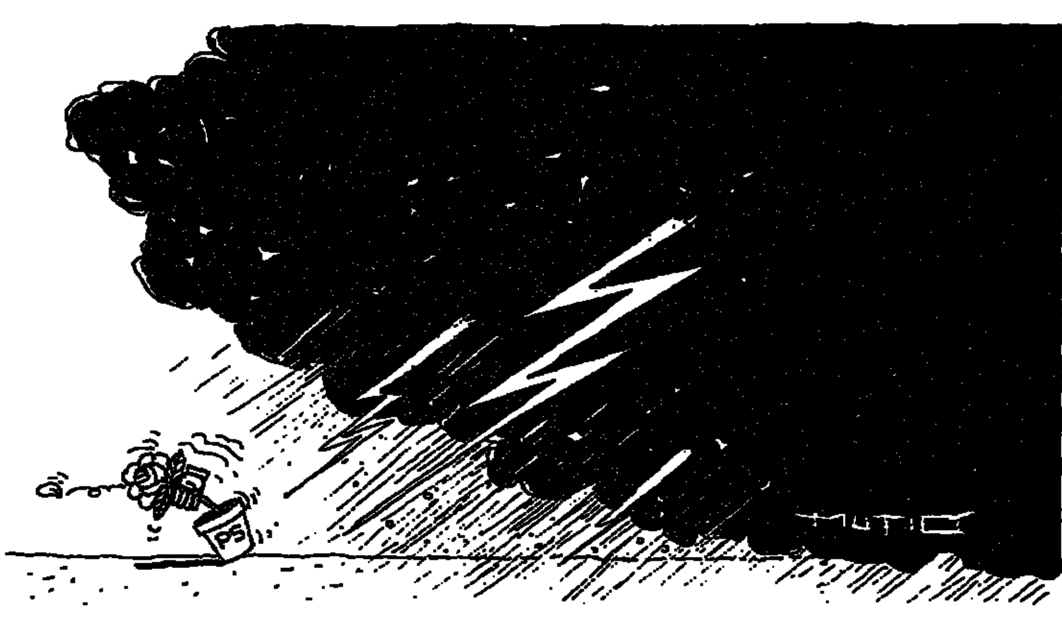
Les dérapages incontrôlés, désormais, touchent aussi bien le voleur de voiture que l'élu politique. Ils s'infiltrent du côté de l'intimité des femmes et des hommes et nous jugeons avant de comprendre en nous satisfaisant de « une » à l'emporte-pièce, de révélations et d'exclusivités qui à vrai dire n'intéressent que nous-mêmes.

Comme l'exercice de ce métier conduit à un sentiment de supériorité encouragé tacitement dans la confrérie, où la modestie et la prudence font rigoler sous cape, il n'est pas étonnant d'être mis, parfois, en première ligne, et de recevoir, en boomerang, des relents nauséeux d'une presse qui ne vit que de cela.

Il faut en accepter les riques et trouver justement, en regard, la riposte dans une attitude journalistique qui ne prête rien au goût du scandale, toujours confondu dans la recherche du sensationnel.

► **Claude Sérillon est journaliste.**

TRAIT LIBRE



COURRIER

Une radio libre pour la Yougoslavie

L'appel de « Reporters sans frontières » paru le 12 décembre 1991 dans *le Monde* signale que « *les journalistes indépendants de Yougoslavie réclament* [...] *que des programmes soient diffusés de part et d'autre du front, offrant des informations complètes et impartiales* ».

Faute de pouvoir physiquement séparer les combattants, la CEE ne pourrait-elle pas installer sur un bateau, au large de la côte dalmate, un émetteur qui diffuserait régulièrement des bulletins d'informations « complètes et impartiales » ?

La CEE, ou simplement la France, ou même « Reporters sans frontières »...

E. HAMEL
(Forges-les-Eaux)

Université nouvelle

Le Monde du 17 janvier nous apprend que Mme Cresson veut créer une grande université ouverte où il serait fait appel, pour la préparation des tests, aux moyens informatiques et audiovisuels les plus sophistiqués, « *sans oublier l'écrit* ». Il faudra donc aussi savoir lire pour se présenter aux examens, ce qui risque de limiter sensiblement le nombre des étudiants.

JEAN LLASERA
(Ville-d'Avray)

Ennemis

On nous apprend, depuis l'enfance, qu'il y a d'un côté les bons et de l'autre les mauvais. Les bons, c'est nous ; les mauvais, il faut les combattre. Ne serait-il pas temps de remettre ce préjugé en question et de nous demander s'il n'y a pas du bon et du mauvais chez les uns et chez les autres. Au lieu de voir tout en noir chez ceux que l'on considère comme adversaires ou comme ennemis, ne devrait-on pas, à l'inverse, rechercher ce qui mérite d'être mis en lumière ?

Tout d'abord, ne devrions-nous pas cesser de porter un jugement global sur un ensemble de personnes et d'attribuer à chacun la responsabilité de ce qui a été fait par d'autres membres de cet ensemble, même si ces derniers y occupent un poste prépondérant, même s'ils y ont le pouvoir ?

Observons ensuite que, dès le moment où l'on a désigné l'adversaire, l'ennemi, on a tendance à faire preuve d'indulgence à l'égard de tels autres avec lesquels on n'était pourtant pas, la veille, en odeur de sainteté, allant jusqu'à s'en concilier les grâces. On est prêt, brusquement, à s'en faire des amis, des alliés. Quelque revirement se produit, et l'on découvre que les nouveaux amis en question ne valent pas cher.

Ne faudrait-il pas cesser de considérer ceux dont nous nous croyons le plus éloignés comme nous avions la mauvaise habitude de le faire, mais avec un peu d'amour... ?

JACQUES ESSEL
Fondateur de Prenons la parole
(Paris)

Armoiries autrichiennes

Faut-il changer les armoiries de l'Autriche ? Waltraud Baryli, correspondante du *Monde* à Vienne, pose la question dans votre édition du 8 janvier.

Au poulet déplumé qui aurait pu sortir de la marmite infâme des cuisiniers de l'Europe des petites nations éparpillées, au lendemain de Versailles, les Autrichiens préférèrent cependant une aigle (féminin en héraldique) désormais monocéphale, mais affublée des symboles dérisoires de la Liberté, des chaînes brisées, et de ceux des lendemains enchanteurs du marxisme, la faucille et le marteau.

Par nostalgie monarchique, le pauvre oiseau était coiffé d'une couronne murale de briques, comme s'il n'était plus destiné qu'à désigner la seule vraie ville, nullement fortifiée cependant, de cet Etat macrocéphale qui ne pourrait pas vivre et qui ne vécut pas...

Les armoiries suivent davantage les changements de régime que les modifications dynastiques qui permettaient de ne pas confondre les successifs souverains.

Il est certain que la toilette minimale de l'aigle autrichienne s'impose pour qu'elle puisse se réveiller débarrassée de fioritures inutiles, dans sa simplicité encore monocéphale.

Et ce, dans l'attente que la future Europe germanique, qui se prépare par des réunions autant « démocratiques » que les scissions des Etats slaves aujourd'hui, et peut-être des nations latines demain, puisse monter la garde à l'Est comme à l'Ouest grâce au regard vigilant d'une aigle de nouveau bicéphale.

PIERRE H. CHAIX
(Bourg-en-Bresse)

Le Monde

Edité par la SARL *Le Monde*

Comité de direction :
Jacques Lesourne, gérant directeur de la publication
Bruno Frappat, directeur de la rédaction
Jacques Guiu, directeur de la gestion
Manuel Lucbert, secrétaire général

Rédacteurs en chef :
Jean-Marie Colombani, Robert Solé
(adjoints au directeur de la rédaction)
Jacques Amalric, Thomas Ferenczi
Philippe Herreman, Jacques-François Simon
Daniel Vernet
(directeur des relations internationales)

Anciens directeurs :
Hubert Beuve-Méry (1944-1969), Jacques Fauvet (1969-1982)
André Laurens (1982-1985), André Fontaine (1985-1991)

RÉDACTION ET SIÈGE SOCIAL :
15, RUE FALGUIÈRE 75501 PARIS CEDEX 15
Tél. : (1) 40-65-25-25
Télécopieur : 40-65-25-99

ADMINISTRATION :
1, PLACE HUBERT-BEUVE-MÉRY 94852 IVRY-SUR-SEINE CEDEX
Tél. : (1) 40-65-25-25
Télécopieur : 49-60-30-10

Les réactions après la divulgation de propos antisémites prêtés au chef de l'OLP

M. Arafat nie l'« authenticité » de l'enregistrement diffusé par CNN

Le ministère français des affaires étrangères a indiqué, mercredi 12 février, que si les propos attribués la veille par la chaîne de télévision américaine CNN au président de l'OLP *« avaient été tenus, ils ne pourraient que susciter l'indignation et la réprobation de la France »*. Un porte-parole du ministère, M. Maurice Gourdault-Montagne, a toutefois souligné que *« le ministère des affaires étrangères ne dispose d'aucun élément ni sur la matérialité de la conversation ni sur la matérialité de l'enregistrement »*.

Pour sa part, M. Yasser Arafat, a affirmé mercredi soir que l'enregistrement était un *« montage »*. M. Arafat a fait cette déclaration au cours d'une brève escale à l'aéroport du Caire en route pour Genève, où il doit prononcer un discours devant la Commission des droits de l'homme de l'ONU. Le chef de l'OLP, qui a démenti l'*« authenticité »* du document présenté par CNN, a cependant reconnu avoir eu une conversation téléphonique avec le représentant de l'OLP à Paris, M. Ibrahim Souss, et *« pense que le gouvernement français en possède un enregistrement »*. *« Je ne cache rien et je n'ai pas peur de ce que j'aurais pu dire »*, a encore déclaré M. Arafat, ajoutant : *« Si quelqu'un pense nous faire peur, il se trompe. »* Il a qualifié d'*« erreur, ce qui est arrivé »* à M. Georges Habache, dont l'hospitalisation à Paris fin janvier avait provoqué une vive polémique en France.

Il a estimé que *« il ne fallait pas que M. Habache soit traité ainsi »*. Faisant allusion aux responsables français, il a estimé qu'*« ils auraient pu dès le début refuser la demande »* d'hospitalisation de M. Habache. Il a ajouté : *« s'ils pensent faire au Dr Habache ce qui est arrivé à l'ancien dirigeant est-allemand Erich Honecker, ils se trompent. »*

Dans une interview au journal *Libération*, M. Souss a déclaré que le document diffusé par CNN était un *« montage dont une partie des textes sont factices »*.

« Aucune connotation raciste »

Il a admis que M. Arafat ou lui-même s'est *« emporté, à un moment donné, contre les manipulateurs de l'affaire Habache »*, mais a rejeté l'accusation d'*« antisémitisme »*. *« Le terme juif,* a-t-il dit, *est utilisé dans le monde arabe pour tout ce qui a trait aux juifs et aux Israéliens. Dans la bouche d'un Arabe, cela ne revêt aucune connotation raciste ou raciale... Que l'Occident, coupable d'avoir massacré des millions de juifs, nous laisse tranquilles, nous et nos cousins sémites. Pour vous, les juifs sont vos victimes. Pour nous, les Juifs sont des Israéliens, donc nos bourreaux, ceux qui occupent notre terre et tuent nos enfants. »*

Les Etats-Unis estiment avoir remporté une *« victoire »* en obtenant que le chef de l'OLP, Yasser Arafat, ne soit pas traité comme un chef d'Etat lors de son discours jeudi à Genève à la Commission des droits de l'homme de l'ONU, a indiqué mercredi un responsable du département d'Etat. *« Il n'aura pas de tapis rouge, il ne sera pas traité comme un chef d'Etat »*, a dit ce responsable à la presse. Il a indiqué que la délégation américaine avait déployé beaucoup d'efforts cette semaine afin que l'accueil réservé à M. Arafat ne revienne pas à rehausser le statut de l'OLP.

La Palestine jouit du statut d'observateur à l'ONU. Ainsi, M. Arafat parlera assis. Il n'aura ni pupitre qui pourrait lui servir d'excuse pour se lever, ni podium, a souligné le diplomate américain. Ce dispositif résulte de contacts diplomatiques au cours desquels *« le secrétaire général* (de l'ONU), *l'Egyptien Boutros-Ghali, a été d'accord pour dire qu'il n'y avait aucune raison de traiter Arafat comme un chef d'Etat »*, a-t-il affirmé. – *(AFP.)*

Comment manipuler le son

Selon M. Ibrahim Souss, la conversation entre lui-même et M. Yasser Arafat diffusée par CNN est *« un montage dont une partie des textes sont factices »*. Cela est-il techniquement possible ? Une telle manipulation ne poserait pas vraiment de problème pour un bon technicien, à condition qu'il dispose d'une masse d'enregistrement suffisante, estime un ingénieur du son.

« Une vingtaine de conversations ont dû être passées, soit de chez moi, soit de l'hôpital Henry-Dunant, entre M. Arafat et moi-même », a précisé M. Souss. Ces conversations, probablement enregistrées, pouvaient constituer une matière première de choix à partir de laquelle un spécialiste entraîné peut très facilement effectuer un montage.

« Des ciseaux et du scotch »

« Il suffit de ciseaux et de scotch, explique un technicien. *Vous supprimez une syllabe* (« impossible », *devient* « possible »), *une négation, ajoutez ici ou là une respiration, un soupir, un mot puisé ailleurs, et le tour est joué. »* Pour que l'illusion soit parfaite il faut, évidemment, que les différents enregistrements utilisés soient d'un niveau sonore et d'une qualité équivalentes.

Il est ensuite possible de fignoler à l'aide de traitement numérique du son par ordinateur : *« Vous affichez sur écran la courbe de modulation de la voix, et vous la sculptez à façon avec la souris. »*

Une opération bien connue des producteurs de disques compacts et qui, souligne notre technicien, *« est encore plus facile avec des conversations téléphonique dont la qualité sonore est limitée »*.

Cependant, ajoute-t-il, *« il est extrêmement difficile de fabriquer de toutes pièces un mot dont on ne disposerait pas sur les bandes »*.

J.-P. D.

Embarras des Palestiniens, colère ou mépris des Israéliens

JÉRUSALEM

de notre correspondant

Gros embarras chez les Palestiniens, colère froide dans la classe politique israélienne, surtout à gauche. Telles étaient, mercredi 12 février, en Israël et dans les territoires occupés, les premières réactions au scoop de CNN. Alors que le porte-parole du premier ministre, M. Ehud Gol, faisait part de son absence de surprise et de son mépris *« pour l'homme aussi bien que pour son organisation »* et considérait que les *« répugnants propos »* n'étaient *« même pas dignes de commentaire »*, le chef de l'opposition travailliste, M. Shimon Pérès, estimait que les *« horreurs »* qu'aurait exprimées M. Arafat expliquaient, à la fois, pourquoi *« les Israéliens n'ont pas confiance en cet homme »* et combien il était *« difficile de percevoir en lui le représentant du processus de paix »*.

Les déceptions les plus vives ont cependant été enregistrées plus à gauche, parmi les partis qui sont d'ordinaire favorables à un dialogue avec l'OLP. M. Ran Cohen, député du Ratz, a ainsi fustigé les propos *« écœurants et racistes »* attribués au chef de l'OLP, lequel serait *« un mauvais leader pour son peuple »*. Quant à M. Yossi Sarid, du Mouvement des droits civiques (CRM), il s'est dit convaincu qu'il n'y avait, *« dans la communauté civilisée, pas de place pour des gens qui utilisent des expressions aussi basses et racistes »*. Le quotidien de gauche *Al Hamishmar* a publié, jeudi matin, un dessin cruel représentant M. Arafat crachant une sorte de bave tandis qu'un personnage symbolisant l'extrême droite tendait une urne aux électeurs. En clair : plus le chef de l'OLP salit sa cause, plus l'extrême droite israélienne en profite. Et, de fait, celle-ci n'a pas laissé passer pareille occasion. *« Depuis toujours,* a déclaré Mme Geula Cohen, *ce personnage s'identifie avec les néonazis. »* Et cette pasionaria du Grand Israël, ancienne camarade de combat de M. Itzhak Shamir avant la création d'Israël, de se demander comment l'Elysée pouvait encore tolérer l'existence d'un bureau de l'OLP à Paris après ce que M. Arafat aurait dit sur la civilisation française.

« Coïncidence étrange »

Dans le camp palestinien des territoires, en revanche, c'est l'embarras général. Aucune des personnalités participant au processus de paix, qui doit reprendre à la fin de ce mois à Washington, ne veut ni ne peut admettre d'emblée l'authenticité des propos prêtés à celui qu'on appelle ici *« le président »*.

M. Fayçal Husseini n'a *« pas entendu »* l'enregistrement et ne peut donc pas se prononcer. Mme Hanane Achraoui non plus, mais elle *« doute fortement »* que *« le président »* ait pu utiliser pareil langage.

Elle parle de *« coïncidence étrange »*, et demande que l'on recherche à qui profite le crime. M. Radwane Abou Ayache, lui, en sa qualité d'ancien président de l'Association des journalistes palestiniens, et proche du Fath de M. Yasser Arafat, rappelle à quel point *« les Palestiniens apprécient la politique française »* à leur égard et se dit carrément convaincu de l'existence d'un *« montage »*.

P. C.

ISRAËL : dans une intervention sans précédent

Le chef du Shin Beth défend son service après la mort d'un Palestinien en prison

JÉRUSALEM

de notre correspondant

Nul n'a le droit, en Israël, de révéler l'identité du chef des services de sécurité intérieure, le fameux Shin Beth. D'ailleurs, mis à part certains membres du gouvernement et quelques députés triés sur le volet pour siéger à la commission de la défense et des affaires étrangères de la Knesset, personne ne connaît le patronyme du patron. Ce peut être un militaire de haut rang, un gradé de la police ou un civil, haut fonctionnaire de préférence. De l'actuel directeur on sait pourtant deux choses désormais : un, il joue de la trompette – c'est un « scoop » publié naguère par un journal local – et deux, l'homme est coléreux.

C'est en tout cas comme cela, *« en colère »*, que le quotidien *Maariv* a décrit le premier « flic » d'Israël à la une de son édition du mercredi 12 février. Evénement d'autant plus insolite qu'il est sans précédent. Les autorités israéliennes ont en effet fourni mardi soir aux médias une version écrite, et expurgée, de l'audition, enregistrée un peu plus tôt dans la journée, du chef du Shin Beth par la commission la plus secrète de la Knesset. L'exception qui vient d'être faite vise ostensiblement à défendre l'honneur de l'institution ou, à tout le moins, l'idée que son responsable s'en fait.

Toute l'affaire est liée à la mort d'un détenu palestinien, Moustapha Akaoui (*le Monde* du 6 février). Le bruit déclenché dans les médias autour de ce décès, le cinquième en prison depuis 1987, a causé, *« de manière totalement injuste »* un *« tort irrémédiable »* à la bonne réputation des services de sécurité. Malade cardiaque, le militant du Front populaire de libération de la Palestine (FPLP) avait été arrêté le 22 janvier et il est décédé le 4 février dans la prison d'Hébron.

Selon un pathologiste américain, désigné par la famille de la victime, le prisonnier aurait été certes *« brutalisé »* par les enquêteurs du Shin Beth, mais la cause de son décès ne serait pas directement liée aux mauvais traitements. *« A aucun moment de la visite médicale que nous faisons systématiquement passer à tous les détenus pris en charge par nos services,* a expliqué le mystérieux directeur, *Moustapha Akawi n'a fait part de sa maladie. »*

Plus tard, l'intéressé se serait plaint d'une douleur à l'oreille et aurait été envoyé chez un médecin du dispensaire de la prison. C'est dire, à en croire son directeur, que le Shin Beth prend soin de ses pensionnaires, même si, comme Moustapha Akaoui, ils ont *« du sang sur les mains »*. Ce qui a, semble-t-il, beaucoup attristé le responsable des services c'est *« la boue déversée »* sur son institution par une vingtaine de députés de gauche de la Knesset, lesquels avaient signé une pétition pour demander une enquête officielle sur la mort du militant palestinien.

Ces derniers étaient d'ailleurs vertement critiqués mercredi matin par le *Yedioth Aharonot*, premier quotidien du pays, lequel, dans un éditorial, *« regrette le tort causé »* au Shin Beth. *« La tâche des services de sécurité est complexe,* remarque le journal, *le Shin Beth n'est pas et ne peut pas être totalement irréprochable... »*

PATRICE CLAUDE

□ **Amnesty international demande une enquête indépendante.** – Dans une lettre publiée à Londres, Amnesty International a exhorté, mercredi 12 février, le premier ministre israélien à faire cesser immédiatement les mauvais traitements que subissent les prisonniers palestiniens. Réclamant l'ouverture d'une enquête indépendante sur la mort en détention de Moustapha Akaoui, l'organisation internationale demande à M. Itzhak Shamir de réformer les règles et les méthodes d'interrogatoire dans les prisons. – *(AFP.)*

ÉGYPTE

Un quatrième Israélien arrêté pour espionnage

La justice égyptienne a annoncé, mercredi 12 février, l'arrestation d'un quatrième Israélien accusé d'espionnage au profit de l'Etat hébreu, alors que la presse israélienne affirmait que les trois premiers étaient, à leur insu, des agents libyens.

L'arrestation de M. David Ovits, un commerçant qui, selon la justice égyptienne, se rendait régulièrement en Egypte, a été confirmée par l'ambassade d'Israël au Caire, qui en a été informée par les autorités égyptiennes.

A Jérusalem, un responsable du ministère israélien des affaires étrangères avait déploré, mardi, que les autorités égyptiennes n'aient pas pris officiellement contact avec Israël à propos de ses trois ressortissants précédemment arrêtés en Egypte.

Mercredi, à la suite de l'annonce de l'arrestation de M. Ovits, une source proche du parquet de la sûreté de l'Etat au Caire a affirmé que, parmi les Israéliens arrêtés, *« certains »* ont avoué travailler pour le Mossad, le service secret israélien. – *(AFP.)*

Un livre de M. Ibrahim Souss

Dialogue sans concessions

Délégué général de Palestine en France, Ibrahim Souss est aussi poète, romancier et pianiste... Au service de la cause palestinienne, sa plume a la force de la conviction, celle de l'injustice faite aux siens. Au moment où se sont engagées des négociations historiques entre Israël et ses voisins, il a repris cette plume pour s'adresser sous la forme épistolaire, permettant le dialogue direct, à l'Israélien de bonne volonté, qui veut la paix mais n'en reconnaît pas toujours le prix. Car, au-delà des revendications territoriales, la paix est aussi acceptation et reconnaissance de l'Autre. Cependant cela ne peut se faire par un détournement de l'Histoire et un habillage des réalités qui dénient au peuple palestinien non seulement son identité, mais encore sa présence sur une terre qui lui a aussi été reconnue sienne.

C'est à ce travail salutaire que s'attache donc Ibrahim Souss, en démontant, un par un, les arguments israéliens devenus trop souvent vérités historiques par l'effet de la mauvaise conscience occidentale et de la surenchère arabe. De la coexistence pacifique du début du siècle, au soulèvement palestinien d'aujourd'hui, en passant par toutes les phases de la colonisation sioniste et des plans de l'ONU, que d'accusations portées, d'invectives lancées, de craintes avouées ou dissimulées de part et d'autre. Ibrahim Souss répond à tout, tente d'expliquer et surtout réclame de son interlocuteur israélien la même compréhension que celui-ci attend des Arabes. *« Je veux bien reconnaître le fait accompli. Je ne réclame pas un retour au* statu quo ante *la création de l'Etat d'Israël. Ni la remise en question de la légitimité de votre Etat. C'est un fait irréversible,* écrit-il notamment. *Mais il faudra bien que, tôt ou tard, vous nous donniez moralement gain de cause* : ce pays était le nôtre. *Reconnaissez ce fait et de nombreuses barrières psychologiques entre Palestiniens et Israéliens disparaîtront. »* Ce fait capital n'explique-t-il pas, comme le montre l'auteur, ce que l'on appelle trop souvent les « occasions manquées » par les Palestiniens ? Ce long retard à l'acceptation d'une paix qui ne pourra jamais être juste – car comment expliquer, par exemple, le droit au retour d'exilés de deux mille ans et le non-droit de ceux de quarante ans ? – ne vient-il pas de l'impossibilité du plus grand nombre à comprendre et à accepter un destin floué ?

Dialogue sans concessions, *De la paix en général et des Palestiniens en particulier* se veut porteur d'espoir, car on ne fait pas la paix sans balayer les obstacles à toute compréhension.

F. C.

► ***De la paix en général et des Palestiniens en particulier*, par Ibrahim Souss. Le Pré aux Clercs. 238 pages, 94 francs.**

DIPLOMATIE

La visite de M. Dumas en Syrie

Brève éclaircie ou nouveau départ dans les relations entre Paris et Damas ?

Premier chef de la diplomatie française à se rendre en Syrie depuis plus de quatre ans, M. Roland Dumas est arrivé mercredi 12 février à Damas pour une visite officielle de quarante-huit heures au cours de laquelle il devait avoir des entretiens avec le président Hafez El Assad, le vice-président Abdel Halim Khaddam et son homologue, M. Farouk El Charah.

DAMAS

de notre envoyée spéciale

On a cette fois bien fait les choses, après les ratés d'une visite reportée *in extremis* en décembre à la suite de propos tenus par M. Dumas sur l'affaire Aloïs Brunner et sur le Liban. Le ministre doit passer près de deux jours en Syrie. « *Tous les sujets seront abordés* », souligne-t-on de source française, entre autres l'extradition réclamée par Paris et Bonn du criminel nazi Aloïs Brunner, dont la Syrie a toujours nié la présence sur son sol – mais ce sera discrètement. Et aucune déclaration publique n'est venue cette fois jeter une ombre sur cette visite désirée par Damas. « *Nous souhaitons que l'état de nos relations devienne bien meilleur et nous tenons pour notre part à les développer et à y donner une impulsion* », a affirmé mercredi soir M. Charah en accueillant M. Dumas, celui-ci soulignant, pour sa part, qu' « *il insisterait pour renforcer ces relations et voir ce qui pouvait être fait pour l'avenir* ».

Les sujets de discussion entre Paris et Damas ne manquent pas, et, au moment où Washington vient d'envoyer des invitations officielles pour la quatrième série de pourparlers bilatéraux entre Israël et ses voisins arabes le 24 février à Washington, le processus de paix devait figurer en bonne place. « *Nous estimons que la France a un rôle important à jouer dans le processus de paix et dans le renforcement de la sécurité et de la stabilité de la région* », affirmait mercredi M. Charah.

Depuis la réunion de Madrid, il ne fait pas de doute que Damas éprouve quelque amertume et déception à l'égard des Etats-Unis et ne peut que voir positivement le rôle de l'Europe. Or on ne fait pas mystère ici que l'Europe, c'est avant tout la France, pays dont, malgré les divergences, on se sent le plus proche. M. Dumas avait été par exemple le seul chef de diplomatie européen à répondre en novembre dernier à une lettre adressée par le ministre syrien à chacun de ses homologues européens après l'adoption par Israël d'une résolution confirmant l'annexion du Golan.

Une traditionnelle pomme de discorde

Si l'Europe et la France en tant que telles ont participé aux négociations multilatérales de Moscou, boycottées par la Syrie, elles n'en reconnaissent pas moins le bien-fondé de la logique syrienne, à savoir que rien de sérieux ne peut être entrepris avant tout progrès dans les négociations bilatérales. En insistant pour que la prochaine série de discussions multilatérales se tienne dans un cadre informel, avec un ordre du jour le plus large possible pour donner le temps aux absents – Syriens, Libanais et Palestiniens – de rejoindre le train en marche et en réclamant un rôle effectif de l'ONU dans ces négociations, l'Europe va dans un sens favorable à Damas.

La question libanaise constitue en revanche la traditionnelle pomme de discorde entre Paris et Damas, qui reproche à la France de trop faire dépendre ses relations avec la Syrie d'un accord sur le Liban. Damas avait très mal reçu les déclarations de M. Dumas à Beyrouth, en octobre dernier, sur la nécessité de tenir rapidement des élections « *dans des conditions qui* [en] *garantissent la crédibilité* », c'est-à-dire, pour la France, hors la présence des troupes non libanaises. On fait valoir à Damas que l'on ne peut en aucun cas mettre sur le même pied les troupes d'occupation israéliennes et l'armée syrienne, dont la présence a été légalisée dans les accords de Taëf sur la pacification au Liban. Le fait que les responsables libanais parlent aujourd'hui de la possible tenue d'élections l'été prochain semble indiquer que celles-ci pourraient avoir lieu avant le redéploiement syrien, prévu en septembre, ce qui ne peut satisfaire Paris. Nul doute que, sur ce sujet, le désaccord persiste avec Damas.

Sur le plan bilatéral, c'est dans le domaine des relations culturelles, et notamment le développement du français, que la relance des relations devrait être la plus manifeste : la Syrie, avec une enveloppe de 39 millions de francs, est le troisième budget de la région, après l'Egypte et le Liban. Dans le domaine économique, la dette syrienne à l'égard de Paris, d'un montant de 1,2 milliard de francs, empêche, souligne-t-on de source française, de faire de gros efforts. La balance commerciale est toutefois en faveur de Damas, puisque, pour les neuf premier mois de 1991, Paris a acheté à la Syrie pour 1,2 milliard de francs (pétrole et dérivés à 95 %), alors que la France n'a exporté que pour 825 millions de francs, essentiellement des céréales.

Traditionnellement en dents de scie, les relations franco-syriennes vont-elles connaître un nouveau départ, ou cette visite ne sera-t-elle qu'une brève éclaircie ? « *Les conversations vont bien se passer,* nous a confié un haut responsable syrien, *mais cela va-t-il nous permettre enfin de stabiliser nos relations ? La France est si émotive...* » Là est sans aucun doute pour Damas l'enjeu de cette visite à un moment où la Syrie se sent quelque peu isolée.

FRANÇOISE CHIPAUX

En Allemagne

La ratification des accords de Schengen relance la polémique sur le droit d'asile

Le projet de loi portant ratification des accords de Schengen, qui prévoient la libre circulation des personnes en Europe de l'Ouest, a été approuvé mercredi 12 février par le conseil des ministres allemand. Les partenaires de la coalition se sont toutefois opposés sur la nécessité de modifier les articles de la Constitution sur le droit d'asile avant le débat de ratification au Parlement.

BERLIN

de notre correspondant

La querelle entre les libéraux et les partis de l'Union chrétienne, qui réclament depuis longtemps une modification de la Constitution pour restreindre le droit d'asile, pourrait avoir pour effet de retarder la ratification des accords. La réforme du droit d'asile est un des thèmes importants dans les campagnes électorales pour les élections régionales qui doivent avoir lieu ces prochains mois en Bade-Wurtemberg et au Schleswig-Holstein. Bousculant leurs alliés libéraux, qui font cause commune avec l'opposition social-démocrate, les amis du chancelier Kohl viennent de déposer au Bundestag un projet de loi portant sur la révision contestée.

La compatibilité des accords de Schengen avec la Constitution dans son état actuel est utilisée par chacun à l'appui de ses thèses. La CDU estime qu'on ne peut ratifier lesdits accords sans révision car l'Allemagne serait alors le seul pays où des demandeurs d'asile refusés ailleurs pourraient venir à nouveau tenter leur chance. Les libéraux et les sociaux-démocrates affirment ne pas y voir de contradiction. Ils ne veulent entendre parler de révision de la Constitution qu'en cas d'accord sur une législation européenne du droit d'asile.

L'Europe a en ce moment bon dos dans le débat politique allemand. Depuis des semaines, les sociaux-démocrates et le gouvernement s'affrontent sur l'augmentation du taux de la TVA de 14 % à 15 % en application des accords européens. Un vote décisif doit avoir lieu vendredi au Bundesrat, la deuxième Chambre du Parlement, qui représente les Laender, où la coalition n'a pas la majorité.

La TVA est impopulaire en Allemagne où la gauche a toujours dénoncé son caractère injuste pour les plus démunis, soumis au même régime que les plus riches. Mais le gouvernement et les Laender ont aussi besoin de nouvelles rentrées fiscales pour financer la réunification. Ayant promis de ne pas alourdir les impôts directs et ceux des entreprises, le gouvernement n'est pas fâché de se retrancher derrière les décisions communautaires et de faire porter le chapeau à Bruxelles.

HENRI DE BRESSON

□ **Le chancelier Kohl à Paris.** – Le chancelier Helmut Kohl était attendu jeudi 13 février au soir à Paris pour une rencontre avec M. François Mitterrand. Les deux hommes d'Etat devaient évoquer essentiellement les questions européennes, notamment celle du budget de la Communauté pour les cinq prochaines années. « *Il s'agit de remettre en marche à plein régime la machine franco-allemande pour affronter les échéances extrêmement importantes du printemps* », a déclaré le porte-parole de l'Elysée, M. Musitelli.

Le conflit du Haut-Karabakh

Washington fait dépendre la reconnaissance de l'Azerbaïdjan du respect des règles de la démocratie

En visite à Bakou après un passage à Erevan, le secrétaire d'Etat américain, M. James Baker, a estimé, mercredi 12 février, que la reconnaissance par Washington de l'Azerbaïdjan dépendait du respect des droits de l'homme et des règles de la démocratie par cette République. Après trois heures de tête à tête avec le président azéri, M. Ayaz Moutalibov, il a insisté sur la nécessité d'un « *règlement pacifique* » du conflit du Haut-Karabakh, enclave peuplée d'Arméniens en Azerbaïdjan. « *Les Etats-Unis s'intéressent à la solution de ce problème, en particulier au sein de la CSCE* », a déclaré M. Baker, qui, poursuivant sa tournée, a quitté Bakou pour Achkhabad, la capitale du Turkménistan.

Le groupe de neufs observateurs de la CSCE, dirigé par le tchécoslovaque Karl von Schwarzenberg, chef de cabinet de M. Vaclav Havel, était attendu, jeudi 13 février, à Bakou et devait ensuite se rendre dans la zone du conflit. Les Azéris avaient accepté l'envoi d'observateurs étrangers mais refusé toute intervention de forces d'interposition de l'ONU, alors que les Arméniens sont favorables à la venue de « casques bleus ». Dans une interview ambigüe publiée mercredi par le *Corriere della Sera*, M. Moutalibov a semblé ne plus totalement exclure cette solution. « *Si nos tentatives de paix se heurtent comme d'habitude au mur de l'incompréhension, nous soumettrons ce problème à notre Parlement, qui décidera* », a dit au journal milanais le président Moutalibov. Le Parlement (arménien) du Haut-Karabakh a proposé d'ouvrir des négociations avec Bakou en cas de cessez-le-feu. – *(Reuter, AFP.)*

L'enquête sur les attentats contre les avions d'UTA et de PanAm

Les Etats-Unis accusent Tripoli de chercher à brouiller les cartes

Les Etats-Unis ont accusé la Libye, mercredi 12 février, de chercher à brouiller les cartes dans sa réponse au Conseil de sécurité qui exige sa coopération dans l'enquête sur les attentats contres les avions d'UTA et de PanAm.

Commentant un rapport du secrétaire général des Nations unies, les responsables du département d'Etat ont estimé que la Libye cherche à diviser les trois puissances qui l'accusent d'avoir commandité ces attentats.

L'application de la résolution 731

Le rapport de M. Boutros Boutros-Ghali indiquait que le colonel Kadhafi s'est dit prêt à coopérer avec la France dont les demandes « *ne portent pas atteinte à la souveraineté de la Libye* » (Paris n'exige pas d'extradition). En revanche, il a demandé des compléments d'information à la Grande-Bretagne et aux Etats-Unis.

Selon le porte-parole du département d'Etat, M. Richard Boucher, la Libye continue à refuser d'appliquer la résolution 731. Il a déclaré : « *La Libye n'a pas livré rapidement les personnes accusées des attentats pour qu'elles soient jugées, n'a pas révélé tout ce qu'elle savait sur ces crimes, elle n'a pas payé les compensations appropriées et n'a pas pris de mesures concrètes pour mettre fin à son soutien au terrorisme.* » – *(AFP.)*

Devant la commission des droits de l'homme de l'ONU

Le Portugal dénonce les exactions commises par les Indonésiens à Timor oriental

GENEVE

de notre correspondante

Le chef de la délégation portugaise à la Commission des droits de l'homme des Nations unies, M. Gonçalo Santa Clara Gomes, est intervenu avec vigueur mercredi 12 février sur la situation tragique à Timor oriental occupé par d'importantes forces armées indonésiennes. Il a insisté en particulier sur le massacre perpétré le 12 novembre dernier au cimetière de Santa Cruz de Dili, capitale de ce petit territoire insulaire, où se déroulait une procession pacifique à la mémoire de Sebastiao Rangel, assassiné par des soldats dans l'église de Motael.

Après avoir dénoncé, documents à l'appui (conclusions du rapporteur spécial de l'ONU sur la torture, rapports d'Amnesty international, appel de Mgr Belo, évêque de Timor orientale, etc.) les exactions commises par les Indonésiens, il a déclaré que la cause du drame que vivent les Timorais réside dans le refus systématique de Djarkata d'accorder à ce peuple le droit à l'autodétermination, et dans la répression qui en découle depuis le départ des ex-colonisateurs portugais en 1975. Les deux résolutions du Conseil de sécurité de l'ONU en 1975 et 1976 exigeant « *l'évacuation sans délai* » du territoire, se sont heurtées au mépris du gouvernement indonésien.

L'ambassadeur Santa Clara suggère qu'une commission internationale composée de personnalités indépendantes soit autorisée à enquêter sur place et que les organisations humanitaires aient libre accès à la partie occupée de l'île. Il préconise l'organisation, *sous les auspices du secrétaire* général des Nations unies, d'un « dialogue entre toutes les *parties directement concernées* » auquel le Portugal est prêt à apporter son concours.

ISABELLE VICHNIAC

AMÉRIQUES

ETATS-UNIS

M. Bush a annoncé officiellement sa candidature à un deuxième mandat présidentiel

M. George Bush a officiellement annoncé mercredi 12 février sa candidature à un deuxième mandat présidentiel. A six jours de la première primaire – celle du New Hampshire – cette confirmation, qui est tout sauf une surprise, permet au président d'accaparer les médias.

«Je souhaite être votre président pour quatre années supplémentaires. Je suis désormais candidat au poste de président des Etats-Unis, officiellement», a lancé M. Bush devant un millier de ses plus ardents partisans réunis dans un hôtel du centre de Washington, et qui ont accueilli la nouvelle tant attendue aux cris de «Four more years» («quatre ans de plus»). M. Bush a été présenté à la foule par son épouse Barbara en ces termes : *«La personne que j'aime et respecte le plus dans le monde : le prochain président des Etats-Unis.»* Chacun savait que le président briguerait un second mandat. M. Bush a déjà rassemblé 11 millions de dollars (environ 60 millions de francs) pour sa campagne.

M. Bush s'est lancé aussitôt dans une critique voilée de M. Patrick Buchanan, son seul adversaire pour la primaire du Parti républicain qui aura lieu le 18 février dans le New Hampshire. M. Buchanan, représentant l'aile droite du parti, fait campagne sur le thème : l'«Amérique d'abord». *«Le peuple américain ne croit pas en l'isolationnisme parce qu'il croit en lui-même. (...) Face au défi, nous nous dressons. Notre oiseau national est l'aigle, non l'autruche»*, a déclaré M. Bush. M. Bush a sur ses adversaires l'avantage de tout président sortant : la notoriété du chef d'Etat qui se déplace dans un cortège de dix-sept voitures, entouré d'un essaim de gardes du corps.

Alors que M. Buchanan et les cinq candidats démocrates à la primaire du New Hampshire (MM. William Clinton, Tom Harkin, Robert Kerrey, Paul Tsongas et Jerry Brown) ratissent l'Etat pour se montrer et se faire entendre, M. Bush a pu ne lui consacrer jusqu'à présent qu'un seul jour et six escales. – *(AP, Reuter.)*

D'après le projet de loi de finances pour 1993

Presque toutes les catégories d'armes sont touchées par la réduction du budget du Pentagone

Si les contribuables américains s'apprêtent à empocher les «dividendes de la paix» sous forme de quelques ristournes fiscales, le Pentagone, lui, va en payer le prix : le projet de loi de finances 1993 présenté par le président George Bush comprend de sérieuses coupes dans le budget de la défense. Pour la première fois depuis longtemps, l'ensemble du complexe militaro-industriel va réviser ses carnets de commandes à la baisse.

WASHINGTON

de notre correspondant

M. Bush entend procéder à une diminution des dépenses militaires de 50,4 milliards de dollars étalée sur cinq ans. A vrai dire, c'est un chiffre un peu trompeur : si l'on tient compte des programmes que le Congrès avait de toute façon l'intention de refuser, la «coupe» est plutôt de l'ordre de 30 milliards de dollars. Pour l'année 1992, le budget de la défense se monte à 291 milliards de dollars ; pour 1993, il devrait être de 281 milliards (environ 18 % du budget fédéral).

Il y a peu de catégories d'armes qui ne sont pas touchées. La production du bombardier «furtif» B-2 s'arrêtera à 20 exemplaires (il y en a déjà 16, l'Air Force en voulait 75) ; la fabrication du sous-marin nucléaire d'attaque Seawolf (un seul bâtiment achevé) est abandonnée, de même que celle d'un nouvel hélicoptère de combat, le Comanche. Les commandes de missiles de croisière seront limitées (640 au lieu de 1 000). Une nouvelle génération d'avions-radars est abandonnée ainsi que la fabrication du missile stratégique Midgetman et des têtes nucléaires équipant les missiles embarqués sur les sous-marins stratégiques Trident II. Les industries de la défense vont y perdre quelques milliers d'emplois. Le Seawolf représentait 19 000 emplois chez General Dynamics, le B-2 (Northrop et, pour une petite part, Boeing) plusieurs dizaine de milliers.

Les effectifs sous les drapeaux sont aussi concernés. Ici, le président et le Pentagone sont sur la défensive. Comme pour les matériels, ils ne veulent pas aller au-delà d'une diminution de l'ordre de 25 % des forces existantes ; ils proposent que les effectifs soient ramenés de 2 millions d'hommes et de femmes (chiffre actuel) à 1,6 million d'ici à 1995. Dominé par les démocrates, qui proposent une diminution de 100 milliards de dollars du budget militaire sur cinq ans, le Congrès irait volontiers plus avant dans la réduction des effectifs : c'est une amputation relativement indolore sur le plan politique par rapport aux coupes dans les commandes des industries de la défense qui, elles, affectent la situation économique et sociale dans nombre d'Etats de l'Union.

150 000 hommes en Europe

Cible particulièrement tentante pour le Congrès : les forces américaines déployées à l'étranger. Le président Bush ne veut pas ramener les effectifs déployés en Europe au-dessous de 150 000 hommes. Le porte-parole du Pentagone, M. Pete Williams, a annoncé que les Etats-Unis allaient accélérer le retrait de ces forces, pour arriver à ce seuil de 150 000 en 1995. A coup sûr, les démocrates feront pression pour un retrait plus important et plus rapide.

Au lendemain de la présentation du budget, certains commentateurs ont qualifié ces coupes d'amputation sans précédent de la force militaire américaine. Il s'agirait d'un bouleversement majeur du dispositif de défense des Etats-Unis. La plupart des spécialistes sont plus réservés. Pour les apprécier à leur juste valeur, sans doute faut-il rappeler que ces coupes interviennent après une «orgie» de programmes de réarmement amorcés avec le président Jimmy Carter et vigoureusement poursuivis durant les deux mandats de M. Ronald Reagan. *«Il y avait du gras et ils ont taillé dans le gras, pas dans le vif»*, selon l'expression d'un analyste européen. Contrairement à ce qui a été avancé par quelques éditorialistes, les mêmes spécialistes estiment que l'armée américaine, même après la mise en œuvre de ce programme de coupes, serait encore parfaitement capable de monter une opération de l'ampleur de la campagne «Tempête du désert».

Le secrétaire à la défense, M. Dick Cheney, et le général Colin Powell, chef d'état-major interarmes, ont développé une philosophie «évolutive» : sans grande rupture, le système de défense américain doit se transformer en une machine plus réduite mais tout de même encore capable de projeter sa force sur toutes les parties du globe. Ils insistent pour que les Etats-Unis conservent leur avantage qualitatif, ou technologique. L'accent va être mis sur les programmes de recherche et développement pour réaliser des prototypes prêts à être livrés à la fabrication en cas de crise.

Parmi quelques autres programmes (comme le F-22, destiné à remplacer le chasseur F-15), il y en a un qui reçoit des fonds supplémentaires et que M. Bush a défini comme une priorité : l'Initiative de défense stratégique (IDS), les systèmes de défense antimissile. Le président et M. Cheney tiennent à la poursuite du Global Protection Against Limited Strikes (GPALS), auquel ils veulent consacrer, en 1993, 5,4 milliards de dollars (un de plus qu'en 1992). Le GPALS, version réduite de la «guerre des étoiles» chère à Ronald Reagan, a pour objet de déployer à terre et dans l'espace une série de systèmes antimissile.

ALAIN FRACHON

CUBA

Des dizaines de milliers d'emplois de fonctionnaires sont supprimés

Des dizaines de milliers de fonctionnaires cubains ont vu leur emploi supprimé au cours des dernières semaines dans le cadre d'une grande restructuration des organismes centraux de l'administration cubaine. Le journal du parti communiste cubain *Granma* a ainsi annoncé mercredi 12 février que 22 500 travailleurs dépendant du ministère de l'agriculture avaient été mis *«en disponibilité»*. Un nouvel emploi a été trouvé pour 15 000 d'entre eux, affirme le journal. Dans les bureaux du ministère de l'agriculture, les effectifs ont été réduits de 52 %, précise le journal. Au ministère de la construction, près de 50 000 employés ont été touchés par la politique de *«rationalisation»*, avait indiqué samedi *Granma*, en précisant que pour 93 % d'entre eux un nouveau poste avait été trouvé. Plus de 25 000 ont été envoyés travailler aux champs. – *(AFP.)*

EN BREF

□ **AFGHANISTAN : les moudjahidins ont libéré trois prisonniers.** – M. B. Rabbani, leader du Jamiat-i-Islami, mouvement islamiste modéré en lutte contre le régime de Kaboul, a libéré mercredi 12 février à Islamabad trois Ouzbeks qui avaient été capturés à l'époque de l'invasion soviétique en Afghanistan. Devant leurs parents venus les accueillir, deux d'entre eux ont déclaré vouloir demeurer auprès des moudjahidins pour *«étudier l'islam»*. Cette libération fait suite aux accords signés en novembre à Moscou entre autorités soviétiques et russes d'une part, et une délégation de rebelles islamistes d'autre part. Plusieurs dizaines de soldats de l'ex-armée rouge demeurent aux mains des insurgés afghans. – *(AFP.)*

□ **BULGARIE : le syndicat Podkrepa demande la démission de deux ministres.** – Menaçant de déclencher des grèves, le puissant syndicat Podkrepa a exigé, mercredi 12 février, la démission du ministre des finances, M. Ivan Kostov, et du ministre de l'industrie et des services, M. Ivan Pouchkarov, accusés de favoriser *l'«enrichissement»* des anciens cadres communistes et d'être *«trop lents»* à mettre en œuvre les réformes économiques. Le premier ministre, M. Filip Dimitrov, a rejeté la demande du syndicat et estimé que *«déclencher une vague de grèves en ce moment serait irresponsable»*. – *(AFP.)*

□ **COLOMBIE : sept morts lors de deux attaques de guérilleros.** – Deux attaques commises mercredi 12 février par des guérilleros en Colombie ont fait sept morts et plusieurs blessés, selon des sources militaires. – *(AFP.)*

□ **NICARAGUA : visite du secrétaire d'Etat français aux affaires étrangères.** – M. Alain Vivien est arrivé mercredi 12 février à Managua où il devrait rencontrer la présidente Violeta Chamorro, le ministre des affaires étrangères Ernesto Leal et le ministre de la coopération extérieure, Erwin Kruger. La France et le Nicaragua devraient signer, à l'occasion de cette visite, un protocole culturel, scientifique et technique et un projet d'aide alimentaire d'un montant global de 15 millions de dollars, selon l'ambassade de France à Managua. – *(AFP.)*

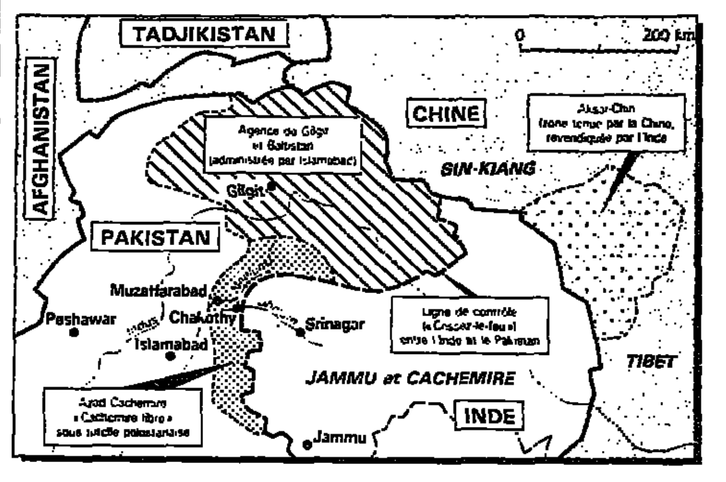
ASIE

Cachemire : la plaie ouverte de la partition

Suite de la première page

Les troupes de New-Delhi avaient, l'an dernier, tiré sur les contrevenants, dont plusieurs avaient été tués. L'émotion avait été grande au Pakistan, où le Cachemire est un sujet très passionnel – comme pouvaient l'être en France, toutes choses égales, l'Alsace et la Lorraine après 1870. En perte de vitesse depuis le lancement par une nouvelle génération, début 1990, à Srinagar et dans «la Vallée» (la partie centrale de l'Etat indien du Jammu-Kashmir), d'une phase véritablement insurrectionnelle de la lutte contre New-Delhi, le JKLF a perçu la relance de ses thèses qui pourrait s'en suivre. La pléiade des groupes de jeunes *«combattants pour la liberté» (moudjahidins)*, amplement soutenus par Islamabad, avait en effet posé que le rattachement au Pakistan était le but de leur lutte – et non plus l'indépendance du Cachemire. En lançant son appel pour la «Marche» de 1992, le chef de la branche pakistanaise du JKLF, M. Amanullah Khan, lui avait donné un contenu hautement émotionnel, annonçant qu'il était lui-même prêt à *«mourir sous les balles indiennes pour l'indépendance du Cachemire»*.

Ces propos ont d'autant plus enflammé les nombreux sympathisants du JKLF en Azad Kashmir («l'Etat du Cachemire libre», sous tutelle du Pakistan) que les plus jeunes d'entre eux admirent leurs compatriotes qui ont pris les armes de l'autre côté de la «frontière». En dépit de son soutien officiellement proclamé à «la cause», Islamabad ne pouvait guère, cependant, laisser la manifestation aller à son terme sans réagir. Le climat des relations avec l'Inde, traditionnellement médiocre, est, en effet, très dégradé depuis le début de l'insurrection dans la vallée du Cachemire. Et le premier ministre pakistanais, M. Nawaz Sharif, quoique conscient de ce qu'il faut céder à l'émotion, n'est pas décidé à laisser «filer» l'engrenage d'une quatrième guerre avec son voisin. Cet industriel est plus intéressé, en effet, par le développement économique que par les exploits martiaux, ce dont témoigne, par ailleurs, le revirement pacifique qu'il a su imposer à la politique de son pays dans l'affaire afghane.



Sur le pont de Kotla

En contact depuis le début de la «Marche pour l'indépendance» avec leurs homologues indiennes, les forces de l'ordre pakistanaises ont tenté de jouer très «serré», avant d'être dépassées. Islamabad, après avoir laissé les milliers de sympathisants du JKLF quitter Rawalpindi dimanche et arriver lundi à Muzaffarabad, capitale de l'Azad Kashmir, a interdit mardi aux manifestants d'approcher de la ligne de contrôle. Provoquer à la dynamite des glissements de terrain sur l'unique route d'accès vers l'Inde n'avait pas suffi à décourager les marcheurs. C'est donc sur le pont de Kotla, à dix kilomètres avant Chakothii, la ville où devait avoir lieu le franchissement de la «ligne», que les policiers ont attendu les marcheurs. Avec des matraques, et aussi des armes à feu.

Cet épisode ne va naturellement pas améliorer la cote d'Islamabad auprès d'une partie substantielle de la population cachemirie – en particulier les intellectuels, qui manifestent désormais des sentiments peu amènes envers les *«frères pakistanais»*, assez injustement accusés de se comporter en *«spectateurs»* dans la djihad (guerre sainte) lancée dans la vallée.

Reste à vérifier si la partie la plus consciente de l'establishment indien, persuadée qu'il faut *«trouver des interlocuteurs au Cachemire pour sortir politiquement du piège de la pure répression»*, saura saisir l'occasion pour reprendre langue avec le JKLF, et amorcer un règlement de cette tragédie oubliée depuis près d'un demi-siècle au pied de l'Himalaya.

JEAN-PIERRE CLERC

EUROPE

RUSSIE

M. Eltsine confie la supervision de l'agriculture à M. Routskoï

Le président russe Boris Eltsine a demandé, mercredi 12 janvier, à son vice-président « rebelle », M. Alexandre Routskoï, de *« clarifier ses positions »* et lui a confié le soin de superviser la réforme de l'agriculture. Aux termes d'un accord entre les deux hommes, M. Routskoï devra rendre compte des progrès de la réforme de l'agriculture au président toutes les deux semaines et devant le Parlement une fois par mois. Des paysans se sont réunis cette semaine en congrès à Moscou pour exprimer leur mécontentement sur la lenteur des réformes et les obstacles administratifs à la privatisation de la terre. Le vice-président russe avait à plusieurs reprises ces derniers temps manifesté son opposition à la politique de réforme décidée par la nouvelle équipe gouvernementale et avait multiplié les interventions virulentes, demandant notamment, samedi dernier dans la *Pravda*, *« l'état d'urgence économique »*. M. Elstine avait retiré à M. Routskoï, le 19 décembre dernier, par décret présidentiel, toutes ses responsabilités à la tête des cinq comités parlementaires, dont celui de la reconversion militaire. – *(Reuter, AFP.)*

YOUGOSLAVIE

M. Cyrus Vance est favorable à l'envoi de « casques bleus »

L'émissaire spécial des Nations unies, M. Cyrus Vance, a recommandé, mercredi 12 février, l'envoi d'une force de maintien de la paix de l'ONU en Yougoslavie. Selon des diplomates, il n'est pas exclu que le secrétaire général de l'ONU, M. Boutros Boutros-Ghali, jusqu'ici réticent, approuve le déploiement de dix mille « casques bleus » en Yougoslavie, mais la décision finale reviendra au Conseil de sécurité.

M. Boutros-Ghali devait rencontrer à ce sujet, jeudi, les cinq membres permanents du Conseil – France, Chine, Etats-Unis, Russie et Grande-Bretagne – pour discuter de la crise yougoslave. En dépit de quelques violations, les membres européens du Conseil de sécurité estiment que le cessez-le-feu négocié par Cyrus Vance en Yougoslavie est suffisamment respecté pour autoriser le déploiement de « casques bleus ».

La décision de Cyrus Vance laisse entendre qu'il a accepté la dernière lettre du président croate, M. Franjo Tudjman, dans laquelle celui-ci s'engageait à coopérer avec les forces des Nations unies, tout en exprimant quelques réserves. M. Tudjman a fait savoir à l'ONU qu'il ne posait pas de conditions préalables supplémentaires au déploiement de troupes de l'ONU, en dehors de certains « problèmes techniques » concernant les transports, les réfugiés et le maintien de l'ordre.

M. Cyrus Vance semble également penser que les responsables civils et militaires yougoslaves parviendront à isoler le serbe Milan Babic, président de la Krajina (enclave serbe de Croatie), qui reste le seul à s'opposer au plan de l'ONU.

Les forces des Nations unies doivent remplacer les troupes fédérales dans trois régions de Croatie actuellement sous contrôle serbe et sur lesquelles Zagreb souhaite rétablir sa souveraineté. – *(Reuter.)*

□ **POLOGNE : des officiers formés par l'armée américaine.** – Le quartier général des forces américaines en Europe formera des officiers de l'état-major de l'armée polonaise, a annoncé, mercredi 12 février, l'agence PAP. Ceux-ci pourront participer à des exercices, notamment stratégiques, simulés sur ordinateur. Varsovie a récemment demandé d'adhérer à l'OTAN, ce qui avait été froidement accueilli dans les milieux militaires à Bruxelles. – *(AFP.)*

Réunion décisive des chefs d'Etat de la CEI à Minsk

Des bombardiers nucléaires bien encombrants

Les services de renseignements occidentaux « pistent » en ce moment les bombardiers nucléaires Tupolev 160, dont les pérégrinations actuelles entre la Russie, l'Ukraine, voire le Kazakhstan sont, à leur façon, un test de la capacité de ces trois Etats de l'ancienne URSS à respecter l'esprit et la lettre des accords de désarmement Est-Ouest déjà conclus.

Ressemblant à un Concorde dont les ailes se replieraient aux grandes vitesses pour se déployer à l'atterrissage ou au décollage et aux faibles vitesses, le Tupolev 160, dénommé *Blackjack* par les services de l'OTAN, est à coup sûr le plus lourd bombardier nucléaire supersonique dans le monde. Il est armé, outre de bombes, de missiles air-sol AS-15 (baptisés *Kent*) subsoniques à charge nucléaire.

A l'origine, le projet des Soviétiques était d'en construire une centaine depuis l'apparition des prototypes après 1981. Les accords START de l'an dernier entre MM. George Bush et Mikhaïl Gorbatchev ont limité le programme à soixante appareils et, cette semaine, M. Boris Eltsine a avancé l'idée d'en arrêter la production – à un nombre qu'il n'a pas encore précisé – dans le cadre d'une nouvelle réduction stratégique négociée avec les Etats-Unis.

Selon les services occidentaux, il existerait à l'heure actuelle, depuis 1988, un « régiment » de Tupolev 160 (soit une escadre de vingt bombardiers) à Dolon, au Kazakhstan, et un autre « régiment » de même importance à Priluki, en Ukraine.

Un environnement particulier

Les péripéties présentes entre l'Ukraine et la Russie, par exemple, sur le sort de ces Tupolev 160 sont suivies de près par les spécialistes de l'Ouest. Elles peuvent illustrer la volonté des Etats en cause de régler, ou non, sur le fond leurs relations dans l'ordre nucléaire, et de s'en tenir, ou non, aux accords sur le désarmement avec Washington. Il peut donc y aller de la stabilité stratégique du monde.

Apparemment, l'Ukraine n'est pas hostile au transfert sur une base russe de son « régiment » qui, à ce jour, relève du commandement d'un colonel ukrainien. Mais le Tupolev 160 n'est pas un avion comme les autres et il nécessite un environnement particulier, notamment pour le stockage et la protection en toute sécurité des missiles nucléaires. Pour l'instant, la Russie réplique qu'elle ne dispose pas du terrain susceptible de l'accueillir. D'autre part, la seule usine qui fabriquait le carburant spécial nécessaire au Tupolev 160 vient d'être fermée, car elle a été jugée non rentable par les autorités. Bref, la solution donne l'impression de se faire attendre, si l'on en croit les services occidentaux de renseignements.

D'autant que l'Ukraine, qui pourrait avoir une petite idée derrière la tête, laisse entendre aujourd'hui qu'elle apprécierait de conserver en retour ou en compensation, après le départ de son « régiment », des bombardiers Tupolev 26-22 M baptisés *Backfire* par l'OTAN, certes moins modernes, mais tout de même aptes aussi au lancement de bombes et de missiles air-sol sur des étapes intercontinentales. La Russie fait la sourde oreille. Elle assure que tous les « vecteurs » aériens, pilotés ou non, comme déjà les sous-marins lance-missiles, relèvent d'elle, et d'elle seule, dans l'ordre stratégique.

Si, déjà entre l'Ukraine et la Russie les débats en la matière sont si difficiles, que dire alors de l'avenir des rapports que cette même Russie risque de devoir entretenir avec un Kazakhstan qui lui conteste le monopole nucléaire ?

Les analystes français, qui suivent avec attention ces péripéties, se disent persuadés qu'il faudra bien une dizaine d'années pour que tous les pays membres de la Communauté des Etats indépendants (CEI) finissent par respecter les mesures de désarmement du traité START, sur lequel s'était engagée l'ancienne URSS, et pour que cette partie du monde trouve sa stabilité dans le déploiement des armes nucléaires.

JACQUES ISNARD

La fin des faux-semblants

Suite de la première page

Une discussion d'autant plus nécessaire que la réunion des premiers ministres de la Communauté tenue le 8 février à Moscou n'a donné à peu près aucun résultat. Mais l'objet essentiel de la rencontre de Minsk concerne les questions qui constituent une urgence absolue en raison de l'impatience qui se manifeste au sein des forces armées, de la nécessité de résoudre au plus vite certains problèmes matériels, et aussi de faire face aux obligations internationales de l'ex-URSS (comment appliquer le traité CFE sur la réduction des forces conventionnelles) faute d'accord sur la répartition de ces forces entre les membres de la Communauté? .

Les différends entre Moscou et Kiev

Rien pour l'instant ne semble réglé, ni en voie de l'être. En particulier les différends majeurs qui opposent la Russie et l'Ukraine : les négociations sur la répartition de la flotte de la mer Noire n'ont donné, à ce jour, aucun résultat tangible et la remise en cause par le Parlement russe de l'appartenance de la Crimée à l'Ukraine n'a fait qu'aviver un peu plus la plaie.

Le président ukrainien Leonid Kravtchouk a depuis exigé – sans résultat pour l'instant – la révocation de l'amiral Kasatonov qui commande cette flotte, après avoir laissé clairement entendre qu'il s'opposerait au maintien du maréchal Chapochnikov au poste de commandant en chef des forces « unifiées » de la Communauté. M. Kravtchouk a aussi manifesté son *« étonnement »* de voir le président russe Boris Eltsine faire aux Nations unies des propositions de désarmement ou de mise en place d'un système *« global »* de défense spatiale, sans avoir préalablement consulté ses partenaires.

La rivalité russo-ukrainienne ou, si l'on préfère, le refus de l'Ukraine d'accepter le *« rôle objectivement dominant de la Russie »*, pour reprendre l'expression du journal *l'Indépendant*, n'est pas le seul problème de la Communauté. Mais il est le plus voyant et il donne la possibilité aux autres Etats membres de résister à leur tour, quitte à le faire plus discrètement, à l'hégémonie naturelle de Moscou. Sauf miracle de dernière minute, ce désaccord fondamental ne pourra pas être aplani et la Russie s'est déjà clairement préparée à en tirer les conséquences.

Jusqu'à présent, Moscou était – avec certaines « petites » Républiques d'Asie centrale – un partisan déclaré de forces unifiées, non seulement nucléaires mais conventionnelles. Mais il était parfaitement évident dans l'esprit des dirigants russes que ces forces devaient être sous commandement russe . Le principe a été expressément posé pour ce qui concerne les armes nucléaires (M. Eltsine étant le seul à pouvoir déclencher le feu nucléaire et la Russie devant, à terme, être la seule puissance nucléaire parmi les membres de la CEI), mais il était au moins sous-entendu qu'il en irait de même pour les forces conventionnelles et, dans des moments d'énervement, M. Eltsine lui-même a mis les points sur les « i », disant : *« La flotte de la Mer noire a été, est et restera russe »*. Alors que, dans ses entretiens avec les Occidentaux, le maréchal Chapochnikov se comportait ouvertement en représentant de la Russie et non des forces « communautaires », qu'il est censé commander.

RÉPÉTEZ AVEC MOI: R-U-S-S-I-E!

URSS

PANCHO

C'est ainsi que s'expliquait le fait, *a priori* hautement étrange, que la Russie est le seul Etat de la CEI à ne pas avoir d'armée en propre, ni de ministère de la défense. *« Nous serons les derniers à nous doter d'une armée »*, a déclaré à de multiples reprises M. Eltsine. Mais à partir du moment où l'Ukraine, et dans son sillage d'autres Etats membres comme la Biélorussie, n'acceptent plus ce principe, l'ambiguïté ne peut être maintenue bien longtemps.

Une femme à la défense ?

« La décision a été prise, la Russie crée son armée » titrait mercredi 12 février *l'Indépendant*, tandis que d'autres organes de presse évoquaient un *« décret qui n'attend plus que la signature »* de M. Eltsine. Partout les spéculations vont bon train sur le nom du futur ministre russe de la défense . Plusieurs généraux de haut rang sont mentionnée, mais aussi Mme Galina Starovoïtova une proche conseillère de M. Eltsine qui ne cache guère à quel point elle est tentée par le poste, et souligne partout qu'il est temps de confier cette responsabilité à un civil, comme c'est le cas dans les grandes démocraties occidentales.

Pur sa part, l'un des militaires « ministrables » le général Constantin Kobets, actuellement *« conseiller d'Etat de la Fédération de Russie pour les questions de défense »* multiplie les articles dans la presse, avec le mérite d'exposer clairement des vérités maintenues jusqu'à présent dans la pénombre : *« Il convient de déclarer honnêtement et avec détermination que la Russie a ses intérêts d'Etat et qu'elle les défendra par la force ou par la menace d'exercer cette force. C'est pourquoi il nous faudra élaborer une doctrine militaire et créer une armée russe »*. Le général Kobets rappelle certes, à la suite de M. Eltsine, qu'il ne faut pas *« précipiter ce processus »* ou *« devancer nos voisins »* mais sa religion semble faite, et il explique que la situation actuelle ne peut plus durer. Par exemple, la Russie a placé sous son contrôle direct toutes les forces situées à l'extérieur de l'actuelle Communauté c'est-à-dire aussi bien dans les Pays baltes qu'en Europe centrale ou en Géorgie, mais elle ne peut, techniquement, exercer cette autorité qu'à travers l'ex-ministère russe de la défense – rebaptisé commandement unifié – et l'ex-état-major : cela ne peut que renforcer la suspicion des autres membres de la Communauté à l'égard d'institutions où ils sont en droit de ne voir que les instruments du pouvoir russe.

Que la Russie – contrainte à se « découvrir » plus tôt qu'elle ne l'espérait sans doute – s'apprête à clarifier un peu les choses ne signifie pas obligatoirement la mort immédiate d'une défense « communautaire ». Tout indique au contraire que des forces stratégiques communes seront maintenues, ne serait-ce qu'à titre transitoire, pour donner le temps à l'Ukraine, à la Biélorussie et, s'il finit par y consentir au Kazakhstan, de se débarrasser de leurs armes nucléaires. Mais pour le reste, c'est-à-dire les forces conventionnelles, les plus grands doutes sont permis : *« Créer des forces armées unies dans une Communauté de onze membres, c'est la fin de tout »* déclarait récemment M. Kravtchouk prévoyant que jamais lui-même et M. Eltsine ne pourraient se mettre d'accord pour les diriger, et qu'en conséquence les militaires eux-mêmes seraient en position de *« concentrer dans leurs mains une force et un pouvoir terrifiants »* .

D'autres solutions restent possibles à terme, à commencer par la constitution d'une sorte d'alliance entre Etats de la Communauté, un peu à l'image du défunt Pacte de Varsovie. Mais cette alliance reposait elle-même sur un principe fondamental, celui de la suprématie absolue de Moscou, et la question qui mine aujourd'hui la Communauté ne manquerait pas de se reposer à nouveau. On n'en est pas encore là car à ce jour la CEI existe encore, pas forcément pour très longtemps si l'on croit le premier ministre biélorusse, M. Vitcheslav Kebitch : *« La question des forces armées, c'est la pierre d'achoppement d'une CEI fragile et si lors de cette réunion* [de Minsk] *nous ne trouvons pas de solution acceptable pour le financement de l'armée et l'organisation future des forces armées, la survie de la CEI sera hautement problématique »* .

JAN KRAUZE

AFRIQUE

ALGÉRIE

Effervescence dans les universités

Les étudiants islamistes, qui tentent depuis plusieurs jours de mobiliser leurs camarades contre le nouveau pouvoir, ont poursuivi leur mouvement, mercredi 12 février, dans les universités de Constantine, de Blida et de Bab Ezzouar, à Alger. A Blida (50 kilomètres au sud d'Alger), des bagarres ont éclaté entre des islamistes et des étudiants qui refusaient de déserter les cours.

Hormis des tirs sporadiques à Alger, aucun autre incident n'a été signalé dans l'ensemble du pays, après l'arrestation mardi d'un groupe de six « Afghans » – selon le quotidien *El Watan* –, et non de quatre comme annoncé précédemment (*le Monde* du 13 février) .

Un mois après son installation au pouvoir, M. Mohamed Boudiaf, le président du Haut comité d'Etat, a donné carte blanche aux magistrats pour qu'ils s'attaquent à la corruption. Cette initiative pourrait entraîner la réouverture de plusieurs dossiers compromettants pour l'ancien pouvoir.

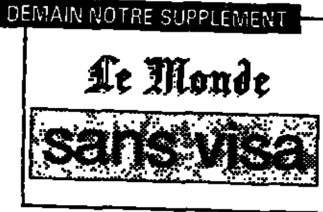
Dans son allocution à la télévision, la veille, M. Boudiaf avait évoqué les affaires de *« vol et de trafic »* au détriment de l'Etat, et avait indiqué qu'il allait demander aux magistrats d' *« arrêter des mesures énergiques, car le peuple doute du fonctionnement de la justice algérienne »*. Il s'était aussi engagé à faire *« juger les voleurs et les trafiquants »*. Ce passage de l'allocution, publié le lendemain par l'agence APS, avait été coupé à la télévision.

Enfin, dans un entretien au *Figaro*, publié mercredi, le président du Front algérien des forces socialistes (FFS) Hocine Aït Ahmed, qui a critiqué l'instauration de l'état d'urgence, estime que *« le régime accumule les fautes »*. M. Aït Ahmed préconise la démission du gouvernement Ghozali, après quoi le Haut Comité d'Etat devrait nommer un gouvernement provisoire dont la tâche serait d'organiser l'élection d'une assemblée constituante. – *(AFP, Reuter.)*

□ **LIBÉRIA : des pays occidentaux accusés de traiter avec les rebelles.** – Les présidents de Guinée, de Sierra Léone et du Libéria, réunis à Freetown, ont exprimé, mercredi 12 février, leur *« grave préoccupation »* au sujet des *« activités commerciales de certains pays occidentaux avec le Front national patriotique du Libéria* (FNPL) » de M. Charles Taylor. Ces activités *« procurent au FNPL les ressources financières pour continuer la guerre »*, ont-ils estimé dans un communiqué qui ne cite pas les pays mis en cause. Le quotidien *Le Figaro* a publié le 8 janvier une enquête selon laquelle Usinor Sacilor reçoit du minerai de fer en provenance du nord du Libéria, sous contrôle des rebelles. – *(AFP.)*

□ **MOZAMBIQUE : Portugais et Italiens observateurs officiels aux négociations sur le cessez-le-feu.** – A la requête des deux parties en conflit, le gouvernement mozambicain et la Résistance nationale du Mozambique (RENAMO), le Portugal et l'Italie seront observateurs officiels aux négociations sur le cessez-le-feu, a annoncé, mercredi 12 février, un porte-parole du ministère italien des affaires étrangères. L'Italie jouait jusqu'ici un rôle officieux de médiateur dans la phase préliminaire des négociations, en voie de conclusion. – *(AFP.)*

DEMAIN NOTRE SUPPLÉMENT





POLITIQUE

La préparation des élections régionales

M. Michel Charasse conduira la liste socialiste dans le Puy-de-Dôme

La liste socialiste du Puy-de-Dôme pour les élections régionales avait déjà un nom (Priorité Auvergne) et un siège de campagne à Clermont-Ferrand, impersonnel à souhait. Il lui manquait pourtant l'essentiel : le nom de son chef de file. Pressenti dès l'automne, M. Michel Charasse avait assuré, samedi 8 février, qu'il ne serait pas candidat parce que la composition de la liste socialiste en Haute-Loire, qui répondait selon lui *« à des critères trop classiquement politiciens »* et servait *« d'abord l'ambition personnelle »* ne lui convenait pas.

C'est à Paris que l'*« imprévisible sursaut »*, sur lequel le ministre délégué chargé du budget assurait ne pouvoir *« plus compter »*, s'est produit. Le bureau exécutif du Parti socialiste, qui avait pourtant entériné à plusieurs reprises la liste proposée par cette fédération popereniste, a, en effet, demandé, mercredi 12 février, à M. André Chapaveire, adjoint au maire de Brioude, qui était dans le collimateur de M. Charasse, de céder sa place de tête de liste à M. Louis Eyraud. M. Chapaveire, qui assurait dès mardi qu'il pourrait s'effacer si on le lui demandait, a été sensible à cette invitation pressante.

Le ministre délégué au budget, proche de l'actuel premier secrétaire du PS, a tiré les conséquences de cette intervention de dernière minute en annonçant finalement sa candidature, jeudi 13 février, sur Europe 1. *« La liste ne m'allait pas,* [maintenant] *j'ai le sentiment qu'elle correspond à ce que je souhaite, il n'y a plus de raison pour que je dise non »*, a-t-il déclaré.

La liste socialiste du Puy-de-Dôme, examinée par la commission exécutive fédérale, jeudi en fin de journée, sera donc emmenée par M. Charasse. Comme il s'y était engagé, M. Roger Quilliot, maire de Clermont-Ferrand, figurera en deuxième position pour appuyer le maire de Puy-Guillaume. La liste pour la Haute-Loire sera également présentée avant la fin de cette semaine.

Les tergiversations du ministre laisseront pourtant des traces en Auvergne. Elles ont souligné les faiblesses de la fédération du Puy-de-Dôme, mais elles ont également atteint le crédit de M. Charasse, suspecté, malgré de vigoureuses dénégations, d'avoir utilisé le conflit qui l'opposait à la fédération de Haute-Loire pour s'épargner une déconvenue prévisible face à M. Valéry Giscard d'Estaing, actuel président UDF de la région Auvergne.

M. Charasse va devoir payer de sa personne pour faire oublier au plus vite cette mise en route laborieuse. La campagne qu'il va livrer face à l'ancien président de la République, dont il brocarde à l'envi l'*« absence »* de la région et la *« nostalgie des dorures des palais »*, sera tout aussi délicate. *« Ils ont un capital de voix »*, estime, à propos des socialistes, M. Claude Wolff, maire UDF de Chamalières, *« mais la candidature de Michel Charasse ne jouera qu'à la marge, son style séduit autant qu'il irrite »*. Personne, pas même chez les socialistes, n'envisage une alternance à la tête de l'exécutif régional.

Un sondage réalisé par BVA (*le Monde* du 13 février) montre cependant que le RPR et l'UDF auront beaucoup de mal à obtenir la majorité absolue (1). M. Charasse s'efforcera donc surtout de pousser M. Giscard d'Estaing à la faute en mettant en avant la question des alliances, et en demandant qu'*« il dénonce enfin clairement et sans aucune ambiguïté »* un *« infréquentable Front national »* qui ne fait pas, pour l'instant, de bons scores en Auvergne.

GILLES PARIS

(1) Le PS est crédité, selon cette enquête, de 19,5 % des voix, l'UDF-RPR de 42 %, le PC de 11,5 %, le FN de 7 %, et les écologistes (Génération Ecologie et Verts) de 15,5 %.

M. Hoeffel prend la tête de la liste UPF dans le Bas-Rhin

STRASBOURG

de notre correspondant régional

M. Daniel Hoeffel (UDF-CDS), sénateur, conduira la liste régionale de la « majorité alsacienne » dans le Bas-Rhin, dont il préside le conseil général. Il prend la place de M. Marcel Rudloff (UDF-CDS), également sénateur et, de surcroît, président sortant du conseil régional d'Alsace. M. Rudloff a accepté de rétrograder en deuxième position sur la liste de l'UPF.

L'annonce récente de la candidature « dissidente » de M. Adrien Zeller (UDF-CDS), député et maire de Saverne (*le Monde* du 12 février), a favorisé la décision de M. Hoeffel. Considéré comme le *« fédérateur incontestable »* de l'opposition en Alsace, M. Hoeffel, que, depuis des mois, ses amis du CDS et le RPR local poussaient à prendre l'initiative, répétait à qui voulait l'entendre qu'il ne ferait rien pour gêner son *« ami Marcel »*.

M. Zeller, qui lui a fourni l'occasion de procéder aux arbitrages s'imposant dans le camp des démocrates sociaux, se limite à dire pour l'instant qu'il se *« donne le temps de la réflexion »*, même s'il relève que M. Hoeffel devra lever *« les ambiguïtés quant à son rôle futur »*.

Il est vrai que l'accord intervenu entre le président du conseil général et celui de la région ne se caractérise pas par sa clarté. Le premier laisse planer le doute sur ses intentions : *« J'ai accepté de prendre, avec Marcel Rudloff, la tête de la liste de l'Union et il n'est pas question de dire aujourd'hui qui sera président du conseil régional »*, dit-il. Mais chacun sait, à Strasbourg, que M. Hoeffel est prêt à abandonner sa présidence départementale actuelle pour prendre celle de la région.

Dans l'entourage de M. Rudloff, on veut encore croire que la candidature de M. Hoeffel n'a pas d'autre but que de rétablir l'ordre dans les rangs du CDS et de *« tirer »* la liste UPF pour le scrutin du 22 mars.

Reste la question de la présidence de l'assemblée départementale. Après la cantonale partielle de Bischwiller (*le Monde* des 28 janvier et 2 février), l'UDF dispose de vingt sièges auxquels il faut ajouter deux apparentés contre dix-neuf au RPR.

Même si certains RPR espèrent placer l'un des leurs – M. Joseph Ostermann – à la présidence du conseil général, ce sont les noms de deux conseillers généraux CDS qui sont avancés avec le plus d'insistance, ceux de MM. Francis Grignon et Philippe Richert.

MARCEL SCOTTO

M. Chirac : « La faillite idéologique du pouvoir socialiste est totale »

BREST

de notre correspondant

M. Jacques Chirac, qui était en déplacement à Brest, mercredi 12 février, pour soutenir la liste RPR-UDF aux régionales dans le Finistère, conduite par MM. Ambroise Guellec (CDS), député, conseiller général, et Bertrand Cousin (RPR), conseiller municipal de Brest, a déclaré, au cours d'un meeting rassemblant deux mille cinq cents personnes, que *« la faillite idéologique du pouvoir socialiste est totale »*. *« Nous le voyons au travers de la débandade de ses responsables, qui ne veulent plus se battre »*, a-t-il ajouté, précisant : *« Il ne reste plus que Mme Cresson pour se battre pour le socialisme. »*

Le président du RPR a estimé que *« le socialisme, c'est une crise de la morale et des valeurs qui affecte l'image de la politique dans son ensemble »*. A propos de l'affaire Habache, *« ahurissante »*, M. Chirac a parlé *« d'étranges mœurs »*. *« Il y a ceux qui sont, selon les cas, limogés ou condamnés et puis il y a les autres. »* *« Pour peu que vous soyez lié de près ou de loin avec le roi (non pas le roi, mais le chef de l'Etat)*, a-t-il dit, faisant mine de commettre un lapsus, *le calice de la sanction s'éloigne de vos lèvres. »*

Evoquant l'élection présidentielle et les primaires, *« dont le principe est arrêté »*, il a souligné : *« Il importe, en ce qui concerne leurs modalités, d'accélérer le processus pour que, quand la vacance se produira, il soit certain qu'on aura immédiatement la possibilité de mettre en œuvre les moyens de désigner un seul candidat. »*

GABRIEL SIMON

□ **M. Mégret (Front national) affirme que des « discussions » sont engagées avec le RPR et l'UDF.** – M. Bruno Mégret, délégué général du Front national, a affirmé, mercredi 12 février à Montbéliard (Doubs), que son parti avait engagé des discussions avec le RPR et l'UDF dans plusieurs départements, notamment celui des Bouches-du-Rhône. *« Si les responsables départementaux de ces deux formations sont prêts à braver les oukases de leurs leaders nationaux pour pratiquer avec nous une Realpolitik, nous sommes prêts pour notre part à passer des accords loyaux avec eux »*, a précisé M. Mégret en avertissant que le parti d'extrême droite *« calquera son attitude sur celle du RPR et de l'UDF »*.

□ **Tarn-et-Garonne : une troisième liste à droite.** – L'UPF avait renoncé à accorder son investiture dans le Tarn-et-Garonne, où les divisions ont rendu impossible la constitution d'une liste unique. M. Marcel Pecou (RPR), conseiller régional sortant, a présenté, mardi 11 février, la liste qu'il entend conduire et sur laquelle figurent trois RPR, aux trois premières places. Cette liste n'a pas reçu le soutien de la fédération départementale du RPR, qui l'a déjà accordé à la liste conduite par M. Jean Bonhomme. M. Bonhomme, ancien député, avait lui-même présenté une liste en déclarant refuser de figurer sur celle conduite par M. Jean-Pierre Cave (UDF), laquelle bénéficie du soutien de la majorité régionale, animée par M. Marc Censi (UDF-PR), président du conseil régional de Midi-Pyrénées.

□ **Ile-de-France : le FN devance le PS dans les intentions de vote.** – Un sondage, réalisé par BVA pour Antenne 2, FR 3, France-Inter, France-Info et *Paris-Match* auprès de huit cent douze personnes interrogées par téléphone les 7 et 8 février, accorde 37 % des intentions de vote aux listes UDF-RPR. Le Front national (17 %) devance le PS (16 %), qui est suivi par le PC (10 %), Génération Ecologie et les Verts (7,5 % chacun).

□ **Centre : 17,5 % des intentions de vote pour les écologistes.** – Un sondage, réalisé par BVA pour Antenne 2, FR 3, France Inter, France Info et *Paris-Match* auprès de huit cent treize personnes interrogées par téléphone les 8 et 9 février, accorde 37 % des intentions de vote aux listes UDF-RPR, 22 % au PS, 12 % au Front national, 8 % au PC. Les écologistes obtiennent 17,5 %, Génération Ecologie (11 %) devançant nettement les Verts (6,5 %).

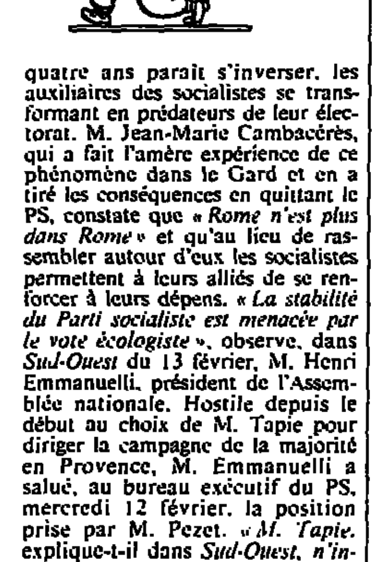
□ **Sondage : M. Mitterrand en hausse, Mme Cresson en baisse.** – Selon le baromètre mensuel Louis Harris, publié dans *l'Express* daté 13-19 février, 39 % des personnes interrogées approuvent l'action de M. Mitterrand (contre 37 % le mois dernier) et 29 % approuvent l'action de Mme Cresson (contre 32 % le mois dernier). L'enquête a été réalisée les 7 et 8 février auprès de mille quatre personnes.

□ **Rectificatif.** – Dans notre article sur la candidature de M. André Soulier dans le Rhône, nous avons indiqué par erreur que l'ancien adjoint au maire de Lyon avait été le suppléant de M. Gilbert Mitterrand aux législatives de 1973. C'est, en réalité, le fils du président Mitterrand qui était le suppléant de M. Soulier.

POLITIQUE

La préparation des élections régionales

Cote d'alerte pour le PS



Suite de la première page

En Provence-Alpes-Côte d'Azur, la façon dont M. Bernard Tapie a engagé sa propre campagne et dont il traite la formation des listes qu'il patronne (*le Monde* du 13 février) est, elle aussi, révélatrice des relations du PS avec ses alliés. Repreneur d'entreprises conséquent, M. Tapie estime que le management qui a «failli» n'a pas voix au chapitre sur la tentative de relance de la société. M. Michel Pezet, sachant que le chef de file de la majorité présidentielle refusait catégoriquement de le voir figurer sur sa liste dans les Bouches-du-Rhône, a préféré prendre les devants en quittant les rangs des candidats socialistes.

Ancien président du conseil régional, M. Pezet a fait connaître ses désaccords avec les conceptions de M. Tapie, auquel il reproche de personnaliser à l'excès sa campagne, de ne pas discuter avec ses alliés de la présentation d'un programme pour la région et, tout simplement, d'ignorer l'électorat socialiste, parce qu'il considère sans doute que celui-ci lui est acquis et que c'est aux autres électeurs qu'il doit s'intéresser en priorité.

Les socialistes peuvent trouver un réconfort dans la fidélité de leurs alliés de toujours, les radicaux de gauche, avec lesquels ils sont enfin parvenus à un accord prévoyant la constitution de listes communes dans cinquante-cinq départements. Dans deux d'entre eux (Ain et Aveyron), la liste sera conduite par un radical de gauche. Pour sept autres, les deux formations, qui sont convenues de constituer des listes communes, n'écartent pourtant pas l'éventualité de présenter deux listes *« pour, le cas échéant, organiser une meilleure complémentarité des forces de la majorité »*.

Les auxiliaires devenus prédateurs

Enfin dans vingt-quatre départements, le MRG conduira ou participera à des listes autonomes avec ses partenaires de France unie ou avec d'autres composantes de la majorité présidentielle.

Ailleurs, l'« ouverture » d'il y a quatre ans paraît s'inverser, les auxiliaires des socialistes se transformant en prédateurs de leur électorat. M. Jean-Marie Cambacérès, qui a fait l'amère expérience de ce phénomène dans le Gard et en a tiré les conséquences en quittant le PS, constate que *« Rome n'est plus dans Rome »* et qu'au lieu de rassembler autour d'eux les socialistes permettent à leurs alliés de se renforcer à leurs dépens. *« La stabilité du Parti socialiste est menacée par le vote écologiste »*, observe, dans *Sud-Ouest* du 13 février, M. Henri Emmanuelli, président de l'Assemblée nationale. Hostile depuis le début au choix de M. Tapie pour diriger la campagne de la majorité en Provence, M. Emmanuelli a salué, au bureau exécutif du PS, mercredi 12 février, la position prise par M. Pezet. *« M. Tapie*, explique-t-il dans *Sud-Ouest*, *n'incarne pas les valeurs* [du socialisme] *pour moi. »*

M. Emmanuelli et M. Daniel Vaillant, lui aussi jospiniste, responsable des fédérations au secrétariat national du PS, ont été les seuls à s'exprimer, au bureau exécutif, sur la démarche de M. Pezet. M. Laurent Fabius a réaffirmé que la conclusion d'un accord avec M. Tapie sur la composition de ses listes suppose que celles-ci comportent deux tiers de socialistes, les autres candidats étant désignés par le chef de file. Le premier secrétaire s'en est entretenu avec le député (non inscrit) des Bouches-du-Rhône et compte parvenir à régler ce problème d'ici à la fin de la semaine. Dans deux départements de la région, en tout cas, et pour des raisons différentes, la présence de deux listes concurrentes est probable : dans le Var faute d'accord entre la fédération socialiste et M. Tapie; dans les Hautes-Alpes en raison de l'hostilité de la fédération à la tête de liste désignée par les instances nationales du PS, M. Robert de Caumont, rocardien, ancien maire de Briançon.

Une situation alarmante

La situation alarmante du PS a des conséquences, en effet, sur sa cohésion interne dans certains départements. A dix jours de la date limite de dépôt des listes, des conflits demeurent en Côte-d'Or, en Charente, dans les Côtes-d'Armor et en Gironde, département où M. André Billardon, ancien numéro deux du PS, a été dépêché par M. Fabius pour tenter de trouver une solution convenant aux divers courants. Plus grave : en dépit de l'appel de M. Fabius à la mobilisation des personnalités, notamment parmi les membres du gouvernement, leur enthousiasme pour aller à la bataille n'est pas évident.

Il a fallu ôter à M. Michel Charasse, ministre délégué au budget, tout prétexte à se récuser pour obtenir qu'il accepte enfin de mener la liste socialiste face à M. Valéry Giscard d'Estaing.

M. Fabius a dû faire pression personnellement sur un autre de ses partisans, M. Jean Auroux, président du groupe socialiste de l'Assemblée nationale, pour qu'il s'engage au premier rang dans la Loire. L'accord de M. Jack Lang, autre fabiusien, en Loir-et-Cher, n'est pas encore acquis, tandis que les refus de M. Jean Poperen dans le Rhône, de M. Pierre Bérégovoy dans la Nièvre et de Mme Catherine Trautmann dans le Bas-Rhin sont, en revanche, définitifs. Encore M. Poperen a-t-il choisi de figurer à la dernière place sur la liste de son département et de participer ainsi symboliquement à la campagne, ce qui n'est pas le cas des autres récalcitrants.

Soupçonné par certains jospinistes de ne s'engager lui-même que mollement dans la bataille des élections régionales, M. Fabius a répondu, au bureau exécutif, en invitant les socialistes à *« faire preuve d'un état d'esprit offensif »*, ce qui laisse entendre qu'il va donner l'exemple. A ceux qui réclamaient un minimum de campagne nationale, le premier secrétaire a accordé une réunion de toutes les têtes de liste, début mars, à Paris. Il reste que la nature même de ces élections justifie de mener le combat principalement dans les régions et les départements, ce à quoi M. Fabius avait encouragé les socialistes il y a trois semaines. La physionomie générale de la campagne risque en effet d'être trompeuse, les données locales pouvant corriger l'influence de la situation nationale sur les résultats.

PATRICK JARREAU

Après l'incarcération de son ex-directeur de cabinet

M. Gaudin dénonce « une machination politique »

Au lendemain de sa démission de ses fonctions de directeur du cabinet de M. Jean-Claude Gaudin, président (UDF-PR) du conseil régional Provence-Alpes-Côte d'Azur, M. Claude Bertrand, quarante-six ans, qui était déjà sous le coup de deux inculpations dans l'affaire d'« espionnage politique » de Marseille, a été de nouveau inculpé, cette fois pour complicité de trafic d'influence, mercredi 12 février, à Grasse, par le juge Jean-Pierre Murciano. Il a été écroué à la maison d'arrêt de Nice. Le parquet n'avait pas requis de mandat de dépôt. M. Jean-Claude Gaudin a vivement réagi à l'arrestation de son ancien bras droit en dénonçant *« une machination politique montée par le pouvoir socialiste et orchestrée par M. Bernard Tapie »*.

NICE

de notre correspondant régional

Deux mois après avoir éclaté avec les accusations lancées par M. Bernard Tapie contre l'entourage de M. Gaudin, l'affaire d'« espionnage politique » de Marseille a brusquement changé de registre en revenant à son point de départ : un dossier de trafic d'influence et de corruption instruit à Grasse, depuis la fin de septembre 1991, par le juge Jean-Pierre Murciano. La confection de fichiers sur diverses personnes, dont le président et plusieurs joueurs de l'OM, par un énigmatique vacataire du conseil régional, M. Fernand Saincene, n'en était qu'un simple appendice. Inculpé, le 18 octobre, de trafic d'influence et de complicité de corruption, M. Saincene servait de rabatteur à deux inspecteurs du fisc marseillais indélicats qui monnayaient leurs services auprès de contribuables en situation irrégulière.

Un mois plus tard, l'enquête ayant permis d'établir que M. Saincene n'occupait pas les fonctions pour lesquelles il était rémunéré, M. Bertrand avait été inculpé, le 18 décembre, d'escroquerie et de complicité d'escroquerie pour création d'un emploi fictif; puis, le 6 janvier, pour complicité d'infraction à la loi Informatique et Libertés. Entré dans le dossier par un biais de la procédure, l'ancien directeur du cabinet de M. Gaudin vient d'être happé, aujourd'hui, par l'affaire originelle de racket fiscal.

Jeudi 6 février, un garagiste marseillais, ami et complice de M. Saincene, M. Albert Benssoussan, qui avait pris la fuite en Israël, se présente volontairement à la section de recherches de la gendarmerie d'Aix-en-Provence. Transféré le lendemain à Grasse, il est inculpé de complicité de trafic d'influence et laissé en liberté. Cependant, dès sa première comparution devant le magistrat instructeur, M. Benssoussan est disert. Il raconte qu'il a remis, de la main à la main, en liquide, à M. Bertrand, 200 000 F, provenant du racket fiscal. Selon lui, cette somme a servi à combler le déficit de la fête des Républicains de Provence, organisée par la fédération PR des Bouches-du-Rhône, le 6 octobre dernier, à Miramas.

Une double perquisition

Cette manifestation, qui a réuni trois mille personnes, en présence, notamment, de MM. Gérard Longuet et François Léotard, respectivement président et président d'honneur du PR, a bien eu lieu à la date indiquée. Bien que chaque participant ait acquitté un droit d'entrée de 70 francs, elle a bien laissé, aussi, un déficit. Mais celui-ci, selon les responsables du PR des Bouches-du-Rhône, n'a été que de 30 000 F et a été épongé par un versement bancaire du PR national. Interrogé par le juge Murciano, M. Bertrand s'est, au demeurant, vigoureusement défendu des accusations de M. Benssoussan, qu'il affirme n'avoir jamais vu. Plusieurs détails, notamment chronologiques, ne collent pas, d'ailleurs, dans la version donnée par son accusateur.

Parallèlement à l'interrogatoire de M. Bertrand à Grasse, les gendarmes d'Aix-en-Provence ont effectué, mercredi après-midi, une double perquisition au siège du PR, rue de Suez, dans le septième arrondissement de Marseille et au conseil régional. Dans le premier lieu, ils ont saisi des documents comptables se rapportant à la fête de Miramas. Dans le second, d'autres documents concernant la convention Provence-Alpes-Côte d'Azur, organisée par le conseil régional, le 15 juin 1991, à Brignoles (Var).

M. Albert Benssoussan, qui serait, selon l'entourage de M. Gaudin, membre de la section du PS d'Allauch, une commune proche de Marseille, a-t-il pu être manipulé ? Ses accusations ont été étayées par M. Saincene. Mais, précisément, un proche de M. Gaudin, Me Bernard Jacquier, met en doute la crédibilité de l'ancien vacataire du conseil régional. *« Le vendredi 13 décembre*, nous a déclaré Me Jacquier, *j'ai reçu la visite de l'avocat de Saincene. Il m'a indiqué qu'une personne se présentant comme un intermédiaire de Bernard Tapie lui avait promis le versement d'une importante somme d'argent et d'autres avantages si son client acceptait de faire des déclarations mettant en cause Claude Bertrand dans l'affaire de racket fiscal. »* Me Jacquier, qui a reconnu qu'il n'avait pas la preuve de ce qu'il avance, a relaté ces faits par écrit à Me Jean-Marc Varaut, l'un des avocats de M. Bertrand. Sa lettre a été versée au dossier d'instruction.

M. Jean-Claude Gaudin s'est déclaré *« profondément scandalisé d'apprendre l'incarcération de Claude Bertrand »*. *« C'est honteux !*, s'est-il exclamé. *C'est une machination politique montée par le pouvoir socialiste et orchestrée par M. Tapie. J'accuse M. Tapie d'être derrière cette opération. J'avais déjà beaucoup de raisons de me battre pour la région. Maintenant, j'en ai une de plus : celle de défendre l'honneur de mon collaborateur (...) et de faire répondre M. Tapie de ses actes devant la justice. »*

GUY PORTE

L'ancien secrétaire d'Etat devant le tribunal correctionnel de Paris

Les absences de M. Gaston Flosse

Il est exceptionnel qu'un président de gouvernement en exercice soit contraint de répondre en justice des accusations portées contre lui par certains de ses administrés. Poursuivi pour délit d'ingérence, M. Gaston Flosse, président du gouvernement de la Polynésie française, a eu ce singulier privilège, mercredi après-midi 12 février, devant la dix-septième chambre du tribunal correctionnel de Paris, qui rendra son jugement le 25 mars.

Ancien secrétaire d'Etat en charge des problèmes du Pacifique sud dans le gouvernement de M. Jacques Chirac, de mars 1986 à avril 1988, M. Gaston Flosse est poursuivi pour délit d'ingérence à la suite de l'une des nombreuses plaintes déposées ces dernières années par ses adversaires politiques dont certains sont redevenus, entre-temps, ses alliés.

Il lui est reproché d'avoir confondu le service de l'intérêt public et ses intérêts privés dans l'exercice de ses fonctions, et d'avoir ainsi contrevenu à l'article 175 du code pénal.

La chambre d'accusation de la cour d'appel de Paris a considéré, dans un arrêt du 18 mars 1991, que M. Flosse a personnellement *« pris un intérêt »* et tiré un *« avantage »* de la vente *« à bas prix »* d'une parcelle de terrain destinée à agrandir sa résidence, située sur le territoire de la commune d'Arue, non loin de Papeete. Cette vente a, en effet, été effectuée par la Société d'équipement de Tahiti et des îles (SETIL), dans laquelle le territoire que préside M. Flosse est actionnaire majoritaire à hauteur de 50,82 %, après avoir été autorisée, le 23 janvier 1987, par le gouvernement de M. Flosse, au profit de la société civile immobilière Nahiti gérée par le propre fils de M. Flosse, Réginald, puis avoir été définitivement réalisée alors que M. Flosse présidait lui-même la SETIL.

Le président du tribunal, M. Claude Grellier, a relevé, d'emblée, le caractère *« kafkaïen »* d'une situation qui place aujourd'hui sur les bancs des parties civiles un avocat représentant un gouvernement territorial... présidé par le prévenu. C'est l'ex-dauphin de M. Flosse, devenu son ennemi juré, M. Alexandre Léontieff, député non inscrit, qui présidait le gouvernement polynésien au moment où l'information judiciaire a été ouverte, mais il ne le préside plus puisque M. Flosse a pris sa revanche sur M. Alexandre Léontieff aux élections territoriales de mars 1991.

L'accusation est désormais soutenue par la municipalité d'Arue que dirige M. Boris Léontieff, frère du député. En son nom, Me Jean-Pierre Mignard a évalué à 1 406 594 F le préjudice financier subi par la commune après avoir souligné que ladite parcelle de 11 873 mètres carrés avait été vendue à la société Nahiti de M. Réginald Flosse à 16,23 F le mètre carré alors que la SETIL avait acheté l'ensemble du lot dont elle faisait initialement partie à 28,33 F le mètre carré.

« Je n'étais pas au courant »

M. Gaston Flosse, assisté de Mes François Sarda et Jean-François Roux, s'est posé en victime d'une *« machination politique »* : *« Mes adversaires n'ont pas pu me battre sur le terrain électoral*, a-t-il affirmé, *et ils essaient de le faire dans le prétoire, mais les Polynésiens me font confiance. Je suis prêt à prendre le pari que l'an prochain, aux législatives, c'est Alexandre Léontieff qui sera éliminé. »*

Pour le président du gouvernement de la Polynésie française, ce procès est donc infondé. Non seulement la « parcelle 157 » en question *« ne présentait aucun intérêt »* pour sa propriété dans la mesure où il ne s'agit, en vérité, que d'un vulgaire *« talus »*, mais il n'a pas commis le moindre délit d'ingérence puisqu'il ne savait rien. Il affirme que son fils lui avait à peine parlé de ce projet d'achat, qu'il n'était pas présent à Papeete le jour où son gouvernement l'avait autorisé, que l'ordre du jour de son conseil des ministres était établi non par lui-même mais par son vice-président, et qu'à l'époque où il présidait la SETIL il s'en remettait entièrement à son directeur général : *« Je n'étais pas là »*, *« Je n'étais pas au courant »*, *« Mon fils me l'a dit après »*, *« Je déléguais toutes mes compétences »*... L'avocat de la partie civile, Me Mignard, ironisa : *« C'est un président qui ne sait rien ! Comment voulez-vous faire croire que vous êtes l'homme le moins informé de la Polynésie ? »*

Le président du tribunal, M. Grellier, lui, essaya de mieux comprendre : *« Quels termes emploieriez-vous*, demanda-t-il à M. Flosse, *pour qualifier votre état d'esprit ? Indifférence ? Insouciance ? Négligence ? Absence de connaissance ? »* L'ancien secrétaire d'Etat plaida l'ignorance non coupable pour cause d'absences fréquentes au service de la République : *« Je passais les trois quarts de mon temps loin de la Polynésie et je suis fier de ce que j'ai fait pour la France. »*

Le procureur de la République, Mme Edith Dubreuil, s'étonna, elle aussi, que M. Flosse prétende avoir découvert *a posteriori* l'opération foncière incriminée alors que sa famille avait précédemment acheté quatre parcelles au même endroit, par l'intermédiaire, déjà, de la société de son fils et par celui d'une société gérée par l'une de ses filles : *« Je ne pense pas que M. Flosse ait pu ignorer, puisque c'était une manière de faire, un procédé habituel. »*

Bien que certains *« errements de procédure »* créent une ambiguïté dans la chronologie des responsabilités successives de M. Flosse, le procureur, compte tenu du caractère *« draconien »* de l'article 175 du code pénal, se montra affirmatif : *« Les éléments constitutifs de l'ingérence sont réunis. »* Mme Dubreuil admit toutefois que rien n'autorise à affirmer qu'il y ait eu *« volonté frauduleuse »* de la part de M. Flosse et elle souhaita que le tribunal applique la loi *« avec des nuances »*, car celle-ci *« n'oblige pas à aller jusqu'à l'interdiction des droits civiques »*.

Le jugement, mis en délibéré, sera rendu le 25 mars. M. Flosse, s'est déclaré *« serein »* avant de regagner Tahiti où sa démission vient d'être réclamée par le président de l'assemblée territoriale, M. Emile Vernaudon, l'autre député non inscrit du territoire, qui s'est retourné contre lui après l'avoir aidé à reconquérir la présidence du gouvernement local.

ALAIN ROLLAT

Après la catastrophe du mont Sainte-Odile

La commission d'enquête pourrait recommander l'utilisation d'un radar de proximité du sol à Air Inter

Si l'Airbus A-320 d'Air Inter, qui s'est écrasé le 20 janvier près du mont Sainte-Odile, en Alsace, avait été équipé d'un système d'alarme indiquant la proximité du sol, les 87 victimes de la catastrophe seraient peut-être encore en vie. La commission d'enquête pourrait recommander l'installation d'un tel système sur l'ensemble de la flotte de la compagnie intérieure, qui en est dépourvue. D'autre part, la direction de l'aviation civile a recommandé, mercredi 12 février, aux compagnies exploitant des Airbus A-320, que leurs équipages s'assurent de la cohérence de leurs instruments lors des atterrissages en procédure VOR-DME.

L'alarme de proximité sol (en anglais, *Ground proximity warning system* ou GPWS) existe sur les avions civils depuis 1974, année où Pan Am l'acheta pour la première fois et où l'administration fédérale américaine la rendit obligatoire sur les avions à réaction exploités aux Etats-Unis.

Il s'agit d'un système peu onéreux (de 150 000 à 200 000 F selon les modèles), qui associe un calculateur et un radar, qui émet légèrement en avant de l'appareil un cône d'ondes de 30° environ. L'ensemble mesure le temps d'aller et de retour du signal entre l'avion et le sol et en déduit une distance qu'il couple avec un certain nombre de paramètres comme la vitesse de descente ou la programmation d'un atterrissage. Lorsque l'avion se rapproche dangereusement du sol, une voix synthétique alerte l'équipage. Sur l'Airbus A-320, les messages en anglais sont, classés, par ordre de danger croissant : *« Terrain ! »* (« le sol approche »), puis *« Sink rate ! »* (« taux de descente trop fort ») et enfin *« Pull up ! »* (« arrêtez de descendre »).

Aucun avion d'Air Inter n'est équipé d'un GPWS, et les Airbus A-320 qui lui sont livrés ne comportent pas l'antenne radar et le calculateur qui le composent, bien que les câbles correspondants soient installés. Pourquoi ? L'inconvénient de ce système d'alarme était le nombre élevé de fausses alertes aux approches de terrains environnés de montagnes. Ainsi les cartes aéronautiques indiquent-elles des risques de déclenchement intempestif au-dessus du mont Sainte-Odile ou aux abords de l'aéroport allemand de Nuremberg.

On fait valoir à Air Inter que les GPWS testés en 1976 sur Mercure et Airbus A-300 avaient provoqué de nombreuses remises de gaz superflues et que, pour des avions effectuant de nombreux atterrissages chaque jour, ces alarmes intempestives auraient entraîné des retards et émoussé la vigilance des pilotes. La compagnie intérieure n'est pas la seule à avoir fait ce choix, et Olympic Airways, Korean Airlines ou Avianca ont longtemps pratiqué de la même manière.

181 morts à Madrid

Si l'Airbus tombé en Alsace avait été équipé d'un GPWS, son équipage aurait d'abord entendu le message *« sink rate »*, mais il aurait pu s'interroger sur le bien-fondé de l'alerte puisque les cartes préviennent d'un dysfonctionnement possible à l'endroit survolé. Peu après, le message n'aurait plus prêté à confusion – *« pull up »* – et il serait resté 15 secondes pour stopper la descente avant l'impact. Tous les pilotes consultés confirment qu'une telle annonce est considérée comme cruciale. *« Lorsqu'on l'entend »*, confirme M. Hugues Gendre, président du syndicat national des pilotes de ligne (SNPL), *la moindre des choses est de s'interroger sur l'endroit où l'on se trouve. Si l'attention était distraite à ce moment, on se replonge dans les cartes et les instruments. Cela ne donne pas forcément lieu à une remise de gaz, mais à une vigilance extrême »*. Selon toute vraisemblance, l'équipage de l'Airbus accidenté aurait reconsidéré la pente de sa descente, qui était devenue aberrante moins d'une minute avant la catastrophe. Un Airbus A-320 d'Air France dont le pilote s'était trompé dans le choix du mode de descente et qui piquait dangereusement vers l'aéroport d'Amsterdam a été sauvé, en 1991, par le *« pull up »* de l'automate.

Encore faut-il que les équipages soient convenablement entraînés à réagir aux injonctions du GPWS. Le 27 novembre 1983, le copilote d'un Boeing 747 de la compagnie colombienne Avianca communique au commandant une altitude erronée (2382 pieds au lieu de 3282 pieds). Celui-ci règle ses instruments sur cette donnée fausse. L'avion descend selon une pente anormale qui va le conduire à se poser, en rase campagne, quelques kilomètres avant l'entrée de la piste de l'aéroport de Madrid. Sur la bande d'enregistrement des conversations de l'équipage, on entend : *« Whoop... Whoop* (sonnerie d'alarme) ... *Pull up! Pull up!... Terrain!* (voix synthétique) ... *Ok! Ok!* (voix du commandant de bord). » L'enregistrement s'arrête avec l'écrasement au sol de l'avion qui a fait 181 morts.

ALAIN FAUJAS

M. Jospin plaide pour une « sensibilisation » dès l'école primaire

Les inspecteurs généraux réservés sur l'extension de l'apprentissage précoce des langues

Le ministre de l'éducation nationale a annoncé, dans *le Monde* du 13 février, qu'il entend « généraliser » de façon progressive une *« sensibilisation »* aux langues étrangères à l'école primaire. Expérimentée depuis la rentrée 1989, cette mesure concerne, cette année, environ un quart des élèves de cours moyen. M. Jospin a précisé que sa décision s'appuie sur un rapport de l'inspection générale qui vient de lui être remis. Compte tenu des difficultés d'organisation et de l'importance du coût de cette innovation, les inspecteurs généraux ont pourtant rendu un diagnostic très mesuré.

L'enjeu est considérable et mérite que l'on y consacre beaucoup d'efforts, mais tout emballement risque de compromettre pour longtemps cette innovation importante. Tel est le principal message adressé par MM. Jean Favard, inspecteur général d'allemand, et Arnold Grémy, inspecteur général d'anglais, au ministre de l'éducation nationale, qui les avait chargés d'évaluer, durant l'année 1990-1991, les effets de l'introduction dans 20 % des classes de cours moyen d'un enseignement précoce des langues vivantes.

Dans un rapport non encore publié de quatre-vingts pages, flanqué de deux annexes copieuses, les inspecteurs généraux se livrent à une analyse précise et sans concessions du dispositif mis en place sur l'injonction du président de la République. Et ils évaluent ses chances de succès.

L'an dernier, 265 000 élèves de cours moyen étaient concernés, rappellent-ils, soit 20 % de l'ensemble (deux fois plus que l'année précédente). D'un département ou d'une académie à l'autre, toutefois, les situations sont très diverses puisque sont touchés, selon les cas, entre 10 % et 40 %, voire 50 % des élèves de CM. L'immense majorité des élèves concernés s'initient à l'anglais (76,3 %). Mais cette situation *« quasi monopolistique, qui pose le problème de la définition d'une politique générale des langues dans l'ensemble du système éducatif »*, n'est pas ce qui inquiète le plus les inspecteurs généraux.

Si l'on étend l'expérience aux 66 000 cours moyens, s'interrogent-ils, où trouver des enseignants en nombre suffisant, comment les recruter, les former et comment les payer ? Les professeurs de collège et de lycée assurent actuellement plus de 60 % des cours, mais ils ont tendance à se désengager et leur nombre n'augmentera pas. Dans certaines académies, il faudrait, en outre, doubler, voire quadrupler le nombre d'instituteurs impliqués. Quant aux intervenants extérieurs, leur nombre a diminué par rapport à 1989 puisqu'ils n'assurent plus que 14 % des cours (au lieu de 17 %). Et, parmi eux, les *native speakers* sont également moins nombreux.

« Imposer un temps d'arrêt »

La pression sociale est telle pour l'enseignement précoce des langues, écrivent les inspecteurs généraux, que le système éducatif est *« contraint de poursuivre l'effort là même où il n'est pas toujours en mesure de l'accomplir dans de bonnes conditions »*. Et la *« difficulté centrale »* réside bien dans l'insuffisance du nombre d'enseignants mobilisables. *« Elle suffit à elle seule à imposer un temps d'arrêt dans l'extension de l'expérimentation »*, insistent les inspecteurs généraux, qui rappellent que le ministère de l'éducation nationale a consacré 130 millions de francs à l'enseignement précoce des langues en 1990-1991. Et ils précisent : *« Dans de nombreux départements, le potentiel des ressources* [en personnel] *semble en voie d'épuisement et, dans leur état actuel, les projets de formation initiale des futurs professeurs d'école en langues étrangères ne sont pas à la hauteur des besoins »* .

Généraliser l'expérience, comme l'a décidé le ministre de l'éducation nationale, suppose aussi que l'on cerne mieux les objectifs assignés à cette innovation. Et que l'on fasse des choix. Va-t-on mettre l'accent sur les apprentissages au sens strict – ce qui suppose des enseignants spécialistes et un cursus ininterrompu jusqu'au premier cycle du collège – ou bien va-t-on parier sur la *« sensibilisation »* et *« l'éveil »*, qui n'exigent pas des enseignants *« le même degré de spécialisation »*, *« qui sont moins coûteux »* et *« plus facilement généralisables »*.

Dernière interrogation : le jeu en vaut-il la chandelle ? L'enseignement précoce des langues, qui remporte un vif succès auprès des élèves, apporte-t-il vraiment un « plus » à l'entrée en sixième ? Leur réponse est ultra-prudente. Il est vrai que le recul manque pour évaluer véritablement les acquis des élèves. Il semble néanmoins que le gain ne soit pas considérable, d'autant plus que l'« avance » des élèves déjà initiés est rarement prise en compte au collège, par les enseignants comme dans l'organisation des classes. Les élèves ayant reçu un enseignement de langues en CM sont rarement regroupés dans les mêmes classes et, le plus souvent, note l'inspection générale, *« le professeur ne sait pas ce qui a été enseigné en CM 2 et ne s'en soucie guère »*.

Bref, les frontières restent bien étanches et l'expérimentation n'est pas encore l'aiguillon qui permettra un renouvellement rapide et spectaculaire de la pédagogie des langues.

CHRISTINE GARIN

Réunis en forum à Paris

Des maires réclament plus de pouvoirs en matière d'immigration

Le Forum des maires, fondé en septembre 1991 à la suite d'un appel contre le racisme et la xénophobie lancé par douze maires de grandes villes, critique la réglementation actuelle en matière d'accueil d'étrangers désirant séjourner en France pour une courte durée.

Réunis, mercredi 12 février à Paris, sous la présidence de M. Alain Carignon, maire (ex-RPR) de Grenoble, une quarantaine de maires, parmi lesquels Mme Catherine Trautmann (PS), MM. Dominique Baudis (CDS), Jacques Chaban-Delmas (RPR), André Diligent (CDS) et Robert Vigouroux (majorité présidentielle), ont jugé *« insuffisantes »* les procédures de contrôle dont ils disposent. Ils demandent qu'une nouvelle réglementation permette la surveillance du départ des étrangers à l'issue du séjour autorisé.

Sollicité par le ministre des affaires sociales et de l'intégration, le Forum s'apprête à lui remettre un mémoire contenant leurs propositions. Quant à M. Michel Noir, maire (RPR) de Lyon, qui avait relancé le débat en refusant de signer les attestation de touristes maghrébins (*le Monde* du 7 janvier), il a annoncé qu'il avait *« rapporté cette décision »*.

EN BREF

□ **Un responsable garde-côtes tué au cours d'une attaque à main armée au Grand-Quevilly.** – Le chef de la division des garde-côtes Manche-mer du Nord, M. Bernard Guillier, a été tué de deux balles de pistolet, mercredi 12 février, en tentant de maîtriser l'auteur d'une attaque à main armée dans une agence bancaire du Crédit agricole au Grand-Quevilly (Seine-Maritime). En sortant de la banque, le malfaiteur s'est trouvé face à face, dans le sas de sécurité, avec M. Guillier, qui a voulu le ceinturer. Trois coups de feu ont été tirés, deux ont atteint le responsable des garde-côtes. Le malfaiteur s'est enfui, mais la police dispose d'un signalement précis grâce aux témoins. L'enquête a été confiée au service régional de police judiciaire (SRPJ) de Rouen.

□ **Un communiqué de la Mosquée de Paris.** – Présidée par M. Tedjini Haddam, recteur de la Mosquée de Paris, la Société des habous et lieux saints de l'islam s'est étonnée, mercredi 12 février, de l'*« acharnement du CORIF »* (Conseil de réflexion sur l'islam en France) contre le recteur, contesté en raison de son appartenance au Haut Comité d'Etat algérien. Son communiqué souligne que le CORIF est *« un organisme purement consultatif »*, qui n'a *« aucun statut juridique connu »*. La Société des habous dénonce *« les ambitions de certains membres de ce CORIF »* et ne reconnaît à aucun organisme *« le droit de s'immiscer dans son existence ou dans son fonctionnement »*.

□ **Antarctique : un forage russe descend dans la glace à 2 400 mètres de profondeur.** – A Vostok, la station de la CEI installée dans l'intérieur du continent antarctique, les techniciens russes, en coopération avec des Français et des Américains, viennent d'établir le record de forage dans la glace : leur tête de forage thermique est parvenue à la profondeur de 2 400 mètres. Le précédent record avait été le forage de 2 200 mètres fait, aussi à Vostok, de 1980 à 1985. Ces forages très difficiles ont pour but d'en remonter des échantillons de glace dans lesquels on retrouve les climats et la composition de l'atmosphère du passé. On espère ainsi mieux comprendre les variations à venir du climat. Les échantillons de glace seront, comme les précédents, analysés pour l'essentiel au laboratoire de glaciologie et de physique de l'environnement (CNRS, Grenoble). – *(AFP.)*

ALBERTVILLE 92

Evolution ou révolution ?

Trois jours après Franck Piccard, médaille d'argent de la descente en ski alpin, deux autres Français, Fabrice Guy et Sylvain Guillaume, sont montés sur les plus hautes marches du podium du combiné nordique. Leurs performances ont permis à l'équipe de France de se placer en quatrième position au bilan des médailles après quatre jours de compétitions. Le résultat est modeste, comparé à ceux de l'Allemagne et de l'Autriche qui, dans le même temps, ont totalisé dix médailles. Il est néanmoins révélateur sinon d'une révolution, du moins d'une évolution dans le sport français.

... ILS VÉCURENT LONGTEMPS ET EURENT BEAUCOUP DE MÉDAILLES.

PESSIN

Franck Piccard, champion olympique 1988 du super-géant, et Fabrice Guy, leader de la Coupe du monde de combiné alpin 1991-1992, comptaient parmi les athlètes français qui avaient une chance de figurer aux palmarès des Jeux d'Albertville. Placés dans la situation de favoris, des générations de grands sportifs nationaux n'ont pas répondu aux espoirs qui avaient été mis en eux lors des échéances olympiques : de Michel Jazy (Tokyo) à Jeannie Longo (Los Angeles et Séoul), ils semblaient incapables de s'imposer dans les grandes occasions. Cela était mis sur le compte d'une faiblesse du caractère hexagonal. Peu avaient pu y échapper comme Guy Drut (Montréal) ou Jean-Claude Killy (Grenoble).

Les résultats de Val-d'Isère dimanche et de Courchevel mercredi s'inscrivent dans la lignée de ceux acquis, il y a peu, par les tennismen Guy Forget et Henri Leconte en finale de la Coupe Davis ou par les footballeurs de Michel Platini dans les éliminatoires pour le championnat d'Europe des nations. Ils témoignent d'une capacité nouvelle à relever les défis et à se surpasser chez des sportifs qui ne sont pas plus brillants que naguère, mais qui semblent mieux décidés à défendre leur chance.

La généralisation des méthodes des sports professionnels comme le tennis, l'automobilisme et, dans une moindre part, le football a sans doute contribué à favoriser ce mouvement. On peut aussi y voir le résultat du travail en profondeur entrepris depuis une dizaine d'années par le mouvement sportif français : il s'est appliqué à être plus attentif aux préoccupations des athlètes et à créer un état d'esprit national à l'occasion de rencontres interdisciplinaires. Ainsi, Franck Piccard a pu se préparer à sa guise pour être à l'heure au rendez-vous de Bellevarde.

Ces trois médailles ne présupposent pas les résultats dans les autres disciplines. Dans ces conditions, l'objectif de dix à douze médailles fixé par les dirigeants sportifs lors des sélections ne paraît cependant pas irréaliste. Faute d'être devenue une grande nation sportive, la France aurait au moins réussi à favoriser la consécration de ses talents à l'occasion de ces Jeux d'hiver.

COMBINÉ NORDIQUE : le doublé français

La revanche des skieurs gaillards

Le Français Fabrice Guy est devenu champion olympique de combiné nordique, mercredi 12 février, à Courchevel. Troisième de l'épreuve de saut, mardi, le Jurassien s'est largement imposé sur le parcours de ski de fond (15 km). Ce douanier âgé de vingt-trois ans, originaire de Mouthe (Doubs), est le premier Français à décrocher un titre olympique dans une discipline nordique. Contre toute attente, son compatriote Sylvain Guillaume a pris la deuxième place, obtenant ainsi la médaille d'argent.

COURCHEVEL

de notre envoyé spécial

Il est sorti du chemin blanc comme on entre en scène. Avec, dans chacun de ses gestes, cette énergie fougueuse et insolente du jeune premier promu tête d'affiche. Avec, aussi, ce regard lumineux de l'athlète en route vers le podium. Ses bras allaient et venaient en un somptueux mouvement de balancier, comme pour mieux rythmer la valse à deux temps de ses skis noirs.

Fabrice Guy glissa ensuite jusqu'au titre de champion olympique de combiné nordique, un sport comportant une épreuve de saut et une autre de ski de fond. Cette médaille d'or, la première jamais conquise par un Français dans une discipline nordique, ne pouvait lui échapper. Elle était destinée à briller sous sa frimousse d'angelot jurassien (*le Monde* du 12 février). Il l'avait réservée d'autorité, usant de son droit de préemption, le privilège des ambitieux.

Ce garçon de vingt-trois ans, qui avoue vivre par avance le scénario des courses à venir, ne fut donc pas surpris par la cohue qui suivit son arrivée. Tel un d'Aboville des neiges au sortir d'une traversée sans fin, il eut peine à résister aux assauts conjugués des micros, des caméras et des objectifs. Assailli par les midinettes, entouré d'amis d'un jour, pressé de porter un drapeau français ou de mettre en évidence le nom de sa marque de ski, il ne se départit pourtant jamais de son sourire d'enfant.

Peu importe, après tout, si, paradoxe de l'euphorie olympique, le combiné nordique ne passionne réellement que deux cent soixante pratiquants à travers le pays. En moins de 44 minutes, le temps de parcourir 15 kilomètres, la France s'est amourachée d'un jeune champion comme elle les adore : bon fils, bon père, bon époux, médaille d'or de la gentillesse sans fard et du patriotisme cocardier. Ni le bonheur qu'il affichait sur la ligne d'arrivée ni les trois mèches colorées (une bleu, une blanche, une rouge) dans sa chevelure ébouriffée ne relevaient d'un quelconque calcul médiatique.

Sur le podium, bouquet de fleurs en main, ou lors de la conférence de presse qui suivit son exploit, Fabrice Guy resta lui-même. Un copain admiratif devant la performance de son coéquipier Sylvain Guillaume, médaille d'argent. Un mari amoureux lorsqu'il embrassa sa compagne, Nadine. Un fils parfait quand il se souvint de cette enfance *« consacrée au ski plus qu'à l'école »*, et de son père, une ancienne vedette du ski de fond qu'il a toujours rêvé d'imiter.

Une fois, une seule, au cours de sa vie, ce champion de la spontanéité a planifié, programmé, calculé. C'était en 1986, à l'âge de dix-sept ans, lorsqu'il se mit en tête de devenir un sportif de haut niveau, contre l'avis de sa mère, professeur de ski, mais avec la bénédiction affectueuse de son père, surnommé « Moumoute » du temps où il disputait des courses régionales telles que Mouthe-Pontarlier ou les Sept Heures de Chamrousse.

A cette époque, Fabrice Guy établit donc un « plan de carrière ». Il l'a suivi aussi scrupuleusement que les consignes de ses entraîneurs, Jacques Gaillard et Alain Lazzaroni. Que ce soit sur un tremplin ou dans les sous-bois, le Jurassien est de ces athlètes consciencieux qui éprouvent le besoin de s'imposer des règles du jeu, des lois intimes à ne transgresser sous aucun prétexte : franchir des haies à la veille de chaque épreuve de saut ; s'astreindre à mille heures d'entraînement par an (sept cents de fond et trois cents de saut) ; ne jamais fraterniser avec un rival étranger (*« lier amitié pourrait me gêner dans ma concentration »*) ; noter sur un petit carnet les moindres problèmes (défaillances techniques ou physiques) rencontrés à l'entraînement...

Une fougue de garnement

Cette rigueur est source de confiance. Elle lui a permis de domestiquer son tempéramment de casse-cou, cette fougue de garnement qui lui valait jadis le surnom de « la Guêpe », quand il semblait voltiger d'une bosse à l'autre sur ses skis d'enfant. Elle lui a également permis d'aborder les plus grandes compétitions l'esprit tranquille, de remporter cet hiver quatre des cinq premières épreuves de la Coupe du monde de combiné nordique.

De même, au moment de se présenter sur la ligne de départ, ne paraissait-il guère troublé par les prophéties qui, avant l'heure, l'avaient déjà couvert d'or. Il était là, bonnet blanc et pantalon bleu, le visage aussi serein qu'à l'approche d'une virée matinale dans la forêt jurassienne, quand il file à l'aube dans le sillage de son père. Il devait d'ailleurs s'imaginer quelque part entre Mouthe et Pontarlier pour distancer ses adversaires aussi aisément, les abandonner sans scrupule au bas d'une côte ou s'enfuir au détour d'un virage.

De sapins en fossés, il se joua d'eux comme un gamin facétieux, avec la malice du braconnier qui égare le garde-forestier dans les sous-bois. Arrivés par car, plusieurs centaines d'habitants de Mouthe, qui l'ont connu vendeur à la pâtisserie, avant-centre du club de football ou employé à l'Office national des forêts, s'amusaient de cette partie de cache-cache olympique. A chaque nouvelle foulée, ils secouaient leurs cloches et brandissaient leurs drapeaux tricolores. Le Jura, pays des skieurs gaillards, savourait sa revanche sur les Alpes, la montagne des élégants.

Avant de caresser cette neige alpine, Fabrice Guy avait lui-même préparé ses skis. Il les avait « fartés » pour gagner sur ce parcours où il s'était déjà imposé en Coupe du monde. Ni le Japonais Reiichi Mikata ni l'Autrichien Klaus Ofner, qui étaient partis avec quelques dizaines de secondes d'avance sur lui grâce à leurs meilleures performances lors de l'épreuve de saut (*le Monde* du 13 février), ne purent lui résister. Il les doubla au terme du premier quart d'heure.

Puis ce fut au tour d'un autre Autrichien, Klaus Sulzenbacher, son principal rival, de s'avouer vaincu. Alors, le Français s'en alla à pas cadencés vers le triomphe promis. Sa démarche aurait pu paraître gauche et empruntée. Elle ne l'était pas. Il demeurait superbe jusque dans sa manière d'arpenter les collines en « canard », les skis en « V ». Au bas d'un ultime monticule de neige, il ne lui resta bientôt plus qu'à se présenter devant la foule. A entrer en scène.

PHILIPPE BROUSSARD

« Nours », l'inattendu voisin

COURCHEVEL

de notre envoyé spécial

Quand Sylvain Guillaume a franchi la ligne d'arrivée, les cloches jurassiennes, déjà mises à contribution quelques secondes plus tôt par les nombreux supporters du champion olympique, Fabrice Guy, ont carillonné de plus belle : elles ont de nouveau célébré la réussite d'un « enfant du pays », un autre douanier âgé de vingt-trois ans, aussi blond et aussi souriant que le premier.

Sylvain Guillaume a beau assurer qu'il *« adore l'hiver et la neige »*, sa médaille d'argent est bien plus surprenante que le triomphe attendu de Fabrice Guy. Ses meilleurs résultats internationaux se limitaient, jusqu'à ce jour de gloire, à une place de douzième aux championnats du monde 1989 et à une autre de quatrième lors d'une épreuve de Coupe du monde à Thunder-Bay (Etats-Unis).

Mais il faut croire que les deux jeunes gens sont faits pour ne pas se quitter d'une semelle ou d'un ski. Sylvain Guillaume, que ses amis surnomment « Nours », demeure en effet à Foncine-le-Haut, un village du Doubs situé à quelques kilomètres de Mouthe, la commune d'origine du champion olympique.

Même s'ils se connaissent depuis toujours, les deux voisins s'entraînent rarement ensemble. Fabrice Guy apprécie les entraînements matinaux alors que son dauphin est un lève-tard. *« Je suis loin d'avoir la volonté et les qualités morales de Fabrice »*, admet d'ailleurs le jeune homme, qui a découvert les frissons du tremplin (la première épreuve du combiné nordique) à l'âge de huit ans et demi. A l'époque, il avait éclaté en sanglots devant le vide qui lui faisait face. Son frère avait été contraint de le pousser. Depuis cette initiation forcée, Sylvain Guillaume n'a cessé de sauter et de pratiquer le ski de fond.

Il apprécie d'autant plus cette médaille que sa carrière a été riche en péripéties. En 1983, sa mère était venue assister à son premier grand saut en compétition, à Chamonix. Il avait quinze ans, des ambitions de fou volant, mais une technique encore rudimentaire. Après être sorti de la piste d'élan, il avait fini son vol plané contre un lampadaire. En 1988, l'année de la mort de son frère Bernard dans un accident de moto, il connut des ennuis de santé et fut soigné pour des ulcères à l'estomac.

Il fallut attendre le 12 février 1992 pour que le sort lui sourît. A Courchevel, il a tout de même dû se relever de deux chutes (*« J'étais trop tendu, je faisais presque trop attention »*) pour partir doubler les concurrents qui le séparaient de la médaille d'argent. Bien que parti en treizème position (son classement à l'issue du saut, la veille), il les a rejoints, puis distancés, un à un, sans vraiment savoir où cette escapade allait le mener : *« Je ne pensais pas au podium. Je ne savais pas où j'en étais. J'ai dû arriver à quelques centaines de mètres de la ligne, entendre le public applaudir et crier, pour comprendre ce qui m'arrivait. »*

Ph. Br.

PATINAGE ARTISTIQUE : danse sur glace

L'heure de vérité pour les Duchesnay

Adulés par le public, contestés par les juges, Isabelle et Paul Duchesnay, qui entreront en compétition vendredi 14, concluront, lundi 17 février, leur carrière olympique en dansant sur l'air de *West Side Story*.

ALBERTVILLE

de notre envoyé spécial

La compétition de danse sur glace ne doit officiellement commencer que vendredi 14 février. Elle a été précédée par une guerre des nerfs féroce entre les champions du monde en titre, le frère et la sœur Isabelle et Paul Duchesnay, et les récents champions d'Europe, Marina Klimova et Sergueï Ponomarenko, qui ont séduit les juges de Lausanne avec une chorégraphie inédite et audacieuse. Il s'agit autant de déstabiliser l'adversaire que d'influencer les juges.

Les Russes ont tiré les premiers : *« L'originalité et le style des Duchesnay provient exclusivement du talent de Christopher Dean qui fut champion olympique et du monde avec Jane Torvill. Ils ne font rien de nouveau. Les programmes qu'ils patinent sont les mêmes que ceux des Britanniques.* Missing, *qui a permis aux Duchesnay de devenir champions du monde en 1991, Torvill et Dean l'avaient patiné plusieurs fois. En mieux bien entendu. Les originaux sont toujours mieux que les copies* (1). »

Réplique d'Isabelle et Paul : *« Les critiques que nous formulons s'adressent d'abord à nous-mêmes avant de porter sur les autres. »* C'est sec. Ils veulent éviter la polémique. Elle fait rage à chaque étape de leur carrière.

Aux Jeux 1988 de Calgary, ils font la conquête du public qui est agréablement surpris par la scandaleuse originalité de leur *Tarzan aimer Jane* en costumes de peau déchiquetée. Les juges n'apprécient pas beaucoup leur interprétation de *la Jungle* au son de tambours africains. C'est barbare. On leur reproche d'enfreindre les règles de la danse et d'avoir une technique faible. Les Duchesnay sont huitièmes. Cela fait scandale et alimente la légende de ces petits Québécois rejetés de l'équipe canadienne par les dirigeants anglophones et adoptés par la patrie de leurs ancêtres.

Champions du monde en titre

L'année suivante, aux championnats du monde de Paris, ils changent de registre. Finie la provocation. La chorégraphie, baptisée *le Rêve d'Eléonore*, est plus sage que celle de Calgary. C'est un retour vers le classique qui témoigne des capacités de progrès du couple. Le public reste sous le charme, et les juges se laissent impressionner. Elle porte des voiles blancs, il a le costume noir de Macbeth. C'est romantique et lacrymal. Ils montent sur le podium pour recevoir une médaille de bronze, leur première récompense internationale.

En 1990, Christopher Dean, le chorégraphe et danseur inoubliable depuis *le Boléro* présenté aux Jeux 1984 de Sarajevo est devenu l'époux d'Isabelle. Son influence devient manifeste dans l'interprétation que le frère et la sœur font aux championnats d'Europe de *Missing*, un hymne aux disparus victimes des dictatures latino-américaines. Le public de Leningrad comprend le message politico-culturel, il ne ménage pas ses bravos. Sa robe rouge est en lambeaux. Les manches de sa chemise grise à rayures sont retroussées. Ils ont acquis une certaine maturité, affirmé un style. Ils montent encore sur la troisième marche du podium derrière deux couples qui sont toujours soviétiques.

Les championnats d'Europe 1991 ont lieu à Sofia. Isabelle et Paul présentent aux spectateurs bulgares un programme intitulé *Réflexions*. Vêtus à l'identique en bleu et violet, ils semblent se refléter l'un dans l'autre. Ce jeu de miroir est trop intellectuel. Le public boude. Les juges en profitent pour les laisser sur la deuxième marche du podium.

Quelques semaines plus tard, les championnats du monde 1991 commencent à Munich. Les Duchesnay tirent la leçon de Sofia. Ils mettent à profit le bref délai dont ils disposent pour actualiser leur programme de Leningrad. C'est *Missing II*, un triomphe. Les spectateurs bavarois sont tout acquis à ces Français qui s'entraînent toute l'année chez eux à Oberstdorf. Les juges ne peuvent plus faire autrement que de leur attribuer le titre mondial. C'est la consécration. La contestation demeure.

Un thème musical fort

Pour être complète, la « success story » de ces petits Québécois qui s'entraînent maintenant en Allemagne sous la direction d'un émigré tchécoslovaque, Martin Skotnicky, et d'un maître de ballet anglais doit aboutir à une médaille d'or aux Jeux olympiques organisés par leur pays d'adoption.

Une stratégie est mise sur pied dès l'été dernier : choix d'un thème musical, élaboration d'une chorégraphie, entraînement physique. Explication de Christopher Dean : *« Il fallait un thème fort, facilement identifiable, qui convienne à leur personnalité. L'introduction de* West Side Story *convenait parfaitement. Contrairement à « Maria », elle n'avait jamais été utilisée. Cela permettait de mettre en valeur leur caractère en évitant les connotations incestueuses d'une relation amoureuse entre des patineurs qui sont frère et sœur. »* C'est la promesse d'un nouveau grand moment d'émotion. Il ne reste qu'à travailler. Hélas ! Isabelle se fracture un pied. Dès lors commence une longue course-poursuite contre le temps. Pourront-ils être prêts à temps ?

Isabelle n'est pas plâtrée après son accident. Elle évite ainsi que ses muscles fondent. Mais entre le mois d'août et la mi-septembre elle ne peut pas patiner. Les Jeux sont en février. Normalement, la mise au point d'un programme demande six mois. Huit n'auraient pas été de trop tellement la chorégraphie élaborée par Christopher Dean sur la musique de *West Side Story* est éprouvante : *« Il n'y a pas un temps mort pendant cinq minutes. Pas possible de reprendre son souffle ! »*, explique Paul.

C'est donc mal parti. Les Duchesnay doivent déclarer forfait dans toutes les compétitions auxquelles ils devaient participer dans les semaines précédant les Jeux. A la place, ils donnent des conférences de presse. Plus on parle de leur programme, plus le mystère qui l'entoure s'épaissit. Vont-ils lever un coin du voile aux championnats d'Europe de Lausanne ? Paul se blesse inopinément à l'aine. Ils sont une nouvelle fois absents.

On s'interroge sur autant de malchance. Les blessures sont-elles réelles ou circonstancielles ? S'agit-il de prétexte pour ne pas révéler aux adversaires les « trucs » de leur nouveau programme ? Les milieux du patinage sont partagés.

Les inconditionnels rappellent qu'Isabelle et Paul sont des forcenés de l'entraînement. Ils passent de cinq à six heures par jour sur la glace. Cela éprouve les organismes. D'ailleurs ils n'ont jamais été épargnés par le sort : le frère et la sœur s'orientent vers la danse après un traumatisme crânien d'Isabelle sur une mauvaise réception de saut en couple ; Paul entaille trois doigts de sa sœur d'un coup de patin à la veille des championnats de France 1987 ; deux ans plus tard, ils ne peuvent participer aux championnats d'Europe parce qu'Isabelle vient de se faire opérer d'un genou... Il n'y aurait donc pas de raison de mettre leur bonne foi en doute alors qu'un titre olympique, le but de leur carrière, est en jeu.

Précisément, rétorquent leurs détracteurs. En ne se soumettant pas au verdict des juges avant la compétition olympique, ils prennent un risque qui en vaut la chandelle : devant un public qui leur sera tout acquis, il sera difficile sinon risqué de ne pas suivre la *vox populi*. Mais les juges ont manifestement été impressionnés par la prestation de Klimova et Ponomarenko à Lausanne. La réputation entre pour plus de moitié dans leur appréciation. Les surprises, contrairement au public, sont ce qu'ils aiment le moins dans le patinage. Confrontés à la nouveauté, les membres du jury se fient rarement à leurs sentiments, il préfèrent appliquer les règlements, qui, par définition, ne peuvent pas prendre en compte l'innovation.

ALAIN GIRAUDO

(1) *Le Sport* du 29 janvier.

HOCKEY SUR GLACE : la France bat la Suisse (4-3)

Les « Francos » et leurs cousins

L'équipe de France de hockey sur glace a dominé celle de Suisse (4-3), mercredi 12 février à Méribel, à l'occasion de son troisième match du tournoi olympique. Si une victoire contre « l'équipe unifiée » (ex-URSS), vendredi 14, paraît peu probable, un succès contre la Norvège dimanche 16 février permettrait aux Français d'atteindre les quarts de finale. Au sein de cette sélection, des joueurs d'origine étrangère, surtout du Canada, jouent un rôle primordial aux côtés de Français de souche qui ne cessent de progresser.

MÉRIBEL

de notre envoyé spécial

Un match, cinq manières de parler français. La rencontre entre l'équipe de France de hockey sur glace et celle de Suisse (4-3), mercredi 12 février à Méribel, ne fut pas uniquement un haletant spectacle sportif (les Français étaient menés 2-0 après treize minutes de jeu). Elle fut aussi un curieux rendez-vous linguistique.

Il y avait sur la glace des Helvètes, bien sûr, avec leur accent traînant. Des Français, ce qui est tout aussi logique. Mais encore un Franco-Finlandais, un Franco-Tchèque *et* surtout cinq Franco-Canadiens avec leurs délicieuses formules Vieille France. Et si la sélection française a battu celle de Suisse, préservant ainsi ses chances d'accéder aux quarts de finale du tournoi olympique, c'est en partie à ses « étrangers » qu'elle le doit.

Les Franco-Canadiens, ou plutôt les « Francos », comme on les appelle sur les patinoires du championnat de France, sont arrivés en nombre à partir du début des années 80. A l'image des dirigeants de basket-ball qui enrôlaient déjà, à grands frais, des joueurs américains et se dépensaient pour qu'ils deviennent citoyens français, les présidents de clubs de hockey n'ont eu aucun scrupule à se lancer dans la course aux naturalisations. Deux joueurs étrangers étant autorisés par équipe, ils pouvaient contourner la règle en recrutant des éléments bénéficiant de la double nationalité.

Des filières se sont mises en place, susceptibles d'obtenir rapidement la bénédiction de l'administration ou de négocier la complicité de jeunes femmes pour des mariages blancs. Très vite, le hockey français a pris l'accent de Montréal. Treize des vingt-trois joueurs sélectionnés pour les Jeux olympiques de Calgary (Canada) en 1988 étaient des « Francos ». Ce qui est toujours moins que pour l'Italie cette année à Méribel, puisque seize Italiens sont originaires du... Canada (les *« petits-fils des premiers pizzaioli »*, comme les surnomme un journaliste québécois).

Affaire de cœur

Au sein de l'équipe de France, ils ne sont plus que cinq aujourd'hui, auxquels il convient d'ajouter l'athlétique gardien de but d'origine finlandaise Petri Ylonen, et l'attaquant d'origine tchèque Peter Almasy. Le premier est arrivé en France en 1987 après avoir fait la connaissance d'une Bretonne étudiante en finlandais. Le second, auteur du but de l'égalisation française à 2 partout contre la Suisse, avait profité d'un tournoi international en Yougoslavie, en 1980, pour fuir vers l'Italie, puis demander l'asile politique à la France. Une fois comblé, il a épousé une Française.

Les Canadiens demeurent nombreux dans les clubs, beaucoup moins en équipe nationale. Ce phénomène s'explique avant tout par les progrès d'une nouvelle génération de joueurs français, ceux qui brillent justement au cours de ces Jeux : Christophe Ville (vingt-huit ans), Philippe Bozon (vingt-cinq ans) ou Christian Pouget (vingt-six ans). Les premiers, ils ont commencé à contester la suprématie des « Francos ».

Alors que leurs prédécesseurs éprouvaient une sorte d'admiration craintive pour des champions venus du pays du hockey roi, ils ont prouvé que des Français de souche pouvaient rivaliser avec les « Francos » (Canadiens). Fort de l'expérience transmise par ceux-ci dans les clubs ou au sein de la sélection nationale, ces jeunes joueurs ont contribué au changement de mentalité à partir du milieu des années 80 . Résultat : en 1991, Grenoble a été sacré champion de France sans aucun Franco-Canadien dans ses rangs.

Cette nouvelle répartition des rôles n'entraîne pas nécessairement une dégradation des relations entre les « Francos » et leurs coéquipiers. L'attaquant Benoît Laporte, né à Montréal en 1960, mais installé en France depuis 1984 (il est marié à une Française), reconnaît cependant que la concurrence est plus grande : *« Certains jeunes souhaiteraient prendre notre place. Ils aimeraient bien que leurs équipes soient à 100 % françaises, et je les comprends. Au Canada, je dirais la même chose. Simplement, cela nous oblige à être meilleurs que les Français. A qualité égale, les sélectionneurs les prendraient en priorité et ce serait normal. »*

Français, les « Francos » le sont pourtant aussi, et pas seulement sur leur carte d'identité. Rien ne les irrite plus que des réflexions sur leur double nationalité. A l'issue de leur victoire contre la Suisse, ils assuraient avoir vibré comme s'ils étaient nés à Tourcoing et non au Québec. *« Je suis Français, j'ai mon passeport comme tout le monde »*, clame Benoît Laporte. Quant à Serge Poudrier, s'il admet volontiers que l'argent a motivé en partie sa décision de venir en France, il précise aussitôt : *« Cela ne m'empêche pas d'être patriote. Nous sommes cousins, très proches les uns des autres. J'aime ce pays et je terminerai peut-être ma vie ici. »*

Cette affaire de cœur se complique lorsque l'équipe de France vient à rencontrer celle du Canada, comme le samedi 8 février à l'occasion du premier match du tournoi olympique (victoire du Canada par 3-2). En pareil cas, les « Francos » choisissent clairement leur camp. Dans l'esprit de Serge Poudrier, joueur de caractère, il s'agit même de prendre une revanche sur la terre natale : *« Pour ces rencontres, nous n'avons vraiment pas besoin d'être motivés. Nous sommes tous animés du désir de prouver que l'on aurait pu faire carrière là-bas, d'autant plus motivés que les Canadiens anglophones, joueurs et journalistes, nous snobent et nous considèrent comme des hockeyeurs médiocres. »*

Ce type de rencontre permet de mesurer la solidité d'un groupe, de renforcer les relations entre les joueurs, de prouver que les « Francos » et leurs « cousins » s'entendent à merveille. *« Contre les Canadiens*, affirme Benoît Laporte, *les Français nous ont donné la meilleure preuve de solidarité qui soit : ils n'ont pas cessé de nous pousser. Chacun a donné son maximum. Ils savaient que cela nous faisait plaisir de briller contre le Canada. Le match était télévisé en direct, là-bas. On ne peut avoir passé vingt-quatre ans dans un pays et l'oublier... »*

Ph. Br.

PATINAGE DE VITESSE : 1 500 mètres dames

Sport à deux temps

Les Allemandes Jacqueline Boerner et Gunda Niemann ont pris les deux premières places de l'épreuve des 1 500 mètres de patinage féminin, mercredi 12 février à Albertville. La Japonaise Seiko Hashimoto s'est classée troisième.

ALBERTVILLE

de notre envoyé spécial

Le patinage de vitesse se divise en deux parties bien distinctes. Pendant les cent premiers mètres, c'est le sport le plus laid de la création. Au coup de sifflet, les athlètes tentent d'abord de sortir leurs patins des trous qu'ils ont préalablement creusés dans la glace. Puis ils se lancent dans une sorte de course de canard. Les patins claquent sèchement sur la piste, les visages grimacent, les bras se tordent en tout sens. Les patineurs accouchent de leur vitesse dans la douleur.

C'est à l'orée du premier virage que le grotesque donne naissance au sublime. Les bras se redressent et semblent s'allonger, les visages s'apaisent jusqu'à paraître sourire. La vitesse aidant, l'athlète se transforme en balancier, réglé sur le doux crissement des patins. La cacophonie du début est devenue chanson d'un geste parfait, l'un des plus harmonieux que l'on puisse voir dans les stades.

Ce sport à deux temps ne pouvait avoir que deux souveraines. L'Allemande Gunda Niemann règne sur les longues distances, 3 000 et 5 000 mètres. L'Américaine Bonnie Blair gouverne le sprint, 500 et 1 000 mètres. De leur début de campagne olympique, elles ont déjà ramené un titre, offrant à chacun de leur pays leur première médaille d'or de ces Jeux d'hiver. Et chacune rêve d'arrondir son butin. Or, à la frontière de leur territoire, se trouve la zone neutre du 1 500 mètres, que toutes deux auraient aimé annexer.

Le patinage de vitesse se devait de protéger son bel équilibre. Dans cette épreuve, il a renvoyé les deux rivales dos à dos. Bonnie est partie trop vite, Gunda trop lentement. L'Allemande a fini en trombe, l'Américaine à l'agonie. Blair a disparu dans les profondeurs du classement, Niemann a dû se contenter de la médaille d'argent. Pour bien signifier son refus de départager les conquérantes, le 1 500 mètres a attribué l'or à une miraculée, une autre ressortissante de l'ancienne Allemagne de l'Est, qui avait bien failli ne jamais venir à Albertville.

En août 1989, Jacqueline Boerner fut renversée par un chauffard alors qu'elle s'entraînait à bicyclette. *« Heureusement, il conduisait une Trabant, et non pas un vraie automobile*, expliqua-t-elle, *sinon je ne serais plus en vie. »* Jambe fracassée, ligaments déchirés, elle se pensait perdue pour le patinage de vitesse.

Jusqu'à ce qu'elle reprenne l'entraînement un an plus tard et recouvre peu à peu ses sensations. Jusqu'à ce mercredi, où elle a conservé à sa discipline son beau mouvement de balancier.

J. Fe.

La glace dans tous ses états

ALBERTVILLE

de notre envoyé spécial

« Aucun record du monde ou olympique ne sera battu sur l'anneau d'Albertville. Seul celui de la piste tombera... peut-être ». Ce pronostic émane d'André Kouprianoff, qui fut sept fois champion de France de patinage de vitesse au cours des années 60. Il a retrouvé depuis quelques jours la glace savoyarde pour donner le départ des épreuves olympiques hommes et dames. Les compétiteurs s'élancent sur un tapis de 400 mètres de long alors que la température est presque printanière – 16 degrés – et que les rayons du soleil continuent d'attaquer la surface bleutée. Mercredi 12 février, la compétition a été reportée d'une heure dans l'attente d'un refroidissement salvateur qui modifierait la consistance de l'anneau.

La glace est un milieu « vivant ». Elle grossit sous l'effet des précipitations, elle maigrit lorsque la température est trop douce ; bref, elle ne cesse de bouger et de travailler sous l'effet des conditions météorologiques du moment. En quelques heures sa surface peut prendre des rides sous l'effet des violents chocs thermiques qui se produisent entre le jour et la nuit. Le contrôle, heure par heure, de l'évolution de cette masse instable, d'une épaisseur de 5 centimètres, conditionne les performances des patineurs. Sa préparation nécessite le recours à de puissants compresseurs, chargés non pas de fabriquer du froid, mais d'absorber le trop-plein de calories prisonnières de la piste.

Les meilleures performances sont réalisées lorsque la température atteint – 3 à – 5 degrés. Mais lorsque la surface est trop froide, donc trop dure, le patineur ne parvient plus à « fendre » la glace sur une épaisseur suffisante – de l'ordre de quelques microns, – pour relancer sa course.

L'exercice le plus périlleux pour les techniciens consiste à répartir le froid de façon homogène le long de la piste et pendant toute la durée de la compétition. L'épreuve la plus épuisante est celle du 10 000 mètres, qui occupe pendant sept heures les techniciens de la glace. Ils doivent jouer avec la machinerie, l'intensité des rayons du soleil et la température de l'air.

Usure anormale

L'anneau de vitesse d'Albertville serait, selon ses utilisateurs, peu performant. Plusieurs reproches sont adressés à cet équipement. La piste repose sur du sable et non pas sur une dalle en béton qui aurait rendu sa surface parfaitement plane. D'autre part, Albertville, qui culmine à 336 mètres d'altitude, enregistre rarement, au mois de février, des températures très basses. Enfin, pour satisfaire les exigences de la télévision, les courses ont lieu l'après-midi, lorsque le thermomètre est au plus haut et le soleil rayonnant.

« Les records se battent maintenant sur des pistes couvertes comme celle de Calgary », notent les spécialistes. Le « climat » peut être mieux maîtrisé à l'intérieur de ces espaces ; la qualité de la glace est beaucoup plus constante ; aucun souffle ne perturbe les patineurs. Enfin, l'air est généralement filtré dans ces édifices qui protègent la glace des impuretés. En milieu urbain et à l'air libre, les athlètes observent que les lames de leurs patins subissent une usure anormale. Elle serait due à la présence de suie et de particules qui rendent la glace abrasive.

L'anneau de glace d'Albertville, qui disparaîtra aussitôt après les Jeux, ne laissera aucun regret aux spécialistes de cette discipline, à l'exception des athlètes français. Ces derniers sont en effet privés, depuis deux ans, de la piste construite pour les Jeux de Grenoble. L'ancienne cité olympique sollicite, en vain, l'aide de l'Etat pour rénover une surface de grande qualité sur laquelle quatre records du monde furent battus en 1968. L'utilisation de l'eau déminéralisée pour la réalisation de la glace fut, à l'époque, considérée comme une technique... révolutionnaire.

CLAUDE FRANCILLON

BIATHLON : 10 kilomètres hommes

L'alchimie du fart

LES SAISIES

de notre envoyé spécial

Ce sont des baraques en préfabriqué, étagées sur plusieurs rangs au-dessus de l'aire d'arrivée des pistes de fond. Leurs portes et leurs volets clos laissent passer des rais de lumière alors qu'il fait noir depuis longtemps sur le site olympique et qu'au village les athlètes sont déjà couchés. A l'intérieur, des hommes s'agitent dans une odeur chaude et sucrée, un peu écœurante. Certains sont affublés de masques. Beaucoup farfouillent dans des grandes caisses, en sortent des pots, des plaquettes, des flacons et des rondelles. Tous échangent des propos codés avec un air entendu : *« Mélange le rouge avec le jaune »*, *« Passe une couche de XP9 chaud sur le Z13. »* Parfois les hommes vont d'une baraque à l'autre et se montrent quelques-unes de leurs trouvailles, comme dans un concours de druides.

« Le fart, dit David Moretti, directeur de l'équipe de France de biathlon et participant assidu de ces cérémonies d'initiés, *c'est comme la cuisine. Il faut touiller, mélanger tout avec n'importe quoi pour arriver à une bonne recette. Les fabricants nous inondent de produits : nous devons les essayer tous, pour ne pas risquer de passer à côté d'une très bonne mixture. Et encore, au biathlon, les skieurs ne pratiquent que le pas du patineur. Cela nous évite de tester tous les farts de retenue utilisés en fond pour la technique classique, pour éviter que les skis reculent. »*

Le lendemain de ces rites nocturnes, les athlètes sont encore couchés quand la petite troupe des farteurs converge vers les parcours d'essais : des embryons de piste d'une cinquantaine de mètres, en pente douce. Là, chaque paire de skis, enduits des mixtures concoctées la veille, passe trois fois devant des cellules photo-électriques. *« L'essayeur doit toujours garder la même position pour ne pas fausser les temps*, explique David Moretti. *Nous faisons la moyenne des trois passages, puis nous proposons les mélanges les plus satisfaisants aux skieurs. »*

Pour arriver aux meilleurs résultats, chez les farteurs, deux écoles s'opposent. D'un côté, les astucieux. *« Il faut être curieux, un peu filou*, souffle Yves Maréchal, entraîneur de l'équipe de France masculine de biathlon. *Il faut fouiner, avoir l'œil qui traîne à droite à gauche. Un bon farteur doit toujours se tenir au courant des dernières trouvailles. »* De l'autre, les scientifiques. *« Je ne vais pas trop voir ce qui se passe chez les autres*, dit David Moretti. *Je préfère regarder dans ma caisse pour mettre au point mes propres mixtures. De toute manière, en dehors de quelques paraffines mises au point spécialement pour une équipe, nous disposons tous des mêmes produits. Les fabricants en gardent la composition secrète. Alors je préfère faire confiance aux chiffres : j'ai fait mettre au point un programme informatique où tous nos essais, tous les farts que nous avons utilisés et mélangés, sont répertoriés. »*

Au bout du compte, ce sont souvent les variations météorologiques, et notamment la température, qui influent directement sur le rendement du fart et mettent tout le monde d'accord.

Pour éviter les ratages, chacun possède sa botte secrète. David Moretti tire la sienne de son expérience de pratiquant du deltaplane. *« Voler donne des bonnes connaissances en micro-aérologie. Juste avant une course, cela peut servir à prévoir un réchauffement de l'air, de la pluie ou des chutes de neige. Cela peut permettre d'anticiper et de changer de fart juste avant le départ »* Reste alors l'intuition pure, le « pifomètre » pour faire la différence. Les sorciers du fart se doivent d'être aussi un peu devins.

JÉROME FENOGLIO

Les résultats

BIATHLON

10 km messieurs

1. Kirchner (All.), 26 min 2 s 3 (0 pén.) ; 2. Gross (All.), 26 min 18 s (1 pén.) ; 3. Eloranta (Fin.), 26 min 26 s 6 (0 pén.) ; 4. Tchepikov (CEI), 26 min 27 s 5 (0 pén.) ; 5. Kirienko (CEI), 26 min 31 s 8 (3 pén.) ; (...) 10. Flandin (Fra.), 26 min 56 s 6 (1 pén.) ; (...) 30. Bailly-Salins (Fra.), 27 min 49 s 7 (3 pén.) ; (...) 42. Dumont (Fra.), 28 min 0 s 7 (4 pén.) ; (...) 45. Blond (Fra.), 28 min 32 s 8 (3 pén.).

HOCKEY SUR GLACE

Poule B

Troisième journée

Canada b. Norvège	10-0
France b. Suisse	4-3
Tchécoslovaquie b. CEI	4-3

Classement. – 1. Canada et Tchécoslovaquie, 6 pts ; 3. CEI, 4 ; 4. France, 2 ; 5. Suisse et Norvège, 0.

COMBINÉ NORDIQUE

1. Fabrice Guy (Fra.) ; 2. Sylvain Guillaume (Fra.), à 48 s 4 ; 3. Sulzenbacher (Aut.), à 1 min 6 s 3 ; 4. Lundberg (Nor.), à 1 min 26 s 7 ; 5. Ofner (Aut.), à 1 min 29 s 8 ; (...) 13. Girard (Fra.), à 3 min 33 s 9 ; (...) 27. Repellin (Fra.), à 6 min 0 s 3.

LUGE

Dames

1. D. Neuner (Aut.), 3 min 6 s 696 ; 2. A. Neuner (Aut.), 3 min 6 s 769 ; 3. S. Erdmann (All.), 3 min 7 s 115 ; 4. G. Weissensteiner (Ita.), 3 min 7 s 673 ; 5. C. Myler (E-U), 3 min 7 s 973.

PATINAGE DE VITESSE

1500 m dames

1. J. Boerner (All.), 2 min 5 s 87 ; 2. G. Niemann (All.), 2 min 5 s 92 ; 3. S. Hashimoto (Jap.), 2 min 6 s 88 ; 4. N. Polozkova (CEI), 2 min 7 s 12 ; 5. M. Garbrecht (All.), 2 min 7 s 24.

ALBERTVILLE 92

GLISSES

Les « canards » de Courchevel

COURCHEVEL

de notre envoyé spécial

D'étranges palmipèdes volent dans le ciel de Savoie : des hommes-oiseaux casqués, gantés, engoncés dans des combinaisons molletonnées. Ces sauteurs, adeptes de la technique dite du « canard », écartent leurs skis en « V » dès qu'ils quittent le tremplin de Courchevel. Leur envolée perd en élégance ce qu'elle gagne en distance. Ils devancent tous leurs rivaux, fidèles du saut en « parallèle », quand les skis s'efforcent de rester plus ou moins dans l'axe du corps (1).

Dimanche 9 février, les trois médaillés de l'épreuve du petit tremplin (K 90 mètres) étaient des « canards ». Ils devraient de nouveau prendre place sur le podium des épreuves (équipe et individuel) sur grand tremplin (K 120 mètres).

L'inventeur de cette technique est un Suédois, Jan Bokloev. Le premier, il s'est risqué à choquer les esthètes scandinaves ou autrichiens pour lesquels il n'était de bon saut que d'envolée en parallèle. Différentes versions circulent quant à l'origine exacte de sa trouvaille. Le jeune homme serait-il un inventeur génial, une sorte de Lépine des tremplins, ou plutôt un sauteur maladroit, venu au « canard » sans le vouloir, comme on découvre une recette de cuisine en se trompant dans les proportions de beurre et de farine ?

Peu importe. En 1986, ce petit rouquin réputé très nerveux s'est bel et bien retrouvé dans cette étrange position. Son vol a été plus long qu'à l'accoutumée. Il a cherché à peaufiner sa technique. Les juges avaient beau lui attribuer des notes de cancre en style, il compensait ce handicap en sautant quatre ou cinq mètres plus loin que ces rivaux. En 1989, quand il devint champion du monde, plus personne ne songeait à le traiter de fou. Il était devenu Jan Bokloev, le roi des « canards ».

« Avoir un cœur mieux accroché »

Les autres hommes-oiseaux, surtout les plus jeunes, ne tardèrent pas à l'imiter. Mais il fallut que les Autrichiens se risquent, eux aussi, à pareil grand écart pour que la Fédération internationale adopte de nouvelles règles. Les dirigeants autrichiens étant très influents dans le milieu du saut à ski, les « canards » ont fini par être tolérés.

Depuis, ils n'ont cessé de proliférer. *« L'hiver prochain, il n'y aura plus un seul adepte du parallèle sur le circuit*, assure Franck Salvi, l'entraîneur des sauteurs français. *Passer d'un style à l'autre n'est pas facile pour tout le monde. Il faut avoir un cœur encore mieux accroché car les sensations ne sont pas les mêmes qu'en parallèle. Le corps est vraiment face au vide, il n'a pas ce sentiment de relative protection qu'il avait lorsque les skis étaient devant lui. »*

Les sauteurs, même les plus traditionalistes, ont-ils d'autre choix que d'imiter Jan Bokloev ? L'efficacité de son invention ne peut plus être remise en question, comme le confirme Franck Salvi : *« Le fait de sauter ainsi permet une meilleure pénétration dans l'air. En fin de saut, comme le corps s'offre au vide, il vole plus longtemps et l'on gagne trois ou quatre mètres. Le saut a toujours progressé grâce à des gars qui inventent, sans le savoir, un truc surprenant. On croit toujours que l'on est au bout, qu'il sera impossible de faire mieux, et pourtant ce n'est pas le cas : un autre fou arrive et l'on finit par l'admirer. »*

Ph. Br.

(1) En fait, afin de rechercher une meilleure pénétration dans l'air, les skis ne sont pas tout à fait dans l'axe du corps. Le sauteur tombe en « dérapage » contrôlé, les skis légèrement tournés d'un côté ou de l'autre. Des tests effectués en soufflerie ont prouvé que c'était la meilleure manière d'éviter la chute lors d'un saut en parallèle.

MÉDECINE

Les importations illégales de produits sanguins

Le CRTS de Montpellier s'est approvisionné sur le marché américain du plasma

La révélation de l'existence d'importations de plasma et de produits dérivés du sang (*le Monde* du 13 février) a déclenché une nouvelle polémique. Il apparaît aujourd'hui que plusieurs milliers de litres de plasma ont été importés des Etats-Unis par le CRTS (Centre régional de transfusion sanguine) de Montpellier. D'autre part, des milliers de litres de plasma provenant de « donneurs » américains rémunérés ont dû être mis en quarantaine en octobre dernier, 20 % de ce plasma étant contaminés par le virus de l'hépatite C.

Pendant plusieurs années, quatre centres français de fractionnement de plasma – ceux de Lille, Lyon, Montpellier et Nancy – se sont livrés à des importations illicites de plasma. Confirmant les informations publiées dans *le Monde* du 13 février, le professeur Jean-François Girard a déclaré qu'il envisageait de *« retirer leur agrément »* aux centres de fractionnement qui, malgré son coup de semonce de 1990, auraient continué à importer illégalement du plasma en 1991.

Donnant des détails sur le contenu des rapports effectués par l'inspection de la pharmacie, le professeur Girard a indiqué qu'entre 1986 et 1990 le centre de Nancy a importé 1 430 litres de plasma et près de 100 kilos d'albumine, celui de Montpellier 28 527 litres de plasma et 107 kilos d'albumine, celui de Lyon 22 320 litres de plasma et celui de Lille 136 949 litres de plasma pour *« travail à façon »*. L'enquête de l'inspection de la pharmacie n'avait pas fait état d'importations illégales de la part des centres de Bordeaux, Strasbourg et Paris. Le directeur général de la santé s'est en revanche montré plus évasif sur l'origine de ces plasmas, se contentant d'indiquer qu'ils provenaient de pays *« parfois très éloignés, et en particulier des Etats-Unis »*. Au total, selon la DGS, un récapitulatif au 31 décembre 1991 des importations de produits thérapeutiques industriels établissait à 137 607 854 francs le montant total des importations.

L'attitude des autorités sanitaires françaises, et en particulier du ministère de la santé, est pour le moins surprenante. En effet, comment expliquer pareil manque de réactions sachant ce qu'écrivait ou déclarait en 1990 le professeur Girard ? Ainsi, dans une lettre du 10 septembre 1990 au docteur Huart du Centre régional de transfusion sanguine de Lille, il disait : *« Comme suite à l'entretien que vous avez eu avec mes services et à leur demande, le 17 avril dernier, j'ai jugé bon de faire appel à l'inspection de la pharmacie pour compléter mon information sur les activités de travail à façon menées par le CRTS de Lille, pour le compte de partenaires étrangers et notamment la firme Octapharma (...). Je me réserve le droit de donner une suite au rapport de l'inspection de la pharmacie, dont il ressort que le CRTS a fait preuve d'une grande légèreté, sinon de négligence, dans la mise en œuvre des accords de façonnage et s'est montré peu regardant dans le choix de ses partenaires commerciaux. Je déplore en particulier qu'à plusieurs reprises de l'albumine préparée à partir de plasma étranger ait été distribuée en France sans que le ministère en ait été préalablement informé et qu'aucun document écrit n'ait pu être fourni attestant la réelle nature des relations entre Octapharma et le CRTS de Lille. »*

La firme Octapharma a été fondée en 1982 par un Belge, M. Robert Taub, et un Allemand, M. Wolfgang Marguerre, qui avaient précédemment travaillé dans les groupes Revlon-Santé et Baxter. Elle se consacre au développement des technologies de pointe dans le domaine du fractionnement du plasma humain et à leurs applications transfusionnelles et pharmaceutiques. Le premier transfert technologique avec le CRTS de Lille a eu lieu début 1986. L'usine de fractionnement de cette firme est implantée à Vienne (Autriche) et elle traite du plasma provenant de Norvège, d'Irlande, d'Israël, de Yougoslavie, etc. Elle employait, en 1990, 138 personnes et son chiffre d'affaire, était de 270 millions de francs.

Le silence du ministre

Il reste à comprendre la nature du contrat qui liait le CRTS de Lille à cette firme. Selon nos informations, Octapharma aurait signé un contrat avec les autorités sanitaires norvégiennes portant sur le fractionnement du plasma. Incapables de le faire eux-mêmes, les dirigeants de la firme auraient demandé au CRTS de Lille de fractionner le plasma norvégien et de le transformer en particulier en facteur VIII et en albumine.

Cette pratique a bien entendu permis au CRTS de Lille – l'un des plus performants du monde – d'améliorer considérablement son rendement. S'étant aperçu qu'Octapharma, au lieu de rétrocéder la totalité des produits issus du fractionnement du plasma à la Norvège, en commercialisait une partie à des pays comme la Yougoslavie, les responsables du CRTS de Lille décidèrent de porter plainte contre cette firme avec laquelle ils ont cessé, depuis, toute collaboration. *« Octapharma est une firme qui ne sert que d'intermédiaire relationnel entre des sociétés de Croix-Rouge appartenant à des pays qui ne sont guère autosuffisants ou mal équipés en technologie de fractionnement, et qui touche au passage des dividendes. Et en plus elle rétrocède des technologies qui ne lui appartiennent pas »*, nous a déclaré le docteur Huart, directeur du CRTS de Lille.

Ce qui s'est passé au CRTS de Montpellier est d'un tout autre ordre. Cet établissement a en effet importé au cours de l'année 1990 15 000 litres de plasma en provenance des Etats-Unis où ils avaient été prélevés sur des donneurs rémunérés. *« Un nouveau contrôle avait été effectué à l'arrivée de ce plasma concernant notamment les marqueurs sérologiques de l'hépatite virale de type C »*, indique-t-on au CRTS de Montpellier où la nouvelle équipe dirigeante en place depuis 1991 a décidé de stopper toute importation. *« Notre établissement était habilité à faire de telles importations. Celles-ci étaient devenues nécessaires, Bio-Transfusion ayant réussi ces dernières années à « débaucher » les centres de transfusion de notre région et à récupérer le plasma qu'il collectait. »*

D'autre part, il apparaît que plusieurs milliers de litres de plasma en provenance des Etats-Unis, où ils avaient été prélevés sur des « donneurs » rémunérés souvent toxicomanes, ont dû être mis en quarantaine, en septembre dernier, par les responsables de Bio-Transfusion qui avaient trouvé 20 % de contamination par le virus de l'hépatite C

Ainsi, il apparaît aujourd'hui que les quelques confirmations chiffrées fournies par la direction générale de la santé sur l'existence d'importations ne permettent pas de mettre un terme à la polémique. Les pouvors publics ont maintes fois fait état de leur volonté de *« clarté »*. Dans ces conditions on peut se demander pourquoi le directeur général de la santé ne rend pas public, contrairement à ce qu'il avait annoncé, le rapport de l'inspection de la pharmacie sur les importations de plasma. Et pourquoi le ministre délégué à la santé demeure silencieux ?

JEAN-YVES NAU et FRANCK NOUCHI

SCIENCES

Au centre de nombreuses critiques

L'administrateur de la Nasa démissionne

L'administrateur de l'Agence spatiale américaine, l'astronaute Richard Truly, 54 ans, qui a contribué au redressement difficile de la NASA après l'explosion en vol de la navette Challenger en mars 1986, vient officiellement de démissionner de ses fonctions. Il devrait quitter la NASA le 1er avril prochain.

Démissionné ou démissionnaire ? C'est toute la question à laquelle le communiqué apparement élogieux de la Maison Blanche pour le héros du deuxième essai en vol de la navette spatiale en 1981 ne répond pas vraiment (1). *« Richard Truly*, a affirmé le porte-parole de la Maison Blanche, Marlin Fitzwater, *a démissionné pour des raisons personnelles »*, tandis que le président Bush a déclaré avoir *« accepté avec regret »* le départ de l'astronaute (...) grâce à qui *« la NASA est bien mieux préparée pour la décennie à venir. »* Mais, à en croire certains commentaires de Richard Truly, l'astronaute a bel et bien été démissionné.

Il était de notoriété publique que les heurts étaient fréquents entre lui et le vice-président Dan Quayle, reponsable du Conseil national de l'espace. Cela ne saurait tout expliquer. La chute de Truly prend aussi ses racines dans la personnalité même de l'astronaute dont certains responsables de la NASA affirment qu'il était un administrateur honnête, unanimement respecté, mais un « meneur » peu efficace et bien peu capable de traduire les rêves de l'agence en réalité.

En cette période de campagne électorale où les exploits des astronautes ne font plus recette, ces incapacités ne sauraient être acceptées par un président qui a souvent fait de l'espace un de ses grands thèmes allant – comme le président Kennedy avec la conquête de la Lune en 1961 – jusqu'à proposer un nouveau défi : l'envoi d'hommes sur Mars. Désormais, il faut convaincre un Congrès de plus en plus sourcilleux, qui n'a pas manqué ces dernières années de souligner les dérives de la célèbre agence, révélées d'abord tragiquement par l'accident de Challenger et soulignées ensuite par la myopie de Hubble, les fuites et les retards des navettes, l'antenne récalcitrante de la coûteuse sonde Galileo (1,4 milliards de dollars). Le président Bush cherche sans doute un de ces personnages incontournables qui pourraient l'aider à défendre sa cause.

Budgets à l'arraché

« Les jours sont finis, disait, l'an dernier, le président de la sous-commission spatiale de la Chambre des représentants, Bob Traxler, *où l'on pouvait faire approuver un projet important par les parlementaires, en sous-estimer le coût, puis le mettre en œuvre jusqu'à ce que trop d'argent ait été dépensé pour qu'il puisse être interrompu. »* Les budgets se votent à l'arraché. L'exemple de la station orbitale Freedom est éloquent : en dépit d'une réduction sensible de ses objectifs, son budget a flambé de 8 milliards de dollars en 1984 à quelque 30 milliards de dollars aujourd'hui.

Richard Truly a-t-il su défendre ce projet présidentiel avec suffisamment d'habileté ? A-t-il su parer les critiques d'une partie de la communauté scientifique américaine, très sceptique sur les retombées d'un tel programme ? A-t-il su encore préparer les responsables de programmes scientifiques aux coupes claires qui ont frappé des missions comme Craf (Rendez-vous avec un astéroïde) et les sous-traitants de l'agence aux 5 000 suppressions d'emplois qui vont les frapper dans les cinq ans ? Sans doute pas suffisamment, et aujourd'hui l'homme mis en place en 1989 par le président Reagan pour succéder à James Fletcher, artisan du renouveau de la NASA après la catastrophe de Challenger, en paie, semble-t-il, le prix.

JEAN-FRANÇOIS AUGEREAU

(1) Il a également volé à bord de Challenger en août 1983.

JUSTICE

Devant la chambre d'accusation de la cour d'appel d'Angers

M. René Trager, toujours en prison, cite quelques noms d'élus socialistes

La chambre d'accusation de la cour d'appel d'Angers (Maine-et-Loire), qui siégeait en audience publique à la demande des avocats de la défense, a rejeté, mercredi 12 février, une nouvelle demande de mise liberté de l'industriel nantais René Trager. Personnage-clé dans deux affaires frauduleuses où sont apparus les noms de plusieurs élus socialistes, M. Trager est incarcéré depuis mars 1991 pour escroquerie et abus de confiance (*le Monde* du 7 février).

ANGERS

de notre envoyé spécial

« S'il y a dans ce dossier des ramifications politiques, il faut les rechercher dans les relations de Sinety, qui occupait des bureaux à la SAGES-Immobilier, rue Tronchet, à Paris, et du côté de Reyt, le courtier des réseaux poperénistes et rocardiens, le financier des Ayrault, des Douyère, des Evin. Mais cela ne préoccupe pas le juge d'instruction ! » Visiblement exaspéré d'être le seul protagoniste de l'affaire à rester incarcéré depuis bientôt un an alors que d'autres, à commencer par le promoteur Serge de Sinety, sont laissés en liberté, René Trager a fini, mercredi 12 février, par lâcher quelques noms et indiquer quelques pistes. Certes, l'audience ne lui a pas porté chance : il en est ressorti comme il y était entré, menottes aux mains. Mais elle lui aura permis, à lui et à ses avocats, de s'en prendre publiquement à la manière dont est conduite l'instruction menée par M. Ivan Auriel.

Des eaux, des courants et la SAGES

Dans l'affaire dite de Rezé-Renaissance (un projet de résidence-service pour personnes âgées), M. Trager est accusé d'abus de confiance pour avoir encaissé, dans des conditions douteuses, un chèque de 2,1 millions de francs à l'occasion d'une transaction immobilière entre M. Serge de Sinety et la Société d'économie mixte de Rezé, présidée par M. Jacques Floch, maire de Rezé et député (PS) de Loire-Atlantique, inculpé à son tour le 5 février.

M. de Sinety, un promoteur du Mans, avait été présenté à M. Floch par M. Raymond Douyère, député (PS) de la Sarthe et également président du Conseil de surveillance du Crédit local de France (CLF). Les fonds pour la réalisation du projet – 10 millions de francs – furent fournis par le CLF-Immo, filiale du CLF.

Ce que les avocats de M. Trager ne comprennent pas, et ce sur quoi ils se sont interrogés haut et fort mercredi, c'est pourquoi leur client est le seul inculpé à avoir été mis, et même remis, en prison si longtemps. D'un côté, disent en substance Mes François Chéron et Patrick Descamps, la justice s'acharne sur Trager et sur les 2,1 millions de francs sans être vraiment en mesure d'apporter des éléments probants à l'appui de ses accusations d'escroquerie et d'abus de biens sociaux. D'un autre côté, elle laisse en liberté M. de Sinety, inculpé pour les mêmes raisons, alors qu'il est, lui aussi, au cœur de cette affaire, qu'il serait avéré qu'il a menti, fabriqué des faux et dilapidé le reste du crédit CLF-Immo, soit près de 8 millions de francs, sans que le ministère public s'en émeuve vraiment. Au contraire, selon ses avocats, l'accusation contre M. Trager reposerait en grande partie sur les allégations de de Sinety.

Alors, deux poids, deux mesures ? *« On discute depuis des mois sur des documents de de Sinety qui sont des faux (...). sur une présentation des faits qui est un maquillage »*, affirme Me Descamps, qui ajoute : *« Trager vous parle depuis des mois de Douyère et de de Sinety. Mais rien ne bouge. »* Pourtant, poursuit l'avocat, certains faits nouveaux et troublants ont récemment fait surface. Ainsi, l'agenda du promoteur *« indique que le 9 janvier 1990, M. de Sinety payait cette facture* [2,1 millions] *à Trager. Et que, le 11 janvier, il avait rendez-vous à la SAGES »*. Le président Jean Gouyette l'interrompt, comme s'il n'avait pas eu vent de la perquisition opérée début janvier au siège parisien de ce bureau d'études lié au PS : *« Mais qui sait ici ce qu'est la SAGES ? » « Je ne fais pas de commentaires*, poursuit Me Descamps, *mais je constate que de Sinety, la SAGES, ça ne semble pas intéresser le juge Auriel. Il y a des pistes qu'on n'explore pas. »*

Et il a cette formule sibylline à l'adresse du juge d'instruction : *« Nous naviguons, monsieur le Juge, dans les mêmes eaux, mais pas dans les mêmes courants »*. Pour ceux qui n'auraient pas compris que l'on nage ici dans les eaux glauques de la corruption politique et dans les courants du parti socialiste, M. Trager, dont ses proches disent qu'il opérait plutôt pour les fabiusiens, se chargera, on l'a vu, de jeter quelques noms en pâture aux journalistes et aux magistrats.

Derrière l'escroquerie, somme toute banale de Rezé-Renaissance, un coin de voile se lève sur la toile de fond, toute politique. Quant à la mention de la SAGES, objet des investigations du juge rennais Renaud Van Ruymbeke, dans la foulée de la perquisition effectuée au siège du PS, elle évoque la deuxième affaire Trager, autrement explosive : celle qui est instruite à Rennes par le même juge Van Ruymbeke et qui devrait bientôt prendre le relais de la première.

Pendant l'audience de mercredi, le président Gouyette, apparemment contrarié par le caractère public des débats, s'est efforcé de les recentrer sur le sujet du jour. A plusieurs reprises, alors que M. Trager et ses avocats citaient d'autres protagonistes, il tranchera : *« Ce n'est pas le problème. Ici, le problème c'est la violation du contrôle judiciaire par M. Trager. »* La défense n'en disconvient pas. Au contraire, après l'inégalité de traitement entre MM. Trager et de Sinety, il s'agit là du deuxième volet du dossier renforçant les avocats dans leur conviction d'un acharnement délibéré à l'encontre de leur client.

L'Espagne, l'Argentine et le Guatemala

M. Trager, remis en liberté le 17 décembre 1991, a été réincarcéré le 10 janvier 1992 sur décision du juge Auriel pour avoir violé le contrôle judiciaire auquel il était soumis. Il avait, en effet, été surpris en train de récupérer des documents au siège de l'une de ses sociétés, à l'époque en liquidation judiciaire. L'ordonnance de remise en détention affirme que ces documents *« démontraient son intention de recréer une structure sociale en Espagne, en Argentine ou au Guatemala »*. Me Chéron s'est attaché à démentir les intentions prêtées à son client en affirmant que les projets en Espagne et au Guatemala étaient *« de vieux projets qui n'ont jamais vu le jour » : « De deux choses l'une, ou ces documents sont importants, et ils sanctionnent les activités de Trager, ou ils sont sans importance, et la décision du juge Auriel de révoquer le contrôle judiciaire est infondée. »* Question pour l'heure sans réponse puisque les documents sont sous scellés.

Pourquoi garder Trager en prison ? *« Pour rechercher la vérité »*, répond simplement le président Gouyette. Non, réplique Me Chéron, *« l'argument de la vérité ne peut plus nous être opposé. Ou il existe des faits nouveaux, réels, qui justifient son renvoi en prison pour six mois, ou alors c'est un prétexte »*. Pourquoi ? Pour le faire parler ou pour qu'il se taise ? ... Avant que son client retourne dans sa cellule, Me Descamps a remis au tribunal une enveloppe blanche déposée le lendemain du renvoi de M. Trager en prison, dans la boîte aux lettres de son domicile nantais. Une enveloppe anonyme, lestée d'une balle de 9 mm...

ROLAND-PIERRE PARINGAUX

Le procès des fausses factures de la région parisienne

Fin de partie

Le procès dit de la Cogedim s'effiloche. Commencé fin novembre, prévu sur un mois et demi, il est tout à la fois victime de l'actualité (la grève des greffiers) et de son gigantisme. Les plaidoiries sont désormais « casées » à la fin des audiences ordinaires de la trente et unième chambre correctionnelle du tribunal de Paris.

Le public s'est envolé. Les journalistes font chronique buissonnière. Les avocats fuient vers d'autres prétoires. La greffière s'en est allée au greffe, et le substitut du procureur lui-même est requis en coulisse par des affaires autrement pressantes. Rarement un procès présumé « grand » et « beau » aura connu fin aussi tristounette.

Déjà victime de la grève des greffiers en décembre, puis soumis à l'inévitable trêve de Noël et du Nouvel An, n'est-il pas désormais relégué au bas de l'affiche, réduit à s'intercaler entre d'autres affaires que la trente et unième chambre correctionnelle ne peut plus différer ? Ni le tribunal, présidé vaillamment par Mme Claude Nocquet, ni les avocats de la Cogedim, les seuls encore en piste avec le conseil du Trésor public, ne sont en cause, mais plutôt l'ordinaire d'une justice devenue impuissante à gérer ce procès à grand spectacle. Voilà bien une grosse injustice pour les derniers défenseurs. Depuis lundi 10 février, Mes Philippe Pavie, Christian Pautonnier, et Paul-Albert Iweins font cependant mine d'ignorer que la magie électrique des premières audiences s'est volatilisée au fil des semaines. Et c'est avec une belle ferveur que Me Iweins a tenté de dissocier le cas de la Cogedim des autres entreprises embarquées dans cette affaire de fausses factures.

Impossible, selon lui, de mélanger ces dizaines de sociétés de travaux publics ou du bâtiment avec son client, un promoteur immobilier. Impossible, toujours selon lui, de croire qu'une caisse noire ait pu servir à corrompre, car il appartiendrait alors de désigner le ou les bénéficiaires. Les clients ? Fantaisiste. Des sous-traitants ? La Cogedim obtient ce qu'elle veut. Des élus ? Mais alors lesquels, et pourquoi n'en trouve-t-on pas trace dans le dossier ?

Un « lynchage politico-médiatique »

Ce soupçon de corruption, si présent dans ce procès, ne serait ainsi, pour Me Iweins, qu'une suite de non-dits *« qui ont entraîné le lynchage politico-médiatique de la Cogedim »*. La réalité serait beaucoup plus banale : M. Carino Cesco, gérant d'une grosse entreprise de démolition, l'un des principaux accusateurs du groupe de promotion immobilière, aurait cherché à dégager sa responsabilité de bénéficiaire de fausses factures. Comme ses principaux clients sont la Ville de Paris, la SAGI, la SNCF et la Cogedim, il aurait jugé préférable de *« dénoncer »* une société privée. *« Il a menti puisqu'il a fait des fausses factures pour la SNCF et GTM-BTP »*, a insisté Me Iweins.

Relevant que l'accusateur avait souvent eu des pertes de mémoire devant le tribunal (*« Je n'ai pas souvenance »*) et que sa trachéotomie ne pouvait passer pour *« un brevet d'honnêteté »*, Me Iweins s'est finalement demandé pour quelles raisons *« on ne lui a jamais demandé ce qu'il a fait de l'argent ! »*. La Cogedim aurait eu le seul tort de régler ce démolisseur compétent, avec une régularité suisse, sachant que les entreprises publiques ou parapubliques ne font jamais preuve de la même célérité...

A leur tour, Mes Pavie et Pautonnier ont plaidé la relaxe de leurs clients. Le premier, en s'interrogeant sur les fondements juridiques des poursuites et en s'inquiétant de voir le droit prendre les habits de la police économique ; le second, en déniant les *« turpitudes »* reprochées.

Prochaine audience le 17 février.

LAURENT GREILSAMER

CULTURE

CINÉMA

Temps de pose

D.R.

La dérive du grand type et de la môme.

MISSISSIPI ONE
de Sarah Moon

« J'envie ceux qui savent photographier la vie. Moi je la fuis... J'invente une histoire que je ne raconte pas... », écrit Sarah Moon dans la préface du bel album de photos sépia, *Vrais semblants*, qu'elle a publié chez Robert Delpire peu avant la sortie du film, son premier. C'est assez bien le définir. Sarah Moon a beaucoup de talent, et elle a un « univers », elle le sait, on le lui répète sans doute. Elle compte beaucoup sur l'un et l'autre pour construire cette histoire étrange, belle, qui devrait être émouvante, de fugue d'un jeune homme avec la petite fille qu'il a enlevée.

Lui n'a d'autre nom que Ohé, puisque, ainsi l'interpelle la gamine ; il est fou peut-être, très nerveux et très gentil en tout cas. Il a peur, il est triste et intelligent, il a un revolver. Elle, s'appelle Alex, belle sans joliesse, mini-femme autant qu'enfant, elle est brune et fluette et bilingue. Par les terrains vagues et les plages désertes, par les routes cahoteuses d'un Enfer du Nord pavé de mille luisances soignées, par les détours d'une séduction réciproque aux armes incongrues, des liens de compagnonnage se tissent.

La dérive du grand type et de la môme (augmentée de l'utilisation d'appareils photo – le titre renvoie à un truc de photographe pour calculer un temps de pose) rappelle trop *Alice dans les villes* pour qu'on ne voie pas ce qui cloche : la perfection du noir et blanc, la misère calculée des décors, l'incongruité affectée des situations. *Mississipi One* est un film fabriqué. Très bien fabriqué, d'ailleurs.

JEAN-MICHEL FRODON

Les mirages de Valparaiso

AMELIA LOPES O'NEILL
de Valeria Sarmiento

Dans un café de Valparaiso, un homme moustachu, à l'air mystérieux, raconte à un journaliste la véritable histoire d'Amelia Lopes O'Neill, une femme qui a fait scandale et n'était pas, dit-il, ce qu'on croyait. Cet homme, voleur repenti et illusionniste, nous annonce, par une image réfléchie dans un miroir, que le film sera magique ou ne sera pas. Il l'est.

Valeria Sarmiento, qui est née dans ce port du Chili, est l'épouse de Raoul Ruiz, avec lequel elle a connu l'exil en Europe. Son premier long métrage, *Notre mariage*, était tiré d'un roman à l'eau de rose de l'Espagnole Corin Tellado et cultivait, entre comédie et mélodrame, la transgression des interdits sexuels, le blocage moral des désirs. En 1990, Valeria Sarmiento est revenue au Chili pour tourner *Amelia Lopes O'Neill* sur un scénario de Raoul Ruiz. Il reste des aspects mélodramatiques dans ce sujet sur la dérive de l'amour fou, mais le film est un labyrinthe esthétique dans lequel on se perd avec délice, entre décors réels (Valparaiso, filmée comme le fut San-Francisco par Hitchcock dans *Vertigo*) et décors de studio créant des mondes imaginaires.

Il y a, dans cette demeure d'aristocrates ruinés où Amelia (Laura Del Sol) et sa sœur Anna (Laura Benson), infirme hystérique, sont comme les deux faces de la même femme, des bas-fonds, théâtres d'ombres où se croisent prostituées et artistes, un rocher d'où se précipitent dans la mer les amants malheureux. Et l'espace du souvenir où évolue – homme rêvé, peut-être – Fernando (Franco Nero), médecin attiré par les femmes malades. C'est beau, irrationnel, envoûtant, jamais morbide.

JACQUES SICLIER

La comédie des fâcheux

LE BAL DES CASSE-PIEDS
d'Yves Robert

En 1948, Noël-Noël et Jean Dréville avaient réglé leur compte aux « casse-pieds » – les modernes « fâcheux » jadis brocardés par Molière – dans une étourdissante conférence illustrée à laquelle une forme cinématographique originale avait valu le prix Louis-Delluc. L'engeance n'a pas disparu : on la voit sévir, au long des années 80, dans la vie de Henri Sauveur (Jean Rochefort), vétérinaire installé en banlieue et mis à rude épreuve, de la naissance de son fils à sa rencontre avec Louise (Miou-Miou), celle qui pourrait bien, après beaucoup de déceptions, être la compagne idéale.

De « fâcheux » à « casse-pieds », le vocabulaire désignant les emmerdeurs s'est considérablement enrichi, et Rochefort le distille avec une évidente satisfaction. Jean-Loup Dabadie et Yves Robert se retrouvent, complices, pour renouer avec le cinéma de boulevard qui avait fait le succès d'*Un éléphant, ça trompe énormément*, dont on revoit les quatre mousquetaires : Rochefort, Victor Lanoux et, dans des apparitions savoureuses, Guy Bedos et Claude Brasseur.

Des sketches sont habilement greffés sur une ligne narrative dont Jean Rochefort est le truchement, pour mettre en valeur les numéros d'acteur (Jean Carmet, Jacques Villeret, Hélène Vincent, l'inénarrable Valérie Lemercier...). Mais, après la rencontre avec Miou-Miou, le film s'engage dans le vaudeville, et le rythme se ralentit dans des variations sur la même situation frustrante pour le couple. On rit moins.

J. S.

Fast Food

LE DERNIER SAMARITAIN
de Tony Scott

Le nouveau film de Tony Scott a de quoi offenser tout le monde : hommes, femmes, homosexuels, blancs et blacks. Avec une telle naïveté, cependant, que ça n'en a presque plus aucune importance. Le propos du *Dernier Samaritain* est ouvertement ailleurs : redorer le blason de Bruce Willis, *« star de film d'action à l'égal de Schwarzie »*.

Le véhicule : le schéma classique de *« deux losers qui ne peuvent pas s'encadrer mais finissent par s'estimer »* : Willis est un ancien flic héros tombé bien bas, Damon Wayans (célèbre à la télévision américaine) une ancienne star du foot accusée d'usage de drogue et de corruption. Ils sont forcés de s'allier pour mener une enquête les conduisant à débusquer un gros gibier dans un Los Angeles sordide. Ça explose de tous les côtés, ça ne s'interrompt que le temps de lancer une réplique à mi-chemin entre l'obscénité et l'humour de comptoir. Peut servir de prélude à un MacDo-frites.

H. B.

□ **Précision.** – Dans l'article concernant l'affectation du label NC-17 (anciennement X) au dernier film de Paul Verhoeven *Instinct de censure* (*le Monde* du 11 février), le label *No Change* devait évidemment être traduit par « Pas de changement ».

VARIÉTÉS

L'homme qui interroge

Québécois longtemps méconnu, l'auteur-compositeur Desjardins fait ses premiers pas à Paris

RICHARD DESJARDINS
au Théâtre de la Ville

Richard Desjardins, contemporain anachronique, vient de remporter un triomphe mérité au Théâtre de la Ville. Ce Québécois quadragénaire, interprète-auteur-compositeur, avait commencé à émerger après quinze ans de pain noir avec une petite rengaine pour film dérangeant (*Le Party*, de Pierre Falardeau).

Baroudeur country en jeans et débardeur noirs, Richard Desjardins travaille les mots au corps afin de restituer *« une interprétation francophone de l'Amérique »*. De la grande Amérique, celle qui va *« de la frontière de l'Union soviétique à la Terre de Feu »*. A l'évidence, Desjardins a voyagé, instituteur chez les Inuits du Canada, manœuvre, forgeron ou barman occasionnel dans les terres gelées, dilettante dans le grand Sud, pianiste comme sa mère, admirateur de Léo Ferré et de Leonard Cohen. De ce périple au fond du continent a surgi un drôle de langage, morceaux éclatés d'amour, de fatalisme, de joies éphémères. Les textes sont superbes, les musiques parfois belles, et l'homme interroge.

A son entrée en scène, Richard Desjardins ôte ses lunettes cerclées de métal pour se nouer un bandeau noir autour des yeux, tel un condamné. Nous sommes à Carcassonne, à l'automne 1460. *« Un homme est pendu pour avoir aimé un autre homme »*. Suivent vingt strophes d'un long poème écrit et déclamé *« à la Frenchie Villon, notre ancêtre à tous »*. Nous sommes sur un navire, les marins espagnols ont gagné tout l'or de la terre, mais le vent s'est arrêté de souffler, la pluie de tomber. Nous sommes aux premiers âges des Indiens d'Amérique, la femme *« est pleine...* [Son] *ventre veut fendre. Il* [lui] *faudra du feu. »* Nous voilà sur terre, en amour : *« Quand j'étais sur la terre/ Sous-locataire/ D'un kilo de futur/ Des monsieurs incomplets-veston/ M'ont invité à une grande déception/. Maintenant, je ne pleure plus/ Je ramasse des vies. »* Excellent conteur, roi de l'autoproduction (1), chanteur emphatique livré à son piano – ou à sa guitare quand il s'agit d'évoquer sa ville natale, et minière, du comté d'Abitibi, – Desjardins vit sa révolte de l'intérieur, mais s'interdit la larme, le sentiment, quitte à en oublier au passage l'émotion simple qui nous le rendrait plus doux.

Quand il badine, il chante en joual, un mot en français d'aujourd'hui, un autre en français d'ailleurs et le reste en anglais. Avec beaucoup d'humour et d'imagination, le chanteur se laisse alors accompagner par une bande défilante à affichage digital, surgie du fond de la scène à des fins de traduction simultanée de *Phénoménale Philomène* : *« Ça buzzait pas mal à l'hôtel central, un truck de bière supplémentaire »*, etc., (trente-quatre strophes). On rit beaucoup.

Aux Francofolies de la Rochelle, où Jean-Louis Foulquier l'avait invité l'été dernier, Richard Desjardins avait d'emblée conquis la jeunesse, avec ses piques envoyées à l'Amérique, au pouvoir de l'argent, aux tueurs d'Indiens. Au Québec, où les jeunes chanteurs mettent entre parenthèses les problèmes d'identité politique et culturelle (Luc Delarochelière, Jean Leloup, Laurence Jalbert), il jette un pavé dans la mare en poursuivant ses dérives imaginaires dans la lignée de Plume Latraverse. Insolite et décalé, et désormais bienvenu dans le paysage français.

VÉRONIQUE MORTAIGNE

► **Les 14 et 15 février à 18 heures. Tél. : 42-74-22-77.**

(1) Deux albums à ce jour. *Tu m'aimes-tu* est distribué en France par BMG.

A la paresseuse

EL PERRO
à Bobigny

C'est l'histoire d'un noceur couvert de confettis. Il rentre chez lui, il a du mal à se tenir debout. Avec l'imperturbable obstination des ivrognes, il tente en vain de discipliner ses gestes et de maîtriser les objets, le téléphone, ses draps, son sommeil, une petite boîte magique... Sur le chemin de son cauchemar, il rencontre un dieu oriental, se cogne à des portes qui s'ouvrent sur les bruits de la ville, bute sur des morceaux de bois rouge, avec lesquels il construit une drôle de chaise, se retrouve dans une boîte, un verre à la main avant de jouer au billard avec des billes démesurées, de lancer dans la bataille les soldats de toutes les armées, de prêcher pour une assemblée d'animaux exotiques... le tout dans un langage de grommelots imitant différents accents. Dans son nouveau spectacle *El Perro*, Farid Chopel revient à ses premières amours. Il court après le surréalisme, l'onirisme à la Bob Wilson, et puis dérive vers les blagues d'un comique classique.

Ce n'est pourtant pas son domaine. En revanche, quand il se sert de son corps en caoutchouc, avec des mouvements saccadés de pantin monté sur ressorts, il est unique et poétique. Peut-être aurait-il dû s'adjoindre le regard d'un metteur en scène, de quelqu'un en tout cas qui l'aurait aidé à développer ses idées, l'aurait empêché de s'égarer, de chercher le contact par le biais d'un rire machinal.

C. G.

► **MC 93. Du mardi au samedi à 21 heures. Dimanche à 16 heures. Jusqu'au 8 mars. Tél. : 48-31-11-45.**

NOMINATION

Pierre Cardin à l'Institut de France

Pierre Cardin, élu mercredi 12 février à l'Académie des beaux-arts (l'une des cinq composantes de l'Institut de France), est le premier couturier à entrer dans cette institution. Il a été élu au premier tour, à l'unanimité, au fauteuil du comédien Pierre Dux, décédé le 1er décembre 1990.

[Fils d'émigrés vénitiens, né en Italie en 1922, Pierre Cardin, qui fut le collaborateur de Christian Dior, a constitué, depuis la création de sa propre maison, en 1949, un véritable empire qui étend ses ramifications dans le monde entier. Ses 840 licences font travailler indirectement pour lui quelque 190 000 personnes. Propriétaire de l'espace théâtral qui porte son nom depuis 1970, il a racheté le célèbre restaurant Maxim's en 1981. En février 1991, Pierre Cardin avait été nommé ambassadeur honoraire de l'UNESCO.]

MUSIQUES

Boucourechliev au miroir du quatuor

Quand il écrit pour les quatre cordes, le compositeur français « rêve » à Beethoven et Webern sans les imiter

Miroir avait été un cycle de sept poèmes pour mezzo-soprano et orchestre créé, fin 1988, par Hélène Jossoud et l'Orchestre philharmonique, sous la direction d'Arturo Tamayo. On avait alors relevé un nouveau poids de l'harmonie, contrôlée de main de maître, subtilement centrée autour des intervalles essentiels, mais ne tombant pas, pour autant, dans quelque « néo » que ce soit. Remarquable aussi, dans ces poèmes crépusculaires, la polyphonie, claire sans être académique, mouvante mais point confuse.

Cette définition particulière de l'image musicale, André Boucourechliev l'a reprise dans *Miroir 2, cinq pièces pour quatuor à cordes*, commande de Radio-France créée par le Quatuor Ysaye. Il ne s'agit certes pas d'une simple réplique. Mais le compositeur inaugurait une nouvelle modalité d'écriture, à la fois plus distinguée et plus communicative, et il était prévisible que cette expérience qui, à son tour, reprend une direction inaugurée il y a plus de vingt ans (*Ombres*, 1970), soit approfondie et devienne un style autonome, clairement défini.

André Boucourechliev éprouve le besoin de se référer à des idées musicales préexistantes qui passent dans l'œuvre avec discrétion et efficacité, besoin qu'il serait trop simple de mettre au compte de la compétence musicologique du compositeur. Il ne s'agit pas non plus de se réconforter en se disant : *« Je m'approprie donc j'existe »*. Car la référence (à Beethoven, à Webern) n'a pas plus de consistance qu'une apparition de rêve et le compositeur semble « rêver » naturellement de quatuors célèbres, ce qui est parfaitement en rapport avec l'histoire du genre.

C'est comme si les sons, de leur propre gré, établissaient une correspondance, une résurrection du passé dans le présent, réintégrant un modèle qui existe dans le subconscient du compositeur. Il n'y a, de ce fait, aucune contradiction entre référence et inspiration personnelle : toutes les deux définissent, au même degré, le territoire de Boucourechliev. Et si, par exemple, l'évolution de la dernière manière du compositeur exige un accroissement du rôle de l'intervalle musical, cette exigence rencontre naturellement l'harmonie lydienne du *Quatuor op. 132* de Beethoven.

On peut se demander si le label « Les nouveaux interprètes », forcément biodégradable, convenait pour un ensemble à la réputation consolidée comme le Quatuor Ysaye (qui s'est chargé dimanche 9 février de cette création). Mais si ce cycle matinal et dominical créé par Radio-France pour la salle Gaveau favorise à d'autres occasions la rencontre entre nouvelles œuvres et (vrais) nouveaux interprètes, il y aura lieu de s'en féliciter.

COSTIN CAZABAN

THÉATRE

Pareils à des enfants

La pièce la plus vivante de Victor Hugo fait retrouver la joie et la fraîcheur des jouets

RUY BLAS
aux Bouffes du Nord

« *La franchise de Molière, la grandeur de Corneille, l'imagination de Shakespeare!* » : c'est le cri tout simple de Théophile Gautier quittant une représentation de *Ruy Blas*. Délirait-il? La question n'est pas là. Il était ébloui, grisé par la pièce « *la plus scénique, la plus humaine, la plus vivante de Hugo* », comme dit de son côté Zola.

Il y a dans *Ruy Blas* un côté gag, un côté «c'est pour rire», d'une fraîcheur et d'un allant irrésistibles. La première idée de Hugo était une plaisanterie de gosse, il en est resté quelque chose. Le rideau se levait, le public voyait là, dans un palais, un inconnu de belle allure : en trois ou quatre répliques à peine, Hugo nous faisait comprendre qu'il s'agissait du premier ministre du roi d'Espagne, d'un noble de la plus haute lignée, etc. Entrait un domestique, en livrée. Il s'asseyait et donnait l'ordre au grand de ce monde d'aller ouvrir (ou fermer) la fenêtre, puis de ramasser un mouchoir. Tableau! C'était, comme a dit Mme Hugo, « *commencer par l'acte III* », et elle explique qu'à la réflexion Victor trouva plus sage de débuter par le début, l'acte I. Mais les surprises restent aussi fortes, aussi gaies. Il existe, dans le théâtre français, deux pièces magiques, deux pièces irrésistibles, on les désigne par des répliques presque plus que par leurs titres : «Rodrigue as-tu du cœur?», et «Bon appétit, messieurs!».

Vérité, vie, poésie, gaieté

Le mystère est que ces deux pièces ont des faiblesses, des difficultés (Jean Cocteau eut beaucoup de mal à adapter *Ruy Blas* au cinéma, tant les aberrations de l'action apparaissaient quand le feu de la représentation n'était plus là).

Le secret de ces deux pièces, qui n'est pas «prenable sur le fait», qui est secrètement infusé, c'est une vigueur de jeunesse, un enthousiasme passé dans l'écriture. Victor Hugo, d'ailleurs, préfaçant une réédition de *Ruy Blas*, l'a fort bien défini : « *Faire pénétrer jusque dans les coins les plus obscurs de l'œuvre cette vie générale et puissante au milieu de laquelle les personnages sont plus vrais et les catastrophes, par conséquent, plus poignantes.* »

Hugo avait le théâtre dans le sang. Lorsqu'il parle ici de « *vérité des personnages* », ou de « *vie* », il se comprend. Sa pensée nous apparaît lorsque le constructeur du théâtre neuf, où va être joué *Ruy Blas*, propose à Hugo de supprimer les lumières de la rampe, de les remplacer par des sources accrochées dans les hauteurs, ce qui sera plus vrai, plus proche du soleil ou des lustres. Hugo refuse, il veut garder sa « *ligne de feu* », il rappelle que « *la réalité crue de la représentation* » n'est pas « *la réalité poétique de la pièce* », que « *le drame n'est pas la vie même* ».

Vérité, vie, poésie, gaieté : tout cela éclate dans la mise en scène de Georges Wilson au Théâtre des Bouffes du Nord. Oui, la pièce de Hugo est de loin sa meilleure, elle est vraiment géniale. Chaque seconde, chaque réplique est pour le public un instant de bonheur, et peu nous importe que ce soit Rostand autant que Shakespeare (il y aurait alors trois pièces absolument populaires, trois miracles de théâtre, *le Cid, Ruy Blas* et *Cyrano*).

Aux Bouffes du Nord, dont l'architecture de rêve et de conte de fées se prête merveilleusement aux folies de Hugo, Lambert Wilson est un Ruy Blas aussi énergique que charmant. Florence Darel est une reine de lumière, Etienne Chicot un Don César chaleureux, tous les comédiens nous emportent, et si Jean-Claude Drouot ne parvient pas à cacher tout à fait sa bonne nature d'homme «à la ville» sous le costume de Don Salluste, il est tout de même convaincant, il a une grande présence (« *Don Salluste est Satan* », disait Hugo). Magnifiques costumes de Claudie Gastine.

MICHEL COURNOT

► Du mardi au samedi à 20 heures. Samedi, matinée à 15 heures. Jusqu'au 8 avril. Tél. : 46-07-34-50.

ARCHITECTURE

Le creuset catalan

Le travail de quatre jeunes architectes, les qualités d'un nouveau baroque

4 DE BARCELONE
à Bordeaux

On ne va pas ici décrire, ni par le menu ni même à grands traits, quatre œuvres aussi différentes, aussi inspirées que celles de ces quatre architectes catalans : Lapenna-Torres, Llina, Mateo, Miralles. Ni les mots ni la photographie n'y suffiraient d'ailleurs, ni même, sans doute, une exposition, si appliquée soit-elle comme celle d'Arc-en-Rêve, pour rendre compte de cet ensemble à la fois hétérogène et homogène en ce que chacun des artistes présentés pète à l'évidence le feu, bouillonne, déborde, explose, séduit.

Arc-en-Rêve, le centre d'architecture de Bordeaux, n'a pourtant que ces moyens pour faire découvrir le travail des architectes contemporains. Avec obstination, ses responsables accumulent depuis des années de tels dossiers, un peu difficiles à lire parce qu'ils émanent de façon peut-être trop immédiate du travail d'agence, inégaux aussi parce que écartelés entre les tentations de la mode, les plaisirs de l'exploration et l'obligation de retenir un public minimum, mais indispensables enfin parce qu'ils sont désormais à peu près les seuls en France à rendre compte du travail de l'architecte presque simplement, sans y rajouter trop de frime ni de sauce.

Un plaisir rare

L'exposition «4 de Barcelone» a ouvert ses portes en même temps que le Grand Théâtre de Bordeaux (*le Monde* du 28 janvier). Pour l'amateur d'architecture, l'addition de tels événements est un plaisir rare, une occasion de perdre la tête. Pour l'amateur de Bordeaux, toutefois, la fête était tempérée par l'inauguration de la Cité mondiale du vin et des spiritueux (CMVS), qui a l'ambition d'être le premier centre international d'affaires et d'échanges dédié au secteur viti-vinicole. Le maire de la ville, M. Jacques Chaban-Delmas, a rendu hommage à cette occasion à la SARI, groupe immobilier qui a financé et réalisé le centre. « *Il ne suffisait pas d'engager 600 millions de francs, mais il fallait aussi réussir la conception architecturale* », a-t-il souligné.

Si l'on en excepte l'entrée monumentale, signée Franck Hamoutène, sorte de fracassant chef-d'œuvre de compagnon où résonne, harnaché de fer, le bois des barriques, les 50 000 m² de cette cité, intégrés, en bord de Garonne, dans le vieux quartier des Chartrons, sont l'occasion de définir par antiphrase le travail des quatre Catalans. Ici un patchwork indigeste et maladroit d'emprunts aux vedettes du jour. Et là le courage et les vertus de l'imagination. Ni plus ni moins, c'est certain, que chez plusieurs de nos contemporains français, mais avec des intuitions qui arrivent à associer l'audace et la retenue, l'exhibition et la discrétion, qualités qui pourraient être celles d'un baroque français et qui se révèlent être, en définitive, plus péninsulaires qu'hexagonales.

Parmi les quatre architectes, on nous permettra tout de même d'exprimer notre étonnement foudroyé devant le travail d'Enric Miralles, auteur (avec Carmen Pinos jusqu'en 1991) d'œuvres architecturales immensément poétiques, débridées et structurées, généreuses, tendues, maîtrisées. Les Jeux olympiques seront l'occasion de voir de plus près son centre pour le tir à l'arc (au Val-d'Hebron). Mais nous aurons toute la vie pour visiter le cimetière Igualda, où l'on verra que la «fonction oblique», du Français Claude Parent, n'est pas restée lettre morte.

FRÉDÉRIC EDELMANN

► «4 de Barcelone» : Lapenna-Torres, Llina, Mateo, Miralles, Arc-en-Rêve/Centre d'architecture. Jusqu'au 12 avril. Entrepôt Lainé, 7, rue Ferrère, 33000 Bordeaux. Tél. : 56-52-78-36.

Le Monde

RÉDACTION ET SIÈGE SOCIAL :
15, RUE FALGUIÈRE
75501 PARIS CEDEX 15
Tél. : (1) 40-65-25-25
Télécopieur : (1) 40-65-25-99
Télex : 206.806F

ADMINISTRATION :
1, PLACE HUBERT-BEUVE-MÉRY
94852 IVRY-SUR-SEINE CEDEX
Tél. : (1) 40-65-25-25
Télécopieur : (1) 49-60-30-10
Télex : 261.311F

Edité par la SARL *le Monde*
Durée de la société : cent ans à compter du 10 décembre 1944
Capital social : 620 000 F
Principaux associés de la société :
Société civile « Les rédacteurs du *Monde* »,
« Association Hubert-Beuve-Méry »
Société anonyme des lecteurs du *Monde*
Le Monde-Entreprises,
M. Jacques Lesourne, gérant.

Commission paritaire des journaux et publications, nº 57 437
ISSN : 0395-2037

Renseignements sur les microfilms et index du Monde au (1) 40-65-29-33

Imprimerie du « Monde »
12, r. M.-Gunsbourg
94852 IVRY Cedex

EXPOSITIONS

Nous publions le *jeudi* (daté vendredi) la liste des expositions qui ont lieu à Paris et en région parisienne à partir de mercredi. Une sélection commentée figure dans notre supplément « Arts et Spectacles » du mercredi (daté *jeudi*).

Centre Georges-Pompidou

Place Georges-Pompidou (42-77-12-33). T.l.j. sf mar. de 12 h à 22 h, sam., dim. et jours fériés de 10 h à 22 h.

L'ART VIF. Murs peints et pochoirs. Grand foyer. Jusqu'au 24 février.

FRANÇOIS-MARIE BANNIER. Photographies. Galerie du forum, rez-de-chaussée. Jusqu'au 2 mars.

PIERRE JEAN JOUVE. Galerie de la BPI. Jusqu'au 18 mai.

FRAN.OIS MORELLET. Dessins 1947-1961. Cabinet d'art graphique, 4ᵉ étage. Jusqu'au 24 mars.

REGARD MULTIPLE. Acquisitions de la Société des amis du Musée national d'art moderne. Galeries contemporaines. Jusqu'au 12 avril.

CLAUDE RUTAULT. Galeries contemporaines. Entrée : 16 F. Jusqu'au 12 avril.

Palais du Louvre

Porte Jaujard - côté jardin des Tuileries (40-20-51-51). T.l.j. sf mar. de 10 h à 21 h 45.

ACQUISITIONS DU DÉPARTEMENT DES PEINTURES (1987-1990). Pavillon de Flore. Entrée : 35 F. Jusqu'au 17 février.

Musée d'art moderne de la Ville de Paris

11, av. du Président-Wilson (47-23-61-27). T.l.j. sf lun. de 10 h à 17 h 30, mer. jusqu'à 20 h 30.

ATELIERS 92. Entrée : 15 F. Jusqu'au 15 mars.

ALBERTO GIACOMETTI. Entrée : 40 F. Jusqu'au 15 mars.

Grand Palais

Av. W.-Churchill, pl. Clemenceau, av. Gal-Eisenhower.

DÉCOUVERTES 92. Nef (42-25-99-00). T.l.j. de 12 h à 19 h 30, sam., dim. de 10 h à 19 h 30. Nocturne jeudi 20 février jusqu'à 23 h. Entrée : 50 F. Du 15 février au 23 février.

JEUNE PEINTURE. Nef (42-56-45-14). T.l.j. de 10 h 30 à 20 h 30. Entrée : 35 F. Du 13 février au 23 février.

JACQUES-HENRI LARTIGUE A L'ÉCOLE DU JEU, 1902-1913. Rivages. (44-13-17-17). T.l.j. sf mar. et mer. de 12 h à 19 h. Entrée : 18 F. Jusqu'au 14 septembre.

Galerie nationale du Jeu de Paume

Place de la Concorde (42-60-69-69). T.l.j. sf lun. de 12 h à 19 h, sam., dim. de 10 h à 19 h, mar. jusqu'à 21 h 30. Films de Jef Cornelis, Broodthaers et Lawrence Weiner.

MARCEL BROODTHAERS. Galeries nationales du Jeu de Paume. Entrée : 30 F. Jusqu'au 1ᵉʳ mars.

MUSÉES

300 MINI-ALMANACHS REFLETS DE LA SOCIÉTÉ. De la mode et du graphisme de 1880 à 1960. Musée de la Poste, salle 15, 34, bd de Vaugirard (43-20-15-30). T.l.j. sf dim. de 11 h à 18 h. Du 18 février au 15 avril.

L'ART DE L'AFFICHE. Musée Carnavalet, 2ᵉ étage, 23, rue de Sévigné (42-72-21-13). T.l.j. sf lun. et fêtes de 10 h à 17 h 40. Entrée : 30 F (couplé avec Mozart à Paris). Jusqu'au 15 mars.

BRONZES BOUDDHIQUES ET HINDOUS DE L'ANTIQUE CEYLAN, CHEFS-D'ŒUVRE DES. Musées du Sri Lanka. Musée national des Arts asiatiques - Guimet, 6, pl. d'Iéna (47-23-61-65). T.l.j. sf mar. de 9 h 45 à 17 h 15. Entrée : 23 F. Jusqu'au 24 février.

GEORGES FRANJU, CINÉASTE. Maison de la Villette, 30, av. Corentin-Cariou (42-40-27-28). T.l.j. sf lun. de 13 h à 18 h. Jusqu'au 29 avril.

GIVENCHY, 40 ANS DE CRÉATION. Musée de la mode et du costume, Palais Galliera, 10, av. Pierre-1ᵉʳ-de-Serbie (47-20-85-23). T.l.j. sf lun. et jours fériés de 10 h à 17 h 40. Entrée : 25 F. Jusqu'au 15 mars.

PAUL GRIMAULT. Palais de Tokyo, 13, av. du Président-Wilson (47-23-36-53). T.l.j. sf mar. de 9 h 45 à 17 h. Projection de films à partir du 18 de chaque mois. Entrée : 35 F. Jusqu'au 16 mars.

HARCOURT OBLIGE. Mission du patrimoine photographique, Palais de Tokyo, 13, av. du Président-Wilson (47-23-36-53). T.l.j. sf mar. de 10 h à 17 h. Entrée : 25 F (entrée du musée). Jusqu'au 1 mars.

ANDRÉ JUILLARD, UNE BD, DES MONUMENTS. Caisse nationale des monuments historiques, hôtel de Sully - 62, rue Saint-Antoine (44-61-20-00). T.l.j. sf lun. de 11 h à 19 h. Entrée : 24 F. Jusqu'au 8 mars.

PASCAL KERN. Centre national de la photographie, Palais de Tokyo, 13, av. du Président-Wilson (47-23-36-53). T.l.j. sf mar. de 9 h 45 à 17 h. Entrée : 25 F (entrée du musée). Jusqu'au 6 avril.

RENÉ LALIQUE. Musée des Arts décoratifs, 107, rue de Rivoli (42-60-32-14). T.l.j. sf mar. de 10 h à 18 h, dim. de 12 h 30 à 18 h. Entrée : 30 F. Jusqu'au 5 avril.

MOZART A PARIS. Musée Carnavalet, 23, rue de Sévigné (42-72-21-13). T.l.j. sf lun. et fêtes de 10 h à 17 h 40, mer., ven., sam., dim. jusqu'à 19 h. Entrée : 30 F. Jusqu'au 16 février.

PAQUEBOTS DE LÉGENDE. Musée de la Marine, palais de Chaillot, place du Trocadéro (45-53-31-70). T.l.j. sf mar. de 10 h à 18 h. Entrée : 40 F. Jusqu'au 29 mars.

PHOTOGRAPHIE ET SCULPTURE. Centre national de la photographie. Palais de Tokyo, 13, av. du Président-Wilson (47-23-36-53). T.l.j. sf mar. de 9 h 45 à 17 h. Entrée : 25 F (entrée du musée). Jusqu'au 6 avril.

LA RATP, L'ARCHITECTURE ET LE LOGEMENT SOCIAL ; LE 141, AV. DE CLICHY. Pavillon de l'Arsenal, 21, boulevard Morland (42-76-33-97). T.l.j. sf lun. de 10 h 30 à 18 h 30, dim. de 11 h à 19 h. Jusqu'au 8 mars.

MARTIN SCHONGAUER. Maître de la gravure rhénane vers 1450-1491. Musée du Petit Palais, av. Winston-Churchill (42-65-12-73). T.l.j. sf lun. et jours fériés de 10 h à 17 h 40, mer. jusqu'à 20 h 30. Entrée : 30 F. Jusqu'au 16 février.

LES SEUILS DE LA VILLE, PARIS DES FORTIFS AU PÉRIF. Pavillon de l'Arsenal, 21, boulevard Morland (42-76-33-97). T.l.j. sf lun. de 10 h 30 à 18 h 30, dim. de 11 h à 19 h. Jusqu'au 26 avril.

LE SPORT ET LES LOISIRS ILLUSTRÉS PAR LES JOUETS. Musée des Arts décoratifs, 107, rue de Rivoli (42-60-32-14). T.l.j. sf lun. et mar. de 12 h 30 à 18 h, dim. de 12 h à 18 h. Entrée : 10 F. Jusqu'au 4 octobre.

CENTRES CULTURELS

33 SCULPTEURS LATINO-AMÉRICAINS A PARIS. Centre culturel du Mexique, 28, bd Raspail (45-49-16-26). T.l.j. sf dim. de 10 h à 18 h, sam. de 14 h à 19 h. Jusqu'au 14 février.

ARTISTES DE LA GALERIE ANTON MEIER, GENÈVE. Centre culturel suisse, 38, rue des Francs-Bourgeois (42-71-44-50). T.l.j. sf lun. et mar. de 14 h à 19 h. Jusqu'au 22 mars.

AUTRES FRONTIÈRES. Service culturel de l'Ambassade du Canada, 5, rue de Constantine (45-51-35-73). T.l.j. sf dim. de 10 h à 19 h. Jusqu'au 4 avril.

CHEFS-D'ŒUVRE DE GOODWOOD : COLLECTIONS DU DUC DE RICHMOND, DUC. D'Aubigny. Fondation Mona Bismarck, 34, av. de New York (47-23-38-88). T.l.j. sf dim. de 10 h 30 à 18 h 30. Jusqu'au 21 mars.

LARRY CLARK. Espace photographique de Paris, nouveau Forum des Halles, place Carrée - 4 à 8, Grande Galerie (40-26-87-12). T.l.j. sf lun. de 13 h à 18 h, sam., dim. jusqu'à 19 h. Entrée : 10 F. Jusqu'au 22 mars.

JÉSUS DE ARMAS. Carbonadas neotainas. Maison de l'Amérique latine, 217, bd Saint-Germain (42-22-97-60). T.l.j sf sam. et dim. de 10 h à 22 h. Jusqu'au 25 mars.

DIABLES D'HLM - LA RÉHABILITATION DU LOGEMENT SOCIAL EN FRANCE. Maison de l'architecture, 7, rue Chaillot (40-70-01-65). T.l.j. sf dim. et lun. de 13 h à 18 h, sam. de 11 h à 17 h. Jusqu'au 28 février.

HUBERT DUPRAT, ALAIN SÉCHAS. Fondation nationale des arts. Hôtel des arts, 11, rue Berryer (42-56-71-71). T.l.j. sf mar. de 11 h à 18 h. Entrée : 10 F. Jusqu'au 10 mars.

L'EAU A PARIS DU XVIIᵉ AU XXᵉ SIÈCLE. Archives de Paris, 18, bd Sérurier (42-39-55-55). T.l.j. sf dim. de 9 h 30 à 17 h, lun. de 14 h à 17 h 30. Jusqu'au 31 juillet.

LES EXTRÊMES SE TOUCHENT, SCULPTURES CONTEMPORAINES ET TABLEAUX DU XIXᵉ siècle du musée Boymans Van Beuningen de Rotterdam. Institut néerlandais, 121, rue de Lille (47-05-85-99). T.l.j. sf lun. de 13 h à 19 h. Jusqu'au 29 mars.

HAUTE TENSION, MASSIMILIANO FUKSAS. Institut français d'architecture, 6 bis, rue de Tournon (46-33-90-36). T.l.j. sf lun., mar. de 12 h 30 à 19 h. Jusqu'au 26 avril.

KILIMS ANCIENS SIÈCLES. Cloître des Billettes, 24, rue des Archives (42-72-38-79). T.l.j. sf dim. de 10 h à 20 h. Du 13 février au 27 février.

OLLE OHLSSON, GöSTA EHRENBERG. Centre culturel suédois, hôtel de Marle - 11, rue Payenne (42-71-82-20). T.l.j. sf lun. de 12 h à 18 h. Jusqu'au 1ᵉʳ mars.

JERZY PANEK. Institut polonais, 31, rue Jean-Goujon (42-25-10-57). T.l.j. sf sam. et dim. de 12 h à 18 h, mer. de 12 h à 20 h. Jusqu'au 28 février.

ORLANDO PELAYO. Couvent des cordeliers, 15, rue de l'Ecole-de-Médecine (43-29-45-73). T.l.j. de 10 h à 18 h. Jusqu'au 15 mars.

PORTRAITS PHOTOGRAPHIQUES - MAX ERNST. Gœthe Institut, annexe Condé, 31, rue de Condé (43-26-09-21). T.l.j. sf sam. et dim. de 12 h à 20 h. Jusqu'au 28 février.

BERNARD QUESNIAUX, ANTOINE REVAY, GUY LE MEAUX. Hôtel de Ville, salle Saint-Jean, rue Lobau, porche côté Seine. T.l.j. sf lun. de 11 h à 19 h. Jusqu'au 29 mars.

ROPS ET LA MODERNITÉ. Centre Wallonie-Bruxelles à Paris, Beaunord, 127-129, rue Saint-Martin (42-71-26-16). T.l.j. sf lun. et jours fériés de 11 h à 18 h. Entrée : 20 F. Jusqu'au 1ᵉʳ mars.

ROBERT RYMAN. Renn Espace d'art contemporain, 7, rue de Lille (42-60-22-99). T.l.j. sf dim., lun., mar. de 12 h à 17 h, sam. de 11 h à 18 h. Jusqu'au 30 juin.

ARTHUR UNGER. Paris Art Center, 36, rue Falguière (43-22-39-47). T.l.j. sf dim., lun. et jours fériés de 14 h à 19 h. Jusqu'au 28 mars.

ZEIT WORTE. Gœthe Institut de Paris, 17, av. d'Iéna (47-23-61-21). T.l.j. sf sam. et dim. de 10 h à 20 h. Jusqu'au 6 mars.

GALERIES

ANKAOUA. Galerie Lavignes-Bastille, 27, rue de Charonne (47-00-88-18). Jusqu'au 22 février.

JOHN ARMLEDER, SYLVIE FLEURY, OLIVIER MOSSET. Galerie Gilbert Brownstone et Cie, 9 et 15, rue Saint-Gilles (42-78-43-21). Jusqu'au 15 mars.

L'ARRIÈRE-PAYS. Galerie Jeanne Bucher, 53, rue de Seine (43-26-22-32). Jusqu'au 28 mars.

MARTIN BARRÉ, FERNAND LEDUC, MONVERT. Galerie Barbier-Beltz, 7 et 8, rue Pecquay (40-27-84-14). Jusqu'au 22 février.

BIRTH OR DEATH. Galerie Crousel-Robelin Bama, 40, rue Quincampoix (42-77-38-87). Jusqu'au 17 février.

MARK BRUSSE. Galerie Michel Vidal, 56, rue du Faubourg-Saint-Antoine (43-42-22-71). Jusqu'au 30 mars.

CHO TAIK HO. Galerie Pierre Lescot, 153, rue Saint-Martin (48-87-81-71). Du 18 février au 28 mars.

LARRY CLARK. Galerie Urbi et Orbi, 48, rue de Turenne, 2ᵉ étage, escalier B (42-74-56-36). Jusqu'au 7 mars.

HENRI CUECO. Galerie Louis Carré, 10, av. de Messine (45-62-57-07). Jusqu'au 29 février.

CYCLE-PAPIER ET LA RETOUCHE DE PHOTO DE PRESSE 1920-1940. Comme un art, fonds d'un journal parisien. Galerie Alain Oudin, 47, rue Quincampoix (42-71-83-65). Jusqu'au 22 février.

DELFINO. Galerie Darthea Speyer, 6, rue Jacques-Callot (43-54-78-41). Jusqu'au 27 février.

HÉLÈNE DELPRAT. Galerie Maeght, hôtel Le Rebours - 12, rue Saint-Merri (42-78-43-44). Du 15 février au 3 avril.

NICOLA DE MARIA. Galerie Lelong, 13, rue de Téhéran (45-63-13-19). Jusqu'au 14 mars.

OLIVIER DE MAZIÈRES. Galerie Bonnet-Dupuy - hôtel de la Tour du Pin, 75, rue Vieille-du-Temple (42-78-77-16). Jusqu'au 22 février.

JEAN DEMÉLIER. Galerie Diane Manière, 11, rue Pastourelle (42-77-04-26). Jusqu'au 18 mars.

ROGER DÉRIEUX. Galerie Darial, 22, rue de Beaune (42-61-20-63). Jusqu'au 29 février.

HELMUT DORNER. Galerie Samia Saouma, 16, rue des Coutures-Saint-Gervais (42-78-40-44). Jusqu'au 14 mars.

PETER DOWNSBROUGH. Galerie Anne de Villepoix, 11, rue des Tournelles (42-78-32-24). Jusqu'au 14 mars.

JADIR FREIRE. Gaymu Inter Art Galerie, 8, passage Thiéré (48-07-20-17). Jusqu'au 28 mars.

J. GOODE. Galerie Karsten Grève, 5, rue Debelleyme (42-77-19-37). Jusqu'au 30 mars.

JOL HUBAUT. A. B. Galeries, 24, rue Keller (48-06-90-90). Jusqu'au 22 février.

BORO IVANDIC. Galerie d'art international, 12, rue Jean-Ferrandi (45-48-84-28). Jusqu'au 28 mars.

IDA KARSKAYA. La Petite Galerie, 35-37, rue de Seine (43-26-37-51). Jusqu'au 31 mars.

KIM EN JOONG. Galerie Fanny Guillon-Laffaille, 4, avenue de Messine (45-63-52-00). Du 18 février au 18 mars.

RENÉ LALIQUE. Galerie Florence Doria, 4, rue Bourbon-le Château (40-46-00-00). Jusqu'au 8 mars.

JEAN-CLAUDE LECOMTE. Galerie Henri de Toulouse-Lautrec, 9, rue de la Montagne-d'Aulas (45-57-70-47). Jusqu'au 22 février.

RICCARDO LICATA. Galerie Lina Davidov, 210, boulevard Saint-Germain (45-48-99-87). Jusqu'au 14 mars.

MORICE LIPSI. Sculptures et dessins. Galerie Michèle Heyraud, 79, rue Quincampoix (48-87-02-06). Jusqu'au 22 mars.

MAYO. Galerie Alain Blondel, 4, rue Aubry-le-Boucher (42-78-66-67). Jusqu'au 29 février.

JOHN MURPHY. Galerie Yvon Lambert, 108, rue Vieille-du-Temple (42-71-09-33). Jusqu'au 25 février.

LE MUSÉE MINIATURE. Par Olivier des Clercs et Marc Beri. Galerie Pixi et Cie, 95, rue de Seine (43-25-10-12). Jusqu'au 29 février.

PEPE NEBOT. Galerie Krief, 50, rue Mazarine (43-29-32-37). Du 13 février au 16 mars.

NUNZIO, PIZZI CANNELLA, TIRELLI. Galerie Di Meo, 5, rue des Beaux-Arts (43-54-10-98). Jusqu'au 14 mars.

OBJETS DU DESIGN, OBJETS DU DÉSIR. Galerie Clara Scremini, 39, rue de Charonne (43-55-65-56). Jusqu'au 29 février.

ALFONSO OSSORIO (1916-1990). Galerie Zabriskie, 37, rue Quincampoix (42-72-35-47). Du 15 février au 11 avril.

MICHEL PAYSANT. Galerie Montenay, 31, rue Mazarine (43-54-85-30). Jusqu'au 29 février.

GILLES PENNANEAC'H. Galerie Isabelle Bongard, 4, rue de Rivoli (42-78-13-44). Jusqu'au 28 mars.

LAUREN PIPERNO. Ballroom Dance. Galerie Agathe Gaillard, 3, rue du Pont-Louis-Philippe (42-77-38-24). Jusqu'au 21 mars.

ELÉONORE PIRONNEAU. Galerie Homa, 16, rue Dauphine (43-26-94-39). Jusqu'au 14 mars.

MICHEL POTAGE. Henry Bussière, 15, rue des Tournelles (42-72-50-37). Jusqu'au 22 février.

HERVÉ RABOT. Galerie Michèle Chomette, 24, rue Beaubourg (42-78-05-62). Jusqu'au 22 février.

JEAN-PIERRE RAYNAUD. Galerie Templon, 4, avenue Marceau (47-20-15-02). Jusqu'au 14 mars.

REINHOUD. Galerie Ariel, 140, bd Haussmann (45-62-13-09). Du 18 février au 18 mars.

MARIO REIS. Galerie Praz-Delavallade, 10, rue Saint-Sabin (43-38-52-60). Jusqu'au 29 février.

RÉTROSPECTIVE DES ARTISTES DE LA GALERIE. Galerie Lelia Mordoch, 17, rue des Grands-Augustins (46-33-29-30). Jusqu'au 22 février.

ANTOINE REVAY. Galerie Vieille du Temple, 23, rue Vieille-du-Temple (40-29-97-52). Du 13 février au 21 mars.

LES RICHESSES DE LA LIBERTÉ. Galerie d'art de la place Beauvau, 94, Faubourg Saint-Honoré (42-65-66-98). Jusqu'au 14 mars.

OSVALDO ROMBERG. Galerie Montaigne, 36, avenue Montaigne (47-23-32-35). Jusqu'au 14 mars.

ULRICH RUCKRIEM. Galerie Durand-Dessert, 28, rue de Lappe (48-06-92-23). Jusqu'au 22 février.

JAN SAUDEK. Galerie Thierry Salvador, 6, avenue Delcassé (45-62-36-59). Jusqu'au 27 mars.

SEMPÉ. Galerie Rohwedder, 6, rue du Roi-Doré (40-27-82-63). Jusqu'au 29 février.

SEUPHOR. Galerie Denise René, 196, bd Saint-Germain (42-22-77-57). Jusqu'au 28 février.

TOMASZ STRUK. Galerie Philippe Gand, 8, rue Saint-Merri (48-04-90-71). Jusqu'au 14 mars.

LIDIA SYROKA. Galerie Françoise Palluel, 91, rue Quincampoix (42-71-84-15). Jusqu'au 13 mars.

MICHEL TYSZBLAT. Galerie Nicole Ferry, 57, quai des Grands-Augustins (46-33-52-45). Jusqu'au 6 mars.

UNE RENCONTRE HANS HARTUNG ET JULIO GONZALEZ, 1935-1952. Galerie de France, 50-52, rue de la Verrerie (42-74-38-00). Jusqu'au 14 mars.

JEAN-LOUIS VILA. Galerie Vidal - Saint Phalle, 10, rue du Trésor (42-76-06-05). Jusqu'au 22 février.

ANTOINE VINCENT. Galerie Philippe Frégnac, 50, rue Jacob (42-60-86-31). Jusqu'au 28 février.

JAN VOSS. Galerie Lelong, 13, rue de Téhéran (45-63-13-19). Jusqu'au 14 mars.

DANIEL WALRAVENS. Galerie Claire Burrus, 16, rue de Lappe (43-55-36-90). Jusqu'au 14 mars.

ZAO WOU-KI. Galerie Artcurial, 9, av. Matignon (42-99-16-16). Jusqu'au 28 mars.

PARIS EN VISITES

VENDREDI 14 FÉVRIER

« Les passages marchands du dix-neuvième siècle, une promenade hors du temps », 10 h 30, 4, rue du Faubourg-Montmartre (Paris autrefois).

« Les majoliques et leurs belles histoires coloriées », 10 h 30, Musée du Petit Palais, avenue Winston-Churchill (L'Art et la manière).

« Hôtels et curiosités du Marais. Les vestiges du mur d'enceinte de Philippe-Auguste. La place des Vosges et l'évolution du quartier », 11 heures, 15 heures et 16 h 45, métro Pont-Marie (Connaissance d'ici et d'ailleurs).

« L'Opéra-Bastille, sa salle, son plateau, son quartier », 12 h 30, au pied de l'escalier (P.-Y. Jaslet).

« La Monnaie. L'hôtel, les ateliers, le musée. L'histoire de la monnaie », 14 h 30, 11, quai Conti (Rencontre des peuples. M. Brumfeld).

« Rues, maisons du Moyen Age autour de Maubert », 14 h 30, façade de Saint-Nicolas-du-Chardonnet (Paris pittoresque et insolite).

« Les fastes de l'Opéra Garnier. Le mystère du fantôme », 14 h 30, dans le *hall*, statue de Lulli (Arts et caetera).

« Hôtels et jardins du Marais. Place des Vosges », 14 h 30, sortie métro Saint-Paul (Résurrection du passé).

« Historique du compagnonnage et visite de la maison des Compagnons du devoir », 14 h 30, 44, rue François-Miron (Sauvegarde du Paris historique).

« Le petit hôtel de Bourienne, spécialement ouvert » (places limitées), 14 h 30, 58, rue d'Hauteville (Europ explo).

« Sept des plus vieilles maisons de Paris », 14 h 40, métro Hôtel-de-Ville, 2, rue des Archives (Paris autrefois).

« Promenade de la place des Vosges à la maison de Jacques Cœur », 15 heures, métro Saint-Paul-le Marais (Lutèce visites).

« A la cour du roi René, l'art devient européen », 15 heures, sortie métro Temple (I. Hauller).

Exposition : « La musique dans l'art », 15 heures, entrée principale du Louvre des Antiquaires (Paris et son histoire).

CONFÉRENCES

Foyer UCFJ, 22, rue de Naples, 15 heures : « Les tombeaux et la religion en Egypte » (Approche de l'art).

92, rue d'Assas (grand amphithéâtre, 1ᵉʳ étage), 20 heures : « Aimer et se le dire », avec Jacques Salomé (centre Saphira).

Hôtel Frantour, 163 *bis*, avenue de Clichy, 20 h 15 : « Voir de mieux en mieux... et sans lunettes », avec P. Morchain. Entrée libre.

Salle Laënnec, 60, boulevard Latour-Maubourg, 20 h 15 : « La destinée et le karma existent-ils ? » (Institut gnostique d'anthropologie. Tél. : 43-57-29-81).

11 *bis*, rue Keppler, 20 h 15 : « La Bhagavad-Gîtâ : appel au héros dans l'homme ». Entrée libre (Loge unie des théosophes).

ÉCONOMIE

BILLET

Optimisme à Wall Street

En battant tous ses records de hausse, Wall Street traduit une véritable confiance des milieux financiers dans la santé de l'économie américaine. On peut s'interroger sur les raisons de cet optimisme, alors que l'industrie continue à supprimer des emplois. Mais les faits sont là : la Bourse de New-York a gagné 24,4 % depuis un an.
La forte hausse des valeurs boursières, si elle est la conséquence d'un regain d'optimisme, peut aussi être la cause d'une reprise de l'activité et notamment des dépenses de consommation des ménages ; ces dépenses qui, en stagnant depuis des mois, dissuadent les industriels d'investir et d'embaucher, maintenant l'économie en situation de stagnation ou presque.
L'euphorie des années 1987-1990 a certainement eu pour cause l'effondrement des prix pétroliers qui s'est produit à la fin de 1985 et au début de 1986. Cette baisse, qui a appauvri les pays pétroliers, a enrichi les entreprises et les consommateurs des pays industrialisés, améliorant les marges bénéficiaires des premières et le pouvoir d'achat des seconds. D'où le boom des investissements et des dépenses de consommation enregistré durant ces années fastes.
Mais une autre cause a certainement joué un rôle important dans la croissance exceptionnelle des années 1987-1990 : l'effet de richesse produit par la valorisation des actifs mobiliers et immobiliers. Une valorisation qui, dans certains pays, a pris des proportions extravagantes, quand on songe notamment aux prix des terrains et des immeubles. En Grande-Bretagne par exemple, 40 % de la richesse des ménages est dans l'immobilier. L'envolée des prix ou des cours et les plus-values qu'elle a fait naître ont donné aux consommateurs une impression d'aisance financière qui les a incités à moins épargner et à plus dépenser. Au cours des dernières années de la décennie 80, les taux d'épargne ont baissé dans presque tous les grands pays industrialisés.
Quand les valeurs mobilières et immobilières ont baissé ou se sont effondrées avec la fin de la croissance, l'effet produit a été exactement inverse : impression d'appauvrissement, besoin d'épargner, peur de dépenser.
Nous en sommes là. La santé de Wall Street n'efface pas la quasi-stagnation du pouvoir d'achat des ménages, ni les effets des réductions d'emplois, ni la dégringolade des prix immobiliers. Mais elle peut donner à la population américaine le sentiment qu'il est de nouveau possible de s'enrichir rapidement. Et si l'Amérique reprend confiance...

ALAIN VERNHOLES

En forte croissance pour les années 1993-1997

Le budget communautaire vise à renforcer la compétitivité européenne

M. Jacques Delors, président de la Commission de Bruxelles, a présenté mercredi 12 février son projet de plan de financement de la CEE pour les années 1993-1997 devant le Parlement européen. La majorité de l'hémicycle a accueilli favorablement les propositions de l'exécutif communautaire. Afin de procéder à une analyse plus précise, l'assemblée a créé une commission ad hoc qui produira ses conclusions avant le Conseil européen de juin prochain à Lisbonne.

STRASBOURG
(Communautés européennes)
de notre correspondant

En tablant sur une croissance moyenne de 2,5 % par an dans la Communauté sur la période quinquennale considérée, Bruxelles prévoit d'augmenter de 20 milliards d'écus (1) le budget de cette année pour atteindre un volume de dépenses de 87 milliards d'écus 1997 (*le Monde* du 11 février). Pour M. Jacques Delors, il s'agit de poursuivre *« la réforme dans la continuité »* et à ce titre, l'une des priorités est le renforcement de la compétitivité de l'économie européenne. Cet objectif est d'autant plus nécessaire dans l'esprit du président de la Commission que *« la Communauté n'est pas encore un pôle autonome de croissance »*.

C'est pour cette raison que, dans l'augmentation globale envisagée, il est prévu de consacrer 3,5 milliards d'écus à cet objectif. Selon M. Delors, 30 % seront réservés au développement des infrastructures de transport et des télécommunications, 30 % également pour la formation de personnels très qualifiés et 40 % à la recherche industrielle. Le budget 1992 de la CEE consacre 3,6 milliards d'écus à ce secteur et finance de 25 % à 50 % du coût des projets présentés par plusieurs groupes industriels européens. L'ancien ministre français des finances a tenu à préciser qu'il n'était pas question de changer de méthode dans les cinq prochaines années. Dans son entourage, on fait tout de même valoir qu'on songe beaucoup à l'industrie automobile.

L'accent qui est mis sur l'ampleur de l'effort à accomplir en matière de recherche tient à la dégradation du solde communautaire des produits manufacturés entre 1985 (+ 116 milliards d'écus) et 1990 (+ 50,5 milliards d'écus) qui, dit le document de la Commission, *« révèle la fragilité de la compétitivité de l'industrie européenne par rapport aux Etats-Unis et au Japon »*.

Aider les régions les plus pauvres

Ainsi, poursuit le texte, les biens de très haute technologie représentent 31 % des exportations américaines, 27 % de celles des Japonais et seulement 17 % des ventes des Douze à l'extérieur. Il y est précisé en outre que le financement de la recherche dans la CEE atteint tout juste 2,1 % du PNB (produit national brut) contre 2,8 % aux Etats-Unis et 3,5 % au Japon.

L'accroissement le plus spectaculaire des dépenses sera néanmoins à l'actif des régions les plus pauvres de la CEE – dont devraient faire partie à compter de l'année prochaine les cinq nouveaux Lander allemands – et de l'Espagne, du Portugal, de la Grèce et de l'Irlande pour lesquels il a été créé à Maastricht un « fonds de cohésion » destiné à aider ces quatre pays à accrocher le train de l'union économique et monétaire. Ainsi, les sommes consacrées aux « fonds structurels » (Fonds régional, Fonds social, Fonds d'orientation agricole) – qui atteignent 18 milliards d'écus – et au « fonds de cohésion » augmenteront, si les Douze suivaient la Commission, de 11 milliards d'écus dans le budget de 1997.

M. Delors a en outre précisé que le *« renforcement de l'action extérieure »* nécessitera une progression de l'effort communautaire chiffré à 3,5 milliards d'écus au terme de la période considérée. C'est-à-dire que l'aide que consacre aujourd'hui la Communauté aux pays tiers méditerranéens et à ceux d'Europe centrale et orientale devrait doubler d'ici à cinq ans. Le président de la Commission a indiqué aussi qu'une réserve substantielle serait constituée pour ne plus se laisser surprendre par des situations imprévisibles.

Le document de la Commission évite d'évoquer la question de la fameuse contribution britannique dont le système de « compensation » sera caduc à la fin de l'année. Il est évident qu'à l'occasion des négociations sur le financement futur de la Communauté, la Grande-Bretagne va demander à tout le moins la reconduction du mécanisme actuel.

Interrogé à ce sujet, M. Delors a indiqué que c'était sciemment que son projet ne se prononçait pas sur cette affaire et qu'il attendait maintenant la réaction des gouvernements membres. Conscient des difficultés du dossier dans toutes ses composantes, il n'a pas exclu qu'un Conseil européen *« extraordinaire »* pourrait se tenir après les élections législatives en Grande-Bretagne, qui devraient se dérouler en avril prochain.

MARCEL SCOTTO

(1) Un écu = 7 F.

Dans une conjoncture morose

La Grande-Bretagne se mobilise contre les « eurocrates »

L'annonce par M. Jacques Delors d'une augmentation du budget de la Communauté européenne a provoqué une levée de boucliers en Grande-Bretagne. La réaction du gouvernement conservateur est d'autant plus vive que, dans une situation économique et politique de plus en plus incertaine, la « résistance » face à Bruxelles peut constituer un thème porteur pour la campagne électorale.

LONDRES
de notre correspondant

« I want my money back » (rendez-moi mon argent), avait lancé Mme Margaret Thatcher, obtenant satisfaction sous la forme d'un large rabais de la contribution britannique au budget de la Communauté. « Pas un penny de plus pour l'Europe », a titré, mercredi 12 février, le journal *Evening Standard*, paraphrasant la réaction du premier ministre, M. John Major, à l'annonce d'une augmentation de la quote-part que devrait acquitter la Grande-Bretagne.

L'intransigeance manifestée par la « Dame de fer » ayant fait recette sur le plan électoral, son successeur, qui doit affronter des élections parlementaires incertaines, peut-il à son tour brandir l'étendard de la « résistance » face aux sombres desseins de la Commission de Bruxelles ?

Conséquence directe des traités signés à Maastricht, selon M. Jacques Delors, l'augmentation d'un tiers – 14 milliards de livres – du budget européen est notamment destinée à accroître l'effort des pays « riches » en faveur des Etats les plus pauvres de la Communauté. Pratiquement, cela signifie que la Grande-Bretagne devrait supporter une « rallonge » de 2 milliards de livres. Ses partenaires, au premier rang desquels l'Allemagne, ne seraient pas fâchés de profiter de l'occasion pour imposer une réévaluation de la contribution britannique. Ces perspectives ont provoqué mercredi une véritable fronde à Londres, le premier ministre donnant le ton : *« Pas question ! »*

Plusieurs responsables du gouvernement lui ont fait écho, le président du parti conservateur, M. Chris Patten, assurant que les Britanniques *« se battront »* pour défendre leurs intérêts.

Ces réactions exacerbées s'expliquent notamment par des raisons « domestiques » : le parti de M. Major cherche désespérement à reprendre l'initiative, tant sur le plan politique qu'économique. Les conservateurs et les travaillistes restent extrêmement proches dans les sondages (environ 40 % des intentions de vote chacun), ce qui signifie que la perspective d'une Chambre des communes où aucun des deux grands partis n'aurait la majorité absolue devient de plus en plus vraisemblable.

La reprise tant attendue...

Faute de pouvoir se différencier nettement par l'idéologie et le programme, les partis Tory et Labour bataillent ferme depuis quelques mois à propos de l'état de l'économie. M. Major a longuement tergiversé pour éviter de choisir la date du scrutin parlementaire (celle du 9 avril apparaît aujourd'hui vraisemblable), dans l'espoir que la reprise de l'économie se manifesterait et, partant, constituerait le « bonus » électoral dont les conservateurs ont besoin pour l'emporter. Un tel espoir est aujourd'hui évanoui. Les multiples déclarations officielles selon lesquelles la reprise était en route ont essuyé un cruel démenti.

La Banque d'Angleterre, dans son dernier rapport, le dit sans ambages : *« La reprise attendue se révèle inconsistante. »* La plupart des indices confirment que l'économie britannique n'est pas sortie de la récession économique la plus grave traversée par la Grande-Bretagne depuis la fin de la seconde guerre mondiale.

La mise en garde de la Banque d'Angleterre

La croissance n'augmentera pas plus de 1 % cette année (après un déclin de 2,5 % en 1991), soit moins de la moitié de l'indice avancé en novembre dernier par le chancelier de l'Echiquier. Le chômage se creuse davantage chaque mois, les derniers chiffres faisant apparaître un total de près de 2,6 millions de chômeurs. Après les 2 100 suppressions d'emploi annoncées par Ford, British Aerospace a confirmé 2 350 licenciements.

Préoccupée par la menace d'un dérapage budgétaire, la Banque d'Angleterre a mis en garde le gouvernement contre toute tentation consistant à forcer la reprise de l'économie par une relance artificielle de la consommation.

Le chancelier de l'Echiquier, qui doit présenter le budget le 10 mars, est en effet soumis à des pressions de plus en plus fortes de la part des parlementaires conservateurs inquiets des perspectives électorales.

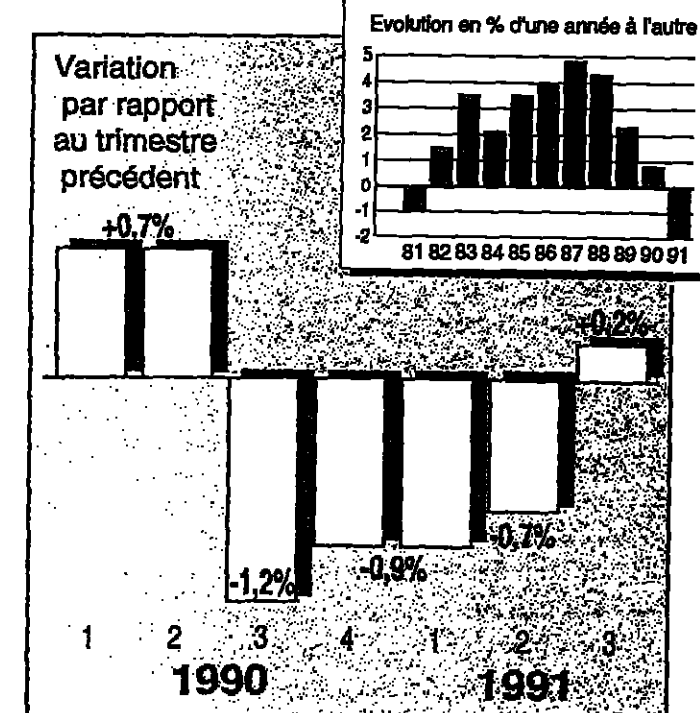
Outre un allègement des impôts, ceux-ci demandent une baisse des taux d'intérêt, supposée freiner l'épargne et relancer l'emprunt et la consommation. Le gouvernement a déjà consenti des hausses salariales importantes – à forte connotation électoraliste – pour environ 1,5 million d'employés du secteur public, mais il est probable qu'il devra aller bien au-delà pour restaurer une confiance actuellement inexistante.

Devant la tempête provoquée en Grande-Bretagne par l'annonce de l'inflation du budget communautaire, M. Delors a souligné qu'il ne souhaitait pas *« embarrasser »* le gouvernement britannique, le paiement de cette « facture » communautaire pouvant intervenir après les élections parlementaires.

Dans la situation à bien des égards morose que traverse M. Major, une nouvelle mobilisation populaire contre les « eurocrates » pourrait se révéler payante sur le plan politique : dans ces conditions, le « geste » du président de la Commission européenne ne rend pas forcément service à M. Major !

LAURENT ZECCHINI

Produit intérieur brut britannique



Le déficit budgétaire a atteint en 1991 123,5 milliards de francs

Le déficit du budget de l'Etat a atteint 123,5 milliards de francs en 1991, soit 21,7 milliards de francs de plus qu'en 1990 (101,8 milliards de francs), a indiqué le ministère de l'économie et des finances dans un communiqué publié mercredi 12 février. Ce déficit étant estimé en gestion n'inclut pas les opérations (dépenses et recettes) de la période complémentaire qui s'étend jusqu'au 8 mars, souligne le ministère de l'économie et des finances.

Les chiffres de déficit habituellement retenus sont exprimés en exécution et intègrent la période complémentaire. Sur cette base, l'impasse avait atteint 93,2 milliards en 1990 après 100,4 milliards en 1989. Pour 1991, le déficit pourrait s'établir entre 120 et 130 milliards de francs (*le Monde* daté 9-10 février) du fait d'une exceptionnelle diminution des rentrées fiscales, une baisse de 70 à 75 milliards de francs. *« Cette situation est le résultat du ralentissement de l'activité économique qui a provoqué des pertes de recettes fiscales nettement supérieures à celles prévues lors de la présentation du collectif* (loi de finances rectificative) *de fin 1991 »*, souligne le ministère de l'économie et des finances.

Conseiller de M. Bérégovoy

M. François Monier est nommé à la direction de la prévision

M. François Monier, l'un des principaux conseillers du ministre de l'économie et des finances, a été nommé, mercredi 12 février, par le conseil des ministres, directeur de la prévision au ministère de l'économie, en remplacement de M. Patrice Vial.

[Né le 15 juin 1945, ancien élève de l'École polytechnique et de l'École nationale de la statistique et de l'administration économique (ENSAE), M. Monier a exercé de nombreuses responsabilités à l'INSEE, où il était un spécialiste de la conjoncture. Après un passage à la direction générale des télécommunications, M. Monier est entré au cabinet de M. Pierre Mauroy à Matignon, où il fut chargé de mission de 1981 à 1984. Conseiller technique de M. Bérégovoy entre 1984 et 1986, puis chef du service économique au Commissariat général du Plan pendant la période de la cohabitation, il a de nouveau travaillé aux côtés du ministre des finances après la réélection de M. François Mitterrand en 1988. M. Monier a été promu chargé de mission, en novembre 1989, pour le Plan, la conjoncture et la macro-économie.]

□ **MM. Claude Thomas et Guy Matteudi quittent la direction de l'AFPA.** – Par un communiqué, publié à l'issue de la réunion du bureau, l'Association pour la formation professionnelle des adultes (AFPA) annonce que MM. Claude Thomas et Guy Matteudi, respectivement président et directeur général vont quitter leurs fonctions. Une nouvelle direction sera élue le 4 mars par l'Assemblée générale. M. Thomas avait été désigné en janvier 1986 et M. Matteudi dirigeait l'AFPA depuis six ans et demi.

INDICATEURS

ALLEMAGNE

• **Commerce de détail : + 5,6 % en 1991.** – Le chiffre d'affaires du commerce de détail allemand a battu un nouveau record en 1991, progressant de 5,6 % en termes réels par rapport à 1990, selon les données publiées, mercredi 12 février, par l'Office fédéral des statistiques. L'année 1990 avait constitué le premier record depuis 1970 avec 8,2 % de progression, a souligné l'office, qui ne fournit que les variations. En décembre 1991, le chiffre d'affaires du commerce de détail a essuyé un léger recul (- 0,5 %) par rapport à décembre 1990, à nombre de jours de vente égal (vingt-quatre jours).

JAPON

• **Excédent commercial : + 321 % en janvier.** – L'excédent commercial du Japon a fait un bond de 321 % en janvier à 3,8 milliards de dollars par rapport à janvier 1991. Ce chiffre est toutefois inférieur à l'excédent record de 10 milliards de dollars de décembre dernier, a annoncé, jeudi 13 février, le ministère des finances. Les exportations nippones ont crû de 9,7 % à 23,9 milliards de dollars, tandis que les importations reculaient de 3,8 % à 20,1 milliards de dollars. L'excédent avec les Etats-Unis s'est élevé à 2,4 milliards de dollars. Les exportations du Japon vers ce pays ont grimpé de 1 % à 6,7 milliards de dollars, tandis que les importations américaines augmentaient de 0,3 % à 4,3 milliards de dollars.

British Aerospace annonce 2 350 suppressions d'emplois

British Aerospace (BAe), qui devrait annoncer la semaine prochaine de lourdes pertes pour 1991, a déclaré, mercredi 12 février, que 2 350 emplois seraient supprimés, cette année, dans ses usines d'avions de transport régionaux et sa division militaire. BAe a engagé une restructuration totale de ses activités, qui vont de l'aéronautique civile et militaire à l'immobilier en passant par l'automobile.

Les mauvais résultats et les difficultés d'une augmentation de capital ont entraîné, en septembre 1991, le départ du président. Mardi 11 février, la firme a dû dédommager pour 79 millions de livres (près de 800 millions de francs) sa filiale immobilière Burwood House, détenue à 50 % avec la chaîne de supermarchés Asda Group, pour résoudre un différend avec son partenaire.

COMMUNICATION

Médias russes, libres mais pauvres

II. – *Course à l'audience à la télévision*

Comme la presse écrite, en mal de papier (*le Monde* du 13 février), la télévision russe vit dans l'improvisation née de la liberté retrouvée. Variétés, émissions-phares, débats, information, les chaînes recherchent – comme les éditeurs – une rentabilité difficile à trouver.

MOSCOU

de notre envoyé spécial

Filia, Krucha et leurs copains ont bercé des générations de Soviétique, au son d'une chanson douce qui dit : *« Tous les jouets sont déjà couchés »*. Le petit chien, le porcelet, l'oiseau et le lapin en peluche sont les héros de « Bonne nuit les petits », l'une des émissions les plus regardées de la télévision. Jusqu'en décembre, elle était au programme de la « deuxième » chaîne, devenue en mai dernier la Radio-Télévision de Russie (RTR). La première chaîne, dite « centrale », vient de la récupérer pour la placer juste avant son principal journal du soir, ce TV Inform qui a pris depuis août dernier, à 21 heures, la succession du célèbre Vremia (« le temps ») de l'URSS défunte. Filia et ses copains ont traversé la « stagnation », la glasnost, le putsch sans encombre. Mais ils ont maintenant un sponsor publicitaire : la Bourse de commerce de Moscou...

L'émission la plus populaire, elle, est interrompue quasiment toutes les cinq minutes par la publicité. C'est une variante de « La roue de la fortune ». En anglais, on dit *capital show*. En russe, « Champ des merveilles »... Depuis trois ans, et plus encore depuis les derniers mois, les télévisions russes défrichent à grande allure ce champ – nouveau pour elles – des jeux primés ou des séries occidentales. « Santa Barbara » est un fleuron de la RTR, qui s'apprête à diffuser, à partir de février, « Maguy ». La première chaîne, pour sa part, vient d'ouvrir son antenne pendant une semaine à la Warner – films, séries, dessins animés. Et les clés de « Fort-Boyard » n'auront bientôt plus de secrets pour les babouchkas de Sibérie...

Le monstre brisé

Cette ouverture aux programmes étrangers n'est pas seulement due à la curiosité ou à la volonté de dépoussiérer une télévision qui ne respire pas la gaieté. La course aux programmes et à l'audience est une nécessité pour un système en plein bouleversement. Il y a deux ans, le Gosteleradio comptait quatre-vingt-trois milles salariés. Ce comité d'Etat pour la radiodiffusion régnait sur les ondes de l'empire depuis deux immeubles massifs plantés dans le faubourg moscovite d'Ostankino, à l'ombre de la plus haute tour d'émetteurs d'Europe. Fin 1990, Gorbatchev brisait ce monstre. La télévision restait « centrale », mais perdait son contrôle sur les stations des Républiques elle devait céder son deuxième canal et partager ses installations de Moscou avec la télévision de Russie. En août 1991, un des premiers gestes de Boris Eltsine sera de remplacer le très conservateur Leonid Kravtchenko par Egor Iakovlev, l'ancien patron des *Nouvelles de Moscou*, porte-voix de la perestroïka avant de devenir critique des atermoiements de Gorbatchev.

Aujourd'hui, Egor Iakovlev dirige une société devenue russe, par décret en date du 27 décembre 1991. Rebaptisée simplement Ostankino, elle n'emploie plus « que » vingt-deux mille personnes. Qui sont des salariés en sursis : tous ont dû signer un texte leur annonçant qu'ils pouvaient être licenciés dans les deux mois.

Ostankino ne reçoit de la Russie qu'un budget provisoire, en forte baisse. L'objectif fixé est l'autosuffisance en 1993, et il passe par la vente de parts dans la société. Aura-t-elle pour actionnaires les Républiques maintenant indépendantes ? Des sociétés privées, russes ou étrangères ? La discussion est en cours. Prototype du nouveau manager à la russe, le président de la Bourse de Russie, Constantin Borovoï, avait proposé de racheter une des chaînes d'Etat. La proposition n'a pas abouti, mais l'homme, qu'on dit le plus riche de Russie, a maintenant le titre de conseiller financier de Iakovlev.

Des journaux en concurrence

Ce dernier a engagé une série de réformes. A l'automne, c'est au terme d'une compétition qu'ont été désignées les équipes chargées de TV Inform. Le décor et le générique du journal ont changé, on ne voit plus les dames lisant avec application des communiqués au milieu du journal, dont la dernière apparition, en août, avait coïncidé avec le putsch. TV Inform reste le pic de l'audience, avec souvent 40 % de téléspectateurs. Mais il lui faut maintenant compter avec Vesti, le journal de la RTR. Plus court, plus rythmé, présenté par de jeunes gens qui n'hésitent pas à porter blouson, ce journal de 20 heures est encore loin de son aîné, ne dépassant guère 10 % d'audience. Mais la RTR multiplie les bulletins d'information – quatre par jour dorénavant. Elle regroupe maintenant trois mille employés, s'active à construire des studios indépendants, produit des magazines, « Top secret » ou « K2 » sur le cinéma. *« Notre problème, c'est de faire tout en même temps »*, affirme d'un ton pressé son directeur des relations internationales, Sergueï Erofeiev, qui reconnaît pouvoir compter sur le budget de l'État russe pour suppléer à une publicité certes en croissance mais encore insuffisante.

Même avec la nouvelle loi sur les médias, qui autorise de réserver jusqu'à 25 % du temps d'antenne à la publicité, Ostankino n'a pas la même assurance de pérennité. Aussi chacune de ses unités court-elle après la rentabilité. Pour être producteur de télévision, mieux vaut amener son émission, publicité incluse, et se préparer à partager les bénéfices avec la chaîne... Egor Iakovlev a décidé d'ouvrir les portes aux indépendants. ATV, la « télévision des auteurs », est de ceux-là. Fondée comme une association en 1988, elle a commencé à tourner pour le cinéma ou la vidéo. Puis elle a tissé patiemment des liens avec le département « jeunesse » de Gosteleradio, avant que son fondateur se voie proposer la direction du Nouveau studio, une unité à laquelle Egor Iakovlev a confié la soirée du lundi. Le Nouveau studio et ATV travaillent ensemble. ATV est devenue une société par actions *« parce que nous vivons au rythme des lois qui changent »*, raconte en souriant Anton Zatopolsky, le jeune juriste moustachu qui la dirige. D'autres talents de la télévision deviennent leurs propres producteurs.

Beaucoup sont passés par l'émission Vzgliad (« le regard »), lancée en 1987 par Alexandre Liubimov et ses amis. Vzgliad s'impose vite comme un lieu de débats incisifs, plébiscitée par les réformistes et détestée des conservateurs. Liubimov et d'autres seront élus députés. L'émission elle-même est interdite à la fin de 1990, au temps de la reprise en main des médias. Mais les compères avaient fondé peu avant Vzgliad et Compagnie (VID, en russe, qui veut aussi dire « le paysage »). Vzgliad a retrouvé l'antenne dès après le putsch. Et VID accueille avec éclectisme le magazine « Matador », le « Top 20 » et même... le « Champ des merveilles ».

C'est un autre événement de télévision qui est devenu symbole pour les nostalgiques de l'empire soviétique. Quand ils défilent d'un pas pressé dans les rues enneigées de Moscou, ces conservateurs mécontents, ex-communistes et « russomaniaques » mêlés, brandissent les drapeaux blancs à croix de Saint-André bleue de l'éternelle Russie. Leurs banderoles disent « A bas la presse », « A bas la télévision », et glorifient « Les nôtres ». C'était le titre d'un document spécial sur les soldats russes défendant la tour de télévision de Vilnius l'an dernier. Diffusé deux fois à la meilleure heure d'écoute, le film d'Alexandre Niezvorov exaltait la fibre nationaliste, l'élan autour des « nôtres ». Le très controversé Niezvorov, monarchiste et soupçonné de complicité avec le KGB, avait dû interrompre son émission « 600 secondes » après le putsch. Mais il reprit sa place sur la télévision de Saint-Pétersbourg – reçue dans une bonne partie de la Russie.

La politique n'est donc jamais très loin des écrans. Mais à côté d'elle change aussi toute la trame de la télévision. Les émissions de variétés, sans grands moyens, prolifèrent. La télévision de Moscou, qui n'émet que le soir, est précédée dans la journée par des clips commerciaux. Quant à la chaîne éducative, qui accueille notamment des cours de langue, certains ont proposé d'en faire l'instrument d'une formation accélérée à l'économie de marché...

La télévision elle-même se forme sur le tas. Le service du courrier, qui employait des dizaines de personnes pour répondre en langue de bois aux demandes venues de toute l'Union, est sur le déclin. En revanche, le service des sondages a maintenant le vent en poupe. Il faut plaire au public pour survivre.

MICHEL COLONNA D'ISTRIA

FIN

La Grande encyclopédie et les pirates

MOSCOU

de notre envoyé spécial

« Excusez-moi, je n'ai pas encore de nouvelles cartes de visite... » Alexandre Gorkine est toujours vice-directeur, mais, depuis quelques jours, de la Grande encyclopédie russe, qui succède à l'Encyclopédie soviétique. Comme son nom l'indique, la maison d'édition est spécialisée dans les ouvrages de connaissances. Mais elle ignore encore le budget qu'elle obtiendra de l'État en 1992. Sans cet argent, elle ne pourra sans doute pas poursuivre la publication de certaines encyclopédies scientifiques en plusieurs volumes. *« Certains secteurs marchent bien, nos encyclopédies pratiques du ménage, de la médecine, ou bien l'histoire et la religion. Mais sur des ouvrages comme l'encyclopédie chimique, là où nous gagnions de l'argent à 10 roubles par volume, maintenant nous en perdrions en vendant à 90 roubles. Tous les prix ont augmenté... »*

Les tirages ont chuté (de 175 à 135 millions d'épreuves, ces feuilles dont il faut une centaine pour un volume moyen), quand le chiffre d'affaires doublait entre 1990 et 1991. Encore la Grande encyclopédie n'a-t-elle pas augmenté ses prix autant que les petites maisons, dont la floraison a décuplé le nombre d'éditeurs, de 300 à 3 000. La concurrence, alors que l'élaboration d'une loi sur le droit d'auteur ne semble pas une priorité, encourage le piratage. Les circuits se modifient à grande allure. *« Nous passions à 100 % par le distributeur d'Etat Soyouzkniga en 1990, à 66 % l'an dernier. Cette année, seulement un tiers de notre production passera par Rossikniga, que nous contournons grâce aux coopératives. »* Mais ces dernières ne prennent que les livres « rentables ». La concurrence change donc aussi les thèmes d'édition. *« Notre stratégie est de multiplier les éditions populaires pour financer les ouvrages de prestige. »*

Dans l'attente d'une stabilisation des lois, la parution d'un dictionnaire juridique est suspendue. En revanche, on pousse les feux d'ouvrages adaptés à l'air du temps, un petit dictionnaire pour les entrepreneurs, un livre sur les pensions, des livres de management, prélude à ce *« dictionnaire de l'économie de marché »* auquel on commence à réfléchir... en même temps qu'à un possible changement de statut. La Grande encyclopédie, en tout cas, aide ceux de ses 430 employés, en particulier scientifiques, qui cherchent à créer autour du navire amiral une « flottille » de petites maisons amies.

M. C. I.

AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS

VIE DES ENTREPRISES

Les difficultés de l'automobile haut de gamme en Europe

Mercedes Benz envisage de supprimer plusieurs milliers d'emplois

Mercedes Benz, le constructeur automobile allemand filiale du conglomérat industriel Daimler-Benz, s'apprête à annoncer d'importantes réductions d'effectifs. Une indiscrétion recueillie par l'agence Reuter a couru mercredi 12 février les milieux industriels outre-Rhin : elle faisait état d'un plan de 20 000 suppressions d'emplois étalées jusqu'en 1995. Ce chiffre, qui représente un peu moins de 10 % des effectifs mondiaux du constructeur de berlines haut de gamme (Mercedes Benz emploie, au total, 238 000 salariés), n'a pas été confirmé par la firme. Un porte-parole du groupe reconnaissait toutefois que *« Mercedes envisageait une réduction de plusieurs milliers d'emplois »*. Le groupe automobile, qui s'est fixé pour objectif de réaliser 4 milliards de deutschemarks (soit 13,6 milliards de francs) d'économies par an d'ici à 1995, est, semble-t-il, déterminé à diminuer ses frais de personnel. Intervenant peu après l'annonce par BMW de 3 000 suppressions de postes, le plan attribué à Mercedes relativise quelque peu l'impression d'invulnérabilité et de moindre sensibilité à la conjoncture que donnent les constructeurs automobiles allemands de véhicules haut de gamme. Programmes d'économies, efforts soutenus de productivité, réductions d'effectifs : Mercedes comme BMW connaissent à leur tour le quotidien des constructeurs européens « généralistes ».

Ajoutons-y les difficultés très sérieuses de Jaguar et l'on comprendra que le haut de gamme, en Europe, traverse une passe délicate. La compétition s'y accroît. Les groupes automobiles généralistes tentent en effet de se renforcer sur ce segment de marché. Certains y parviennent assez bien. C'est le cas, par exemple, de Renault avec sa R 25. Timides jusqu'à présent en Europe, les Toyota, Nissan et Honda – qui ont fait une percée très nette sur ce créneau aux Etats-Unis, à des prix ultracompétitifs – ne manqueront pas de profiter de l'ouverture progressive du marché automobile dans la CEE pour y commercialiser leurs Lexus et autres Infiniti. Les mesures à l'étude tant chez BMW que chez Mercedes Benz seraient une préparation à cette très probable offensive.

Vache à lait de Daimler Benz, Mercedes ne peut pas vraiment compter sur le soutien financier des autres activités du conglomérat, en proie, pour certaines d'entre elles (l'électroménager avec AEG par exemple), à une situation encore plus délicate.

C. M.

CHIFFRES ET MOUVEMENTS

PROCÈS

□ **Apple va réclamer plus de 4 milliards de dollars à Microsoft pour violation de copyright.** – Le constructeur informatique californien Apple compte réclamer 4,36 milliards de dollars (23 milliards de francs environ) à l'éditeur de logiciels Microsoft dans le cadre d'un procès pour violation de copyright. La demande de dommages n'a pas encore été déposée, précise-t-on chez Apple. Toutefois Microsoft annonçait mercredi 12 février être informé des intentions de la firme de Cuppertino. La procédure judiciaire a été entamée par Apple en 1988 avec une plainte contre Microsoft et Hewlett-Packard pour violation de copyright sur l'ordinateur Apple Macintosh, qui contenait alors l'une des premières versions du logiciel Windows, en vertu d'un accord entre Apple et Microsoft.

□ **Décision le 21 février pour l'OPA d'Exor sur Perrier.** – Les sociétés Exor, Société générale et Saint Louis, sauront, après l'audience du 21 février à la cour d'appel de Paris, si elles disposent d'un sursis pour déposer une offre publique d'achat (OPA) sur Perrier. Le 15 janvier, le Conseil des Bourses de valeurs (CBV) avait demandé à ces trois sociétés qui détiennent 49,3 % de Perrier de déposer une OPA sur le leader mondial des eaux minérales, convoité par ailleurs depuis le 20 janvier par Nestlé et Indosuez. Exor et ses alliés avaient alors fait appel. Leurs avocats devraient demander un « *sursis à exécution* » en attendant le jugement du dossier sur le fond. Le 26 mars se déroulera l'audience sur le fond de la cour d'appel. D'autre part, le groupe Agnelli, qui a lancé une OPA – *via* sa holding luxembourgeoise IFINT – sur Exor, a demandé devant la cour d'appel l'annulation de la décision du CBV de prolonger l'OPA sur Exor. La cour se réunira le 6 mars pour entendre les plaidoiries.

ALLIANCES

□ **Joint venture entre ATT et la compagnie russe d'équipements de téléphone.** – American Telephone and Telegraph Co. (ATT), premier groupe américain de télécommunications, a annoncé mercredi 12 février la création d'une société conjointe avec la seule compagnie russe d'équipements téléphoniques, qui lui permettra de vendre des centraux de téléphone en Russie. ATT Net Work Systems International, une filiale d'ATT, détiendra 68 % de la nouvelle société baptisée ATT of Saint Petersburgh et les autres 32 % par Dalnya Sviaz, la compagnie russe de téléphone, qui emploie à l'heure actuelle 7000 salariés. Cette société conjointe vendra en Russie des équipements numériques de transmission téléphonique fabriqués aux Pays-Bas et qui seront adaptés aux normes russes. En annonçant cet accord, ATT a lancé un nouvel appel au gouvernement américain en faveur d'un assouplissement des restrictions encore existantes sur les exportations d'équipements téléphoniques de grande capacité aux Républiques de l'ancienne Union soviétique.

□ **SAS prend le contrôle de la compagnie intérieure suédoise.** – La compagnie aérienne scandinave SAS contrôlera 51 % du capital de la compagnie intérieure suédoise Linjeflyg, qu'elle rachètera pour 50 % à Bilspedition AB et pour 1 % à ABA, la maison-mère du groupe SAS contrôlé par des capitaux publics danois, norvégiens et suédois. Pour expliquer ce rapprochement, qui s'inscrit dans le cadre de la libéralisation du transport aérien en Europe, M. Jan Carlzon, PDG de SAS, a déclaré que « *contrairement à nos concurrents européens,* [nous faisons] *face à la concurrence des compagnies intérieures sur* [notre] *propre marché* ».

RÉSULTATS

□ **Cetelem : hausse de 23 % du bénéfice.** – Le Cetelem, filiale de la Compagnie bancaire (groupe Paribas) spécialisée dans le financement aux particuliers, a enregistré en 1991 un bénéfice net consolidé de 664 millions de francs, en hausse de 23 % par rapport à l'année précédente. Ce profit se décompose entre un résultat d'exploitation de 627 millions de francs, en progression de 24 %, et 37 millions de francs de plus-values dégagées lors de cessions de titres. Le groupe a distribué 32,5 milliards de francs de crédits en 1991, 5 % de plus qu'en 1990. L'encours total géré par le Cetelem et ses filiales a progressé de 10 % à 51,5 milliards de francs au 31 décembre 1991. Dans un contexte économique plus difficile, la proportion d'encours impayés est passée de 3,8 % en 1990 à 4,7 %. En 1991, le Cetelem attribue à ses seuls gains de productivité la croissance de sa rentabilité. D'autant que les provisions ont augmenté de 30 % à 1 milliard de francs. Le résultat par action s'établit à 65 francs, en hausse de 6 % seulement par rapport à 1990 compte tenu de l'augmentation de capital effectuée en juin 1991. Le dividende sera maintenu à 10 francs par action, plus 5 francs d'avoir fiscal.

□ **Faillite du groupe de presse du Parti social-démocrate suédois.** – Le groupe de presse du Parti social-démocrate suédois, A-Pressen, a annoncé sa mise en faillite lundi 10 février. M. Bo Toresson, secrétaire du Parti social-démocrate – dans l'opposition depuis l'an dernier – et membre de direction du groupe, a offert sa démission. A-Pressen publie quinze quotidiens régionaux, dont le tirage est d'environ 400 000 exemplaires. L'éditeur du principal titre, *Arbetet* (Malmö), a estimé que cette faillite était due à « *une série d'investissements irresponsables* ». Le parti devrait réinjecter environ 95 millions de francs dans ses journaux et créer un nouveau groupe de presse. Mais il ne pourra redresser la totalité, et trois des quinze titres devraient disparaître, dont *Arbetet*, ce qui entraînera le licenciement de 800 salariés.

La première entrée en Bourse de 1992

LYON

de notre bureau régional

L'entreprise toulousaine de matériel électrique SEAE entrera sur le second marché boursier de Paris jeudi 20 février. Réalisant un chiffre d'affaires consolidé de 152 millions de francs, avec deux cents salariés, cette société met en vente 10 % de son capital, soit 116 000 actions, au prix minimum de 90 francs, représentant, selon la société FIP Bourse, seulement sept fois les estimations de résultats pour 1992. L'action doit être introduite sur le marché libre de la Bourse de Stuttgart à la fin mars et à la Bourse de Madrid, avant la fin juin.

L'entrée en Bourse de la SEAE sera la première de l'année 1992. Elle est présentée comme un exemple de *« délocalisation »*, puisqu'elle est organisée par le Crédit agricole de Toulouse et du Midi toulousain, la Société bordelaise de crédit industriel et commercial, la société FIP Bourse, présente à Lyon et Paris, et le cabinet d'ingénierie lyonnais Europe finance et industrie (EFI).

G. B.

MARCHÉS FINANCIERS

PARIS, 12 février ↓

Petite baisse

La Bourse de Paris était toujours sans ressort mercredi 12 février, avec un volume particulièrement réduit de transactions. En recul de 0,11 % à l'ouverture, l'indice CAC 40 a ensuite oscillé entre 0,25 % et 0,60 % de baisse pour s'inscrire sur un repli de 0,16 % en début d'après-midi. Il ne devait quasiment plus évoluer pour finir en clôture sur une petite baisse de 0,13 %.

Compte tenu de la faiblesse des échanges, ces fluctuations étaient peu significatives. Les investisseurs sont comme tétanisés, incapables de prendre position dans un sens ou dans l'autre. Seule une baisse des taux d'intérêt serait susceptible de débloquer la situation, de redynamiser l'économie et la Bourse, mais la marge de manœuvre de la Banque de France vis-à-vis de la Bundesbank ne le permet pas. Du coup, seules des opérations financières type Printemps ou Perrier ou des rumeurs d'OPA sont susceptibles de réveiller le marché. Même la publication par les entreprises de leurs résultats pour l'exercice 1991 ne provoque que des réactions éphémères.

Du côté des valeurs, l'annonce par les Chargeurs de la vente d'une filiale spécialisée dans le textile a été bien accueillie et le titre gagne 5,1 % dans un marché de 42 000 titres. La spéculation sur une éventuelle cession de Spie-Batignolles a fait monter le titre de 6,1 % avec 26 000 transactions. Géophysique a le vent en poupe depuis quelques jours et progresse encore de 3,3 %. En revanche, Total perd 2,1 % avec 209 000 actions échangées et poursuit son effritement depuis la division du titre par quatre. Repli aussi de 4,4 % de CCMC, de 2,8 % de Saint-Louis et de 2 % de Paribas.

NEW-YORK, 12 février ↑

Nouveau record

Wall Street a clôturé sur un nouveau record mercredi 12 février à l'issue d'une séance très active. L'indice Dow Jones des valeurs vedettes a terminé à 3 276,83, en hausse de 25,26 points, soit une progression de 0,78 %. Des 230 millions de titres échangés, 1 084 étaient en hausse, 633 en baisse et 465 sont restés inchangés.

Selon les analystes, cette vive progression du marché est due principalement à la baisse du taux moyen sur les bons du Trésor à dix ans émis mercredi. Celui-ci s'est élevé à 7,29 % contre 7,53 % lors de la précédente adjudication trimestrielle le 6 novembre 1991. Le refinancement trimestriel du gouvernement américain se terminera jeudi avec l'émission de bons du Trésor à trente ans.

Les détenteurs de portefeuilles ont aussi été encouragés par la perspective d'un assouplissement supplémentaire de la politique de crédit de la Réserve fédérale.

VALEURS	Cours du 11 fév.	Cours du 12 fév.
Alcoa	65 1/8	66 5/8
ATT	37 3/4	38
Boeing	47	46 5/8
Chase Manhattan Bank	23 3/8	23 1/2
Du Pont de Nemours	46 3/4	47 1/4
Eastman Kodak	47 5/8	47 3/8
Exxon	58 1/8	58 3/4
Ford	34 1/2	34 5/8
General Electric	77	77 7/8
General Motors	35 3/8	35 7/8
Goodyear	61 3/8	61 5/8
IBM	90 3/8	92 1/8
ITT	59 1/4	60 7/8
Mobil Oil	63 3/8	63 3/8
Pfizer	73 7/8	75 1/4
Schlumberger	61 3/8	62 3/4
Texaco	61	61 7/8
UAL Corp. ex-Allegis	145	145 7/8
Union Carbide	24 1/4	24 3/4
United Tech.	51 3/8	52 3/4
Westinghouse	19 1/2	19 1/2
Xerox Corp	79 7/8	80 1/4

LONDRES, 12 février ↓

Nouveau recul

Les valeurs ont continué de faire triste mine, mercredi 12 février au Stock Exchange, déprimées par plusieurs études soulignant l'absence de signes concrets de reprise économique en Grande-Bretagne. A la clôture, l'indice Footsie des cent grandes valeurs a perdu 13,4 points, soit 0,5 % à 2 523,7. Le volume des échanges s'est élevé à 435,9 millions de titres contre 429,5 millions la veille.

Un sondage plaçant les conservateurs et les travaillistes à égalité dans les intentions de vote, le bulletin trimestriel – pessimiste – de la Banque d'Angleterre publié mardi 11 février et un rapport mitigé de la Confédération de l'industrie britannique (CBI) sur l'économie régionale ont contribué a

TOKYO, 13 février ↓

Poursuite du recul

La Bourse de Tokyo a clôturé en baisse, jeudi 13 février, pour la troisième séance consécutive dans des transactions irrégulières. L'indice Nikkeï a cédé 150,62 points, soit 0,70 %, à 21 391,02. Le volume des transactions s'est élevé à 200 millions de titres

Ignorant la nette reprise de Wall Street mercredi, l'indice a ouvert en baisse de 45,1 points. Après un « plus bas » à 21 349,33 points, la cote s'est un peu reprise sur des déclarations de M. Shin Kanemaru, vice-président du Parti libéral-démocrate au pouvoir, réclamant une baisse du taux d'escompte de 0,5 %.

VALEURS	Cours du 12 fév.	Cours du 13 fév.
Akai	701	718
Bridgestone	1 140	1 120
Canon	1 410	1 390
Fuji Bank	2 230	2 240
Honda Motors	1 510	1 480
Matsushita Electric	1 400	1 400
Mitsubishi Heavy	631	630
Sony Corp	4 210	4 210
Toyota Motors	1 450	1 450

PARIS :

Second marché (sélection)

VALEURS	Cours préc.	Dernier cours
Alcatel Câbles	3850	3855
Arnault Associés	282	....
B.A.C.	66	....
Bque Vernes	795	....
Boiron (Ly)	367	367
Bosset (Lyon)	260	..
C.A.I.-de-Fr. (C.C.I.)	759	753
Calberson	376	....
Cardif	790	795
C.E.G.E.P.	182	....
C.F.P.I.	260 10	....
C.N.I.M.	950	....
Conforama	1035	....
Creeks	180 50	....
Dauphin	385	....
Delmas	1110	....
Demachy Worms Cie	340	....
Devanlay	845	854
Deville	213	....
Dolisos	135 10	....
Editions Belfond	190	....
Europ. Propulsion	255	256
Finacor	115	....
GFF (group.fon.f.)	108 50	109
Grand Livre	367	....
Gravograph	200	....
Guntoli	780	....
Idianova	85	....
Immob. Hôtelière	920	....
Internt. Computer	159	....
I.P.B.M.	66	....
Loca investis.	170 50	187 90 d
Locamic	80 20	..
Matra Comm.	117 80	113
Molex	167	..
Publ.Filipacchi	363 50	363 90
Razel	440	...
Rhone-Alp.Ecu (Ly.)	294	....
S.H.M.	149	142 10
Select Invest (Ly)	95 80	...
Serbo	320	..
S.M.T. Goupil	130	...
Sopra	270 40	..
TF1	365 50	365
Thermador H (Ly)	314	...
Unilog	216	....
Viel et Cie	94 50	...
Y. St-Laurent Groupe	819	816

MATIF

Notionnel 10 %. – Cotation en pourcentage du 12 février 1992
Nombre de contrats estimés : 68 554

COURS	ÉCHÉANCES		
	Mars 92	Juin 92	Sept. 92
Dernier	108,14	109,48	109,76
Précédent	108,16	109,54	109,72

Options sur notionnel

PRIX D'EXERCICE	OPTIONS D'ACHAT		OPTIONS DE VENTE	
	Mars 92	Juin 92	Mars 92	Juin 92
109	0,06	1,19	0,99	0,73

CAC 40 A TERME

(MATIF)

Volume : 5 111

COURS	Février	Mars	Avril
Dernier	1 873,50	1 886	1 901
Précédent	1 887,50	1 893,50	1 917

CHANGES

Dollar : 5,45 F =

Jeudi 13 février, le dollar s'échangeait dans une marge étroite, les opérateurs se montrant prudents dans l'attente de la publication des chiffres de janvier des ventes au détail aux Etats-Unis. A Paris, le billet vert a ouvert à 5,45 francs contre 5,4550 francs à la cotation officielle de la veille.

FRANCFORT	12 fév.	13 fév.
Dollar (en DM)	1,6021	1,6025
TOKYO	**12 fév.**	**13 fév.**
Dollar (en yens)	127,01	127,33

MARCHÉ MONÉTAIRE

(effets privés)

Paris (13 février) ...... 9 15/16 - 10 1/16 %
New-York (12 février) ...... 3 13/16 %

BOURSES

PARIS (INSEE, base 100 : 31-12-91)

	11 fév.	12 fév.
Valeurs françaises	107,30	107,40
Valeurs étrangères	104,50	105,00
(SBF, base 100 : 31-12-81)		
Indice général CAC	503,90	502,00
(SBF, base 1000 : 31-12-87)		
Indice CAC 40	1 864,00	1 861,60

NEW-YORK (Indice Dow Jones)

	11 fév.	12 fév.
Industrielles	3 251,50	3 276,83

LONDRES (Indice « Financial Times »)

	11 fév.	12 fév.
100 valeurs	2 537,10	2 523,70
30 valeurs	1 964,20	1 967,50
Mines d'or	141,90	144,30
Fonds d'Etat	88,29	88,37

FRANCFORT

	11 fév.	12 fév.
Dax	1 683,55	1 678,92

TOKYO

	12 fév.	13 fév.
Nikkei Dow Jones	21 542,00	21 391,00
Indice général	1 595,00	1 586,00

MARCHÉ INTERBANCAIRE DES DEVISES

	COURS COMPTANT		COURS TERME TROIS MOIS	
	Demandé	Offert	Demandé	Offert
$ E-U	5,4320	5,4340	5,5130	5,5180
Yen (100)	4,2770	4,2805	4,3262	4,3325
Ecu	6,9574	6,9627	6,9514	6,9617
Deutsche mark	3,4065	3,4080	3,4088	3,4136
Franc suisse	3,8042	3,8084	3,8282	3,8356
Lire italienne (1000)	4,5274	4,5307	4,5047	4,5114
Livre sterling	9,7716	9,7831	9,7722	9,7805
Peseta (100)	5,4107	5,4155	5,3751	5,3855

TAUX D'INTÉRÊT DES EUROMONNAIES

	UN MOIS		TROIS MOIS		SIX MOIS	
	Demandé	Offert	Demandé	Offert	Demandé	Offert
$ E-U	3 7/8	4	3 7/8	4	3 15/16	4 1/16
Yen (100)	5 3/8	5 1/2	5 1/8	5	5	5 1/8
Yen (100)	5 3/8	5 1/2	5 1/8	5 4	5	5 1/8
Yen (100)	5 3/8	5 1/2	5 1/8	5 3/4	5	5 1/8
Ecu	10 3/16	10 5/16	10 3/16	10 5/16	10 1/8	10 1/4
Deutsche mark	9 1/2	9 5/8	9 1/2	9 5/8	9 7/16	9 9/16
Franc suisse	7 3/16	7 5/16	7 3/16	7 5/16	7 3/16	7 5/16
Lire italienne (1000)	11 15/16	12 3/16	11 7/8	12 1/8	11 3/4	12
Livre sterling	10 5/16	10 7/16	10 1/4	10 3/8	10 1/8	10 1/4
Peseta (100)	12 7/16	12 11/16	12 7/16	12 11/16	12 3/8	12 5/8
Franc français	9 15/16	10 1/16	10	10 1/8	9 15/16	10 1/16

Ces cours indicatifs, pratiqués sur le marché interbancaire des devises, nous sont communiqués en fin de matinée par la Salle des marchés de la BNP.

MARCHÉS FINANCIERS

BOURSE DU 13 FÉVRIER

Cours relevés à 10 h 12

Règlement mensuel

Compensation	VALEURS	Cours précéd.	Premier cours	Dernier cours	% +-
4260	C.N.E 3%	4325	4300	4300	- 0 58
876	B.N.P. T.P.	876	876	876	....
830	Cr Lyon. T.P.	832	833	833	+ 0 12
1220	Renault T.P.	1270	1278	1278	+ 0 63
1470	Rhone Poul. T.P.	1480	....	....	....
1075	Saint Gobain T.P.	1085	1085	1085	....
895	Thomson T.P.	901	....	....	....
720	ACCOR	727	733	730	+ 0 41
685	Air Liquide	699	697	698	- 0 14
580	Alcatel-Alsthom	581	587	587	+ 1 03
1620	Als.Superm.	1490	....	....	....
325	A.L.S.P.I.	328	328	328	....
1890	Arjom. Prioux	1625	....	....	...
485	AGF Sté Centrale	499	498	498	- 0 20
910	Aux. Entrepr.	1115	1109	1111	- 0 36
160	Avenir H. Media	139	142 50	142 50	+ 2 52
870	Axa (ex Cie Midi)	900	901	901	+ 0 11
116	Bafip	168	168	168	....
97	Bail-Equipem.	115 30	115 50	115 50	+ 0 17
755	Bail Investiss.	762	760	760	- 0 26
510	Bancaire	502	505	504	+ 0 40
700	Bazar H.-V.	654	656	656	+ 0 31
615	Beghin-Say	585	589	589	+ 0 68
1060	Berger (M)	1060	1060	1060	....
335	Bertrand Faure	340	340	340	....
630	Bic	675	674	674	- 0 15
995	B.I.P.	1040	....	....	....
320	BIS	327	....	....	....
330	B.N.P. (CI)	349 20	349 20	349 20	....
785	Bolloré Tech.	804	786	795	- 1 12
2830	Bongrain	2873	2880	2899	+ 0 90
775	Bon-Marché	816	812	818	+ 0 25
550	Bouygues	565	564	564	- 0 18
121	BP France	124 50	122 10	122 10	- 1 93
1050	B.S.N.	1086	1090	1090	+ 0 37
1030	Canal Plus	1060	1062	1062	+ 0 19
280	Cap Gem.S.	279	278	276 10	- 1 04
2320	Carrefour	2375	2380	2383	+ 0 34
143	Casino	159 90	159	159	- 0 56
85	Casino ADP	97 20	99	99	+ 1 85
1890	Castorama D.I.	1923	1924	1924	+ 0 05
170	C.C.F.	187	188 90	189 20	+ 1 18
51	CCMC Ly	52 60	...	...	....
365	C.D.M.E.	358 50	360	360	+ 0 42
194	C.E.G.I.D.	197	....	....	
175	Centrest (Ny)	159	162	162	+ 1 89
370	C.E.P. Comm.	392 40	392 70	392 70	+ 0 08
102	Cerus	109	107	107	- 1 83
720	Cetelem	730	731	731	+ 0 14
300	CF Int.	300	300	300	....
305	CGI Info	343	343 90	343 10	+ 0 03
1080	C.G.I.P.	1138	1111	1138	....
590	CGP	577	575	590	+ 2 25
965	Chargeurs S.A.	1150	1155	1158	+ 0 70
...	Christian Dior	371	371 50	371 50	+ 0 13
570	C.I.C.A. (M)	585	....	....	....
260	Ciments franc.	285	285	285	....
670	Clarins	677	673	673	- 0 59
465	Club Médiler.	475 20	475	475	- 0 04
180	CMB Packa.	188 90	189 40	189 40	+ 0 26
730	Colas	755	754	754	- 0 13
270	Cpt. Entrep.	264	263	263	- 0 38
1130	Compt Mod.	1224	1210	1210	- 1 14

Compensation	VALEURS	Cours précéd.	Premier cours	Dernier cours	% +-
97	Concept S.A.	100	...	...	...
260	CPR (Paris Réa.)	246	245 50	246	
955	Créd. Foncier	925	930	934	+ 0 97
220	Crédit Loc France	224	221 60	221 50	- 1 07
500	Cr Lyon (CI)	564	565	565	+ 0 18
1040	Credit Nat.	1025	1025	1020	- 0 49
216	CSEE	248 50	245	245	- 1 41
2590	Damart	2550	2507	2507	- 1 69
380	Dassault Aviation	349	347	347	- 0 57
193	Dassault Electr.	200 80	193	193	- 3 88
1380	De Dietrich	1365	1371	1371	+ 0 44
89	Dév.P.d.C.(Li)	92	91 10	91 10	- 0 98
178	Dév.R.Sud-Est	175	...	...	...
285	D.M.C.	280	279 50	292 40	+ 4 43
395	Docks France	403 50	406 50	406 50	+ 0 74
340	Dynaction	330	335	335	+ 1 52
2040	Eaux (Gle)	2095	2084	2090	- 0 24
740	E.B.F.	745	745	745	...
375	Ecco	383 50	382	382	- 0 39
360	Elf Aquitaine	356 30	358 90	359	+ 0 76
245	Erap-Elf (Certif)	245 20	245 10	245 10	- 0 04
340	Essilor	375	382	388	+ 3 47
160	Essil.Int.(DP)	177	179	180	+ 1 69
655	Esso	698	696	696	- 0 29
1460	Eurafrance	1473	1470	1470	- 0 20
600	Eurocom	593	580	580	- 2 19
143	Eurodisneyland	152 60	151 80	152	- 0 39
870	Europe 1	906	....	...	...
42	Eurotunnel	45	45 45	45 35	+ 0 78
1320	Exor	1420	1430	1430	+ 0 70
117	Finextel	118 10	117 50	117 50	- 0 51
355	Fives Lille	333	331 10	331 10	- 0 57
2590	Fromager. Bel	2745	2745	2745	...
1420	Gal.Lafayette	1528	1530	1530	+ 0 13
1830	G.A.N.	1870	1890	1876	+ 0 32
480	Gascogne (B)	491	490	490	- 0 20
1380	Gaz et Eaux	1273	1273	1273	...
530	Geophysique	604	601	601	- 0 50
655	Gerland Ly	664	664	664	....
480	Groupe Cité	489	486	486	- 0 61
340	GTM-Entrep.	364	363 70	363 70	- 0 08
1390	Guyenne-Gas	1511	1510	1510	- 0 07
152	Hachette	153	153	153	...
450	Havas	441	438	438	- 0 68
345	Idia	360	360	360	....
290	Imétal	280	278	278	- 0 71
147	Immob. Phénix	149 50	149	149	- 0 33
77	Ingénico	77	75	75	- 2 60
4630	Inst. Mérieux	5260	5250	5250	- 0 19
445	Interbail	445	445	445	..
720	Intertechnique	720	....	....	....
880	J. Lefebvre	870	860	860	- 1 15
600	Klepierre	575	580	580	+ 0 87
740	Labinal	698	697	697	- 0 14
335	Lafarge	316 80	315 30	315 50	- 0 41
335	Lebon	320	320	320	. .
3920	Legrand	3944	3915	3944	..
2280	Legrand (DP)	2301	...	...	. .
420	Legris Industries	407	....	....	...

Compensation	VALEURS	Cours précéd.	Premier cours	Dernier cours	% +-
700	Locindus	700	699	699	- 0 14
4280	L.V.M.H.	4410	4410	4403	- 0 16
470	Lyon Eaux/Dumez	477	478	478 80	+ 0 38
113	Majorette Ly	115 50	115 50	115 50	
305	Mar. Wendel	315	314 60	314 60	- 0 13
187	Matra	178 50	178 20	178 50	
530	Merlin-Gerin	506	505	506	
79	Metaleurop	76	75 30	75 30	- 0 92
54 45	Métrologie In.	54 45			
143	Michelin	157 30	158	157 70	+ 0 25
156	Min. Salsig (Ma)	156 10	....	. .	....
73	MMB	77 90			
166	Moulinex	166 30	165 50	165 50	- 0 48
1220	Navig. Mixte	1185	1180	1180	- 0 42
99	Nord-Est	98	97 50	97 50	- 0 51
236	Nordon (Ny)	273 70	270	270	- 1 35
460	Nouv Galeries	455 40		. .	
180	Olipar	167		...	
730	Oréal	730	730	732	+ 0 27
335	Paribas	381 10	380	380 10	- 0 26
180	Pechiney Int.	176 90	177	177	+ 0 06
320	Pechiney (CIP)	302	304	304	+ 0 66
470	Penhoet	511	505	505	- 1 17
1410	Pernod Ricard	1463	1460	1460	- 0 21
680	Peugeot	678	682	682	+ 0 59
290	Pinault	279	272	272	- 2 51
550	Plastic-Omn.	625	625	625	
445	Poliet	439	437	437	- 0 46
640	Primagaz	677	680	680	+ 0 44
850	Printemps	898	888	889	+ 0 11
2970	Promodes	2975	2960	2960	- 0 50
490	Radiotechn.	548	545	545	- 0 55
5050	Redoute (La)	5190	5190	5190	..
210	Rémy Cointreau	195	192 50	192 50	- 1 28
545	R. Poulenc CIP	551	551	555	+ 0 73
325	Robur Financ	315			
60	Rochette (La)	59 20	59 70	59 70	+ 0 84
1800	Roussel Uclaf	1960	1960	1960	
3020	R. Impé Ly *	3000	.		
178	Sade (Ny)	182	181 10	181 10	- 0 49
1650	Sagem	1650	1649	1649	- 0 06
485	Saint Gobain	481 10	484	483	+ 0 39
1300	Saint Louis	1287	1290	1290	+ 0 23
1720	Salomon Ly	1785	1740	1740	- 2 52
300	Salvepar (Ny)	330	339	339	+ 2 73
1090	Sanofi	1129	1135	1132	+ 0 27
1360	S.A.T.	1430	1391	1391	- 2 73
225	Saul. Chât.	230	..	..	..
1130	Saupiquet (Ns)	1110	.		
655	Schneider	620	628	628	+ 1 29
20	SCOA	19 85	20	20	+ 0 76
505	Scor s.a.	498	489 50	489 50	- 1 71
1870	S.E.B.	1875	1875	1875	.
470	Sefimeg	481	476 10	476 10	- 1 02
112	Selectibanque	112 20	112 50	112 50	+ 0 27
220	Sextant A.	240	240	240	. .
785	S.F.I.M.	858		.	.
220	S.G.E.	219	220	220	+ 0 46
500	Simco	464	460	460	- 0 86

Compensation	VALEURS	Cours précéd.	Premier cours	Dernier cours	% +-
860	Sk. Rossignol	868	870	870	+ 0 23
490	Sligos	490	490	490	
495	Société Géné	500	499 10	499 20	- 0 16
56	Sodecco (B)	66			
145	Sodero (Ns)	145			
875	Sodexho	899	890	890	- 1 00
69	Sogenal (Ny)	70 20	72 45	72 45	+ 3 21
345	Sogerap	378	378	378	
1350	Sommer-Allib	1270	1288	1290	+ 1 57
395	SOPHIA	400	400	400	
1400	Source Perrier	1548	1540	1541	- 0 45
770	Sovac	791			
335	SPEP	322	322 10	322 10	+ 0 03
330	Spie-Batignol	337 50	338 90	338 90	+ 0 41
730	Strafor Facom	761	765	765	+ 0 53
315	Suez	314 80	315 90	315	+ 0 06
1060	Synthelabo	1099	1100	1100	+ 0 09
147	Thomson CSF	158 50	158 40	158	- 0 32
1060	Total	257 90	258	259	+ 0 43
168	– (certif)	169	169 20	169 20	+ 0 12
225	Truffaut Fin.	220 10		.	
510	U.A.P.	535	538	538	+ 0 56
290	U.F.B. Locab	280	280	280	
745	U.I.C.	715	718	718	+ 0 42
490	U.I.F.	482		. .	
775	U.I.S.	730			
560	Unibail	537	540	540	+ 0 56
595	Valéo	683	680	680	- 0 44
255	Vallourec	277 50	275 50	275 50	- 0 72
330	Via Banque	323			
355	Worms et Cie	358	360 10	360 10	+ 0 59
1180	Zodiac	1309	1309	1308	..
1100	Elf Gabon	1071	1080	1080	+ 0 84
109	Amax	111 90	112 20	112 20	+ 0 27
154	Amer Barrick	155 80	157	157	+ 0 77
122	Amer Express	116 50	120 20	120 20	+ 3 18
215	A.T.T.	205 80	206 80	206 80	+ 0 49
220	Anglo Amer C.	204	200 10	200 10	- 1 91
400	Amgold	370 50	371	371	+ 0 13
240	Banco Santander	245 10		.	
820	B.A.S.F.	838			
1000	Bayer	1028	1020	1020	- 0 78
42	Blenheim Pic.	42 30			
52	Buffelsfont.	49	48	48	- 2 04
118	Chase Manh.	128	129 20	129 20	+ 0 94
2530	Daimler Benz	2525	2529	2529	+ 0 16
158	De Beers	145 30	143 20	143 20	- 1 45
2390	Deutsche Bank	2410	2400	2400	- 0 41
1180	Dresdner Bank	1205	1217	1217	+ 1 00
71	Driefontein	67 50	68 25	67 50	
265	Du Pont-Nem.	258	259 10	259 10	+ 0 43
270	Eastman Kodak	259 40	258	258	- 0 54
16 50	East Rand	15 90	15 65	15 65	- 1 57
42	Echo Bay	42 90	44 20	44 20	+ 3 03
235	Electrolux	233			
111	Ericsson	109 50	108	108	- 1 37
325	Exxon Corp	320	326 30	326 30	+ 1 97
175	Ford Motor	192	188 50	188 50	- 1 82
50	Freegold	50 30	50 10	50 10	- 0 40

Compensation	VALEURS	Cours précéd.	Premier cours	Dernier cours	% +-
20	Gencor	17 70	17 70	17 70	.
435	Gén. Elect	419 10	424 50	424 50	+ 1 29
181	Gén. Motors	199	197 10	197 10	- 0 95
350	Gén. Belgique	344	349 90	349 90	+ 1 72
92	Gd Métropol.	90 25	.		
52	Guinness	55 80	56 50	56 50	- 0 54
22	Hanson PLC	19 85	19 85	19 85	
32	Harmony Gold	33 50	33	33	- 1 49
330	Hewlett Packard	335 50	348	348	+ 3 73
41	Hitachi	38 20	38	38	- 0 52
850	Hoechst	853	855	855	+ 0 23
84	Homestak	89			.
130	I.C.I.	124 90	124 10	124 10	- 0 64
515	I.B.M.	499 90	508	508	+ 1 62
320	I.T.T.	325	331 10	331 10	+ 1 88
190	Ito Yokado	181 10	181 50	181 50	+ 0 22
63	Matsushita	61	60 50	60 50	- 0 82
3 55	Maxwell	3 55			.
230	Mc Donald's	236	238 50	238 50	+ 1 06
845	Merck	836	839	839	+ 0 36
515	Minnesota M	494	504	504	+ 2 02
53	Mitsubishi	49	.	. .	
365	Mobil corp	347 40	.	.	
345	Morgan J.P.	332	326 20	326 20	- 1 75
34700	Nestlé	35770	35710	35710	- 0 17
129	Norsk Hydro	125 70	125 70	125 70	..
114	OFSIL	112 50	111	111	- 1 33
1790	Petrofina	1738	1742	1742	+ 0 23
420	Philip Morris	407	412	412	+ 1 23
96	Philips	98 70	98 80	99	+ 0 30
56	Placer Dome	58	58 50	58 50	+ 0 86
540	Procter Gamble	541	557	557	+ 2 96
164	Quilmès	229	225	225	- 1 75
32	Randfontein	29 65	29 65	29 65	.
345	Rhone Poul. Rorer	354	358 50	358 50	+ 1 27
450	Royal Dutch	440 10	441 80	441 80	+ 0 39
50	R.T.Z.	50 30	50 60	50 60	+ 0 60
1 33	Saat.& Saatchi	1 33	1 34	1 34	+ 0 75
38	St Helena	36 50	37 50	37 50	+ 2 74
345	Schlumberger	339	342 90	342	+ 0 88
47	Shell transp.	46	..	.	.
2210	Siemens	2254	2263	2263	+ 0 40
465	Siemens Nixdorf	417	417	417	.
186	Sony	182 70	182	182	- 0 38
82	Sumitomo Bank	80	80 60	80 60	+ 0 75
205	T.D.K.	189 40	.		.
64	Telefonica	66	65 50	65 50	- 0 76
29	Toshiba	27 40	27 35	27 35	- 0 18
550	Unilever	561	...	..	
280	Unit. Techn.	280	286 80	286 80	+ 2 43
380	Vaal Reefs	371	355 70	355 70	- 4 12
1110	Volkswagen	1170	1145	1145	- 2 14
365	Volvo	350 50	.		
1290	Wagons lits	1299		..	
220	West. Deep	203	203 10	203 10	+ 0 05
385	Xerox Corp	433 40	441 10	441 10	+ 1 78
124	Yamanouchi	120 20	120 20	120 20	.
1 65	Zambia Cop	1 66	1 66	1 66	.

COMPTANT (sélection)

Obligations

VALEURS	% du nom.	% du coupon
Emp.Etat 8,8%77	123 70	6 39
Emp.Etat 9,8%78	...	6 78
10,80% 79/94	101 55	4 78
Emp.Etat 13,4%83	....	1 97
Emp.Etat 12,2% 84	101 26	4 26
Emp.Etat 11% 85	100 02	10 75
10,26% mars 86	....	9 47
OAT 10% 5/2000	....	7 15
OAT 9,9% 12/1997	...	1 67
OAT 9,8% 1/1996	..	0 37
PTT 11,2% 85	105 80	2 20
CFF 10,30% 86	...	0 60
CFF 10,25% nov 90	107 90	9 38
CNA 10 % 1979	101 70	8 85
CNB Bques 5000F	....	1 05
CNB Paribas 5000F	...	1 05
CNB Suez 5000F	..	1 05
CNE 11,5% 85	100 80	7 21
CNI 1/82 5000F	....	1 05
CNT 9 % 86	..	6 90
CRH 10,90% déc.85	107 80	1 20
CHARB FCE 3% 100	.	....
CNCA	985	...
Cerus	..	. .
Alcatel 6 % janv. 89	561	....
Ly. Eaux cv 6,5%	744	...
Thoms. cv 9,2% 86	855	...

Actions

VALEURS	Cours préc.	Dernier cours
Agache (ste fic.)	970	975
Applications Hydr.	1550	....
Arbel	425	420
Bains C.Monaco	1105	.
B.Hypoth.Europ.	379	....
B.N.P. Intercont.	340	....
Beghin-Say (C.I)	470	482
Bénédictine	3001	....
Bidermann Internat.	469	....
Blanzy Ouest	1901	..
B.T.P.	63 60	63 70
Cambodge	910	..
Carbone Lorraine	489	470
Case Poclain	9 30	9 25
C.E.G.F (Frigor.)	503	..
Centenaire Blanzy	398	...
Cerabati	75	....
Champex Ny	102	...
CIC (CIP)	223 50	220

VALEURS	Cours préc.	Dernier cours
C.I.M.	1221	1221
C.I.T.R.A.M. (B)	1950	....
Cogifi	358	359
Comiphos	585	...
Cie Industrielle	6870	..
Cpt Lyon Alemand	391	....
Concorde	670	680
Constr.Méc.Prov.	30 60	...
Crédit Géo.Ind.	147	....
Cr Universel (Cie)	520	469 30o
Darblay	638	....
Degremont	1680	1640
Delmas Vieljeux	3450	...
Didot Bottin	1240	...
Docks Fr. R. Picarde	1167	...
Eaux Bassin Vichy	2550	....
Eaux Vittel	950	945
Ecia	255	257 90
Electro-Banque	326	..
Ent.Mag. Paris	4250	...
Etex (ex Eternit)	1651	1688
Finalens	252	...
F.I.P.P.	85	....
F.N.A.C.	1750	...
Foncière (Cie)	520	...
Foncières Euro	359	....
Fonc.Lyonnaise	599	599
Foncina	431	....
Fougerolle	765	. .
France I.A.R.D.	700	...
France SA (La)	1900	1892
From. Paul-Renard	2390	....
Gaumont	689	688
Genefim	310	. .
Gévelot	498	...
G.F.C.	341	340 50
Groupe Victoire	1450	...
G.T.I (Transport)	267	. .
Immobail	324	320
Immobanque	695	. .
Im.Marseillaise	5270	. .
Immofice	425	....
Invest.(Ste Cie.)	3301	3301
Lambert Frères	267 50	394 80d
Lille Bonnières	1242	...
Locafinancière	482	.
Louis Vuitton	725	. .
Louvre	2610	2650
Luca	1100	...
Machines Bull	39 10	39 20
Mag.Uniprix	163	...
Magnant	750	..
Métal Déployé	430	...
Mors	74 55	74 80
Navigation (Nle)	209	....
Optorg	230	230
Oréal (CI)	371	...
Origny-Desvroise	650	588 o

VALEURS	Cours préc.	Dernier cours
Palais Nouveauté	1110	...
Paluel Marmont	660	.
Parfinance	162	..
Paris France	244	. .
Paris Orléans	230	
Parthena Invest.	310	
Pathé Cinéma	630	....
Piper Heidsieck	1350	.
Porcher	396	.
Promodès (CI)	1412	
Publicis	705	714
Rochefortaise	107	.
Rosario	187 10	187
Rougier	320	. .
S.A.C.E.R.	390 50	...
S.A.F.A.A.	247	
S.A.F.I.C Alcan	240	....
Saga	352	.
Saint Dominique (F.I.)	112 60	111 50
Salins du Midi	600	605
Savoisienne M.	160	.
S.C.A.C.	755	765
Senelle	375	380
S.Etud.Part. (M)	136	...
Silic	547	.
Sinvim	140	.
S.I.P.H.	170 10	...
S.M.C.I	100	. .
Sofal	555	.
Soffo	303 90	.
Sofical	1220	....
Sofitam (ex Satam)	69 50	
Sofragi	2450	
Soudure Autogène	896	881
Sovabail	371	.
Sterm	525	.
Taittinger	3000	3020
Testut-Aequitas	334	404 o
Tour Eiffel	232	
Ufiner	1110	...
Vicat	411	
Viniprix	1650	
Virax	98	..
Maroc Sté Brasserie	250 10	.

Etrangères

VALEURS	Cours préc.	Dernier cours
A.E.G.	750	. .
Akzo Nv Sico	415	
Alcan Aluminium	108	.
American Brands	249 80	.
Arbed	575	
Asturienne Mines	129	..
Banco Popular Espa	605	.
B.Reglements Int.	19500	.
Can Pacifique	82	
Chrysler Corp.	80	
C.I.R.	8 10	.
Commerzbank	860	
Dow Chemical	305	
Fiat	22	
GBL (Brux Lamb.)	520	
Gevaert	986	.
Glaxo Holdings Ltd	87	
Goodyear Tire	325	.
Grace and Co (WR)	219	.
Honeywell Inc.	327	380 d
Johannesburg	75 10	82 50d
Koninklijke Pakhoed	149	
Kubota	25 50	23 o
Midland Bank	22	.
Noranda Mines	76 05	
Olivetti priv	8 90	.
Pfizer Inc.	400	. .
Ricoh	23 80	
Robeco	295 20	.
Rodamco NV	164 50	.
Rolinco	296 20	
Sapem	5 90	
Sema Group	18 10	
SKF Aktiebolaget	90	
Tenneco Inc	193	
Thorn Electrical	80	.
Toray Ind	26	.
West Rand Cons.	8 80	

Hors-cote

VALEURS	Cours préc.	Dernier cours
Bque Hydro Energie	315	
Calciphos	92 10	
C.G.H Cogenhor	10	
Coparex	680	.
Drouot Assurances	385	
Europ Accum	79	78 65o
Europ Soufres Ind	20	. .
Gachot S.A.	69	
Guy Degrenne	440	.
Lecteurs du Monde	133	
Nicolas	1250	
Paternelle RD.	1410	
Parsco Percier	350	
Quadrant	20	..
Rorento N.V	215 60	.
St-Gobain-Emballage	1900	.
S.E.P.R.	820	.
S.P.R. act. B	294 50	....
Waterman	903	.

PUBLICITÉ FINANCIÈRE
Renseignements :
46-62-72-67

Cote des Changes

MARCHE OFFICIEL	COURS préc.	COURS 13/2	COURS DES BILLETS achat	COURS DES BILLETS vente
Etats-Unis (1 usd)	5 455	......	......	......
Ecu	6 959	......	......	......
Allemagne (100 dm)	340 690	......	......	......
Belgique (100 F)	16 545	......	......	......
Pays-Bas (100 fl)	302 650	......	......	......
Italie (1000 lires)	4 530	......	......	......
Danemark (100 krd)	87 880	......	......	......
Gde.Bretagne (1 L)	9 780	......	......	......
Grèce (100 drachmes)	2 947	......	......	......
Suisse (100 f)	380 600	......	......	......
Suède (100 krs)	93 720	......	......	......
Norvège (100 k)	86 840	......	......	......
Autriche (100 sch)	48 422	......	......	......
Espagne (100 pes)	5 410	......	......	......
Portugal (100 esc)	3 956	......	......	......
Canada (1 $ can)	4 815	......	......	......
Japon (100 yens)	4 285	......	......	......

Marché libre de l'or

MONNAIES ET DEVISES	COURS préc.	COURS 13/2
Or fin (kilo en barre)	62600	....
Or fin (en lingot)	62850	....
Napoléon (20f)	355	....
Pièce Fr (10 f)	415	....
Pièce Suisse (20 f)	356	....
Pièce Latine (20 f)	360	....
Souverain	450	....
Pièce 20 dollars	2065	....
Pièce 10 dollars	1102 50	....
Pièce 5 dollars	625	....
Pièce 50 pesos	2330	....
Pièce 10 florins	364	....

SICAV (sélection) 12/2

VALEURS	Emission Frais incl.	Rachat net
Actilion	215 63	209 86
Agepargne	793 55	769 38
Amérigan	8205 53	7889 93
Amplia	258716 89	258716 89
Amplitude	643 06	624 33
Arbitrages Court T	7002 21	7002 21
Associc	1067 67	1067 67
Atout Futur	398 67	388 95•
Aurecic	1247 36	1211 03
Avenir Alizes	1754 72	1720 31
Axa Capital	167 67	160 45
Axa Court Terme	7698 15	7698 15
Axa Europe	130 75	125 12
Axa Investments	119 03	113 90
Axa NPL	127 54	122 05
Axa Première	116 62	115 27
Axa Sélection	148 76	142 35
Axa Valeurs PER	125 54	120 13
Cadence 1	1028 01	1028 01
Cadence 2	1017 52	1017 52
Cadence 3	1027 77	1027 77
Capimonétaire	6126 68	6120 56
Capobligi	6304 37	6180 75
Capiracic	1284 70	1265 71
Coexis	1293	1261 46•
Comptavalor	3410 82	3405 71
Convertimmo	353 77	348 83
Cradinter	478 58	464 64
Crédit Mutuel Capital	1257 11	1232 46•
Créd.Mut.Ep.Cour T	652 80	652 80
Créd.Mut.Ep.long T	201 36	195 97
Diese	1297 53	1265 88•
Drouot France	850 49	813 87
Drouot Investiss	986 05	943 59
Drouot Sécurité	250 19	239 42
Ecocic	1064 08	1033 09
Ecuper	134 92	129 11
Ecureuil Capitalisation	2521 83	2496 86
Ecureuil Géovaleurs	2290 87	2224 15
Ecureuil Invest	430 57	418 03
Ecureuil Monépremière	65072 48	65072 48
Ecureuil Monétaire	38318 96	38318 96
Ecureuil Trésorerie	2365 37	2365 37
Ecureuil Trimestr	2050 91	2030 60•
Elicash	2 711164	2 711164
Energie	271 43	259 12
Eparcic	3494 56	3494 56
Eparcourt-Sicav	4530 51	4519 21
Epargne Associat.	26427 51	26204 77•
Epargne Capital	10521 25	10417 08
Epargne Croissance	1760 68	1713 56
Epargne Industrie	96 67	94 08
Epargne J.	67638 36	67638 36
Epargne Monde	1279 24	1245
Epargne Obligat.	205 42	199 92
Epargne Première	14149 89	14044 56•
Epargne Quatre	1102 82	1073 30•
Epargne-Unie	1335 83	1303 25
Epargne Valeurs	456 55	444 33
Eufi Cash cap	8101 51	8101 51•
Eufinvest cap	648 86	629 96•
Eurocic Leaders	1097 25	1065 29
Eurodyn	1201 63	1172 32•
Euro Gan	6229 37	5989 78
Europe Nouvelle	554 68	529 53
Fonsicav	13980 63	13980 63
France-gan	9905 30	9524 33
France Garantie	276 79	276 24
France Index Sicav	109 85	106 63•
France Obligations	490	485 15
Francic	458 21	444 86

VALEURS	Emission Frais incl.	Rachat net
Francic Pierre	105 96	102 87
Francic-Régions	1232	1196 12
Fructi-Associations	34 36	34 36
Fructi-Cap	40 99	40 38
Fructidor	236 24	232 75
Fructifrance act c&d	890 88	869 15
Gestilion	14449 12	14377 23
Gest.Associations	172 09	168 30•
Horizon	1224 16	1188 50
HLM Monétaire	13520 13	13520 13
Indust.Fse Court.T	1426 61	1426 61
Interepar	110452 05	107235
Interoblig	13778 76	13508 59
Intersélection Fce	517 94	507 76
Japacic	160 68	156 •
Jeunepargne	280 14	276
Latitude	2192 43	2189 15
Leum C.T.	12216 20	12216 20
Leum L.T	6825 25	6626 46
Lion Association	11049 91	11049 91•
Lion Institution	28972 80	28900 55
Lionplus	957 83	939 05
Lion Trésor	2247 87	2225 61
Lion 20 000	25553 38	25553 38
Livret Bourse Inv	561 72	545 36
Livret Portefeuil	727 05	705 87
Méditerranée	186 95	178 90
Mensuel CIC	10070 75	9970 04
Monecic	5414 46	5414 46•
Moneden	65986 36	65986 36
Mone J.	70645 18	70645 18
Monévalor	79661 08	79661 08
Mutualité dépôts	13138 64	13112 42
Mutuelle Unie Sél	142 38	136 25
Natio Court Terme	275870 00	275870
Natio-Epargne	17294 52	17123 29
Natio-Ep Ret	125 11	121 76
Natio Eparg.Trésor	7638 59	7623 34
Natio-Imm.	1118 05	1088 13
Natio-Inter	1398 08	1360 66
Natio-Monétaire	24647 36	24647 36
Natio-Patrimoine	1355 49	1319 21
Natio-Placements	62654 68	62654 68
Natio-Revenu	1049 87	1039 48
Natio Sécurité	11748 43	11748 43
Natio-Valeurs	875 43	852
Nippon-Gan	5471 09	5260 66
Nord Sud Dévelop	1546 77	1543 68
Obli-Associations	150 83	149 34•
Oblicic-Mondial	2602 10	2563 65
Oblicic-Régions	1069 44	1053 64
Oblifutur	2795 07	2726 90
Oblig. très caté	174 19	171 62
Obligion	1351 03	1337 65
Oblisécurité Sicav	12525 03	12525 03
Oracion	1036 83	1011 54•
Orvalor	7075 44	6936 71
Paribas Capitalisation	1480 06	1458 19•
Paribas Opportunités	131 30	125 95•
Paribas Patrimoine	589 37	564 38•
Patrimoine Retraite	217 99	213 72
Parvalor	603 70	591 86
Placement A.	1415 19	1387 44•
Placement J	7030 06	7016 03•
Placement M.	64991 40	64881 68•
Placement Nord	990 39	970 97•
Plénitude	131 76	128 33
Poste Croissance	21188	21166 83
Poste Gestion	63844 74	63844 74
Première Oblig	11182 35	11171 18
Prévoy. Ecureuil	117 36	116 20

VALEURS	Emission Frais incl.	Rachat net
Priv'Associations	28639 84	28639 84
Proficas	992 48	968 27•
Quartz	134 48	131 20•
Réalvalor	825 34	809 16
Rentacic	160 09	157 72
Revenus Trimestr	5405 51	5351 99•
Revenu-Vert	1138 29	1121 47
St Honoré Bio-Alim	993 73	948 67
St Honoré Bons du Tr	10919 67	10865 34
St Honoré Global	236 66	225 93
St Honoré Invest.	770 02	735 10
St Honoré Mat Plac	199 87	190 81
St Honoré Pacifique	587 43	560 79
St Honoré PME	523 91	500 15
St Honoré Real	14546 22	14488 27
St Honoré Services	455 71	438 18
Sécuricic	1696 77	1696 77
Sécuri-Gan	12465 86	12221 43
Sécuritaux	1353 65	1353 65
Sicasden	708 62	698 15
Sicav Associations	1795 54	1795 54
SFI-CNP Assur	679 50	659 71
S.G Fr opportunités	1141 07	1118 70
Sicav 5 000	437 04	425 34
S.I. Est	1437 72	1375 81
Slivafrance	677 66	658 52
Slivam	416 88	405 72
Slivarente	220 54	216 22
Slivinter	446 12	434 19
S.N.I	1218 31	1182 83
Sogenfrance	1068 75	1047 79
Sogépargne	310 97	304 87
Sogevar	1068 56	1047 61
Soginter	1314 32	1288 55
Soleil Investissements	618 09	594 32
Solstice	2153 05	2147 68
State Street Act. Eur	10370 31	10019 62•
State Street Act. Frce	10342 26	10041 03•
State Street Emer. Mkts	11911 53	11338 86•
Stratégie Actions	808 58	777 48
Stratégie Rendement	1377 38	1334 02
Technocic	1074 90	1043 59
Techno-Gan	5992 28	5761 81
Thesora	648 72	642 30
Transplus	150 11	143 65
Trésor Plus	1260 38	1247 90
Trésor Réal	13907 24	13907 24•
Trésoricic	125904 10	125904 10
Trilion	5216 71	5149 76
UAP Investissement	451 99	435 65
UAP Actions France	604 44	582 59
UAP Act. Select	645 17	621 65
UAP Aedificandi	579 16	558 23
UAP Aléfi	213 26	205 56
UAP Alto Sicav	168 43	162 34
UAP Moyen Terme	136 31	131 38
UAP Première Cat.	11373 84	10952 74
Uni-Associations	120 04	120 04
Uni-Foncier	1260 24	1229 50
Unifrance	590 55	578 15
Uni-Garantie	1254 99	1242 62
Uni Régions	1328 42	1296 02
Univar	230 51	230 51
Univers Actions	1265 49	1234 62•
Univers-Obligations	1845 02	1800 02
Valorg	2001 87	1999 87
Valréal	51776 23	51750 35•

c : coupon détaché - o : offert - * : droit détaché - d : demandé - • : prix précédent - ■ : marché continu

AGENDA

Le communiqué du conseil des ministres

Le conseil des ministres s'est réuni mercredi 12 février au palais de l'Elysée, sous la présidence de M. François Mitterrand. A l'issue de ses travaux, un communiqué a été publié, dont voici les principaux extraits.

• Conventions internationales

Le ministre d'Etat, ministre des affaires étrangères, a présenté au conseil des ministres un projet de loi autorisant l'adhésion à l'accord relatif à un programme international de l'énergie et un projet de loi autorisant l'approbation d'un accord conclu avec l'Organisation de coopération et de développement économique (OCDE) et relatif à la protection sociale des membres du personnel employés en France par cette organisation.

L'accord relatif à un programme international de l'énergie, conclu le 18 novembre 1974, a pour objectif d'organiser la coopération à long terme en vue de réduire la dépendance des Etats parties envers les *importations de pétrole*, de promouvoir des relations de coopération avec les Etats producteurs et avec les autres Etats consommateurs de pétrole et d'élaborer un dispositif commun face aux crises d'approvisionnement. Il a donné naissance à l'Agence internationale de l'énergie.

L'accord signé avec l'OCDE modifie les conditions dans lesquelles les agents de l'organisation employés en France bénéficient du régime français de Sécurité sociale.

• La formation des ingénieurs

Le ministre d'Etat, ministre de l'éducation nationale, a présenté une communication sur la formation des ingénieurs.

Conformément aux orientations arrêtées lors du Conseil des ministres du 26 septembre 1990, il s'agit d'adapter le volume et le contenu des formations aux besoins des grands secteurs de l'économie et de favoriser la recherche et l'innovation.

1. – L'augmentation du nombre des ingénieurs.

Alors qu'en 1989, quinze mille deux cents personnes sont entrées dans les établissements publics de formation d'ingénieurs, cet effectif s'est élevé à seize mille sept cents en 1990 et est de vingt mille en 1991. Cet accroissement de l'effectif s'est accompagné d'une amélioration de la qualité des études. En 1993, plus de trente mille ingénieurs seront formés par les organismes publics.

Pour les établissements relevant du ministère de l'éducation nationale, les effectifs entrés en formation sont passés de dix mille sept cents en 1989 à onze mille sept cents en 1990 et quatorze mille cinq cents en 1991.

Si ces établissements forment ainsi les deux tiers des ingénieurs, les écoles relevant des autres ministères contribuent aussi de manière significative à l'accroissement des effectifs.

2. – Le développement des liens avec l'économie.

Pour développer les liens entre la formation et les grands secteurs de l'économie, de nouvelles filières sont mises en place : instituts universitaires professionnalisés, nouvelles formations d'ingénieurs.

Les instituts universitaires professionnalisés recrutent des étudiants un an après le baccalauréat *et délivrent en trois ans le diplôme* d'ingénieur-maître. L'enseignement, organisé en alternance, comporte obligatoirement une période de six mois en entreprise. La formation est assurée pour moitié par des professionnels.

A la rentrée de 1991, mille cinq cents places, dont sept cents pour le secteur secondaire, ont été ouvertes dans vingt-huit instituts universitaires professionnalisés. Six mille places sont prévues à la rentrée de 1993.

• Les échanges entre le recherche civile et la recherche militaire

(Lire page 22.)

Mouvement préfectoral

Le conseil des ministres a décidé, mercredi 12 février, sur proposition de M. Marchand, ministre de l'intérieur, le mouvement préfectoral suivant :

CHARENTE : M. Daniel Cadoux

M. Daniel Cadoux, directeur adjoint du cabinet de M. Philippe Marchand, ministre de l'intérieur, est nommé préfet de la Charente, en remplacement de M. Guy Dupuis, nommé préfet des Côtes-d'Armor.

[Né le 28 août 1946 à Annecy (Haute-Savoie), M. Cadoux, agrégé d'histoire, ancien élève de l'ENA, a été directeur du cabinet du préfet des Côtes-du-Nord, puis de celui de la région Basse-Normandie, avant d'être, en 1981, chargé de mission auprès de M. Pierre Lalumière, délégué général à la décentralisation, puis, de 1982 à 1984, auprès du préfet de la région Rhône-Alpes. Il a été ensuite *conseiller technique au cabinet* de M. Michel Crépeau, ministre du commerce, de l'artisanat et du tourisme, puis, de 1986 à 1988, à la DATAR. Secrétaire général de la préfecture de la Haute-Vienne, il devient en 1989 sous-directeur de l'administration territoriale et des affaires politiques au ministère de l'intérieur, avant d'être nommé directeur du cabinet de M. Marchand, alors ministre délégué auprès du ministre de l'intérieur, puis, en 1991, directeur adjoint quand M. Marchand succède à M. Joxe place Beauvau.]

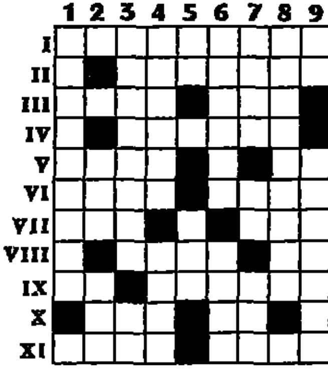
CÔTES-D'ARMOR : M. Guy Dupuis

M. Guy Dupuis, préfet de la Charente, est nommé préfet des Côtes-d'Armor, en remplacement de M. Roger Gros, nommé le 5 février préfet de la région Corse.

[Né le 1er décembre 1937 au Puy (Haute-Loire), licencié en droit, M. Dupuis a été notamment sous-préfet de Céret (Pyrénées-Orientales) puis d'Etampes (Essonne) avant de devenir, en 1983, sous-préfet de Palaiseau *(Essonne) et, en 1984, préfet, représentant le gouvernement à Mayotte*. Il a été ensuite, de 1987 à 1989, chargé de mission auprès de l'inspection centrale de l'administration. Il était préfet de la Charente depuis le 13 septembre 1989.]

MOTS CROISÉS

PROBLÈME Nº 5716



HORIZONTALEMENT

I. Donner beaucoup de jetons. – II. Sans aucune utilité. – III. Susceptible d'être suivi. Sur le Danube. – IV. Cavale avec son enfant. – V. Qui n'ont pas bavé. Dieu. – VI. Qui n'est pas née d'hier. On y débite. – VII. Donne l'exemple de la fermeté. Le quatrième calife. – VIII. Somme qu'on réclame en Orient. Instrument du hasard. – IX. Pronom. Fait les gros yeux quand il est frit. – X. Se servit. Dans l'alternative. – XI. On l'a dans le baba. Exigé autrefois pour être électeur.

VERTICALEMENT

1. Des gens qui estiment qu'il ne faut pas pousser. – 2. Moi, pour le psychologue. Réponse à une question difficile. – 3. En haut de la culotte. Qui a circulé. – 4. Qui éclate facilement. Chef musulman. – 5. En visite. Crie comme dans un bois. – 6. Un peu étouffé. Un habit qui fait le moine. – 7. Est plus avantagé que le quadrupède. Possessif. Participe. – 8. Victime de la jalousie d'un archidiacre. – 9. Note. Sans raison apparente.

Solution du problème nº 5715

Horizontalement

I. Autopsies. – II. Broutille. – III. Sac. Yole. – IV. En. Ban. Ca. – V. Nival. PTT. – VI. Tertiaire. – VII. Nul. – VIII. Islamisme. – IX. Salie. – X. Tues. ONU. – XI. Et. Ecosse.

Verticalement

1. Absentéiste. – 2. Uranie. Saut. – 3. Toc. Vrille. – 4. Où. Bât. Aisé. – 5. Ptyalisme. – 6. Sion. Oo. – 7. Ill. Pinsons. – 8. Électrum. Us. – 9. Se. Atèles.

GUY BROUTY

CARNET DU Monde

Décès

– M. François Barnole
et ses enfants,
M. et Mme Claude Fournil
et leurs enfants,
ont la douleur de faire part du décès de

Mme Régine BARNOLE,
née Domarchi,

Les obsèques auront lieu le samedi 15 février 1992, dans le caveau de famille, à Valle-d'Alesani (Haute-Corse).

– Les familles Conty et Daneels
ont la douleur de faire part du décès de

Mme Simone CONTY,
née Daneels,

survenu à Paris, le 11 février 1992, dans sa cinquante-sixième année.

La cérémonie religieuse sera célébrée, à 10 h 45, à l'église d'Andresy (Yvelines), vendredi 14 février.

Le présent avis tient lieu de faire-part.

– Mme André Delsaux,
son épouse,
M. et Mme *Olivier Robert,*
M. et Mme Guillaume Boutin,
ses enfants,
Mélanie et Christopher Robert,
ses petits-enfants,
Ses frères et belles-sœurs,
Ses neveux et nièces,
Les familles Delsaux, Redon, Lefeuvre et Fillastre,
ont la douleur de faire part du décès de

André DELSAUX,
directeur général de Novatrans,
chevalier de la Légion d'honneur,
officier
dans l'ordre national du Mérite,

survenu dans sa soixante-quatrième année.

La cérémonie religieuse sera célébrée le vendredi 14 février, à 10 h 45, en l'église Saint-Romain de Sèvres (Hauts-de-Seine).

Condoléances sur registre.

L'inhumation aura lieu dans l'intimité familiale au cimetière de Rotheneuf, à Saint-Malo (Ille-et-Vilaine).

Cet avis tient lieu de faire-part.

213, rue de Versailles.
92410 Ville-d'Avray.

– Le conseil d'administration,
La direction
Et le personnel de la société Novatrans,
ont la tristesse d'annoncer le décès de

M. André DELSAUX,
chevalier de la Légion d'honneur,
officier de l'ordre national du Mérite,
directeur général de Novatrans,

survenu le 11 février 1992.

Les obsèques auront lieu le vendredi 14 février, à 10 h 45, en l'église Saint-Romain, square du Cinquantenaire-de-*Verdun, à Sèvres (Hauts-de-Seine).*

– Mme Paul Eymard-Duvernay,
son épouse,
Paul et Brigitte Codron,
Thierry et Anne Delhomme,
Béatrice Aymard-Duvernay,
ses enfants,
Romain, Soline, Marin, Manon et Estelle,
ses petits-enfants,
ont la douleur de faire part du rappel à *Dieu* de

Paul EYMARD-DUVERNAY,

survenu le 12 janvier 1992, à Paris.

Les obsèques seront célébrées le vendredi 14 février, à 13 h 45, en l'église Saint-Merri, rue de la Verrerie, Paris-4e.

L'inhumation aura lieu au cimetière des Sablons, de Grenoble, samedi 15 février, à 15 heures.

Ni fleurs ni couronnes.

– Bagnolet. Paris.

La famille Ezzine-Belkacem,
Ainsi que tous les parents,
Nièces et neveux, Lila, Cécile, Jonathan-Francis, Anna, Medhi, Alexandra, Yonis, Anaïs, Sami.

N'oublieront jamais

MONCEF,

vingt-huit ans,
qui nous a quittés brutalement le 1er février 1992.

– Guy et Betty Frydman,
René et Monique Frydman,
ses enfants,
Eric et Valérie Frydman,
Ollivier et Nelly Frydman,
Julien Frydman,
Raphaël Frydman,
ses petits-enfants,
Valentine et Arthur Frydman,
ses arrière-petits-enfants,
Et toute sa famille,
ont la douleur de faire part du décès de

Pierre FRYDMAN,

survenu le 12 février 1992, dans sa quatre-vingt-cinquième année, quatre mois jour pour jour après la disparition de son épouse,

Lalie FRYDMAN.

Les obsèques auront lieu le vendredi 14 février, à 14 heures, au cimetière de Bagneux.

– Paphos (Chypre).

Mme Simone Joannou,
son épouse,
Mme *Michèle Joannou,*
sa fille,
Michel Schmitt,
son petit-fils,
Mme Eléni Démosthénos,
sa sœur,
M. *Kostas Néophytou,*
son beau-frère,
Mme Madeleine Roy,
sa belle-sœur,
Et ses nombreux neveux et nièces, petits-neveux et petites-nièces, arrière-petits-neveux et arrière-petites-nièces,
ont la douleur de faire part du décès de

Simos JOANNOU,

survenu le 7 février 1992, dans sa quatre-vingt-dixième année.

Le défunt avait fait don de son corps à la science.

Cet avis tient lieu de faire-part.

16, rue Dauphine,
75006 Paris.

– Mme Pierre Koetschet,
son épouse,
Sœur Jean-Baptiste o.s.b.,
M. et Mme Bertrand Paquignon
et leurs enfants,
M. et Mme Bernard de Crouy-Chanel
et leurs enfants,
M. et Mme Régis Koetschet
et leurs enfants,
M. et Mme Xavier Guyard
et leurs enfants,
ses enfants et petits-enfants,
Et toute la famille,
ont la tristesse de faire part du décès de

M. Pierre KOETSCHET,

survenu le 12 février 1992.

La cérémonie religieuse sera célébrée le vendredi 14 février, à 13 h 45, en l'église Notre-Dame de l'Assomption, 88, rue de l'Assomption, Paris-16e.

L'inhumation aura lieu dans l'intimité familiale, au cimetière Saint-Pierre à Aix-en-Provence.

– « Mille ans de poésie se traversent comme un jour. »

Le poète

Arthur PRAILLET,
né à Nancy le 1er juillet 1912,

nous a quittés subitement le 1er février 1992, à Marcourt (Ardennes belges).

En font part avec tristesse
Sa femme,
La famille,
Et les amis.

L'incinération et la dispersion des cendres ont eu lieu dans l'intimité, à Liège-Robermont, le 4 février.

Le présent avis tient lieu de faire-part.

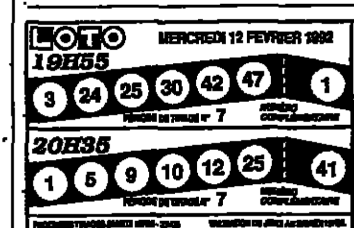
4, rue des Roches,
B-6987 Marcourt (Ardennes belges).

– Le président de l'Institut national de la recherche agronomique,
Le directeur général,
Ses collègues et amis,
ont la tristesse de faire part du décès de

M. Paul STECK,
directeur des relations industrielles
et de la valorisation,

survenu le 9 février 1992, à l'âge de cinquante et un ans.

Les obsèques auront lieu le mardi 18 février, à 14 h 15, au crématorium du cimetière du Père-Lachaise.



– On nous prie d'annoncer le décès de

M. André VAN DEN BEMDEN,

survenu en son domicile le 10 février 1992, neuf jours après son quatre-vingtième anniversaire.

De la part de
Son épouse,
Sa fille,
Ses petits-enfants,
Et de ses nombreux amis.

L'incinération aura lieu le lundi *17 février*, à 8 h 45, au crématorium du cimetière du Père-Lachaise, à Paris (entrée par la place Gambetta).

Ni fleurs ni couronnes.

Remerciements

– Toute la famille Memmi
remercie les personnes qui se sont associées à leur peine à l'occasion du décès de leur père et grand-père, le 9 février 1992,

M. Alfred MEMMI.

Anniversaires

– Il y a un an disparaissait

Pierre de MONTERA,
officier de la Légion d'honneur,
commandeur des Palmes académiques,
commandeur
de la République italienne,
ancien proviseur
du lycée Chateaubriand
et directeur du Centre d'études
supérieures de Rome.

Sa famille rappelle son souvenir et demande à ses amis français et italiens ainsi qu'à tous ceux qui l'ont connu et estimé d'avoir pour lui, en cet anniversaire, une pensée affectueuse.

Communications diverses

– A l'occasion de la parution du livre de Jean Chalon, *Chère Nathalie Barney*, les éditions Flammarion et la Librairie Des femmes vous invitent à rencontrer l'auteur, vendredi 14 février 1992, à partir de 16 heures, 74, rue de Seine, Paris-6e.

Conférences

– Conférence de Danièle Sallenave, écrivain : « Ce lieu dit : Montaigne », samedi 15 février 1992, à 16 heures, salle des Actes de la Sorbonne, 1, rue Victor-Cousin. Entrée libre. Société *internationale des amis de Montaigne*, BP Paris Bourse 913, 75073 Paris Cedex 02.

JOURNAL OFFICIEL

Est publié au *Journal officiel* du jeudi 13 février 1992

UN DÉCRET

– du 7 février 1992 portant reconnaissance de l'association dite Les Restaurants du cœur-Les Relais du cœur comme établissement d'utilité publique

BULLETIN D'ENNEIGEMENT

Voici les hauteurs d'enneigement au 11 février. Elles nous sont communiquées par Ski France, l'association des maires des stations françaises de sports d'hiver (61, boulevard Haussmann, 75008 Paris), qui diffuse aussi ces renseignements sur répondeur téléphonique au (1) 42-66-64-28 ou par Minitel 36-15 code CORUS.

***Les chiffres indiquent*, en centimètres, la hauteur de neige en bas, puis en haut des pistes.**

HAUTE-SAVOIE

Avoriaz : n.c.; Les Carroz-d'Araches : 60-240; Chamonix : *85-250; La Chapelle-d'Abondance :* 45-110; Châtel : 50-140; La Clusaz : 50-190; Combloux : 50-130; Les Contamines-Montjoie : 60-215; Flaine : 99-240; Les Gets : 70-160; Le Grand-Bornand : 30-120; Les Houches : 35-120; Megève : 60-145; Morillon : 15-170; Morzine : 60-165; Praz-de-Lys-Sommand : 60-110; Praz-sur-Arly : 60-145; Saint-Gervais : 100-130; Samoëns : 35-180; Thollon-Les Mémises : 30-50.

SAVOIE

Les Aillons : 30-110 ; Arcs : 115-205; Arèches-Beaufort : n.c.; Aussois : 30-80; Bessans : 60-70; Bonneval-sur-Arc : 75-173; Le Corbier : 70-105; Courchevel : 60-155; Crest-Voland-Cohennoz : 60-100 ; Flumet : 60-100; Les Karellis : 78-190 ; Les Menuires : 80-160; Méribel : n.c. ; La Norma : 45-90; Notre-Dame-de-Bellecombe : 40-100; Peisey-Nancroix-Vallandry : 85-165; La Plagne : 55-165; Pralognan-la-Vanoise : 100-130; La Rosière 1850 : 130-210; Saint-François-Longchamp : 60-150; Les Saisies : 100-150; Tignes : 121-170; La Toussuire : 70-80 ; Val-Cenis : 25-85; Valfréjus : 40-110; Val-d'Isère : 105-185; Valloire : 60-120; *Valmeinier : 60-120; Valmorel* : 85-155; Val-Thorens : 70-170.

ISÈRE

Alpe-d'Huez : 90-125; Alpe-du-Grand-Serre : 20-80; Auris-en-Oisans : 45-65; Autrans : n.c.; Chamrousse : 45-80; Le Collet-d'Allevard : 50-130; Les Deux-Alpes : 45-215; Gresse-en-Vercors : 30-70; Lans-en-Vercors : 38-57; Méaudre : *5-35; Saint-Pierre-de-Chartreuse :* 0-40; Les Sept-Laux : 15-100; Villard-de-Lans : 30-60.

ALPES DU SUD

Auron : 35-60; Beuil-les-Launes : 15-15; Briançon : 35-75; Isola 2000 : 50-80; Montgenèvre : 55-95; Orcières-Merlette : 10-100; Les Orres : 60-95; Pra-Loup : 30-90; Puy-Saint-Vincent : 20-110; Le Sauze-Super-Sauze : 20-80; Serre-Chevalier : n.c.; Superdévoluy : n.c.; Valberg : 20-20; Val-d'Allos-Le Seignus : 40-70; Val-d'Allos-La Foux : n.c.; Vars-Risoul : 50-90.

PYRÉNÉES

Ax-les-Thermes : 10-80; Barèges : 15-40; Cauterets-Lys : 40-110; *Font-Romeu : 30-110; Gourette : n.c.;* Luz-Ardiden : 15-60; La Mongie : 20-35; Piau-Engaly : n.c.-100; Saint-Lary-Soulan : 15-35; Superbagnères : 10-20.

MASSIF CENTRAL

Le Mont-Dore : 10-60; Besse-Super-Besse : 5-30; Super-Lioran : 25-25.

JURA

Métabief : 25-70; Mijoux-Lelex-La Faucille : 20-60; Les Rousses : 10-50.

VOSGES

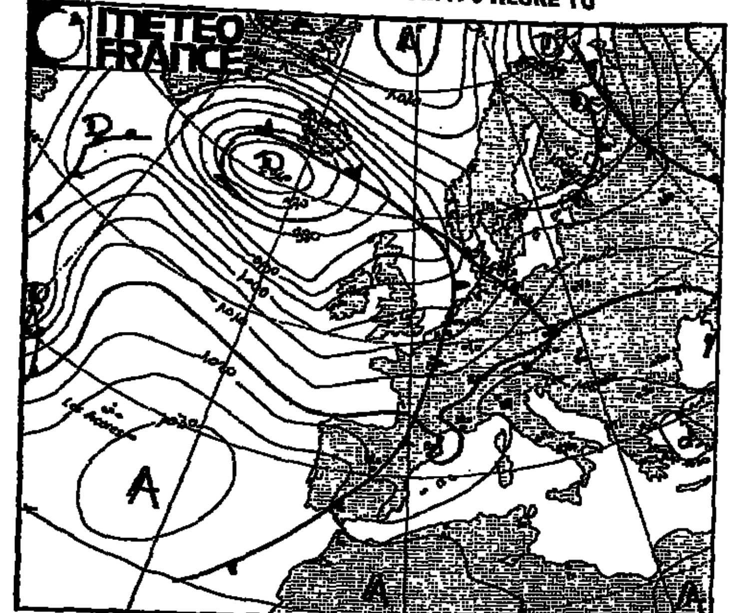
Le Bonhomme : 20-20; La Bresse-Hohneck : n.c.; Gérardmer : n.c.; Saint-Maurice-sur-Moselle : 0-30; Ventron : 0-15.

LES STATIONS ÉTRANGÈRES

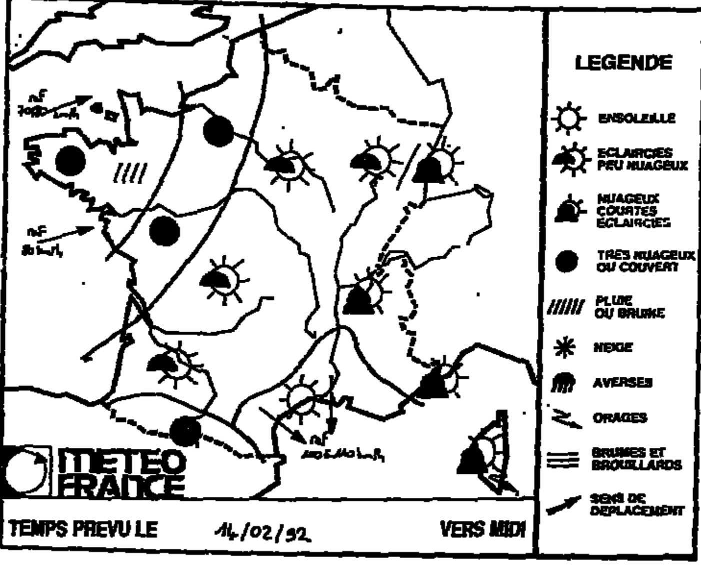
Pour les stations étrangères, on peut s'adresser à l'office national de tourisme de chaque pays : Allemagne : 4, place de l'Opéra, 75002 Paris, tél. : 47-42-04-38; Andorre : 26, avenue de *l'Opéra, 75001 Paris, tél.* : 42-61-50-55; Autriche : 47, avenue de l'Opéra, 75002 Paris, tél. : 47-42-78-57; Italie : 23, rue de la Paix, 75002 Paris, tél. : 42-66-66-68; Suisse : 11 *bis*, rue Scribe, 75009 Paris, tél. : 47-42-45-45.

MÉTÉOROLOGIE

SITUATION LE 13 FÉVRIER A 0 HEURE TU



PRÉVISIONS POUR LE 14 FÉVRIER 1992



Vendredi : amélioration temporaire. – Le matin, le ciel sera encore chargé du nord-est aux Alpes et à la Corse. Quelques averses de neige se produiront en Corse au dessus de 700 mètres.

L'après-midi, le temps s'améliorera, les nuages deviendront moins nombreux. Sur le reste du pays, quelques bancs de brouillard se formeront en fin de nuit puis le ciel sera peu nuageux.

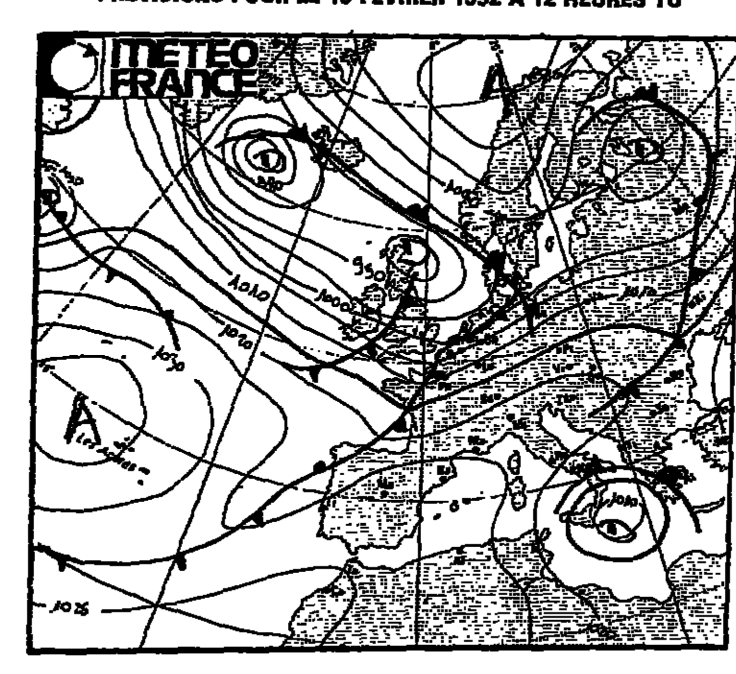
En cours de journée des nuages se formeront. Le littoral méditerranéen sera dégagé grâce au mistral et à la tramontane qui souffleront à 80 km/h le matin puis à 50 km/h l'après-midi.

La Bretagne, la Vendée et la Normandie verront l'arrivée des pluies. Le vent de sud-ouest se renforcera entre 50 et 60 km/h sur les côtes de l'Atlantique et de la Manche.

Les températures matinales seront douces : 1 degré à 3 degrés en général, 3 degrés à 5 degrés sur l'est du pays.

Les températures maximales seront de l'ordre de 10 degrés à 13 degrés localement, 14 degrés à 15 degrés près de la Méditerranée.

PRÉVISIONS POUR LE 15 FÉVRIER 1992 A 12 HEURES TU



TEMPÉRATURES maxima - minima et temps observé le 13-2-92
Valeurs extrêmes relevées entre le 12-2-1992 à 18 heures TU et le 13-2-1992 à 6 heures TU

FRANCE

AJACCIO	15	3	D
BIARRITZ	20	8	O
BORDEAUX	19	7	D
BOURGES	18	7	N
BREST	12	5	N
CAEN	14	5	N
CHERBOURG	13	6	–
CLERMONT-FER.	21	6	C
DIJON	13	6	P
GRENOBLE	16	4	C
LILLE	13	7	C
LIMOGES	16	6	N
LYON, BRON	16	7	–
MARSEILLE	16	12	C
NANCY	11	6	P
NANTES	12	6	D
NICE	14	10	P
PARIS-MONTS.	15	8	N
PAU	23	6	D
PERPIGNAN	11	9	P
RENNES	12	5	D
ST-ETIENNE	19	6	P
STRASBOURG	13	6	C
TOULOUSE	14	7	P
TOURS	16	6	D
POINTE-A-PITRE	30	20	D

ÉTRANGER

ALGER	19	6	D
AMSTERDAM	12	7	C
ATHÈNES	16	6	N
BANGKOK	34	24	D
BARCELONE	14	8	D
BELGRADE	13	2	C
BERLIN	9	7	C
BRUXELLES	13	8	C
COPENHAGUE	3	3	P
DAKAR	25	17	P
DJERBA	17	7	–
GENEVE	12	3	D
HONGKONG	13	11	P
ISTANBUL	8	3	–
JÉRUSALEM	9	5	N
LE CAIRE	–	8	–
LISBONNE	15	9	N
LONDRES	13	4	P
LOS ANGELES	15	13	C
LUXEMBOURG	10	7	B
MADRID	15	4	P
MARRAKECH	24	8	D
MEXICO	25	9	–
MILAN	8	4	B
MONTRÉAL	–18	–26	D
MOSCOU	0	–4	C
NAIROBI	–	–	–
NEW-DELHI	24	15	N
NEW-YORK	–4	–8	D
OSLO	3	–5	C
PALMA-DE-MAJ.	16	11	C
PÉKIN	4	–7	D
RIO-DE-JANEIRO	–	–	–
ROME	16	6	N
SINGAPOUR	33	24	A
STOCKHOLM	4	3	C
SYDNEY	29	21	–
TOKYO	13	7	C
TUNIS	17	5	–
VARSOVIE	4	–1	N
VENISE	7	6	C
VIENNE	11	4	C

A	B	C	D	N	O	P	T	*
averse	brume	ciel couvert	ciel dégagé	ciel nuageux	orage	pluie	tempête	neige

TU = temps universel, c'est-à-dire pour la France : heure légale moins 2 heures en été ; heure légale moins 1 heure en hiver.

(Document établi avec le support technique spécial de la Météorologie nationale.)

RADIO-TÉLÉVISION

IMAGES — DANIEL SCHNEIDERMANN

Vraies et fausses vérités

DEPUIS que « Sacrée Soirée » s'est résolument engagée sur la voie du document humain bouleversant, cela vaut la peine, le mercredi en fin de soirée, de jeter un œil sur TF 1. Cette fois s'y poursuivait le feuilleton de ces deux jeunes sœurs anglaises vendues par leur père à d'opulents fiancés yéménites. L'une, Zana, s'est évadée après quelques années. Elle a écrit un livre, elle est sur le plateau. Sa sœur Nadia est restée en panne aux Mille et Une Nuits. Comment renouer le contact ? Et, d'abord, la séquestrée le désire-t-elle ?

Sombre vraie-fausse histoire vraie, comme la télé en raffole ces temps-ci (« reality shows », dit-on en français), qui resplendit des promesses conjuguées du best-seller balisé et de l'audimat confortable. Jean-Pierre Foucault est donc parti en personne orchestrer les retrouvailles au Yémen, emmenant Zana dans l'avion privé de la maison Bouygues.

Malheureusement, Nadia ne tombe pas dans les bras de Zana. Les salutations, sous l'œil impitoyable de la caméra, sont froides et figées. De Nadia, on ne verra, sous le tchador, que deux jolis yeux, geôliers de leur irritant mystère. Non, elle ne veut pas partir. Même pas pour quelques jours ? L'avion est là. elle n'a qu'un mot à dire ! *« Pas possible, pas possible »*, bafouille-t-elle. *« Vous voyez bien ! »* triomphe en direct sur le plateau un représentant, très poli, du gouvernement yéménite. *« Je le lis dans ses yeux, qu'elle veut rentrer ! »*, réplique la sœur. Allez démêler le vrai !

A propos de vérité… L'histoire de la guerre d'Algérie a-t-elle vraiment été occultée, comme l'assurèrent, quasi unanimes, les participants d'un débat digne et grave, à « La marche du siècle » sur FR 3 ? Franchement, quiconque est pourvu d'yeux et d'oreilles ne peut pas soutenir qu'elle constitue un « trou noir » historique. Torture, manifs, ratonnades : n'en savons-nous pas au moins autant que les Américains sur le Vietnam ? Trente-cinq films et quelque mille quatre cents livres n'ont-ils pas abordé le sujet ?

Mais est-ce assez ? Bertrand Tavernier et Patrick Rotman, dans un film dont furent projetés des extraits, ont rencontré des anciens appelés. Et certains confessent aujourd'hui que, en trente ans, ils n'ont jamais raconté l'horreur des Aurès. Jamais. Ni aux enfants ni aux amis. A personne. Et c'est long, trente ans ! *« Revenu à la vie civile, j'ai fermé ma gueule »*, dit l'un. *« Ça paraît peut-être ridicule… »*, s'excuse un autre. Et de pleurer, là, devant nous, soudain terrassé par les ombres. Tout n'est peut-être pas dit sur ces années-là…

Les programmes complets de radio et de télévision sont publiés chaque semaine dans notre supplément daté dimanche-lundi. Signification des symboles : ▶ signalé dans « le Monde radio-télévision » ; □ Film à éviter ; ■ On peut voir ; ■■ Ne pas manquer ; ■■■ Chef-d'œuvre ou classique.

Jeudi 13 février

TF 1

20.00 Journal, Résumé des J.O. Tiercé, Météo, Trafic infos, Loto sportif et Tapis vert.
20.50 Série : Commissaire Moulin police judiciaire.
22.25 Magazine : Ex libris. Invités : Christian Morin *(la Roue de la fortune)* ; Yaguel Didier *(le Jeu divinatoire)* ; Edouard Brasey *(la République des jeux)* ; Philippe Sollers *(Portrait du joueur)* ; Jean d'Ormesson *(Conversations en mai)* ; Jean Vautrin *(Courage, chacun)* ; Françoise Sagan.
23.30 Magazine : Club J.O.
0.20 Journal, Météo, Trafic infos et Bourse.

A 2

19.59 Journal, Journal du trot et Météo.
20.50 ▶ Magazine : Envoyé spécial. Portraits de femmes, d'Auberi Edler et Alain Saingt ; Le Racket à l'école, de Lorène Debaisieux et Philippe Luzzi ; Le Camp Z30D, de Michel Honorin et Jean-René Dedieu.
22.15 Cinéma : Mort à l'arrivée. ■■ Film américain de Rocky Morton et Annabel Jankel (1988).
23.55 Magazine : Merci et encore Bravo.
0.55 1. 2. 3. Théâtre.
1.00 Journal et Météo.

FR 3

19.00 Le 19-20 de l'information. De 19.12 à 19.35, le journal de la région.
20.00 Un livre, un jour. *Henry Poulaille*, de Thierry Maricourt.
20.10 Divertissement : La Classe.
20.45 Cinéma : Adios Sabata. ■ Film italien de Frank Kramer (1970).
22.30 Journal et Météo.
22.45 Journal des J.O.
23.20 Téléfilm : Tarantula, le cargo de la mort.

CANAL PLUS

19.20 Magazine : Nulle part ailleurs. Invité : Bertrand Tavernier.
20.31 Le Journal du cinéma.
20.35 Téléfilm : La Confrérie de la rose.
22.55 Flash d'informations.
23.05 Cinéma : Mélodie pour un meurtre. □ Film américain de Harold Becker (1989) (v.o.).
0.55 Cinéma : Les Banlieusards. ■■ Film américain de Joe Dante (1988).

LA 5

20.00 Journal et Météo.
20.45 Téléfilm : Deux crimes presque parfaits.
22.25 Débat : Y a-t-il deux gauches ? Avec Jean-Pierre Chevènement, ancien ministre de la défense, Bernard Kouchner, secrétaire d'Etat à l'action humanitaire.
23.25 Série : Lou Grant.
0.20 Journal de la nuit.

M 6

20.00 Série : Madame est servie.
20.30 Météo.
20.40 Cinéma : Un cave. ■ Film français de Gilles Grangier (1972).
22.25 Météo des neiges.
22.30 Documentaire : Le Glaive et la Balance. Le harcèlement sexuel.
23.25 Météo des neiges.
23.30 Six minutes d'informations.
23.35 Magazine : Dazibao.
23.40 Magazine : Sexy clip.

LA SEPT

20.00 Documentaire : Histoire parallèle.
21.00 Magazine : Mégamix.
22.00 Magazine : Avis de tempête. De Sylvie Jézéquel et Alain Charoy.
22.55 Danse : Codex. De Philippe Decouflé.
23.25 Documentaire : Jours et nuits du théâtre. De Denys Clerval et François Porcile.

FRANCE-CULTURE

20.00 Musique : Le Rythme et la Raison. L'Europe des jeunes compositeurs (4).
20.30 Dramatique. Ronquières, ou la mort si près, de Claire Jaumain.
21.30 Profils perdus. Ilya Ehrenbourg (2).
22.40 Les Nuits magnétiques.
0.05 Du jour au lendemain.

FRANCE-MUSIQUE

20.30 Concert (en direct de Notre-Dame-du-Travail) : Trois Chœurs liturgiques, de Tchaïkovski ; Concerto pour chœur mixte, de Schnittke, par le Chœur de Radio-France.
23.10 Ainsi la nuit… Par Denise Bahous.
0.30 Dépêche-notes.
0.35 L'Heure bleue.

Vendredi 14 février

TF 1

14.30 Feuilleton : Côte Ouest.
15.25 Série : Les Enquêtes de Remington Steele.
16.15 Série : Tribunal.
16.40 Club Dorothée.
17.40 Série : 21 Jump Street.
18.30 Jeu : Une famille en or.
18.55 Feuilleton : Santa Barbara.
19.25 Jeu : La Roue de la fortune.
19.50 Divertissement : Le Bébête Show (et à 0.45).
20.00 Journal, Résumé des J.O., Météo, Trafic, infos et Tapis vert.
20.45 Variétés : Tous à la Une. Emission présentée par Patrick Sabatier.
22.40 ▶ Magazine : 52 sur la Une. Passion de supporters, de Jean-Luc Einaudi, et Patrick Schmit.
23.40 Magazine : Club J.O.
0.50 Journal, Météo, Trafic infos et Bourse.

A 2

15.10 Variétés : La Chance aux chansons.
16.05 Jeu : Des chiffres et des lettres.
16.30 Magazine : Défendez-vous.
16.45 Magazine : Giga.
18.10 Série : L'homme qui tombe à pic.
19.00 Journal des J.O.
19.30 Divertissement : La Caméra indiscrète.
19.59 Journal. Journal du trot et Météo.
20.50 Jeux sans frontières d'hiver.
22.05 Téléfilm : L'Argent. De Jacques Rouffio d'après Emile Zola, avec Claude Brasseur, Miou-Miou (2e partie).
23.30 1. 2. 3. Théâtre.
23.40 Cinéma : Les Amours d'une blonde. ■■■ Film tchèque de Milos Forman (1965) (v.o.).
1.05 Journal et Météo.

FR 3

15.30 Téléfilm : Le Pirate.
18.30 Jeu : Questions pour un champion.
19.00 Le 19-20 de l'information. De 19.12 à 19.35, le journal de la région.
20.00 Un livre, un jour. *Le Fouet à Londres*, de Hugues Rebell ; *Lectures fin de siècle*, d'Hubert Juin.
20.10 Divertissement : La Classe.
20.45 Magazine : Thalassa. Les Dames de la Chesapeake, de Sophie Bontemps et Denis Bassompierre. *Des voiliers aux noms de femmes.*
21.40 Magazine : Caractères. Et si l'histoire était finie ? Invité : Francis Fukuyama *(la Fin de l'histoire et le dernier homme)* ; Débat avec Jean-Claude Casanova, Bernard-Henri Lévy, Olivier Mongin, Pierre Nora.
22.45 Journal et Météo.
23.00 Journal des J.O.
23.35 Magazine : Musicales.

CANAL PLUS

13.36 Cinéma : Indiana Jones et la dernière croisade. ■■■ Film américain de Steven Spielberg (1989).
15.35 Documentaire : Hauts Plateaux d'Ethiopie. De John et Lucinda Buxton.
16.00 Téléfilm : Honorin et la Lorelei. De Jean Chapot, avec Michel Galabru, Grâce de Capitani.
17.35 Magazine : Rapido. Présenté par Antoine de Caunes.
18.00 Canaille peluche. Le Retour de Super-Souris.

En clair jusqu'à 20.30

18.30 Le Top.
19.20 Magazine : Nulle part ailleurs. Présenté par Philippe Gildas, Antoine de Caunes et Jérôme Bonaldi. Invité : Alain-Dominique Perrin.
20.05 Sport : Football. Nîmes-Monaco, 29e journée du Championnat de France en direct.
22.30 Sport : Les K. O. de Canal +.
22.50 Flash d'informations.
22.56 Le Journal du cinéma.
23.00 Cinéma : Outrages. ■■ Film américain de Brian De Palma (1989).
0.50 Cinéma : Cookie. ■ Film américain de Susan Seidelman (1989). Avec Peter Falk, Dianne Wiest, Emily Lloyd (v.o.).
2.20 Cinéma : Fascination australienne. Film américain classé X, de Jim Travis (1990).

LA 5

14.25 Série : Bergerac.
15.25 Série : Simon et Simon.
16.15 Série : Shérif, fais-moi peur.
17.05 Youpi ! L'école est finie.
18.10 Série : Deux flics à Miami.
19.05 Série : La loi est la loi.
20.00 Journal et Météo.
20.45 Téléfilm : Un démon sur l'épaule. De Philippe Triboit.
22.40 Téléfilm : Les Nuits de satin blanc. De Michael Barnard.
0.25 Journal de la nuit.
0.35 Le Club du télé-achat.

M 6

14.00 Série : L'Ami des bêtes.
14.45 Musique : Boulevad des clips.
16.45 Jeu : Zygomusic.
17.15 Magazine : Zygomachine.
17.35 Série : Drôles de dames.
18.30 Série : Flipper le dauphin.
19.00 Série : La Petite Maison dans la prairie.
19.54 Six minutes d'informations.
20.00 Série : Madame est servie.
20.30 Capital. Présentation du sommaire.
20.40 Téléfilm : Un jumeau de trop. De Peter Rowe.
22.25 Série : Equalizer.
23.20 Magazine : Emotions, charme et érotisme.
23.50 Capital.
0.10 Six minutes d'informations.
2.00 Rediffusions.

LA SEPT

16.40 Opéra : Elektra. De R. Strauss, par l'Orchestre philharmonique de Vienne.
18.30 Concert : Alpha Blondy.
19.00 Documentaire : Le Salon littéraire de l'Europe.
20.00 Documentaire : Lignes de vie. De Winfried Junge.
21.00 Téléfilm : Zweikampf. De Gert Steinheimer.
22.30 Téléfilm : Ostkreuz. De Michael Klier.

FRANCE-CULTURE

20.00 Musique : Le Rythme et la Raison. L'Europe des jeunes compositeurs (5).
20.30 Radio-archives. Louis Jouvet.
21.30 Musique : Black and Blue.
22.40 Les Nuits magnétiques.
0.05 Du jour au lendemain. Dans la bibliothèque de… Michel Chaillou.
0.50 Musique : Coda.

FRANCE-MUSIQUE

20.05 Concert (en direct du Gewandhaus de Leipzig) : Variations en si bémol majeur sur un thème de Haydnop. 56 a ; Concerto pour piano et orchestre en la mineur op. 7, de Schumann ; Dante symphonie pour chœur et orchestre, de Liszt.
23.10 Jazz club.
1.00 Les Voix de la nuit.

Le Monde

Un gendarme tué par un malfaiteur en Corse

BASTIA

de notre correspondant

Un gendarme de la brigade de Calvi, âgé de quarante-deux ans, a été tué d'une balle en pleine tête, jeudi 13 février vers 2 h 30, alors qu'il patrouillait avec quatre de ses collègues dans le hameau de Lunghignano, commune de Montegrosso, à 10 kilomètres à l'est de Calvi.

La patrouille de cinq gendarmes avait été dépêchée sur place à la suite de plusieurs appels anonymes indiquant des comportements anormaux de la part d'un individu isolé. Cette patrouille, formée de deux gendarmes départementaux et de trois gendarmes mobiles, dont la victime, arrivés la veille de Bordeaux avec leur escadron, s'était déployée dans les ruelles du village. Elle a essuyé un coup de feu de gros calibre qui a blessé mortellement le gendarme. Jeudi matin, le préfet de police, M. Bernard Bonnet, était sur les lieux pour diriger les opérations de quadrillage policier du village.

Selon les premiers éléments de l'enquête, le tireur serait un homme connu des services de police et ayant déjà été condamné à sept ans de prison pour une affaire d'attaque à main armée. Cet homme était encore jeudi matin retranché dans une maison de Lunghignano avec sa compagne et leur bébé. Les forces de l'ordre attendaient l'intervention du GIGN pour donner l'assaut.

MICHEL CODACCIONI

Après le rejet de la motion de censure

Mme Cresson : « Il n'y a pas de majorité alternative »

Mme Edith Cresson a commenté, mercredi matin 12 février, devant le conseil des ministres, le rejet de la motion de censure déposée par l'opposition, qui avait obtenu, la veille, 261 voix, la majorité requise étant de 289 (*nos dernières éditions du 13 février*). Selon M. Jack Lang, porte-parole du gouvernement, *« Mme Edith Cresson a observé que, contrairement à certaines affirmations péremptoires, il n'y a pas de majorité alternative »*. M. Lang a ajouté : *« On peut remarquer aussi que l'opposition n'a pas réussi à mobiliser ses propres membres et à convaincre ses propres amis. Elle a réalisé un de ses plus mauvais scores. »*

Selon des estimations provisoires

51 000 emplois salariés supplémentaires ont été créés en 1991

En 1991, 51 000 emplois salariés supplémentaires auraient été créés, selon les premières estimations fournies, mercredi 12 février, par le ministère du travail. Certes, plus faible que les années précédentes, l'augmentation serait de 0,4 %. Celle-ci constitue une bonne surprise, compte tenu du ralentissement de la croissance économique.

Encore provisoires, puisque les résultats définitifs ne seront connus qu'à l'été, les chiffres de l'emploi salarié, dans les secteurs marchands non agricoles, pour 1991, sont plutôt satisfaisants. En douze mois, 51 000 emplois supplémentaires ont été créés, qui représentent une augmentation de 0,4 % par rapport à l'an passé. On s'attendait à moins. Dans ses prévisions, l'INSEE avait à l'origine envisagé une quasi-stabilité, avec une progression de 0,1 %. Le ralentissement économique et la croissance évaluée à seulement 1,4 % avaient ensuite ajouté au pessimisme puisqu'il est généralement admis que 2 % sont nécessaires pour générer des effectifs supplémentaires.

De 1988 à 1990, mais dans une autre conjoncture, l'économie française avait été capable de produire environ 750 000 emplois supplémentaires. En comparaison, le score de 1991 reste donc modeste. Mais il pourrait cependant signifier un grand changement de comportement du marché du travail, mieux ajusté aux aléas, et, surtout, démontrerait que, désormais, la croissance française, à l'instar d'autres, est plus riche en emplois. En revanche, il serait plus délicat d'en déduire que, timidement, une reprise s'amorce.

Un meilleur deuxième semestre

Selon les secteurs, les mouvements sont contrastés. Au cours de l'année, l'industrie a perdu 83 000 emplois et ses effectifs diminuent de 1,8 %. Contrairement à ce qui était envisagé, le bâtiment-travaux publics présente un solde légèrement positif avec 2 000 emplois supplémentaires (+0,2 %). Une fois de plus, l'amélioration provient du tertiaire, pourtant moins dynamique que par le passé, qui fournit 132 000 postes nouveaux et progresse de 1,6 %.

Globalement, l'année se décompose en deux périodes. Le premier semestre avait été particulièrement mauvais, tandis que le second enregistrait des signes d'un petit frémissement. Cela se trouve illustré par les données de l'enquête trismestrielle, effectuée auprès des entreprises de plus de dix salariés, et ensuite « extrapolées » à l'ensemble. Au premier trimestre, les effectifs salariés n'avaient augmenté que de 5 000 (0 %). Pour la première fois depuis 1986, ils avaient ensuite diminué de 0,1 % au deuxième trimestre, quand 15 000 emplois étaient perdus. La relance du troisième trimestre n'en devenait que plus impressionnante : 36 000 emplois de plus, et une hausse de 0,25 %. Quant au quatrième trimestre, il s'inscrit dans la continuité avec 25 000 emplois créés et une augmentation de 0,2 %.

Plusieurs indices montrent que la fin de l'année est mieux orientée. Après trois trimestres de recul, le bâtiment fait croître ses effectifs. Les embauches sous contrat à durée déterminée, qui révèlent la prudence des entreprises, ont à nouveau tendance à se multiplier. Plus significatif, l'intérim reprend de la vigueur, alors que le travail temporaire avait connu une baisse d'activité entre la fin de 1990 et le début de 1991. De juillet à novembre, le nombre de contrats signés progresse de 1,5 % par rapport à la même époque de l'an passé. Sur les seuls mois d'octobre et de novembre, la hausse est de 2,3 %.

Selon une autre enquête, celle sur les mouvements de main-d'œuvre effectuée auprès des entreprises de plus de 50 salariés, les embauches ont repris au troisième trimestre. Mais les départs restent importants, puisque le solde des entrées et des sorties entraîne une baisse des effectifs de 0,1 %. Quant aux offres d'emploi déposées à l'ANPE, leur volume diminue moins qu'au début de l'année.

Pour autant, il serait hasardeux de conclure à un redressement définitif. Il faudra attendre plusieurs mois avant de savoir, au-delà des seuls effectifs salariés des secteurs marchands non agricoles, ce qu'il en a été pour l'ensemble des emplois salariés et non salariés. C'est-à-dire pour l'emploi total, aux évolutions d'ordinaire plus faibles.

ALAIN LEBAUBE

SUR LE VIF — CLAUDE SARRAUTE

Fatwa

ÇA fera trois ans, aujourd'hui, que la tête de Salman Rushdie a été mise à prix par les ayatollahs. Comment ne pas évoquer ici, avec les confrères de la presse internationale, à l'incitation de *World Media*, ce sinistre anniversaire de la fatwa condamnant l'auteur des *Versets sataniques* pour crime de lèse-Mahomet.

Il a eu beau se convertir à l'islam, retirer de la vente l'édition de son ouvrage en livre de poche, rien n'y a fait. Les attentats contre les librairies se sont multipliés. Deux de ses traducteurs ont déjà été frappés, dont l'un, le japonais, à mort. Et chez nous, en France, ses éditeurs sont toujours placés sous la protection de la police.

Et on ne dit rien. Et on ne fait rien. Ou plutôt si. Passant sous silence ce touchant désir de vengeance, au lendemain même de l'assassinat de Chapour Bakhtiar, nos princes, repentants, ont fait le pèlerinage à Téhéran pour rembourser le milliard prêté par le chah.

C'est quand même insensé, avouez ! Que des musulmans puissent se sentir gravement offensés par une atteinte à leur religion, rien de plus naturel. Que, chez eux, pareille insulte soit punie de mort, je veux bien. Qu'ils prétendent imposer leur loi, à travers le monde, dans des pays de droit, ça n'étonnera personne. Mais que ces Etats en prennent aussi facilement leur parti et se contentent de mettre sous bonne garde les victimes de ce fanatisme sauvage, sans autre forme de protestation, que dis-je, de riposte, ça dépasse l'entendement.

Dans les jours qui viennent, Rushdie, dont la peine a été commuée à la prison perpétuelle, grâce à l'intervention de Scotland Yard, va recevoir tout plein de lettres de sympathie. De Norman Mailer à Günter Grass, de nombreux intellectuels lui ont écrit. C'est un soutien. Pas un appui. On sait ce qu'en vaut l'aune. A la mesure d'un nouvel ordre international qui prétend faire triompher les droits de l'homme, c'est dérisoire. Pis, c'est désespérant.

Il y a des limites à la tolérance. Celles que fixe une intolérance à ce point intolérable.

Une communication au conseil des ministres

Les chercheurs civils et militaires vont accroître leur coopération

M. Pierre Joxe, ministre de la défense, et M. Hubert Curien, ministre de la recherche, ont présenté, mercredi 12 février au conseil des ministres, une communication sur les échanges entre la recherche civile et la recherche militaire.

« Cela est peu connu, mais il y a, en France, une assez bonne articulation entre la recherche scientifique et la défense », affirme M. Joxe. Cette tradition, qu'ont illustrée de nombreux scientifiques de renom, comme Yves Rocard après la guerre, et qui s'est traduite notamment par la mise au point concomitante de la force de frappe et du parc nucléaire français par le Commissariat à l'énergie atomique (CEA), peut constituer une « arme » de choix quand il s'agit d'adapter la défense du pays aux nouvelles donnes de la politique internationale.

En effet, souligne M. Joxe, les militaires auront de plus en plus, désormais, *« une mission de surveillance et de prévention »*, pour laquelle ils feront largement appel aux techniques spatiales – avec le satellite d'observation militaire Hélios – et à l'électronique (*le Monde* du 13 février). Mais cette coopération n'est pas toujours bien acceptée par les scientifiques et, reconnaît M. Curien, les colloques « Science et défense », lancés il y a quelques années, *« ont permis d'effacer quelques malentendus »*. Les mesures annoncées mercredi visent à prolonger cette action.

« Une attention particulière sera portée à l'accroissement des retombées de la recherche civile en matière de défense dans les composants électroniques, des matériaux, de la robotique et des technologies de production », précise la communication. Plus concrètement, le ministère de la défense va investir 1,3 milliard de francs pour renforcer les capacités de recherche et de formation installées à Palaiseau (Essonne) autour de l'Ecole polytechnique et de l'Ecole nationale supérieure des techniques avancées, et doubler le nombre des appelés du « contingent scientifique ».

Les deux ministres affirment enfin leur volonté de développer les « pôles géographiques » où, comme à Toulouse et à Bordeaux, *« collaborent déjà, au profit de la recherche de défense et de la recherche civile des laboratoires, des établissements d'enseignement et des industriels »*.

J.-P. D.

Pour défendre leur marché publicitaire

Europe 1, RTL et RMC font front commun contre Radio-France

Europe 1, RTL et RMC ont parlé, mercredi 12 février, d'une même voix. Au nom du Syndicat des radios généralistes privées (SRGP), les trois périphériques ont rendu public un Livre blanc *« pour la défense du pluralisme de l'information et des grands équilibres du paysage radiophonique français »*, qui sera présenté prochainement au Conseil supérieur de l'audiovisuel (CSA).

Ce Livre blanc rassemble une série de propositions, qui s'articulent autour de trois grands axes : assouplir le dispositif qui interdit à une radio nationale de contrôler une autre radio nationale, allonger de cinq à dix ans les autorisations d'émettre actuellement délivrées, enfin – et c'est là la proposition la plus importante – mieux équilibrer les secteurs public et privé.

Tout comme le CSA, le SRGP s'oppose à l'introduction de la publicité de marques sur Radio-France (*le Monde* du 21 décembre 1991). Les radios généralistes privées demandent aussi une redéfinition de l'usage des fréquences FM attribuées à Radio-France, ainsi qu'un renforcement du pouvoir du CSA sur cette dernière.

A la demande du CSA

Antenne 2 annule deux « Heure de vérité » jugées « trop proches du 22 mars »

Sur décision du Conseil supérieur de l'audiovisuel (CSA), deux émissions de « L'heure de vérité », prévues autour de M. Valéry Giscard d'Estaing, le 1er mars, et de M. Bernard Tapie, le 8 mars, ont été annulées. Ces émissions ont, en effet, été *« jugées trop proches du 22 mars, date des élections régionales et du premier tour des cantonales »*, indique un communiqué de la chaîne publique. *« Le CSA considère que l'invitation de MM. Giscard d'Estaing et Tapie aboutirait à déséquilibrer la programmation de « L'heure de vérité », parfaitement respectueuse jusqu'au 29 février des recommandations concernant le pluralisme d'expression »*, conclut le communiqué d'A 2. Les responsables de cette émission, qui *« a pour but de redonner aux gens le goût de la politique »*, ne désespèrent pas de convaincre le CSA de nuancer sa décision.

Par ailleurs, au moment où le Parti communiste dénonce son *« exclusion »* des grandes émissions politiques de la télévision, Antenne 2 a annoncé la diffusion, le 23 février, de « L'heure de vérité » autour de M. Guy Hermier, membre du bureau politique du PCF. M. Georges Marchais sera d'autre part l'invité de « 7 sur 7 » (TF 1) le 1er mars.

Grand rassemblement à Téhéran

Le treizième anniversaire de la révolution iranienne a été célébré sur fond d'anti-américanisme

Des centaines de milliers de personnes – plusieurs millions selon les organisateurs – se sont réunies, mardi 11 février, sur la place Azadi (Liberté), la plus grande de Téhéran, pour célébrer, sur fond d'anti-américanisme, le treizième anniversaire de la victoire de la révolution islamique en Iran, en 1979.

Dans un discours particulièrement hostile aux Etats-Unis et à Israël, le président Ali Akbar Hachémi Rafsandjani a affirmé que *« la présence de cette foule immense sur la place Azadi signifie le procès en condamnation des Etats-Unis et des autres criminels »*. *« Vous qui êtes pour la démocratie, où pourriez-vous trouver une telle foule ? »*, a demandé M. Rafsandjani, dont le discours était entrecoupé de slogans anti-américains et anti-israéliens criés par les manifestants.

« La démocratie selon l'islam »

Selon lui, *« la présence du peuple à ce rassemblement préserve la révolution de toute atteinte »*. Cette année, la célébration de la révolution islamique revêt *« une importance particulière »*, a-t-il ajouté, car *« notre ennemi l'Irak »* a été reconnu par l'ONU *« responsable »* du déclenchement de la guerre contre l'Iran en 1980. Selon le président iranien, *« l'émancipation des peuples des Républiques musulmanes de l'ex-URSS, la montée de l'islam en Afrique du Nord et en Asie sont autant de raisons pour que notre révolution fête cette année sa victoire avec plus d'éclat »*.

« Vous vous dites défenseurs des droits de l'homme alors que les fils de l'islam sont détenus dans les prisons d'Israël et qu'en Algérie vous arrachez le pouvoir du peuple pour le donner aux militaires », a ajouté le président iranien. Selon lui, il s'agit là des *« droits de l'homme à l'américaine »* alors que la présence d'une foule immense à Téhéran témoigne de *« la démocratie selon l'islam »*.

Les médias, toute la hiérarchie chiite et les deux principales tendances qui dominent la vie politique en Iran, l'Association du clergé combattant (modérée, à laquelle appartient M. Rafsandjani) et l'Association des religieux combattants (radicale) avaient invité dans des appels radiodiffusés à une participation massive de la population aux divers rassemblements qui devaient avoir lieu à Téhéran et dans tout le pays. – *(AFP.)*

BOURSE DE PARIS

Matinée du 13 février

Petite progression

Après un début de semaine morose, la Bourse tentait de se ressaisir jeudi 13 février dès les premiers échanges. L'indice CAC 40, après avoir ouvert sur une petite note positive (+ 0,23 %), se maintenait à + 0,56 %. Les principales hausses étaient emmenées par Avenir, DMC et Worms et Cie. Du côté des baisses figuraient la SAT, Ingenico et Salomon. Sur le second marché la cotation de Fininfo était suspendue.

Demain dans « le Monde »

Six pages spéciales : comment déclarer ses revenus

Le Monde de vendredi, daté samedi 15 février, publiera, comme chaque année, six pages avec toutes les informations nécessaires à la déclaration des revenus encaissés en 1991. Cette déclaration devra être envoyée à l'administration au plus tard le 2 mars. *Le Monde* publiera la semaine prochaine une autre page, consacrée au calcul de l'impôt d0.

Les principaux changements de la déclaration concernent cette année l'immobilier (intérêts d'emprunts pour l'habitation principale neuve), les plus-values immobilières des particuliers, les dépenses destinées à économiser l'énergie pour les locataires.

SOMMAIRE

DÉBATS
Médias et politique : « Le roi devenu vieux », par Dominique Jamet ; « Dérapages incontrôlés », par Claude Sérillon 2

ÉTRANGER
Les réactions après la diffusion d'une conversation entre M. Arafat et son représentant en France 3
« De la paix en général et des Palestiniens en particulier » : un livre d'Ibrahim Souss 3
La visite de M. Dumas en Syrie ... 4
Etats-Unis : M. Bush a annoncé officiellement sa candidature à un second mandat présidentiel 5
Presque toutes les catégories d'armes sont touchées par la réduction du budget du Pentagone 5

POLITIQUE
La préparation des élections régionales ..... 7 et 8
Après l'incarcération de son ex-directeur de cabinet, M. Gaudin dénonce une « machination politique » 8
M. Gaston Flosse, président du gouvernement de la Polynésie, poursuivi pour ingérence devant le tribunal correctionnel de Paris 8

SOCIÉTÉ
La commission d'enquête sur la catastrophe du mont Sainte-Odile pourrait recommander un radar de proximité au sol à bord des avions d'Air Inter 9
Les JO d'hiver ..... 10 et 11
M. René Trager cite quelques noms d'élus socialistes 12
La suite de la polémique sur les importations de sang 12

CULTURE
Cinéma : *Missisipi One*, de Sarah Moon 13
Variétés : Richard Desjardins, l'homme qui interroge 13
Théâtre : *Ruy Blas*, aux Bouffes-du-Nord 14
Architecture : le creuset catalan . 14

ÉCONOMIE
Forte croissance du budget communautaire pour renforcer la compétitivité européenne 16
La Grande-Bretagne se mobilise contre les « Eurocrates » 16
Vie des entreprises 18

COMMUNICATION
Médias russes, libres mais pauvres : course d'audience à la télévision 17

LIVRES ◆ IDÉES
• Guillemin, de bonne foi • L'éveil à l'histoire • René Grousset, l'historien de tout l'Orient • Augustin Cochin et la « machine sociale » • Le feuilleton de Michel Braudeau • Histoires littéraires, par François Bott • D'autres mondes, par Nicole Zand ..... 23 à 30

Services
Abonnements 14
Annonces classées 14
Bulletin d'enneigement 20
Carnet 20
Loto 20
Marchés financiers .... 18 et 19
Météorologie 21
Mots croisés 20
Radio-télévision 21
Spectacles 15

La télématique du *Monde* :
3615 LEMONDE
3615 LM

Le numéro du « Monde » daté 13 février 1992 a été tiré à 504 449 exemplaires.

Le Monde

LIVRES • IDEES

Guillemin, de bonne foi

Rencontre avec un polémiste : sa gentillesse chaleureuse, la modestie tranquille de ses jugements

UNE CERTAINE ESPÉRANCE
d'Henri Guillemin.
Conversations
avec Jean Lacouture.
Arléa, 190 p., 95 F.

Il a une réputation redoutable, Henri Guillemin. Depuis plus d'un demi-siècle qu'il se bat sur le front de l'histoire littéraire et de l'histoire politique – de l'histoire des écrivains aux prises avec le politique, – il a donné tant de coups, et si violents, et si précis et si répétés qu'on s'est fait de lui une image de guerrier impitoyable et terrible.

Alors, lorsque vous lisez ses entretiens avec Jean Lacouture ou lorsque vous lui rendez visite dans son appartement de Neuchâtel, face au lac qu'agite un vent glacé, ce qui vous désarçonne d'emblée, c'est sa gentillesse chaleureuse, la confiance de son sourire, la modestie tranquille de ses jugements. Non qu'il cherche à plaire ou à séduire – il préférera toujours décrire, expliquer, argumenter, convaincre, – mais comme s'il avait atteint, au bout de tant de travaux, de tant de livres (une cinquantaine), de tant de polémiques, à une sorte de sérénité. Henri Guillemin, quatre-vingt-huit ans, a le sentiment d'avoir utilement rempli sa vie.



O. BEYTOUT

Henri Guillemin : décrire, expliquer, argumenter, convaincre.

Il parle paisiblement, sans la moindre coquetterie, de la mort qu'il attend désormais comme une délivrance, son seul souci étant la peine de Jacqueline, son épouse depuis soixante-trois ans, dont il chante le charme et la fraîcheur avec des accents de collégien. Lui considère qu'il a accompli son œuvre. Il y a encore un ou deux livres qu'il aimerait écrire – dont un sur ses idées et ses convictions religieuses : il en achève la préparation.

Mais son corps lui pèse ; ses difficultés pulmonaires l'insupportent ; ses trous de mémoire, bien rares pourtant, le mettent en rage contre cette machine qui ne répond plus parfaitement à ses exigences : *« Ça suffit maintenant, il est temps de partir. »* Et Guillemin récite, par cœur, la notice nécrologique qu'il a préparée avec son fils aîné. *« Pas de titres universitaires, pas de mention de décorations – je n'en ai jamais demandé. L'incinération, après la cérémonie religieuse. »*

La religion, le catholicisme, c'est le pilier central de la maison Guillemin. C'est à sa foi intransigeante qu'il affirme être redevable de ses combats pour la justice et pour la vérité : *« Cela que nous appelons Dieu, je crois le sentir au fond de moi-même comme l'identité la plus profonde de ma personne ; cette identité se heurte à cet obstacle terrible qu'est le mal. Je suis incapable de dire pourquoi je fais confiance dans le noir, tout en me disant peut-être que, de l'autre côté, je comprendrai. »* Mais tout ce qui peut être mensonge, falsification, compromis avec le désordre de la société, alliance de la religion avec l'injustice, avec la fausseté, avec l'ignorance apparaît à Guillemin comme autant de blessures infligées à la foi : ce fervent catholique ne sera jamais une brebis paisible.

A vingt ans, il est aux côtés de Marc Sangnier et des catholiques de gauche du *Sillon* ; à cinquante ans, dans un livre fameux, il fustige les alliances du sabre et du goupillon qui ont façonné l'ordre social en France au dix-neuvième siècle, contre le peuple. Aujourd'hui, il consacre l'essentiel de son temps à la théologie, opérant une relecture critique radicale des Pères de l'Eglise. *« Je ne crois pas à la transsubstantiation ; pas davantage à la virginité de Marie. Quand on relit les textes avec le regard de l'historien, on se rend compte de tant d'invraisemblances, de tant d'abus, de tant de choses qui nous ont été présentées comme faisant partie de la révélation elle-même, alors qu'elles n'étaient que des ajouts très postérieurs au message de l'Evangile. L'idée d'une rédemption-rachat, d'un fils de Dieu envoyé sur la terre pour racheter par l'effusion de son propre sang la faute des grands-parents, est une invention de Paul que je trouve parfaitement scandaleuse. Et je ne parle pas de la mariolâtrie et de ce dogme de 1950 qui veut que physiquement le corps de la Vierge ait été soulevé de terre et happé vers le paradis... »*

Henri Guillemin, repris par la passion, frissonnant d'indignation, a presque oublié ses ennuis respiratoires. Les noms, les citations, les références bibliques, les dates des conciles, tout lui revient sans la moindre lacune. Serait-ce vrai qu'il ne se sent vivre que dans la polémique, dans le règlement de comptes, dans l'acharnement contre une tête de Turc ? Il proteste de toutes ses forces contre cette caricature : *« De tous les livres que j'ai écrits, il y a en a cinq qui sont des vacheries : Napoléon III, Benjamin Constant, une part de Chateaubriand, une part de Péguy et ces quatre volumes sur 1871 dans lesquels je suis fier d'avoir montré comment le gouvernement bourgeois, par terreur des « rouges », a préféré livrer la France aux Allemands et a cassé les reins de Gambetta qui pouvait emporter la victoire. Mais 80 % de mes écrits sont consacrés à défendre et à illustrer des auteurs ou des hommes politiques : Lamartine, Hugo, Zola, Rousseau, Vallès, Jaurès, Robespierre, tant d'autres, qui avaient été maltraités, déformés. »*

Et puis Guillemin sait faire la différence entre la valeur humaine des écrivains et la valeur littéraire de leurs œuvres. S'il a consacré l'essentiel de ses recherches à mesurer la sincérité des hommes de lettres lorsqu'ils sont aux prises avec la réalité politique et sociale de leur époque, s'il accorde une importance particulière – et bien légitime – à la pertinence des discours et des actes, s'il fulmine contre les hypocrites, les arrivistes et les lâches parce qu'ils ont le pouvoir de tromper les peuples avec de belles paroles, ces jugements moraux ne se présentent pas comme des appréciations littéraires : *« On peut être un grand écrivain et un salaud. Céline en est le meilleur exemple. Mais Montherlant a aussi des trouvailles admirables,* Adolphe *de Benjamin Constant est un grand livre ; et, si Claudel a été souvent un type abominable, si je n'ai pas la moindre estime pour lui, je pense que* le Soulier de satin *est la seule pièce, avec* Lorenzaccio, *du théâtre français qui atteigne à la grandeur de Shakespeare. »*

Reste que le Panthéon personnel d'Henri Guillemin est peuplé d'hommes qui lui ressemblent : des hommes de feu et de cœur plutôt que de fins politiques et des adeptes des compromis habiles ; des obstinés plutôt que des subtils ; des batailleurs et des révoltés plutôt que des sages ; des travailleurs austères et solitaires plutôt que des sybarites et des mondains. Ce que dit Guillemin à propos de son appartenance à l'Eglise catholique malgré ses désaccords avec Rome – *« Je suis anti-Jean-Paul II »* – peut s'appliquer à sa méthode de lecture des écrivains, à ses passions positives et négatives, à sa quête de vérité, à la fidélité de ses engagements personnels : *« Je ne lâcherai jamais. »*

Pierre Lepape

Sceptique Eco

LES LIMITES DE L'INTERPRÉTATION
d'Umberto Eco,
traduit de l'italien
par Myriem Bouzaher,
Grasset, 408 p., 145 F.

Portrait aussi de l'artiste *« en sémioticien très sceptique »*, le dernier livre d'Umberto Eco porte un titre apparemment anodin : *les Limites de l'interprétation.* Bien fol qui s'y fie.

Pour s'en convaincre, il suffit de cette simple définition qui soutient l'ensemble du propos : interpréter, c'est produire des textes. Elle contraint d'abord à reconnaître, par exemple, que les lois de Newton pour expliquer le fonctionnement du système solaire et l'analyse critique d'un sonnet de Baudelaire constituent des formes d'interprétation, dont il importe d'évaluer la cohérence et la portée. C'est-à-dire les limites. Il est clair que changer le monde n'est plus à l'ordre du jour.

Autre conséquence, plus explicite. La recherche de la vérité n'est pas abandonnée aux seuls vertiges de la contrefaçon, mais elle se subordonne à la recherche du sens ; laquelle devient commune à tous et conduit à s'interroger *« sur le sens, sur la pluralité des sens, sur la liberté de l'interprète, sur la nature du texte, bref sur la nature de la sémiosis ».*

A l'évidence, ces questions s'adressent à des publics divers, même si le discours littéraire est privilégié. Le livre, en effet, résulte d'articles récents ou de communications spécialisées sur la sémiotique de la réception, sur la pragmatique, sur Peirce ; mais aussi de conférences pour la foire de Francfort, et, naturellement, pour un symposium d'immuno-sémiotique dont voici l'objet : le système immunologique peut-il être interprété comme un système de communication entre lymphocytes ?

La récompense est immédiate : la diversité des publics garantit la parfaite lisibilité de l'ensemble ; tous les termes et les concepts sont définis chemin faisant. Si bien qu'une seconde lecture multiplie encore le plaisir pris à suivre un sémioticien aussi courtois, aussi attentif (1). Comme on sait, tous les membres de la tribu ne partagent pas de tels soucis. En passant, Umberto Eco fait litière de ces exemples qui croissent dans les livres de linguistique et de philosophie du langage *« où des personnages absurdes, mentalement instables et culturellement désinformés affirment que l'actuel roi de France est chauve et que le mari de Lucie est célibataire ».* On conviendra qu'il est plus agréable de croiser Keats, Holmes, Wordsworth, Leopardi, Fulcanelli, Voltaire, Hugo, Paracelse, Joyce ; ou encore Jacques Derrida, Michel Foucault et Peirce. Sans oublier Jack l'Eventreur, qui permet de retrouver les voies de l'interprétation.

En effet, si Jack l'Eventreur venait nous dire que l'inspiration l'a pris à la lecture de l'Evangile, *« nous serions enclins à penser qu'il a lu le Nouveau Testament de manière plutôt inhabituelle ».* Autrement dit, Jack *utilise les Evangiles à sa façon.* Il ne les interprète pas : il ne sera jamais, Dieu soit loué, *« un modèle à proposer aux enfants d'une école pour leur dire ce que l'on peut faire d'un texte ».*

Tout le livre, versant positif et adret critique, met en avant la nécessité de distinguer *utilisation* et *interprétation* d'un texte. Avec une jubilation contagieuse, la partie polémique analyse quelques productions délirantes. L'hermétisme, la gnose et l'alchimie constituent seulement des formes d'utilisation. Le discours alchimique, par exemple, se fonde sur la synonymie généralisée et la métaphore ininterrompue. Toujours identique à un autre, chaque vocable en appelle un autre dans une dérive illimitée. On sait que l'atanor est l'instrument fondamental, mais on ne refuse ni les alambics, ni les vases, ni les mortiers, *« tous désignés sous des noms symboliques comme œuf philosophique, ventre maternel, chambre nuptiale, pélican, sphère, sépulere, etc. ».* Tout est dans tout, comme le révèlent en le cachant, les jeux de l'homonymie, de la polysémie et de l'étymologie.

Ces discours d'antan connaissent une surprenante postérité ; aux Etats-Unis surtout où il paraît que s'installe une curieuse manie, nommée déconstruction. Ignorant les circonstances et la chronologie aussi bien que l'auteur et le public, le *« textualiste new look* ne s'arrête à rien, pas même *« à l'état du système lexical » : « J'ai qualifié Hartman,* raconte Umberto Eco, *de déconstructiviste « modéré »* parce *qu'« il s'abstenait de lire ce vers de Wordsworth* A poet could not but be gay *comme le ferait un lecteur contemporain qui lirait ces vers dans* Play-Boy ». Evidemment, on trouvera d'autres exemples, plus développés : on pourra admirer comment Rossetti s'achame à mettre *« du pélican »* dans *la Divine Comédie.* Tout comme Michaux rêvait d'intervenir en mettant *« du chameau à Honfleur ».*

Denis Slakta

Lire la suite page 27

(1) Quelques coquilles subsistent, hélas. Celle-ci est troublante : dans la bibliographie, *Oswald Ducrot* devient *Charles Ducrot.* Il s'agit, probablement, d'une influence occulte de *Charles S. Peirce.*

LE FEUILLETON

de Michel Braudeau

Sujets de roman

Il y a beaucoup de départs intéressants dans le troisième roman d'Olivier Targowla, l'ennui c'est qu'on n'arrive jamais. Malgré un léger charme simenonien, son sujet, entre le policier et le philosophique, part en fumée. Yves Ravey abandonne délibérément en route son sujet pour prouver qu'un livre peut tenir debout par le style seul. Pari tenu, même si la fin est un peu faible.

Page 24

HISTOIRES LITTÉRAIRES

par François Bott

Trafic de sentiments

De 1919 à 1933, Valery Larbaud envoya des cartes postales à ses amies Adrienne Monnier et Sylvia Beach, les deux libraires de la rue de l'Odéon. Sylvia publia la version originale d'*Ulysse*, de Joyce, Adrienne, sa traduction française, due notamment à Larbaud. Cocteau appelait le père de Barnabooth « l'agent secret des lettres ».

Page 24

CIVILISATIONS

L'historien de tout l'Orient

René Grousset passa presque toute sa vie à Paris entre les musées Cernuschi et Guimet. Il fut un immense orientaliste, qui sut remettre en action des peuples, des paysages, des monuments qu'il n'avait pas vus. Plusieurs rééditions marquent la force de son travail et sa sortie du « purgatoire ».

Page 26

D'AUTRES MONDES

par Nicole Zand

Des nouvelles d'Union soviétique

De Khodassievitch à Gorenstein, en passant par Boulgakov, Mariengof ou Krzyzanowski, on ne cesse de redécouvrir des auteurs et des manuscrits – enterrés, inconnus, oubliés, impubliés, exclus... – témoins d'un pays qui n'existe plus : l'Union soviétique.

Page 30

LE FEUILLETON

de Michel Braudeau

LA PEAU DE L'OMBRE
d'Olivier Targowla. Maurice Nadeau, 150 p., 85 F.

BUREAU DES ILLETTRÉS
d'Yves Ravey. Minuit, 154 p., 78 F.



ULF ANDERSEN/GAMMA

Yves Ravey : « Un écrivain tel que moi écrit toujours dans l'adversité. »

Sujets de roman

QU'EST-CE qu'un bon sujet de roman ? Tout romancier, à un moment ou un autre de sa carrière, généralement au début, s'est posé cette question éminemment turlupinante. Faut-il parler de soi ? User du « *je* » ou *du* « *il* » ? Aborder la politique, l'Histoire ? Trouver des situations fortes, des sentiments puissants ? Brasser des dizaines de personnages, sans compter les milliers de figurants, comme Tolstoï dans *Guerre et Paix* ou Proust dans *A la recherche du temps perdu* ? Tout le monde n'a pas les moyens d'employer tant de personnel. Etudier un caractère dans une province, comme *Madame Bovary* ? Ou un caractère dans une époque, comme *le Rouge et le Noir* ? C'est déjà plus abordable, bien que l'époque soit un peu trop remuante pour être saisie, même en province.

Peut-on se regarder passionnément le nombril ? Ou se retirer tout à fait du livre et donner la description la plus froide et la plus clinique d'un quartier de tomate, comme l'a si héroïquement tenté le nouveau roman de naguère ? Peut-on introduire un fantôme dans un roman, un ange, ou seulement des armoires normandes et des horloges charentaises ? Va pour les fantômes, diront les Anglo-Saxons ou les romantiques français. Jamais de la vie, diront les naturalistes de la tendance Goncourt, il nous faut des détails vrais, les horaires exacts du chemin de fer et merci Monsieur Meuble.

C'est que dans le roman, en France plus qu'ailleurs peut-être, on n'a jamais manqué de maîtres sonneurs et de maîtres censeurs pour dire la messe et prescrire le bon usage des limites à ne pas dépasser. Inutile de dire qu'on gagne davantage à fréquenter les maîtres nageurs avant de se jeter à l'eau. Ce sont les grands auteurs morts ou vifs qui jouent ce rôle, non avec des théories, mais par des actes, leurs livres. Après tout, dans ce fabuleux roman que sont les *Mémoires d'outre-tombe*, il y a tout, les fantômes et l'Histoire, les armoires et les batailles, les passions et les caractères, sans oublier le nombril, bien sûr.

OLIVIER TARGOWLA a déjà publié deux romans, *Narcisse sur un fil* en 1989 et *l'Homme ignoré* en 1990 (1). Avec *la Peau de l'ombre* il aborde un sujet intéressant, entre le policier et le philosophique, celui de l'identité d'un individu. Mauthier, son personnage, entend un jour à la radio qu'on vient de voter une amnistie qui le concerne, notamment sur le détournement d'un avion auquel il avait participé, vingt ans plus tôt, du temps où il flirtait avec un petit groupe de terroristes à la mie de pain. Il vit depuis cette époque sous une fausse identité, comme les camarades qui s'en sont sortis et qu'abrite un très fumeux institut de formation aux langues étrangères où il travaille.

Il a ainsi une amie, Anne Ravine, qui vit comme lui dans la clandestinité. Après l'amnistie, le groupuscule s'autodissout (contrairement à ceux qui s'auto-amnistient avant la dissolution) et chacun va récupérer son identité auprès du commissaire Rodèze. Anne s'appelle Alice en réalité, Mauthier se nomme Nicolas Struve. Le commissaire Rodèze, un type plutôt sympathique qui a envie de plaquer la police, lui révèle en passant que la plupart de ses camarades étaient des « retournés » qui travaillaient pour la police secrète. Struve décide de déménager, de changer de ville, pour se retrouver, et peut-être retrouver une Caroline qu'il avait manquée.

Au départ, c'est donc plutôt intéressant. Il y a plein de départs intéressants dans ce court texte, la voisine cambriolée qui vient chez lui, la femme qui lui fait de l'œil au restaurant, le nouveau travail de Struve, traduction de séries américaines pour la télévision et doublage des voix... L'ennui est qu'on n'arrive jamais. Point de Caroline. Un épilogue en queue de poisson. Un léger charme simenonien que l'écriture pâle, allégée de tout, ne soutient pas longtemps. Comme si l'auteur avait été pressé ou pris d'une grande flemme. Et voilà un sujet parti en fumée comme une cigarette.

POUR son deuxième roman, après *la Table des singes*, paru en 1989 chez Gallimard, Yves Ravey, professeur d'arts plastiques en province, procède autrement. Il part d'un événement tragique – « *Je rentrais de San-Donato et j'avais oublié la mort de Celidora. Je ne pensais plus que de façon intermittente à ma fille qui s'était défenestrée dans son immeuble de la Landgasse à Munich* », – qui, normalement, chez un écrivain classique, devrait se développer, devenir un sujet : pourquoi Celidora, jeune pianiste exceptionnelle, interprète de Scriabine, heureuse, a-t-elle eu un jour la pulsion fatale de se jeter par la fenêtre ? Comment son père, notre narrateur, enquête sur cette affaire, supporte sa douleur, se fait une raison sur de l'irraisonné ?

Contre toute attente, ce père, Andreas, ne fait rien de ce qu'on espère de lui. Il nous livre des petits morceaux d'information. On apprend qu'il est professeur d'arts plastiques dans une ville entre Mulhouse et Vaubant, qu'il a quitté son boulot après la mort de Celidora, s'est installé avec son cousin Golo dans une entreprise de réparation de flippers, ce qui lui permet d'oublier Celidora aussi bien que ses échecs en tant que romancier. Son éditeur a comme conseiller un certain Zwiebel qui a refusé ses derniers manuscrits. Andreas voudrait les brûler dans le poêle, mais Golo l'en empêche ; lui, il croit que son écrivain de cousin est capable de redorer le blason de la famille.

Du reste, notre romancier devenu mécanicien n'oublie pas une seconde la mort de Celidora. Au contraire, elle revient sans arrêt dans le texte, bravant tous les tabous de la répétition, comme un accord de musique, « la mort de Celidora », à tout bout de champ, mais sans qu'on en sache plus. Il tient la note, mais ne joue pas davantage. Une secrétaire, Giulia, débarque un jour entre les flippers, apportant le manuscrit tapé du dernier livre d'Andreas. Il l'avait oublié, mais désormais c'est à elle, Giulia, qu'il s'adresse pour se plaindre de tout, de son éditeur, de cette sale ville de Vaubant, de la mort de Celidora, et ces imprécations, ces plaintes, ponctuées de « m'entends-tu Giulia », ce ressassement pathétique où la phrase donne parfois l'impression de presque fondre en larmes, a quelque chose de syncopé, de tout proche, d'intime, qui ressemble au jazz. Yves Ravey a sans doute lu Thomas Bernhard, il en a le goût de la rancune, les haines tenaces. Il a aussi quelques cousins en Amérique, du côté de Richard Brautigan, John Fante.

Le plus étonnant est qu'en passant, mine de rien, vers le milieu du roman, il laisse tout simplement tomber son sujet, se permet de continuer en roue libre avec un beau toupet (« *J'ai toujours dit à mon éditeur, qu'en tout état de cause, du lecteur, je n'en ai rien à faire. Tous ces écrivains qui nous entourent imaginent la réalité à leur avantage, et c'est vrai, souvent, dans le tourbillon de succès que suscitent leurs livres, la réalité est à leur avantage, mais personne n'imagine qu'un écrivain tel que moi écrit toujours dans l'adversité* »), comme pour prouver qu'un livre peut tenir debout par le style seul, sans même le prétexte du « sujet ». Pari tenu, certes. Il n'empêche, la fin est un peu faible, moins prenante que le début, le temps où l'on espère encore savoir ce qui est arrivé à Celidora. Parce que les lecteurs de romans désirent moins les tours de force que les histoires qui les emportent.

(1) Tous deux chez Maurice Nadeau.

HISTOIRES LITTÉRAIRES

par François Bott

Trafic de sentiments

LETTRES
de Valery Larbaud à Adrienne Monnier et à Sylvia Beach (1919-1933).
Correspondance établie et annotée par Maurice Saillet.
IMEC Editions, 364 p., 250 F.



L'AIMABLE Valery Larbaud obéissait à sa vocation cosmopolite. Il avait atteint la quarantaine au début des années folles. Il profitait de l'entre-deux-guerres, promenait un peu partout ses bonheurs et ses tristesses de luxe : la célèbre mélancolie des sleepings. Le voyage est « *un grand loisir affairé* », disait-il. Et même s'il paraissait fort occupé, il restait fidèle à son dilettantisme ou son amateurisme d'éternel rentier.

Il partait souvent, mais cela ne le guérissait pas de l'envie de partir. Cet homme très civilisé faisait quelquefois des rêves de « *wilderness* ». De désert. L'exotisme était son genre d'existence et son mode de pensée. Selon Paul Morand, Valery Larbaud savait « *établir des communications souterraines entre l'Allier et les plus lointains rios d'Amérique* ». Il empêchait de dormir les tranquilles rivières françaises.

De 1919 à 1933, il envoya des lettres et des cartes postales à ses amies Adrienne Monnier et Sylvia Beach, les libraires de la rue de l'Odéon. Adrienne Monnier tenait « La Maison des Amis des Livres », au numéro 7. En même temps qu'une librairie, c'était un cabinet de lecture et une bibliothèque de prêt. On venait rêver auprès du poêle, en dévorant tel ou tel livre. On prenait le thé avec Adrienne, et l'on se réchauffait l'âme en discutant de littérature. C'était une « *chambre magique* » où l'on rencontrait James Joyce, T.S. Eliot, André Gide et Valery Larbaud (1).

« Shakespeare and Company », l'établissement de Sylvia Beach, se trouvait au numéro 12, de l'autre côté de la rue. Cette « *librairie de langue anglaise* » était le rendez-vous des exilés. Fille d'un pasteur du New Jersey, Sylvia faisait, à Paris, l'apprentissage de la liberté. Elle vivait avec Adrienne, qui lui enseignait l'« immoralisme ». Elle avait des émotions d'écolière. Elle découvrait de nouvelles mœurs et d'autres façons de respirer. Elle était fort intriguée par la manière dont riait Valery Larbaud : « *Il frémissait sans bruit et rougissait.* » Elle considérait que les deux modèles littéraires qui s'offraient à sa génération étaient Barnabooth et Lafcadio, le personnage de Gide. Elle se demandait lequel choisir.

Les deux femmes faisaient également de l'édition. James Joyce leur coûta très cher. Sylvia publia la version originale d'*Ulysse*. Et Adrienne, la traduction française, qui avait été faite par Valery Larbaud, Auguste Morel et Stuart Gilbert. Il fallait de l'audace pour se lancer dans cette entreprise, mais les deux dames avaient la religion de la littérature. Adrienne offrait des « *rondeurs* » d'abbesse épicurienne, tandis que Sylvia gardait l'allure ascétique d'une fille de pasteur.

Valery Larbaud leur adressait des mots rapides. L'époque se dépêchait. Il se comportait comme elle. Il adoptait le style des télégrammes : « *Pardonnez-moi, j'écris à la hâte.* » Il écrivait de la rue du Cardinal-Lemoine, de Vichy, de Cambridge, d'Alicante, de Valbois dans le département de l'Allier, de Shoreham Beach dans le Sussex, de Bordighera en Italie, de la via Lazio à Rome, de l'hôtel Stella à Gênes, du lac de Garde, de Madrid, de Barcelone, du Grand Hôtel de Port-Navalo dans le Morbihan, du Grand Hôtel de Bretagne à Belle-Ile, de la Villa Albini à Marina di Pisa, de l'Albergo del Titano à Saint-Marin, de l'Albergo Corona d'Oro à Bologne, du zoo de Lisbonne, de la Villa Bianca à Rapallo et de Maastricht, où d'Artagnan avait trouvé la mort un dimanche de l'été 1673.

« *Longtemps Larbaud m'évoquera encore une somptueuse valise diplomatique, couverte d'étiquettes multicolores* », disait Jean Cocteau. C'est lui qui appelait Valery Larbaud « *l'agent secret des lettres* ». Cela convenait à l'inventeur de Barnabooth. On se demandait ce qui l'incitait à bouger tout le temps ainsi. Il faisait sans doute du trafic de sentiments. D'ailleurs, il le confirmait à travers ses missives, quand il s'interrogeait sur « *la dureté du cœur humain dans les climats les plus doux* ». Il célébrait ensuite les beautés de « *la vie monastique* ». Il vantait la saveur du miel de Sicile. Il se risquait à comparer les charmes du Bourbonnais et ceux de la Grèce. Il s'enthousiasmait à sa première lecture d'*Ulysse*, déclarant que c'était « *aussi grand que Rabelais* ». Il racontait qu'il menait, dans « *un coin perdu* » d'Angleterre, « *la parfaite vie du vieux voyou* ». Il avouait son admiration pour « *les jeunes filles à bicyclette* ». Il riait doucement en songeant à « *la Postérité* ».

Il se félicitait que Rome demeurât « *tout de même encore le pays des grandes dames qui posent nues pour leurs portraits et leurs statues* ». Il affirmait avoir descendu les rues de la Ville éternelle « *en courant et en récitant à très haute voix des vers de Catulle* ». Il regrettait, malgré tout, « *le climat des Ve et VIe arrondissements* ». Il annonçait qu'il allait passer « *un nouveau bail* » avec l'existence. Il faisait savoir qu'à Vichy, les masseurs pour dames étaient des aveugles et que cela « *troublait quelques femmes* ». Il décrivait son emploi du temps : la pêche, la littérature et les bains de mer. Il signait « *Votre Hippopotamus* », car il avait des affinités avec cet animal.

Il se plaignait de vouloir déchirer ce qu'il avait écrit durant une nuit blanche, et d'avoir des « *pensées de suicide* ». Il déplorait ses misères physiques et ses insomnies. Il se trouvait pris, par hasard, dans une révolution, à Lisbonne, et s'étonnait qu'il y eût, dans cette ville, des gens pour s'intéresser aux poètes français de la Renaissance. Il parlait toujours de son « *désir de mouvement et d'action* ». Il avait envie (pourquoi pas ?) de visiter Madagascar ou le Pérou. Puis il s'excusait de « *ces rêveries coloniales* »...

PAUL MORAND évoquait « *cette façon exquise, égoïste et voluptueuse d'organiser une vie monacale, errante et solitaire, de travail et de plaisir* ». Mais il ajoutait que « *le plus beau voyage* » de Valery Larbaud « *fut autour de sa chambre de la rue du Cardinal-Lemoine* ». L'auteur de *Fermina Marquez* avait créé la république intérieure la plus tolérante et la mieux tempérée du Ve arrondissement et du monde entier. Elle avait même son propre drapeau : jaune, bleu, blanc... Ces couleurs étaient aussi le titre d'un livre où Valery Larbaud exposait sa philosophie du voyage (2). Certes, il partait pour « *vivre plusieurs vies* ». C'était la seule manière de se connaître davantage. Il allait voir ce que devenaient ses états d'âme dans les autres pays... Mais le but secret de chaque voyage, c'était de pouvoir éprouver les plaisirs du retour. L'absence était « *la rançon qu'il fallait payer* » pour discerner les mérites et les séductions de la rue du Cardinal-Lemoine. Et regarder, un jour, la province ou les nations étrangères « *comme du haut d'une belle terrasse* ».

« *Au commencement de juin, je rentrerai, et prendrai un joli petit fiacre* », annonçait Valery Larbaud, le 15 avril 1922, à l'intention d'Adrienne Monnier. Hélas ! leurs relations allaient se détériorer à cause des problèmes d'argent. C'est toujours comme cela. Le ton des missives s'est transformé. La sécheresse a remplacé l'insouciance, et la « *Chère amie* » est devenue « *Mademoiselle* », à partir de 1930. Valery Larbaud s'impatientait. Il réclamait ses droits sur la traduction d'*Ulysse*. Il sentait peut-être déjà l'ombre de la maladie. Le 1er février 1933, Adrienne Monnier lui adressa l'état des ventes d'*Ulysse* : 169 exemplaires pour l'année 1932. Quelle misère !

En 1935, Valery Larbaud aurait une attaque et deviendrait aphasique. Il ne prononcerait plus aucune parole, lui qui considérait « *les beaux mots français comme des mots de luxe* ».

(1) Voir le livre de Shari Benstock : *Femmes de la rive gauche*, Des Femmes, 1987.

(2) *Jaune bleu blanc*, Gallimard, « L'Imaginaire », 1991.

La comédie mondaine

Philippe Dagen décrit Paris aujourd'hui : une fable sur l'effondrement des Lettres


NICOLAS GUILBERT

Notre collaborateur Philippe Dagen vient de publier son deuxième roman. Nous avons demandé à un jeune romancier de sa génération, Marc Lambron – prix Colette 1991 pour *la Nuit des masques* (Flammarion), – d'en rendre compte.

L'AGE D'OR
de Philippe Dagen,
Gallimard, 420 p., 155 F.

Philippe Dagen est, dirait-on, un homme d'extrémités. Son premier roman, *le Jugement dernier*, mettait en scène l'agonie d'un grand intellectuel parisien et les comédies du veuvage qui l'entourent. Tandis que le cadavre refroidissait, les langues vibrionnaient, les spasmes de haine s'habillaient de condoléances. On avait alors remarqué ce talent fait de rosserie urbaine et de satire sans pardon.

Après l'apocalypse, l'origine. Remontant du Jugement dernier à l'« Age d'or », ce deuxième roman assoit avec maestria ce qu'il faut bien appeler une manière. Dagen est chez lui dans le *sfumato* au vitriol, les enduits à la ciguë. *L'Age d'or* est une fable sur le bovarysme généralisé ou, ce qui revient au même, une description de la société littéraire telle que dans le sixième arrondissement de Paris elle s'incarne. Au centre de la toile, voici Antoine Terreau, trentenaire avantageux, expert en notules et encyclopédies, éditeur-correcteur dans une officine de littérature générale. L'homme a des relations, de l'ambition, est choyé par sa directrice, une certaine Fanette Bugle. Il couchotte avec une très bourgeoise Béatrice, *« colliers de pierreries, gorge opportunément découverte, manières réservées »*.

Mœurs de comices

Tout irait pour le mieux dans le plus petit des mondes, n'était ce monde : best-sellers frauduleux, trafic de théories, ermites professionnels. Toute *« l'aristocratie des penseurs publics »* y joue son rôle : être un autre pour les autres. Voici Calabazas, sorte de Garcia Marquez à ressorts, ayant troqué la jungle pour les crédences Louis XVI, traquant l'héritière dans les ruelles de Saint-Germain en mûrissant son discours de Stockholm. Voici Pertuiset, ancien combattant du structuralisme reconverti en *visiting professor*, ne jurant plus que par les ateliers d'écriture, l'informatique, les romans coproduits avec *sponsors* audiovisuels : la simonie WASP. Voici Chimsky, spécialiste du retrait médiatique, auteur publiquement secret, avec *« traités de la décadence et de la misanthropie, recueils d'aphorismes et de préfaces, très rare plaquette sur les peintures de sable des Navajos »*.

Le jeune Terreau n'est pas en reste : il a lu tous les livres, et les avances d'auteur sont tristes, hélas. Façonné par les Lettres, il veut devenir lui-même romancier. Mais lequel ? Malraux ? Dostoïevski ? Joyce revisité par Berlusconi ? C'est le dilemme de Zelig, beau comme un caméléon se promenant sur le liseré Gallimard. Terreau se regarde dans le miroir des œuvres, se sent perpétuellement toisé par un autre invisible qui écrit sa vie. Cet autre, c'est le romancier qu'il n'est pas. Les Lettres, c'est le désêtre. Que faites-vous, jeune homme ? J'écris *Paludes*. J'écris un roman sur le romancier que je ne peux manquer de devenir. Mystagogie, mythomanie, nostalgie, nous vivons dans une bibliothèque effondrée. Péripéties, truculentes et nombreuses, s'ensuivront au long des quatre cent vingt pages de *l'Age d'or*.

Voici donc Paris aujourd'hui : les mœurs de comices, les animaux primés, les reines d'un jour. L'intimidation systématisée, puisque personne ne lit vraiment – *« C'est un nom qu'il faut retenir, simplement »*. Et encore : le babil, les réputations à la corbeille, les filatures douces, les attentats au verre d'eau. Voici les femmes esseulées et fatales, de plus en plus belles et de moins en moins vues. Voici les hommes, très composés et très démunis dans le doux-amer cocooneux de la nacelle perdue. Comment ? Pouvez-vous me redire ça, je n'ai pas très bien compris. Oui, tout de suite. Horizon femme : sexe tantrique avec écrivain nobélisable. Horizon homme : échappée béate vers le Sikkim, double vie de Walter Mitty, dernières lignes de *l'Éducation sentimentale*.

Tout cela est impeccablement vu par Dagen. Comment la psychanalyse est tirée par les cheveux jusqu'au cœur des romans. Comment, réciproquement, les patients inventent des symptômes en forme de roman pour apaiser les psychanalystes. Le *head-shrinking* avec chèque en blanc. La prime à la solitude sonore. L'écrivain comme histrion mimant un mort. Les rêves d'amour en chromo sensurround : *« Nuit américaine avec des cris de bêtes, par derrière »*. Qui imiter ? Pose Céline ? Pose Genet ? Pose Kundera ? De qui être l'ombre, pour être autre chose qu'une ombre ? Comment composer, avec soi d'abord, pour les autres ensuite ? Qui sait lire ? Qui s'arroge le droit de lire pour les autres ? Qu'est-ce que l'opinion ? La rumeur ? Le jugement *dernier* sur un livre ? Qu'est-ce que la valeur ?

Retour ironique à Flaubert, donc. *L'Age d'or* est un roman sur la bêtise, sa vie, son œuvre : un dictionnaire des idées reçues. Vous pensez avoir une identité ? Vous êtes plutôt une traversée de langages, avec arrêt-cliché à chaque gare – voyez Pécuchet. Vous croyez aimer, mais c'est un mauvais roman qui chante en vous – voyez Emma. Lorsque, messieurs, Paris et vos compagnes vous désespèrent, vous rêvez immanquablement de voyages – voyez alors Frédéric Moreau.

A la fin du livre, Antoine Terreau n'y tient plus, il se retire dans un monastère du Ladakh pour écrire un essai *« post-scriptural et définitif »*. A nous les Dogons, les Bantous, Sri Aurobindo et l'androgyne primitif... l'Age d'Or. *Nada*. L'Asie elle-même n'est plus qu'un Luna Park. Cherche-t-on le Karma et l'Octuple Sentier, on trouve les Dupondt et les moustiquaires de Trigano. Lampions sous les paillotes. Tristes tropiques. Il faut revenir à Neuilly, encore et toujours. Selon Dagen, nous en serions là. C'est un état des choses. C'est ainsi. L'épique simulé, les plaisirs controuvés, des vies faites de romans recousus. Petites alchimies : le métal sublime changé en plomb. Le mérite de *l'Age d'or*, c'est de le dire avec relief, avec gaieté, sans trembler. Nécrologies, contemporains, hommes du jour et femmes du temps, c'est un roman qui fait place nette.

Marc Lambron

Mort et compassion

A CEUX QUI L'ONT AIMÉ
de Michel Manière.
POL, 122 p., 65 F.

Comment écrire la séparation et la mort, le deuil et la mélancolie ? Comment dire le plus grand chagrin ? Comment formuler la vie, en faire de la littérature, au plus près de ce qui d'abord la nie, la réduit à l'empêchement et au silence ?

A ces questions, Michel Manière n'apporte pas de réponses. Son livre n'est pas la solution d'un problème. C'est pourtant bien cette question, la douleur de cette interrogation qui rencontre le corps de l'ami mort, qui l'a fait écrire *A ceux qui l'ont aimé*. C'est bien cette question maintenue et répétée, dont rien ne peut distraire, qui donne au texte de Michel Manière sa beauté digne et avare de pathos, sa vérité bouleversée et poignante.

La maladie de l'ami, dont l'auteur décrit les étapes, de l'agonie à la mort, n'est pas nommée. Elle est celle qui hante l'actualité et une part de plus en plus repérable de la production romanesque. Mais le sida n'est pas la source funeste d'un genre littéraire nouveau. Il n'est pas une expérience commune, autour de laquelle se retrouveraient les membres d'un cercle d'initiés, invités à voir, dans un confort sans danger, l'autre mourir.

Ce que Michel Manière comprend, ce dont il fait la vivante expérience, dans sa révolte et son chagrin, dans son deuil, ce qui à la fois le pousse à écrire et le retient, dans cette dignité extrême, ce bouleversement, c'est la simple réalité d'un face-à-face avec l'agonie et avec l'amour : ce face-à-face a un nom, un nom qui fait peu de bruit, qui n'a nul besoin d'en faire beaucoup : la compassion.

La littérature n'est pas un déversoir, un exutoire des émotions. Elle est une montée au jour, à l'œuvre, à la parole. Michel Manière, au plus intime de l'expérience « compassionnelle », rend honneur à cette vocation.

P. K.

L'éveil à l'Histoire

Viviane Forrester se souvient de son adolescence dans les années 40 et de la révélation brutale d'être davantage juive que française

par Hector Bianciotti

CE SOIR APRÈS LA GUERRE
de Viviane Forrester.
Jean-Claude Lattès.
238 p., 119 F.

La nuit n'était plus tendre sur la Côte d'Azur, les yachts prenaient le large, des touristes fuyant vers Bordeaux croisaient le cortège intermittent de grosses cylindrées en provenance de Paris... Parmi celles-ci, la Chrysler des Louis-Dreyfus, la famille de Viviane Forrester, alors âgée de quinze ans et qui, aujourd'hui, se souvient, non sans ironie, de leur exode de luxe, de l'insouciance aventureuse des premiers jours, mais aussi de la révélation soudaine, brutale, d'être davantage juive que française – les lois de l'épuration raciale ne laissant à ses yeux aucun doute quant à la finalité du conflit : l'extermination pure et simple des juifs. *« Nous étions son vrai sens, sa spécificité (...). La lie de la terre c'était nous. »*

Quand le romancier travaille, c'est souvent l'adolescent d'autrefois qui le soutient et le pousse à s'abandonner au plaisir de sa rêverie, à dresser les échafaudages de la fiction qu'étayent des souvenirs épars, des sensations, des instants de vie devenus presque impersonnels. Jusqu'au moment où l'écrivain s'aperçoit que celui qui lui souffle tel mot, lui suggère tel dénouement, s'avance pour de bon du fond des années, exigeant qu'il assemble les pièces du puzzle afin de recomposer son vrai visage.

Qui saurait tracer la frontière entre l'expérience et la mémoire, entre la mémoire et la création ? Déjà dans *les Allées cavalières* (1), roman, mais surtout biographie de sa mère, Viviane Forrester évoquait la maison natale – où Debussy avait vécu et composé à loisir, et où il est mort. Et du même coup nous avions une idée de la fillette choyée par une nourrice italienne au grand cœur, mais vivant pour ainsi dire à l'écart de ses parents, dont elle attendait le passage, le soir, dans la nurserie.

Ici, elle part à la rencontre de l'adolescente qui, un livre sur le guidon de sa bicyclette, pédalait le long du bord de mer en direction de la somptueuse demeure de Rochelongue, retour du lycée, ou de ses cours d'art dramatique où, à l'insu des siens, elle tâchait d'accomplir sa vocation secrète, qui était d'incarner sur scène les grandes héroïnes : *« Vers quoi allait-elle ? Ai-je seulement tenté de l'y conduire ensuite ? Mon Dieu ! Savoir ce qu'était une page pour elle, les promesses d'un ouvrage. Penser une seule de ses pensées (...). Retrouver une seule de ses sensations... »*

Cette exigence au fond du cœur, cette peur de voir réduite son existence – et du coup la vérité même de l'être – à ce que l'on a manqué, aux erreurs commises, à l'errance, se trouvent, certes, à l'origine de ce livre. Mais l'adolescence de la romancière, en dépit de l'éblouissement des premières amours, fut, avant tout, la lente montée en elle de sa mémoire ancestrale – *« c'est si long de rejoindre ce que l'on a toujours su »* – alors que, de l'autre côté d'une frontière fluctuante, la guerre, battant son plein, cessait de lui paraître *« aussi irréelle qu'un mirage »*, quelque chose qui n'atteindrait jamais la Riviera où, au demeurant, soit dit au passage, l'occupant italien faisait obstacle à l'application des lois de Vichy autant que cela se pouvait.

Et pourtant les instances officielles tant révérées par ses parents traitent désormais ceux-ci de « pourriture » ; les murs, les affiches, les écrans de cinéma, la radio le proclament : on les réclame, plus grave encore, on les souhaite. A Treblinka, à Birkenau, à Dachau. Ensuite, à mesure que les mois s'écoulent, de nombreux membres de la famille disparaissent et finissent on devine bien où, quand ils ne sont pas gazés dans le train même qui les emporte vers la « solution finale ». Tandis que le petit cousin, Georges-André Kohn, douze ans, est transféré au camp de Neuengame *« pour servir de cobaye au « docteur » Mengele, avant d'être pendu dans une école de Hambourg avec dix-neuf autres enfants »*.

Dans le précieux ouvrage qu'elle consacra à Van Gogh (2), Viviane Forrester avait isolé, comme une pièce maîtresse, comme la clé livrant accès au destin du peintre, un mot de celui-ci : *« Il est meilleur que je sois comme n'étant pas. »* Ce n'est pas par hasard qu'elle fit un sort à cette phrase ; ces quelques syllabes dénichées dans la volumineuse correspondance de l'artiste résumaient bel et bien l'expérience capitale de son adolescence : l'éveil à l'Histoire, la prise de conscience de ses atrocités. Et de tels sentiments la quitteraient si peu à l'avenir qu'elle finirait par s'imaginer coupable d'être encore là, *« de n'avoir pas été piégée comme tant d'autres, de ne pas les avoir rejoints dans les camps qui* [l'] *avaient attendue »*.

Et pourtant de tout cela s'élève comme une rumeur de colère sombre et de chanson, peut-être parce que, le livre refermé, on ne sait plus qui des deux s'est exprimée dans ces pages – si émouvantes et souvent drôles – de l'écrivain poussé par la nécessité de les écrire ou de la toute jeune fille soupçonnant le pire, mais encore enjouée et persuadée, par intervalles, que la vie ressemblerait à ses songes.

C'est quand la vie n'y parvient pas que l'on écrit certains livres tel celui-ci, mémorial à la fois public et intime, travail littéraire et œuvre de piété.

(1) Acropole, 1982.
(2) Seuil, 1983.

Un sursis long comme la vie

Après la guerre, le héros de Silvain Reiner est accablé par la « faute » d'avoir survécu

LE SURVIVANT MALGRÉ LUI
de Silvain Reiner.
Manya, 345 p., 98 F.

Ceux qui ont subi les persécutions au temps de l'Occupation n'ont pas encore tous disparu ; bientôt, il ne restera plus personne pour raconter les fuites et les traques, l'indifférence de celui resté à l'abri d'un pays neutre et le sentiment confus de culpabilité du rescapé. C'est pourquoi, après les œuvres fondamentales d'Ana Langfus, de Primo Levi, de Piotr Rawicz, d'André Schwartz-Bart, d'Elie Wiesel, des livres plus récents comme ceux de Viviane Forrester, Ana Novac, Boris Schreiber et celui de Silvain Reiner, miroirs des conséquences lointaines de la catastrophe, sont tout aussi nécessaires. Puissent-ils endiguer, par la puissance de leur cri, les remontées de la haine aussi bien dans notre univers confortable que sur les ruines de l'empire du froid qui vient de s'effondrer.

Découvert par Joseph Kessel, Silvain Reiner, auteur d'une vingtaine de romans et récits, nous raconte aujourd'hui l'histoire d'une longue et insoutenable survie. En 1942, Daniel sort de l'adolescence. Il décide de rester en zone libre, mais ses parents, les Lander, retournent à Paris. Ils disparaîtront à Auschwitz. Leur fils promènera son inconscient accablé par la « faute » d'avoir survécu d'un asile à l'autre, d'une chambre de bonne à l'autre. Dans le sillage d'une après-guerre frénétique qui s'enlise dans le conformisme bien-pensant des consciences « innocentes », Daniel deviendra écrivain ; certains de ses livres connaîtront même le succès. Ce n'est pas le cas de son mariage, où les déséquilibres profonds s'équilibrent pour soutenir un édifice bancal.

Trois fils, dont l'un du premier lit de l'épouse, le premier drogué, le deuxième voleur et le troisième indifférent, témoignent que la malédiction du passé trouve parfois quelque écho dans le désarroi des générations futures. Au milieu de ces désastres, celui de la vie et celui de la mémoire, le narrateur, toujours hanté par sa condition de condamné en sursis, se débat pour écrire et réécrire trois romans à la fois, tous ratés. Cet itinéraire n'aboutira cependant pas à l'impasse.

Dans le cabinet du psychanalyste, et grâce à la parole libératrice de l'un de ses fils, les tourments de Daniel prendront fin. Ce sera comme une victoire de la vie sur les séquelles du génocide. C'est un texte puissant et poignant – où l'humour, l'auto-ironie et le désespoir se mélangent – que nous propose aujourd'hui Silvain Reiner.

Edgar Reichmann

CIVILISATIONS

L'historien de tout l'Orient

Des rééditions viennent rappeler la force de René Grousset, disparu en 1952, et marquer la fin de son « purgatoire »

HISTOIRE DES CROISADES ET DU ROYAUME FRANC DE JÉRUSALEM
de René Grousset. Préface de Jean Richard. Perrin. 2500 p. en trois volumes. 480 F le coffret.

L'EMPIRE DES STEPPES Attila, Gengis Khan, Tamerlan
Payot. 655 p., 170 F.

L'EMPIRE DU LEVANT Histoire de la question d'Orient
Payot. 656 p., 180 F (en librairie le 12 mars).

LE CONQUÉRANT DU MONDE Gengis Khan
Albin Michel. 365 p., 85 F.

L'AME DE L'IRAN
Ouvrage collectif que René Grousset codirigea en 1951 avec Louis Massignon et Henri Massé. Albin Michel. 270 p., 98 F.

SUR LES TRACES DU BOUDDHA
Préface d'André Bareau., L'Asiathèque (libraire-éditeur. 6, rue Christine, 75006 Paris). coll. « Routes de la soie », 265 p., 145 F.

BILAN DE L'HISTOIRE
Préface de Robert Aron. Desclée de Brouwer, coll. « Les îles », 310 p., 128 F.

Avant la télévision, des quinze ou vingt mille pages de l'œuvre de René Grousset, gigantesque monument élevé à la gloire d'un continent entier, de Pékin à Beyrouth, on pouvait même extraire des contes vrais pour donner aux enfants le goût de l'Histoire, de l'Orient, de l'ailleurs. De l'éducation agreste de Gengis Khan en Transbaïkalie au pathétique enfant-roi lépreux de Jérusalem *via* la jeunesse princière du Bouddha, les thèmes séducteurs ne manquaient point, portés par une écriture classique, mais très souple, sous-tendus par une érudition fluviale mais ne débordant jamais, animés par l'idée que la volonté et les passions humaines influencent primordialement l'aventure des nations. Grousset, en effet, resta toujours de marbre face à la vision marxiste du monde.

Ce dernier point, aggravé – si l'on ose dire – par le fait que Grousset ne fut pas universitaire (il n'alla pas plus loin qu'une licence d'histoire, obtenue, il est vrai, sous l'égide du médiéviste Joseph Calmette), explique sans doute en partie le long exil posthume d'un historien orientaliste – plus précisément d'un historien de tout l'Orient – disparu en 1952, alors entouré encore d'un respect quasi universel : même Hirohito, l'empereur du Japon, avait tenu à le rencontrer en 1949.

Certes, un des éditeurs de l'académicien (le Quai Conti l'élut en 1946), Payot, continua assez stoïquement à maintenir à la disposition du public *l'Empire des steppes* (1939) et *l'Empire du Levant* (1946), études pillées en silence par tant d'auteurs déjà oubliés ; certes, quelques professeurs à Sciences-Po ou ailleurs persévérèrent, bravant les modes intellectuelles, à recommander à leurs étudiants ces synthèses magistrales, vivantes comme un marché persan, solides comme la Muraille de Chine. Mais Grousset n'était plus dans la note.

L'hommage pontifical

Et puis, la roue idéologique a tourné. Les éditeurs se sont alors «gratté la tête»; une petite-fille du savant, Reine Carducci, qui, depuis Rome où elle vit, se démenait de longue date pour feu son aïeul, a enfin été entendue à Paris ; *last but not least*, durant la crise du golfe Persique, la presse nord-américaine (notamment le *New York Times* du 26 janvier 1991) s'est référée à Grousset à propos du parallèle abusif entre Saddam Hussein et son lointain compatriote, le chevaleresque sultan médiéval Saladin. Comme quoi rien n'arrête un retour en grâce : la Yougoslavie en pleine liquéfaction a édité en 1991 *l'Empire des steppes* en serbo-croate...

Alors que le centenaire de l'historien français, en 1985, n'avait guère été salué que par Jean-Paul II et le cardinal Lustiger, *« en hommage à une œuvre scientifique qui a particulièrement servi la compréhension entre l'Orient et l'Occident »*, le quarantième anniversaire de sa mort est marqué par le tir groupé que figure la republication, sous sept enseignes différentes, de huit des principaux titres de Grousset ; certains, comme *Bilan de l'Histoire*, avaient même disparu du marché de l'occasion.



HARLINGUE-VIOLLET

René Grousset : un génie de la reconstitution

Huit ouvrages totalisant quelque 5 500 pages (1), que nous avons, ces derniers mois, pris un plaisir intense à découvrir ou redécouvrir, car leur capacité de résurrection du passé – n'est-ce point là la fonction première de l'historien ? – est de bout en bout surprenante.

On galope avec les conquérants asiates, on devient l'un d'entre eux ; on chemine de l'Himalaya à la Malaisie avec les pèlerins chinois, on passe dans leur peau et leur esprit (*Sur les traces du Bouddha*, 1929) ; on revit la geste franque au Levant. Après avoir lu d'une traite cent pages de cette trempe, on se surprend parfois à expédier ses tâches quotidiennes, pour vite revenir à des ouvrages pourtant fondés avant tout sur l'étude à la loupe, quelquefois presque maniaque, des textes anciens et des découvertes archéologiques.

Car, à l'exception de deux grands périples au Proche-Orient et en Iran d'une part, en Asie jaune de l'autre, cet orphelin d'une famille catholique aisée du Languedoc intérieur, élève des jésuites de Montpellier, gravement blessé à la guerre en 1915, auteur l'année précédente d'une *Histoire de l'Asie* en trois tomes, qui d'emblée le fit remarquer (et jalouser : de quoi se mêlait ce *« fonctionnaire des Beaux-Arts ? »*), ce père de famille rangé à la moustache bien taillée, passa quasiment toute sa vie à Paris, entre les musées Cernuschi et Guimet, qu'il dirigea, et dont les trésors d'Asie furent souvent les points de départ et d'appui de ses recherches.

Une intuition stupéfiante

Ce «travail de cabinet» et l'ignorance de Grousset en chinois, persan et arabe, en dehors bien sûr de la philologie scientifique, lui ont été reprochés. Pourtant, le miracle est là, dans ce véritable génie de la reconstitution, vanté par tous ses amateurs, de Robert Aron à Philippe Ariès ; dans ce qu'il faut bien appeler une stupéfiante *intuition* pour remettre en action des peuples, des paysages, des monuments que le chercheur n'avait jamais vus.

En somme, une sorte de magie qui naturellement ne s'apparente jamais à quelque «histoire romancée» ; une magie née de l'alchimie entre une profonde érudition, un recours à d'excellents linguistes, une observation très attentive des œuvres d'art et des clichés, par exemple ceux tout à fait exceptionnels de la Suissesse Ella Maillart (née en 1903) dont on vient opportunément de publier un choix de photos asiatiques (2).

«Groussetophile», l'islamologue franco-algérien Slimane Zeghidour pense que *« le secret de Grousset, c'est qu'il est parvenu à établir entre lui et les héros de ses livres une sympathie au sens premier du terme, c'est-à-dire qu'il en est venu à partager leurs sentiments et leurs souffrances après les avoir reconstitués. »*

Dans le large échantillon de l'œuvre groussetienne de nouveau disponible, entre le sommet et la somme représentés par l'inégalée *Histoire des croisades* (2500 pages) et l'espèce de guide pour un voyage intelligent en Asie bouddhique composé dans *Sur les traces du Bouddha*, il faut souligner l'originalité, par les temps actuels, d'un livre comme *Bilan de l'Histoire*, sorti en 1946. L'auteur l'avait désigné comme son testament d'homme et d'intellectuel. Ce *« chef-d'œuvre de la pensée historique* [dû à] *un historien complet, homme sans parti pris, sans œillères et sans* a priori » (préface de Robert Aron) que d'aucuns ont comparé à Tite-Live, Tacite ou Bossuet, forme des pages d'une fraîcheur absolue, en dépit de l'avertissement saugrenu de l'édition de 1991 : *« Des événements et des hommes, d'actualité à l'époque, le sont moins aujourd'hui »*... C'est pourtant de Démosthène ou de Pascal et non pas de Georges Bidault que nous entretient Grousset !

Sans œillères, Grousset l'est tout au long de sa bibliographie, qui, comme il le confia un jour à un publiciste, est aussi quasiment toute sa biographie. Mais l'homme qui, contre les idées reçues, avait osé soutenir – et démontrer – que les croisades si décriées permirent entre autres de retarder de deux siècles et demi – dix générations ! – la prise de Byzance et l'avancée de l'islam turc vers l'Europe balkanique, cet homme finalement s'assumait d'abord comme chrétien.

Catholique à l'opposé de l'ostentation, à l'occasion non conformiste lorsqu'il s'agit de défendre son ami Teilhard de Chardin, censuré par Rome, Grousset exprime pleinement, à la fin de *Bilan de l'Histoire*, son *« espoir unique »* dans le christianisme, face, non pas à *« la fin de l'Histoire »*, mais au *« monstrueux néant »* qu'il voit venir. Pour l'individu et pour le scientifique, une seule voie : *« la révolte de la raison et du cœur, la défense de l'esprit »*, passant, plus que jamais, par le message de la Croix. Autrement dit, cet historien attaché aux enseignements christiques, à l'heure où il semble commencer sous nos yeux une carrière *post mortem*, rejoint d'une certaine façon l'«athée mystique» Malraux, après avoir de son temps été une sorte de «Valéry croyant».

Semblable à l'immensité continentale qu'elle couvre, l'œuvre de l'orientaliste est cependant assez vaste pour que ceux restés perplexes ou réticents devant la philosophie personnelle de l'auteur puissent, sans partager ses convictions, remonter, avec profit culturel garanti, dans l'épaisseur asiatique, du Pont-Euxin à la mer du Japon, en compagnie du plus érudit des maîtres.

Jean-Pierre Péroncel-Hugoz

(1) Balland annonce la réédition de *Figures de proue, d'Alexandre le Grand au Grand Mogol*, avec un avant-propos de Slimane Zeghidour (335 p., 130 F).

(2) Ella Maillart, *la Vie immédiate*, photographies en noir et blanc, textes de Nicolas Bouvier, post-face de Charles-Henri Favrod, directeur du Musée de l'Elysée, à Lausanne. Coédition Payot-24 Heures, Lausanne, 200 p. grand format, 395 F.

★ **Signalons par ailleurs la réédition de *Mahomet et Charlemagne*, une œuvre posthume du grand historien belge Henri Pirenne (1862-1935) publiée en 1936, dans la collection « Quadrige », aux Presses universitaires de France (220 p., 48 F). C'est dans cet ouvrage, vite devenu classique, que Pirenne a démontré comment l'irruption de l'islam au septième siècle a brisé sans retour l'unité méditerranéenne que les invasions germaniques avaient laissée subsister.**

HISTOIRE LITTÉRAIRE

Le point de vue de Dieu

Admiré par Claudel, Bernanos et Michaux
Ernest Hello voua sa vie à un catholicisme intégral

PAROLES DE DIEU Réflexions sur quelques textes sacrés
d'Ernest Hello. Texte présenté par François Angelier. Ed. Jérôme Millon, 252 p., 135 F.

Le nom d'Ernest Hello n'éveillera aujourd'hui que peu d'échos. Il n'en éveilla guère non plus du vivant de celui qui le portait, il y a un peu plus de cent ans, malgré ses efforts et ses appels. Ou bien était-ce, est-ce encore, l'écho d'un rire, d'une moquerie grossissant le trait, réduisant l'homme à sa propre caricature ?

Loin des séductions naturelles ou entretenues, Ernest Hello se voua esprit et âme à un catholicisme qui ne pouvait, à ses yeux, qu'être intégral ; un catholicisme total et totalisant. Il ne conçut et n'adopta qu'un seul point de vue : celui de Dieu. Son œuvre – une vingtaine de volumes, y compris les posthumes, composés de reprises d'articles, d'essais, de vies de saints, de traductions (1), d'un recueil de contes sans valeur – témoigne de ce souci exclusif ; non seulement exclusif, mais renvoyant tout ce qui ne relevait pas de lui dans les marges de l'accessoire. L'histoire du monde et des hommes, hors de cette perspective, n'était pour Hello que le dévoiement de ce que Kierkegaard, peu de temps auparavant, appelait l'*« unique essentiel »*. A la révolte mortelle contre la volonté divine, il n'y avait à opposer que ce Dieu dont la gloire aurait dû, absolument, informer et déterminer le sens de l'existence humaine.

Il est difficile d'imaginer jusqu'à quelles conséquences, jusqu'à quelle folie peut-être, Ernest Hello poussa cette idée, s'y conforma et consuma. Sa vie, sans relief, pauvre au point d'en être presque invisible – il naquit à Lorient en 1828 et y mourut en 1885, – semble avoir été l'expression fidèle de cette consumation. Nourri des Écritures et des mystiques, le catholicisme d'Hello ne souffre pas, ou fort peu, des arrière-pensées idéologiques de son temps. A l'écart des ultramontains ou du combat d'un Louis Veuillot, Eglise et non parti, la religion d'Hello était la voie qui menait hors du monde et du siècle, qui affranchissait le croyant en vue de la seule éternité. Dans Hello, remarquait Barbey d'Aurevilly, *« l'homme est confisqué au profit de Dieu »*. On ne saurait mieux dire.

« Ecrivain désorbité »

Mais un homme, surtout, sut parler d'Ernest Hello, lui rendre justice – à sa manière (2). De dix-huit ans son cadet, Léon Bloy commençait sa carrière tonitruante dans les lettres au moment de la mort d'Hello. Rien, humainement ni psychologiquement, ne rapprochait les deux écrivains : le premier débordait d'énergie virile et de rage flamboyante, vitupérant tout ce qui lui tombait sous la plume – y compris certains aspects de la personnalité de son ami : le second, qui n'avait pas la veine polémique, demandait qu'on lui reconnût le *« monopole d'une faiblesse infinie »*. Leurs styles respectifs peuvent être perçus dans un contraste aussi violent : baroque et ardent, presque constamment batailleur, chez Bloy ; pauvre, essoufflé, itératif, inspiré par le seul motif intérieur, chez Hello. En revanche, une foi commune, des visions spirituelles et théologiques proches les animaient. L'étude approfondie de l'amitié et de l'influence religieuse d'Ernest Hello sur Léon Bloy serait d'ailleurs passionnante.

Comme sa personne, l'œuvre d'Hello est tombé dans un oubli presque parfait. Claudel, Bernanos, et jusqu'à Henri Michaux (3), peuvent bien avoir exprimé leur admiration, ou leur dette, à l'égard de l'*« écrivain désorbité »* (Bloy) : rien n'y fit. Aussi faut-il saluer la réédition du livre le plus achevé, le plus composé, d'Ernest Hello, *Paroles de Dieu*, datant de 1877. Il s'agit d'une suite de libres *« réflexions »*, de méditations plutôt, ou encore d'élévations sur les mystères que recèlent l'Ancien et le Nouveau Testament.

Commentant la parole sacrée, Hello la prolonge, en amplifie l'écho symbolique, met en lumière sa signification cachée. Il y a ainsi, parmi beaucoup d'autres, des pages admirables sur les larmes, la pauvreté, la peur... Il ne se place pas devant cette parole, il se coule, se fond en elle pour mieux la porter : *« Ici nous allons voir une grande harmonie, un grand spectacle. Nous allons voir le commencement et la fin du monde s'embrasser. Tous les actes de justice, toutes les interventions sont des ombres de la justice dernière... »*

Léon Bloy écrivait à propos de Hello : *« On le voit s'arrêter subitement devant un texte comme on s'arrête devant un homme extraordinaire, et cette clameur du ciel, il la répercute aussitôt en poussant des cris de la terre. Il renvoie sur ce texte toutes les flammes qui viennent de s'allumer en lui pour qu'il éclate comme la foudre. (...) Il sent à des profondeurs inconnues le néant de la parole de l'homme en présence de la Parole de Dieu et dénonce à toute page le blasphème effrayant de l'antagonisme supposé par l'orgueil. Enfin, il n'en revient pas que Dieu ait parlé et que les hommes aient trouvé ensuite quelque chose à dire. »* Le point à partir duquel la vision est donnée, retransmise et déployée est bien celui d'un anéantissement : l'homme de lettres s'efface au seul profit du Verbe.

Patrick Kéchichian

(1) La traduction d'Ernest Hello du *Livre des visions et instructions*, d'Angèle de Foligno, vient d'être rééditée en « Points-Seuil » (n° Sa 39) (voir « le Monde des livres » du 1er avril 1991).

(2) Les deux textes de Léon Bloy sur Hello figurent dans le volume II des *Œuvres* de cet auteur (Mercure de France, 1964).

(3) Dans la revue *le Disque vert*, en 1925, il écrivait : *« J'ai aimé sans restriction ni explication deux hommes : Lautréamont et Ernest Hello. Le Christ aussi, pour dire vrai. »*

Encyclopaedia islamica

DICTIONNAIRE ENCYCLOPÉDIQUE DE L'ISLAM
de Cyril Glassé. Traduit de l'anglais et adapté par Yves Thoraval, préface de Jacques Berque. Bordas, 500 p., dont 32 hors-texte en couleurs pour les photos, cartes et généalogies, 400 F.

Certes les islamologues de graphie française contribuent largement à cette vieille entreprise toujours recommencée de l'*Encyclopédie de l'islam*, ouvrage à multiples volumes, coûteux, extrêmement savant et tout à fait indispensable pour un travail un peu précis sur l'espace musulman.

Cependant le grand public francophone demande depuis longtemps un dictionnaire spécialisé sur l'islam, en un volume, d'accès facile et de prix abordable. Eh bien ! l'orientalisme français contemporain, si fécond, si riche en plumes expertes ne s'est pas donné la peine de se livrer à cette tâche peut-être un peu ingrate mais ô combien nécessaire...

Yves Thoraval, du département arabo-islamique de la Bibliothèque nationale, a donc traduit et adapté de l'anglais le *Dictionnaire encyclopédique de l'islam* publié à Londres en 1989 par Cyril Glassé, né en 1944, auteur notamment d'un guide en anglais (non traduit) sur le pèlerinage à La Mecque, qu'il a effectué en 1977, s'étant converti à la religion du Prophète.

L'éminent arabisant Jacques Berque estime, dans sa préface à l'édition française, que cette mini-encyclopédie *« donne une information concise et pourtant sérieuse et suffisamment approfondie de l'islam »*.

Admettons... Mais du fait de l'Histoire le lecteur français ou de mouvance française sera évidemment plus exigeant – pour ne citer qu'un exemple – sur l'article «Maroc» que sur le *kachkoul*, timbale des derviches des Indes, ou sur le premier ministre Tafewa du Nigéria assassiné en 1966. Or le royaume chérifien occupe quatorze lignes, le kachkoul vingt-deux et Tafewa seize...

Néanmoins, nous indique Yves Thoraval, des efforts ont été réalisés pour augmenter certaines rubriques familières au lecteur francophone : ainsi les maronites, d'ailleurs assez bizarrement qualifiés de *« secte chrétienne du Liban »*, ont droit à cent trente-six lignes mais les coptes d'Egypte sont limités à dix-neuf lignes ; les Berbères sont expédiés en vingt-neuf lignes ce qui est peu pour des mahométans constituant la première source de l'immigration maghrébine en France.

Notre insatisfaction n'aura pu que s'accroître en constatant que cette «traduction» ne s'est pas toujours étendue, loin de là, à la transcription française classique des termes arabes, à laquelle l'utilisateur moyen est habitué ; ne cherchez donc pas *« chiites »* ni *« chah »* ni *« charia »* (loi islamique) car ils figurent à *Shiah, Shah ou Shariah* et ainsi de suite. Même «kachkoul» est logé à *kashkul*, au cas où ce terme rarissime aurait suscité votre curiosité...

J.-P. P.-H

LA PROPENSION DES CHOSES
Pour une histoire de l'efficacité en Chine
de François Jullien.
Seuil, coll. « Des travaux », 290 p., 170 F.

ÉLOGE DE LA FADEUR
A partir de la pensée et de l'esthétique de la Chine
de François Jullien.
Philippe Picquier, 142 p., 85 F.

PHILOSOPHIES

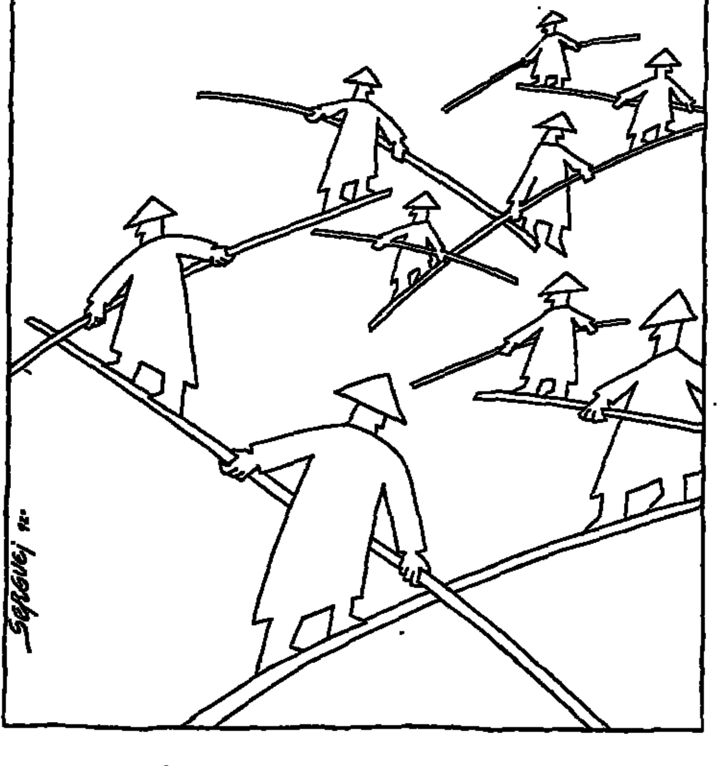
par Roger-Pol Droit

Paradoxes de Chine

C'EST entendu : il n'y a pas de philosophie en Chine. On n'y trouve pas ce que les Grecs, et l'Europe à leur suite, ont élaboré : spéculations métaphysiques, constructions de concepts, échafaudages de systèmes théoriques. Même les évidences qui sont les nôtres (telles les oppositions du statique au dynamique, de la fin au moyen, de la cause à l'effet) s'estompent ou s'absentent. Or c'est une civilisation lettrée, hautement polie, intelligemment déliée. Elle abonde en réflexions diverses sur la stratégie, le pouvoir politique, l'esthétique, la sagesse, le cours de l'Histoire ou le fonctionnement de la réalité. Comment de telles pensées s'agencent-elles, hors du cadre de nos repères ? Si l'on parvenait à en restituer les intuitions centrales et la cohérence interne, ne serait-il pas possible de *« relire notre philosophie du dehors »*, d'apercevoir par contraste les «partis pris» de la pensée occidentale ? Nous cesserions alors d'être évidents pour devenir étranges à nos propres yeux...

François Jullien se consacre à cette tâche éminemment philosophique, dont les enjeux dépassent la sinologie érudite. Ce normalien, agrégé de lettres classiques après des études à Pékin et à Shanghaï, des séjours à Hongkong et à Tokyo, enseigne aujourd'hui la langue et la littérature de la Chine classique à l'université de Paris-VII. En s'attachant à comprendre la mentalité chinoise pour mieux interroger la nôtre, il a un œil ailleurs, l'autre sur nous. La merveille est que ce strabisme culturel donne plus à voir, et plus nettement, que bien des ruminations de nos traditions. On avait commencé à s'en rendre compte avec le précédent ouvrage de François Jullien (1). Avec *la Propension des choses*, la démonstration devient éclatante.

Son point de départ est fort ténu. François Jullien ne s'attache pas à un grand auteur, ni à une notion que les Chinois eux-mêmes tiendraient pour centrale. Il suit un terme assez courant, presque banal : *che*, embarrassant par la diversité de ses sens. Ce mot peut, en effet, se traduire suivant les contextes par « position » ou par « circonstances », par « pouvoir » ou par « potentiel ». La cohérence de cette notion polymorphe est en soi une énigme. En s'employant à la résoudre, François Jullien part de cette difficulté microscopique pour brosser, par touches successives, le tableau d'une intuition fondamentale qui soustend toute la pensée chinoise.



De proche en proche, en suivant les sens et usages du *che* dans les traités de stratégie, les théories du despotisme, de la peinture, de la poésie, etc., François Jullien montre qu'ils tournent autour d'une conception centrale : un mouvement interne anime sans cesse les situations. En chacun des processus naturels et humains, une tendance opère spontanément. La réalité évolue donc d'elle-même, automatiquement, par le jeu du dispositif mobile qui la constitue, sans laisser de place à un choix libre ou à une action autonome.

Du coup, la conception de l'efficacité en tout domaine est au plus loin de la nôtre. Nous jugeons efficace l'action qui atteint le but qu'elle s'était fixé, qui produit le résultat escompté en s'imposant à la réalité par des moyens adéquats. Etre efficace, en Chine, ne consiste pas à imposer sa volonté aux choses mais à épouser leur propension, à se glisser dans leur cours continu, oscillant et fluide. L'essentiel n'est plus le projet et sa mise en œuvre, mais le discernement du moment propice, l'utilisation « passive » des processus inéluctables dont le déroulement fait le monde.

Soit la stratégie. S'il est un domaine où l'efficacité opère, c'est bien celui-là, mais elle n'a rien à voir, en Chine, avec la rencontre directe, frontale, brève, éclatante, décisive d'un seul coup, dont les Grecs avaient fait leur idéal tragique et guerrier. Le stratège chinois s'applique à éviter l'engagement armé. Il y préfère la destruction indirecte, précoce, où son intervention, à la limite, n'apparaîtra pas.

Ni effort ni prouesse : plus tôt et plus exactement le stratège aura discerné le *che*, le *« potentiel né de la disposition des choses »*, mieux il sera en mesure, avec le moins possible d'actions, d'obtenir le plus possible de résultats. S'effacent l'individu et ses vertus héroïques ; ce ne sont pas le courage et l'ardeur qui décident du sort des batailles. La dynamique interne et changeante des circonstances agit seule et produit même les vertus. La victoire revient à celui qui saisit avant tous de telles fluctuations d'abord infimes, et passe souplement, comme sans volonté, d'une tactique à son contraire.

Il faudrait pouvoir reprendre chacun des registres, suivre le *che* dans l'analyse du pouvoir politique où il désigne la position hiérarchique, à la fois place et puissance, qui engendre et maintient l'ordre social. Il faudrait détailler au cœur de l'esthétique, dans la calligraphie ou le poème, la finesse du jeu, des tensions internes, des oscillations par alternance qui en forme la trame. Il faudrait aussi pouvoir suivre les subtilités du *che* parmi les théoriciens de l'Histoire.

Car « la Propension des choses » peut alors jouer le rôle d'une tendance souterraine de longue durée, d'une forme de rationalité masquée par la surface des événements. Cette conception, qui pourrait rappeler celle de Hegel, en est cependant très éloignée. Car la Chine ne pense ni le progrès ni l'achèvement de l'Histoire : la somme de civilisation et de barbarie est constante. Crises et transformations se succèdent, mais aucune révolution ne peut venir casser en deux l'Histoire du monde.

Ce que François Jullien fait découvrir en Chine, c'est finalement une pensée où la réalité se suffit à elle-même. On ne s'y inquiète ni des débuts ni du dénouement. Il n'est nul besoin de forger des mythes à leur propos. L'esprit chinois demeure étranger à l'opposition de la théorie et de la pratique, à la distinction entre le monde des idées et le monde sensible, à l'antagonisme du statique et du dynamique, à l'interrogation sans fin sur les causes, à la fascination de l'éternel et des au-delà immobiles.

Ce qui fait la trame de notre histoire philosophique n'est pas son souci. Concevant la réalité comme un perpétuel devenir, une transformation continue, une incessante transition, il la voit sans drame. Car le mouvement des choses possède son ordre interne. Inutile d'aller le chercher ailleurs, de le construire par abstraction. L'ordre se donne, naturellement, au sein de processus autorégulés dans une immanence totale et sans reste. Tout ce qui est en puissance passe inéluctablement à l'acte, sans manque ni désir.

C'EST pourquoi le sage en Chine n'a pas à être « maître de soi », mais à devenir feuille au gré du vent ou paille au fil de l'eau. Il appartient intégralement au cours des choses. Sa morale n'est autre que le réel. Son détachement n'est pas refus ni amoindrissement, mais le comble de l'efficacité, l'ouverture inépuisable à toute disposition spontanée. Le même mot (*dan*) dit à la fois le détachement et la fadeur, souligne François Jullien dans un bel et bref essai. Au centre de ce qui devient sans cesse, la Chine place ce qui ne peut éprouver ni engendrer la lassitude : l'insipide, le neutre sans saveur, où se conjuguent paradoxalement l'ici même et l'au-delà. Décidément, nous voilà loin de chez nous.

Ce voyage mériterait bien d'autres explications. Qu'il suffise de souligner ce qu'on aura compris : *la Propension des choses* est un grand livre – du petit nombre de ceux dont une première lecture persuade qu'ils feront date. Il faudra du temps pour explorer toutes les perspectives qu'il ouvre. Les amateurs de philosophie auraient tort de s'en détourner sous prétexte que ce sont des bizarreries d'Asie. Les curieux d'Orient ne devraient pas s'offusquer qu'il y soit question de Hegel ou d'Aristote. Ils manqueraient l'un des travaux les plus intelligents de ces derniers temps.

(1) *Procès ou création. Une introduction à la pensée des lettrés chinois.* Seuil, collection « Des travaux », 1989.

Jouvence de Michel Serres

De plus en plus lu, le philosophe n'est pas forcément de mieux en mieux compris. Dans un livre d'entretiens, il s'explique sur la singularité de sa méthode

ÉCLAIRCISSEMENTS
de Michel Serres.
Entretiens avec Bruno Latour,
François Bourin, 300 p., 119 F.

Mal-aimé, Michel Serres ? Voilà qui peut surprendre. Installé désormais à l'Académie française et à la tête des succès de librairie, sollicité par les médias aux Etats-Unis comme en France, en passe de devenir grand gourou d'un nouvel âge, il semble sorti du désert et des navigations en solitaire. Apparences peut-être trompeuses. Car bien peu ont lu comme il convient la vingtaine d'ouvrages qu'il a publiés. La cohérence et la portée de l'ensemble souvent échappent. Les malentendus et les difficultés d'approche se sont accumulés. On a cru Michel Serres historien des sciences, ou théoricien de la littérature, ou poète prophétique et obscur, sans bien voir de quelle façon il est philosophe en un sens vrai et simple, à la fois très ancien et soudainement neuf. Bref, on ne l'a pas compris. Comment, dès lors, pourrait-on l'aimer vraiment ?

Sa manière abrupte et ondoyante n'a guère facilité les choses. Qui ne s'enferme ni dans les écoles ni dans les disciplines balisées, mêle les genres, préfère l'invention à la glose, répugne à fournir les notices explicatives de ses déplacements risque fort d'être mal vu, au propre comme au figuré. En frayant mille pistes, des sciences à la philosophie et retour, en multipliant les passages des savoirs aux poèmes et inversement, Michel Serres a si bien dérouté ses lecteurs que bon nombre ne s'y retrouvent plus. D'où ces *Eclaircissements*.

Au fil de cinq entretiens avec Bruno Latour (1) le philosophe a accepté de s'expliquer sur le sens de ses trajets, les singularités de sa méthode, la continuité de son projet. Ce résultat de deux ans de discussions n'a rien à voir avec les parlotes tiédasses qu'on tente parfois de nous faire prendre pour des livres. Il y a là un vrai dialogue philosophique – vif, enjoué, serré, tonique, provocant. Il intéresse, progresse, émeut même s'il ne convainc pas toujours.

La multiplicité des problèmes abordés ne se résumera pas en trois phrases. On saisit toutefois l'intention première : surmonter les clivages, somme toute récents, entre pensée scientifique et analyse philosophique, s'acheminer vers une pensée du global, conforme à la réalité de la puissance et des risques de nos nouveaux savoirs. On en voit les moyens d'accomplissement : des études locales, construisant en chaque lieu une méthode sur mesure, parcourant tous les registres de l'encyclopédie, mobilisant la conception d'un temps « chiffonné », plié, où Lucrèce peut voisiner avec la physique des fluides et Verlaine avec la théorie de l'information. Le style est l'instrument central : immergé dans la langue vivante, il en appelle à toutes ses ressources plutôt qu'aux jargons savants, pour créer un nouveau mode d'abstraction à la fois rapide, rigoureux et charnu.

Michel Serres préfère décidément les liens aux ruptures, les relations aux discontinuités, les mélanges aux distinctions. Il ne cesse de ruser en tous domaines avec ce qui divise, désagrège et conduit à l'affrontement. Plutôt la paix que la guerre, la naissance que le déclin. Eros contre Thanatos. Ce n'est pas un hasard si la question de la violence ouvre et ferme le livre, qui annonce un temps de jouvence et de création, comme une sérénité confiante en de nouveaux périples. Cette violence marque les années d'enfance et de formation hantées par Guernica, Auschwitz et Hiroshima. Sans doute Michel Serres s'est-il efforcé à tout vouloir comprendre, arpenter, relier pour que se fasse enfin une trêve, qu'une nouvelle fécondité se tisse, qu'un jour l'humanité, peut-être, ne distingue plus entre les deux sens de son nom : l'ensemble des humains, et la compassion...

Il y a tant d'ardeur, de vitalité, d'espoirs surtout dans ces dialogues qu'on aimerait y croire et se trouver enthousiasmé de ces grands desseins. Et puis l'on se dit, malgré le plaisir de tant d'intelligence et de savoir mêlés, que les pensées nourries d'espérance ne sont peut-être pas celles qui fortifient le mieux.

R.-P. D.

(1) Professeur à l'Ecole des mines et à l'université de Californie, Bruno Latour a récemment publié *Nous n'avons jamais été modernes* (La Découverte, 210 p., 95 F). Latour publie, chez le même éditeur, *Aramis ou l'amour des techniques* (en librairie le 3 mars, 242 p., 160 F.)

★ Signalons également la réédition en format de poche, dans la collection « Champs-Flammarion », du *Contrat naturel*, de Michel Serres, paru en 1990, chez Flammarion.

Sceptique Eco

Suite de la page 23

Pour être charmantes, les aberrations ont besoin de le rester. Umberto Eco définit alors quelques conditions pour des interprétations acceptables, en se référant à la sémantique des mondes possibles, à la pragmatique de la métaphore ou au concept de présupposition, un peu délaissé ces temps derniers. La référence majeure reste cependant la théorie de Peirce (1839-1914), le fondateur de la sémiotique américaine ; et l'inventeur aussi de l'abduction (ou hypothèse spécifique). Voici l'exemple du maître : *« Si on trouve des fossiles à l'intérieur des terres, on peut supposer que jadis la mer recouvrait ces terres. »*

Stimulé, le disciple Eco fait alors paraître d'autres maîtres de l'abduction, tels Sherlock Holmes et Zadig. D'autres surprises attendent le lecteur. Mais, au bout du compte, trois propositions, d'importance inégale, retiennent l'attention. Les deux premières sont d'allure modeste : s'il est difficile de savoir si une interprétation donnée est la bonne, il est plus facile de reconnaître les mauvaises. Les limites de l'interprétation coïncident avec les droits du texte, qui se fondent aussi sur sa grammaire. La troisième surprendra davantage, peut-être : parler, c'est mettre en scène des histoires. Alors qu'on ne s'y trompe pas. Ce livre est sérieux ; avec esprit. Sans pédantisme. Dans un autre monde, plus ancien, on aurait ajouté : voilà comment on peut plaire et instruire.

Denis Slakta

La mort de Georges Lambrichs

Le goût des écrits qui commencent

Ancien directeur de la NRF, Georges Lambrichs est mort dans la nuit du dimanche 9 au lundi 10 février (*le Monde* du 11 février). Nous publions ici le témoignage de Jean Grosjean, qui a travaillé auprès de lui chez Gallimard durant presque quarante ans.



Quel serait le trait dominant de Georges Lambrichs ? Quand il s'assoit chez Lipp, on le prendrait pour un juge. L'œil vif, l'oreille attentive, la parole rare, il semble la rigueur même. Oui, la qualité de l'écriture lui importe.

Il aura été un des chevaliers de la langue française. Mais sa façon d'en défendre le passé est d'en cultiver les nouvelles germinations. Intraitable sur les vertus des chefs-d'œuvre, il n'en a que davantage le goût profond des écrits qui commencent. Il se veut leur « chemin ». Tel était le nom de sa revue, tel est aussi celui de la collection qu'il a dirigée jusqu'à maintenant chez Gallimard.

Ce qu'il dit et même ce qu'il écrit est incisif, mais avec quelque chose de réticent comme pour laisser de la place aux autres. Ce qu'il a de tranchant reste au service des originalités à venir. Il n'a cessé de recevoir des jeunes gens pour les deviner et les encourager. Il ne les aiguillait qu'avec prudence, mais il les faisait se rencontrer.

Par là on passe de son profil de droite à son profil de gauche, celui du cœur. Bien sûr, il est ami fidèle. Il est dévoué aux écrivains dont il s'émerveille autant qu'à ceux qu'il tient à épauler. Mais il l'est plus tangiblement qu'on ne l'est d'ordinaire dans la république des lettres. Il a tout de suite l'élan spontané au secours d'une malchance et il paie de sa personne aussi longtemps que dure le malheur. Sa bonté est vivace.

Il avait l'art de voiler sa vitalité par de l'élégance. Mais si urbain qu'il soit, j'ai bien vu qu'en Champagne pouilleuse, il ne se sentait pas plus déplacé qu'à Paris. C'est là un signe foncier. Son ambition même avait quelque chose de pur et de paradoxalement fraternel qui n'était pas sans charme.

J'ai aimé travailler avec lui, épisodiquement depuis 1950, puis continûment quand il a dirigé la Nouvelle Revue Française de 1977 à 1987. Nous n'avions pas toujours les mêmes verdicts, mais jamais les divergences n'ont laissé planer d'ombre tant un accord tacite portait sur les perspectives, sans doute, et surtout sur les personnes.

C'est aussi que sa force native n'allait pas sans failles. La littérature est un terrain miné où chaque pas est un grand risque. Il en avait conscience jusqu'à l'angoisse, mais il se devait à ce qu'il admirait et à ceux qu'il espérait pouvoir admirer.

Ajoutons qu'en ces dernières années où les deuils, les accidents et les infirmités se sont accumulés sur lui, il a fait front avec une dignité singulière. Ceux qui le connaissent peuvent au moins se dire, dans leur peine, qu'il ne s'est pas démenti.

Jean Grosjean

Bernard Barrault jette l'éponge

Créées en 1983, les éditions Bernard Barrault cesseront leurs activités à partir du 15 février. Bernard Barrault et Betty Mialet avaient axé l'essentiel de leur production sur la publication de jeunes auteurs *« qui, par l'originalité de leur ton ou la virulence de leurs propos, n'avaient pas accès à la production des grandes maisons »*. Parmi ceux que les éditions Barrault ont fait découvrir : Jacques A. Bertrand, Jean-Daniel Baltassat, Sylvie Caster, Jean-Claude Charles, Philippe Djian, Armand Farrachi, Michel Field, Max Genève.

Ce sont évidemment les aspects financiers, mais aussi psychologiques, du départ de Philippe Djian – puis de celui de Sylvie Caster, – attirés par leur agent littéraire vers d'autres maisons d'édition et des contrats hors de proportion avec les possibilités d'un petit éditeur (1), qui ont déterminé Bernard Barrault à cesser ses activités : *« La modification rapide de l'édition observée ces derniers mois, l'intrusion des agents littéraires visant à imposer les lois du marché américain, et la dégradation des règles déontologiques jusque-là en vigueur »* posent en effet, au-delà même du cas Barrault, des questions qui intéressent l'ensemble de l'édition française.

L'équilibre de la plupart des entreprises d'édition est assuré par les gains des auteurs «qui marchent» et qui permettent de publier de jeunes écrivains de talent à la recherche d'un public. Si cet équilibre est rompu, si, comme ce fut le cas pour Philippe Djian, les auteurs découverts et soutenus pendant des années par l'éditeur le quittent dès que leur réputation peut être largement monnayée ailleurs, ce vivier que représentent les éditeurs «pauvres» risque d'être rapidement tari. L'introduction des agents littéraires sur le marché français risque d'accélérer encore le glissement des relations entre éditeurs et auteurs des questions littéraires aux seules revendications financières.

P. L.

(1) Philippe Djian a rejoint Gallimard et Sylvie Caster, Grasset. Pour le «transfert» de Djian on avance la somme de 3 millions de francs.

EN POCHE

Revisiter 1991

L'événement de 1991 qui a provoqué le plus de tintamarre n'est pas celui qui laissera le plus de traces. Rondement menée, l'opération « Tempête du désert » a été éclipsée par le coup d'Etat avorté de Moscou, suivi, à quelques mois d'intervalle, de la disparition de l'Union soviétique. Lénine n'a plus de descendant mais le régime de M. Saddam Hussein en a réchappé.

Sorti tout chaud de chez l'imprimeur, le « Folio » qui regroupe les chronologies mensuelles publiées en 1991 dans *le Monde* est riche de tels paradoxes. Il incite à revisiter l'année écoulée, c'est-à-dire à réévaluer ce qu'une actualité torrentielle empêche parfois de discerner.

1991, ce n'est pas loin mais les événements qui l'ont ponctuée appartiennent déjà à l'Histoire. Une Histoire que la rigueur de chartiste d'Edouard Masurel préserve d'un travers très répandu, le francocentrisme. Que vaut, au regard du cyclone qui a fait 140 000 morts au Bangladesh, le remplacement de M. Rocard par Mme Cresson ?

Ce retour en arrière invite le lecteur non seulement à mettre de l'ordre dans ses souvenirs, mais à prendre du recul par rapport au temps qui va. Il est aussi un précieux instrument de travail, un outil de référence, riche d'un double index (plus de 1 200 entrées) qui contribue à faire de ce petit livre le plus dense des éphémérides de l'année.

B. L. G.

▶ **L'année 1991 dans *le Monde*.** *Les principaux événements en France et à l'étranger, d'Edouard Masurel, préface d'André Fontaine, « Folio Actuel », 258 p., 28,50 F.*

• Donner à lire, en édition de poche, l'ouvrage majeur de Raul Hilberg, *la Destruction des juifs d'Europe*, paru en 1985 et traduit en français (par Marie-Françoise de Paloméra et André Charpentier) chez Fayard en 1988, devrait être salué. Mais la collection « Folio Histoire » qui réédite cet ouvrage de mille pages en deux volumes (nos 38 et 39) a sans doute battu un record : celui du plus petit caractère et de l'édition du livre le plus difficilement lisible !

• Dans le domaine des essais, « Folio » sort également : le célèbre texte de Freud, *le Délire et les Rêves dans la* Gradiva *de W. Jensen*, dans la traduction de P. Arbex et R. M. Zeitlin, précédé de la nouvelle de Jensen (no 181) ; *les Jeux et les Hommes*, de Roger Caillois (no 184) ; les écrits de Georges Rouault, *Sur l'art et sur la vie* (no 187).

• Dans la collection « Points » : l'essai-enquête de John Dover Wilson, *Pour comprendre* Hamlet, paru en 1935, propose une lecture à la fois historique et scénographique du drame de Shakespeare ; comme l'écrit Patrice Chéreau dans sa préface, Dover Wilson *« construit un spectacle imaginaire jusque dans ses moindres détails »* (« Points Essais », no 237).

• Dans la même collection, paraît la reprise en volume de la série que Jean-Noël Jeanneney avait publiée, dans *le Monde* en 1987, « Concordances des temps » ; *l'Actualité du passé* (no H152). Signalons également, *la Revanche de Dieu, chrétiens, juifs et musulmans à la reconquête du monde*, de Gilles Kepel (no A117).

• L'historien allemand Ernst Nolte a été, en raison de ses thèses révisionnistes sur le nazisme et sur l'élimination des juifs, au centre d'une « querelle des historiens » au début des années 80. Alain Renaut rappelle les enjeux de cette polémique dans sa préface à un ouvrage antérieur (1966 et 1969 pour la traduction française) de Nolte, *les Mouvements fascistes, l'Europe de 1919 à 1945*, livre dans lequel l'auteur relativisait déjà la spécificité du nazisme (Hachette Pluriel, no 8576).

• Dans le domaine littéraire, « Folio » reprend, au moment où son dernier livre paraît chez Grasset (« le Monde des livres » du 7 février), le roman d'Hector Bianciotti, paru en 1988, *Seules les larmes seront comptées* (no 2315). Citons aussi le court récit de J. B. Pontalis, *Loin*, paru en 1980 (« Folio », no 2332).

• *Le Portrait de Dorian Gray*, d'Oscar Wilde, fait l'objet de deux éditions : la première due à Jean Gattegno, qui a retraduit le roman (« Folio », no 2360) – ainsi que le *De Profundis* et les *Lettres de prison* de Wilde (« Folio », no 180) – ; la seconde, préparée par Daniel Mortier, qui a également revu la traduction de Michel Etienne (« Lire et voir les classiques », Presses Pocket, no 6066).

SCIENCE-FICTION

Les vampires et la fille de Dieu

MINUIT 4
de Stephen King.
Traduit de l'anglais (Etats-Unis)
par William Olivier Desmonds.
Albin Michel, 442 p., 140 F.

TERRITOIRES DE L'INQUIÉTUDE 4
Anthologie due
à Alain Doremieux,
Denoël, 320 p., 60 F.

LA MAISON D'A COTÉ
d'Anne Reverse Siddons.
Traduit de l'anglais
par Philippe Rouard,
Presses de la Cité, 284 p., 120 F.

NOTRE MÈRE QUI ÊTES AUX CIEUX
de James Morrow.
Traduit de l'anglais
par Philippe Rouard,
J'ai lu, no 3131, 31 F.

AVEC *Minuit 4*, les éditions Albin Michel viennent de compléter la traduction française de *Four Past Midnight*, le volume de quatre *novelas* dans lequel Stephen King a réédité l'exploit de *Différentes saisons*.

Derrière l'unité de façade – l'importance accordée une fois de plus à l'enfance et à l'adolescence, – *Minuit 4* comporte les deux extrêmes du recueil américain, à savoir la meilleure – *la Police des bibliothèques* – et la moins bonne de ses longues nouvelles. Non pas d'ailleurs que *le Molosse surgi du soleil* soit un mauvais texte, au contraire. Délesté de l'épisode superfétatoire des «chapeliers fous», réduit à son intrigante ouverture, à son développement linéaire et crescendo, et à sa très habile chute, il aurait formé une excellente *novela*, illustrant avec éclat le thème de l'objet maudit, mais sans atteindre au format voulu par l'auteur.

La Police des bibliothèques, elle, tient parfaitement la distance, sans baisse de régime. C'est que sa construction est infiniment plus retorse. Stephen King y entremêle les peurs de l'enfance – celle, justement, de ce policier dont on menaçait les enfants coupables de ne pas avoir rendu leurs livres à la date prévue, – le thème de la résurgence du monstre, ou plutôt de la monstruosité, et la description réaliste, mais justement picaresque, de quelques laissés-pour-compte de l'American Way of Life. Sans compter l'histoire d'une passion proprement ravageuse. Le tout, tressé avec une adresse confondante et un sens assuré de la divulgation, laisse filtrer un joli portrait de femme : cette Naomi chaleureuse et un peu décalée, pour qui le lecteur finit par avoir les yeux de Sam Peebles...

Stephen King est aussi au sommaire du quatrième volume des *Territoires de l'inquiétude*, l'anthologie thématique concoctée par Alain Doremieux, et qui traite de vampirisme. « *Que sont donc maintenant les vampires devenus ?* », s'est demandé l'anthologiste. Ils se sont fondus dans la masse, répondent nos modernes écrivains d'horreur : de Dan Simmons à Alan Ryan, en passant par King, ils les débusquent dans les galeries marchandes, les boutiques de coiffeurs et les bars de nos rutilantes cités. Ils ont trouvé leur niche écologique, affirme Charles Sheffield en leur assignant un singulier gibier. Ils sont prétexte à de curieux exercices de style, comme le prouvent Richard Christian Matheson ou Jean-Pierre Andrevon. Ils ne se repaissent plus de sang mais d'énergie vitale, ainsi que le montrent les deux meilleures nouvelles du recueil, signées de David J. Schow et Harlan Ellison. Bref, ils n'ont pas cessé d'être des sources fécondes d'inspiration pour les scribes de l'effroi.

Vampirisme encore dans *la Maison d'à côté*, roman atypique d'un auteur sudiste, Anne Reverse Siddons, auquel Stephen King aurait consacré un chapitre de son étude sur le roman d'horreur, *Danse macabre*. Mais vampirisme d'un genre très particulier puisqu'il y est question d'une maison maléfique, acharnée à détruire – mais pas au sens physique du terme – l'existence de ses habitants, sécrétant une sorte de gangrène morale qui parvient à corroder la vie sociale de tout un quartier où régnait, avant son édification, la plus pure convivialité géorgienne.

Si le roman commence sur le mode de la chronique « mondaine » – il se déroule dans le milieu de la bourgeoisie très aisée, et les protagonistes passent leur temps en réceptions les uns chez les autres, – le récit ne tarde pas à basculer, d'abord insidieusement, dans le malaise, puis dans l'angoisse, dès que l'influence délétère de la maison se fait jour dans l'esprit de la narratrice, sans que rien de véritablement concret la manifeste, sinon cette dégradation, chaque jour plus évidente, des rapports interpersonnels. Ecrite en 1978, *la Maison d'à côté* est un exemple particulièrement bien venu d'acclimatation du fantastique à l'époque contemporaine.

L'ouvrage le plus étonnant de ces dernières semaines est un curieux mélange de science-fiction et de merveilleux chrétien, une parousie jubilatoire et iconoclaste écrite par James Morrow, déjà remarqué pour l'excellent *Arbre des rêves*. Dans *Notre Mère qui êtes aux cieux*, il conte la singulière histoire d'une petite fille, Julie Katz, née d'une parthénogenèse dans un utérus artificiel – un miracle biologique – qui se révèle être la fille de Dieu et s'applique, sur les conseils de son père, à cacher des dons qui pourraient lui valoir le même genre d'ennuis qu'à son frère Jésus.

Devenue adulte, elle ne se résigne pas à la misère du monde, tente d'y remédier de façon malhabile. Elle attire la colère d'une secte « révélationniste » et finit par passer pour l'Antéchrist. Après un long séjour aux Enfers à l'invitation du diable, elle reviendra sur terre pour y vivre sa Passion – Crucifixion et Résurrection comprises – dans une dictature religieuse très inclémente pour les impies (de ces prophètes sanguinaires, le diable dit que, avec de pareils ennemis, il n'a pas besoin d'amis). L'ouvrage se termine par une révélation qui, à elle seule, justifie sa lecture : celle de la vraie nature de Dieu.

Jacques Baudou

★ **A propos de Stephen King, il convient de signaler aussi le numéro 29 de *Phenix*, malheureusement pas tout à fait à la hauteur de son sujet (éditions Phenix, 46, rue de la Cible, 1030 Bruxelles) et la réédition, chez « J'ai lu Epouvante », d'un excellent roman de Garry Devon, *l'Enfant du mal*.**

EN BREF

□ **Nouvelles en kiosque.** – *Taille réelle*, revue qui se consacrait depuis sept ans à la nouvelle, est devenu journal mensuel vendu en kiosque. Le rédacteur en chef est Christian Congiu. Outre des nouvelles, on trouvera dans cette publication vendue 10 francs, des informations, des chroniques... (*Taille réelle*, BP 281, 78053, Saint-Quentin-en-Yvelines Cedex.)

□ **Pennac à la Maison des écrivains.** – A l'occasion de la sortie du livre de Daniel Pennac, *Comme un roman*, la Maison des écrivains reçoit l'auteur vendredi 14 février à 18 h 30 (hôtel d'Avejan, 53, rue de Verneuil, Paris-7e)

Célébration du livre à Calcutta

Où verrait-on ailleurs qu'à Calcutta des manifestants déambuler dans les rues pour clamer leur amour des livres et de la lecture ? Le spectacle s'est répété à plusieurs reprises à l'occasion de la septième foire qui s'est tenue, du 29 janvier au 9 février, dans la ville la plus peuplée de l'Inde. Derrière une pancarte proclamant « Marche pour le livre », toute une foule brandissait des portraits d'écrivains et scandait des slogans inscrits sur des calicots : *« Aime les livres, lis des livres ! »*, ou encore *« Un livre est un ami »*.

Avec près de deux millions de visiteurs, la Foire du livre de Calcutta se targue d'être la plus grande du monde pour la fréquentation et les ventes au détail. C'est avant tout une fête embaumant le café et les épices. On y vient en famille pour feuilleter et acheter des livres : des bandes dessinées aux dictionnaires scientifiques, en passant par les romans, les essais, les albums d'art et les brochures des diverses écoles philosophiques.

Au nombre des livres à succès cette année, *L'homme qui connaissait l'infini*, de Robert Kanigel, biographie consacrée au mathématicien indien prodige Ramanujan ; un recueil de nouvelles du cinéaste Satyajit Ray, *Bravo professeur Shankou*, mais aussi *Se libérer de la peur* de la Birmane Aung San Suu Kyi. Parmi les trois cents stands, la France occupait une place modeste aux côtés de la Grande-Bretagne, des Etats-Unis et de l'Allemagne. Dans cet ultime fief des marxistes indiens que demeure le Bengale-Occidental, l'ombre de l'ancienne Union soviétique planait toujours chez le distributeur Vostok, qui bradait bravement ses fonds de tiroir.

Jean-Claude Buhrer

Le décès de l'écrivain belge Alexis Curvers

L'écrivain belge Alexis Curvers est mort, vendredi 7 février, à l'âge de quatre-vingt-cinq ans. Né à Liège le 24 février 1906, Alexis Curvers a publié son premier roman, *Bourg-le-Rond*, chez Gallimard en 1937. En 1939 a paru, toujours chez Gallimard, *Printemps chez des ombres* (réédité en 1988 aux éditions Labor de Bruxelles). *« Mais, pour beaucoup, Alexis Curvers restera l'auteur du roman* Tempo di Roma, *refusé par les éditions Gallimard, publié en 1957 par Robert Laffont* – adapté au cinéma par Denys de La Patellière – *et récemment réédité par Actes Sud dans la collection « Babel »*, nous a précisé M. Louis Héliot, président de l'Association des amis de Marie Delcourt et Alexis Curvers (1).

En 1964, Curvers a publié *Pie XII, le pape outragé* (Laffont), un essai polémique qui justifiait l'attitude du pape pendant la seconde guerre mondiale. Ensuite, il n'a plus écrit de livres, mais, comme le rappelle dans son édition du 12 février le quotidien d'extrême droite *Présent*, proche du Front national, il a collaboré à la revue catholique intégriste *Itinéraires*. *Présent* indique par ailleurs qu'Alexis Curvers était *« un grand ami »* et qu'un hommage lui sera rendu par ce journal.

(1) 111, rue Charles-de-Gaulle, 91330 Hyères.

HISTOIRE

Augustin Cochin et la « machine sociale »

Les paradoxes d'un historien contre-révolutionnaire qui admirait Durkheim et qui fut rejeté par sa famille politique

AUGUSTIN COCHIN ET LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
de Fred E. Schrader. Traduit de l'allemand par Marie-Claire Auger, Seuil, coll. « L'univers historique », 319 p., 160 F.

Curieux destin que celui d'Augustin Cochin. Né en 1876 dans une famille d'ancienne bourgeoisie, éduqué par un père catholique par tradition et orléaniste par raison, Augustin choisit d'être historien. Elève de l'Ecole des chartes, il reçoit le titre d'archiviste-paléographe en 1902 après la soutenance d'une thèse sur «Le conseil et les réformés de 1652 à 1658». Suffisamment fortuné pour n'être pas obligé d'accepter une position professionnelle, il consacre tout son temps à des travaux historiques. En ses premiers pas, cette activité savante est entièrement et directement soumise à ses préférences politiques. Détestant les protestants comme les francs-maçons, Cochin leur impute tous les maux dont a souffert, et souffre encore, la France : la Révolution, la démocratie, la République.

Dans une étude rédigée avec Charles Charpentier, ancien secrétaire de son oncle, il s'attache à montrer comment en Bourgogne le «parti révolutionnaire» a manipulé les élections aux états généraux et a fait passer pour une volonté populaire unanime ses propres vues, destructrices de l'ordre ancien. Rien de bien neuf, donc, dans cette variation sur le thème du complot, publiée en novembre 1904 en deux articles de *l'Action française* de Maurras. Rien, en tout cas, qui aurait pu justifier l'attention qu'après d'autres, un historien allemand, Fred E. Schrader, vient de porter à Augustin Cochin.

Si son œuvre, brutalement interrompue par sa mort en juillet 1916 sur le front de la Somme, alors que son père est membre du gouvernement d'union sacrée, compte encore, c'est parce qu'elle repose sur une intuition puissante, paradoxale pour un historien contre-révolutionnaire. Cochin la formule dans le seul livre qu'il publie de son vivant, *la Crise de l'histoire révolutionnaire : Taine et M. Aulard*, paru en 1909 : expliquer la Révolution et mener la critique de la démocratie exigent de reconstituer, indépendamment des intentions, les situations et les mécanismes (la *« machine sociale »*, écrit Cochin) qui commandent, sans qu'ils le veuillent ou qu'ils le sachent, les conduites des acteurs historiques.

« Mon petit antéchrist »

C'est ainsi que la logique terroriste est nécessairement inscrite, bien avant 1789 ou 1793, dans les lois qui régissent les pratiques des sociétés de pensée, quels que soient leur idéologie proclamée ou leur recrutement social. Au lieu de s'épuiser à ressasser de vieilles idées à la Barruel, la critique monarchiste de la Révolution suppose donc une conversion radicale à la méthode sociologique telle que la définit Durkheim. Il s'agit de comprendre comment dans la démocratie, expérimentée par les sociétés de pensée du XVIII[e] siècle et triomphante avec le gouvernement révolutionnaire, *« la mécanique sociale prend le pas sur l'action personnelle et morale »*. Donc de traiter la République de la même façon que la sociologie «républicaine» traite la religion : comme un *fait social* dont la signification n'est aucunement réductible aux énoncés explicites qu'il produit et qui, en fait, masque son véritable fonctionnement.

Dans des pages très originales, nourries par une méticuleuse lecture des archives Cochin, Fred E. Schrader montre les conséquences, parfois inattendues, de l'intérêt porté par Cochin à l' *« entreprise de M. Durkheim, si originale et hardie »*. Il produit, d'abord, des alliances surprenantes. C'est ainsi qu'entre 1909 et 1914, Cochin entretient avec Mathiez une alliance de fait contre leur commun ennemi : Aulard. Parfaite incarnation à leurs yeux, de l'historiographie officielle, le professeur à la Sorbonne se trouve soumis aux feux croisés des deux jeunes iconoclastes lorsque, en 1913, il est accusé d'avoir détérioré, ou laissé détériorer par son secrétaire, des centaines de documents des Archives nationales.

Entre Cochin et Mathiez, qu'il désigne comme *« mon petit antéchrist-le syndicaliste intellectuel robespierriste »*, les différences semblent insurmontables (1). Tout les sépare : la naissance (fils de député contre fils de paysan), la formation (les Chartes contre la rue d'Ulm), les opinions (le royaliste catholique contre le républicain anticlérical), le milieu, etc. Pourtant, leur connivence est réelle, nourrie par l'admiration qu'ils portent à Durkheim (qui constitue la référence fondamentale de la thèse complémentaire soutenue par Mathiez en 1904 sur les «Origines des cultes révolutionnaires 1789-1802»), par leur volonté de construire une *« histoire sociologique de la Révolution »* (selon la formule de Mathiez dans un compte rendu favorable de l'ouvrage de Cochin de 1909), et par leur commun souci du document original et de la critique des sources.

Cette proximité surprenante (qui trouve sa fin lorsque, après la guerre, Mathiez rejette *« la sociologie selon saint Durkheim »* et critique vertement les publications posthumes de Cochin), indique que les clivages ne sont pas forcément ceux que l'on attend et que l'histoire universitaire n'a pas toujours été sourde aux interrogations critiques des historiens demeurés hors l'institution.

DOCUMENT BHVP

Augustin Cochin à la bibliothèque de Rennes en 1905

Séduisante pour un Mathiez, l'œuvre de Cochin est moins facilement compréhensible pour sa famille d'origine. Du côté monarchiste, la tentation est forte, en effet, de la ramener à une dimension philosophique et catholique, militante et dénonciatrice, et d'effacer ou dénaturer son intention proprement sociologique.

Une réhabilitation tardive

L'édition des ouvrages inachevés laissés par Cochin est un premier terrain d'affrontement entre Charpentier, qui considère que la hâte et le désordre *« ont ruiné l'œuvre d'Augustin »*, et la famille Cochin, aidée par l'abbé Ackermann, qui pousse à des publications rapides et fortement remaniées – toujours aux dépens des interprétations socio-historiques les plus abstraites. De là, le sage diagnostic de Fred E. Schrader : *« Il faut lire l'œuvre posthume de Cochin (en particulier* la Révolution et la Libre Pensée, *et* les Sociétés de pensée et la Révolution en Bretagne (1788-1789) *parus en 1924 et 1925 avec circonspection. »*

Après la guerre, et durablement, l'œuvre de Cochin sombre dans le discrédit et l'oubli. Pour l'historiographie républicaine et jacobine, elle ne constitue qu'une modalité, particulièrement abstraite (Mathiez parle de *« chimie politico-philosophique »* à propos de *la Révolution et la Libre Pensée*), des thèses contre-révolutionnaires. Pour les intellectuels de droite, son sociologisme, même édulcoré par les éditeurs, demeure déroutant. Philippe Ariès en porte témoignage, expliquant la piètre estime dans laquelle il avait tenu les livres d'Augustin Cochin par l' *« aveuglement antisociologique des jeunes intellectuels d'extrême droite des années 30. Les meilleurs méprisaient la sociologie comme une science fausse, les autres, comme une science juive (à cause de Durkheim) »* (2).

La réhabilitation est venue tardivement, avec une double relecture : celle de François Furet dans *Penser la Révolution française* (3), celle d'Eberhard Schmitt dans ses travaux sur la sociabilité intellectuelle des Lumières. Dans le dernier chapitre de son livre, Fred E. Schrader marque bien les deux directions de recherche et de réflexion ouvertes par l'exhumation de Cochin.

La première s'attache à montrer comment les fonctionnements égalitaires et unanimistes des sociétés de pensée de l'âge des Lumières (académies, clubs, sociétés littéraires et, surtout, loges maçonniques) constituent la matrice des formes les plus extrêmes de la *« démocratie pure »*, incarnées par le gouvernement révolutionnaire. La seconde (qui a visiblement la préférence de l'auteur) est plus sensible à la diversité de la sociabilité «éclairée» dont les modalités multiples ne peuvent être globalement qualifiées de «jacobines» avant la lettre.

Pour Fred E. Schrader, s'il vaut la peine de relire Cochin malgré les doutes que fait naître sa description – les loges, par exemple, ont-elles un fonctionnement aussi démocratique qu'il le prétend et pourquoi n'est-ce qu'en France qu'elles engendrent une pratique terroriste ? (4) – c'est avant tout parce que son œuvre *« insiste, iconoclaste et même réfractaire, sur l'importance du rapport fonctionnel entre certaines formes de la production intellectuelle et celles du comportement social pour la constitution de la démocratie moderne »*. Donc sur la nécessité de comprendre les déterminations sociales des pensées et des pratiques politiques.

Roger Chartier

(1) Sur la rencontre Cochin-Mathiez, voir les documents publiés par l'auteur dans « Réalisme catholique et sociologie de la Révolution : le projet historiographique d'Augustin Cochin (1909-1916)». *Mil neuf cent. Cahiers Georges-Sorel. Revue d'histoire intellectuelle*, 7, 1989, p. 163-206.

(2) Philippe Ariès, *Un historien du dimanche*, avec la collaboration de Michel Winock, Seuil, 1980, p. 55-56.

(3) François Furet, « Augustin Cochin : la théorie du jacobinisme» dans *Penser la Révolution française*, Gallimard, 1978, p. 212-259. Voir aussi la mise au point de Giovanni Carpinelli : *« Augustin Cochin, l'albero della Rivoluzione. Le interpretazioni della Rivoluzione francese*, sous la direction de Bruno Bongiovanni et Luciano Guerchi, Turin, Giulio Einaudi editore, 1989, p. 131-138.

(4) Pour une critique de la validité des thèses de Cochin, cf. le dernier livre de Margaret C. Jacobs, *Living the Enlightment Freemasonry and Politics in Eighteenth century Europe*, Oxford University Press, 1991.

La femme des « Annales »

LUCIE VARGA
Les Autorités invisibles
de Peter Schöttler. Le Cerf, 254 p., 145 F.

Peter Schöttler est un historien allemand qui, après avoir enseigné outre-Rhin poursuit aujourd'hui des recherches au CNRS et prépare un ouvrage sur les relations entre *les Annales* de Lucien Febvre et Marc Bloch et l'historiographie allemande. Sur son chemin, ce passeur de frontières a découvert une belle figure, presque inconnue, celle de Lucie Varga.

Son livre est d'abord une esquisse de biographie, celle d'une jeune historienne autrichienne d'origine juive, Lucie Stern, mariée d'abord à un médecin hongrois, Josef Varga, dont elle gardera le nom, puis à un intellectuel marxiste, exclu du Parti communiste allemand après sa stalinisation en 1929, Franz Borkenau, dont elle se séparera quelques années plus tard. Lucie Varga, élève de l'historien allemand Alphons Dopsch, émigre à Paris en 1934 et réussit à entrer en contact avec Lucien Febvre qui l'engage d'abord comme secrétaire, puis, peu à peu, lui confie des tâches de plus en plus importantes dans la préparation de son travail et l'animation des *Annales*.

Lucie Varga devient une collaboratrice régulière de la publication – qui ne laissait pourtant guère de place aux femmes, – y publie des textes importants d'anthropologie historique sur le national-socialisme et sur la pratique de la sorcellerie dans le Haut-Adige qui marquent un élargissement du champ de la revue vers l'histoire des mentalités. Mais sa liaison avec Lucien Febvre vient à être connue de l'épouse de l'historien. Lucie Varga doit rompre avec *les Annales* et avec le cercle des relations scientifiques qu'elle y avait nouées. Elle quitte Paris avec sa fille, vit misérablement dans la région de Toulouse où elle meurt, en 1941, à trente-sept ans, d'un coma diabétique.

Mais l'ouvrage de Schöttler ne se contente pas de mettre en lumière le travail pionnier d'une intellectuelle dont il montre, textes à l'appui, l'intelligence du regard, le va-et-vient dynamique entre l'enquête sur le terrain et l'élaboration théorique, l'originalité de l'approche historienne d'un phénomène dramatique contemporain comme l'était la montée du nazisme.

Le plus important, pour l'histoire de l'histoire, est sans doute les lueurs qu'il projette sur le fonctionnement intellectuel et affectif des *Annales*, sur les effets de l'irruption d'une femme, étrangère qui plus est, dans l'économie mysogine de la recherche universitaire, fût-elle scientifiquement révolutionnaire ; sur le fragile équilibre du couple Febvre-Bloch que soude, malgré tout, l'aventure intellectuelle ; sur le mélange d'admiration, de méfiance et de rejet que les fondateurs de la nouvelle « école » historique éprouvaient envers les recherches qui se menaient en Allemagne dans les domaines qui les intéressaient : pouvait-on donner une publicité favorable, par exemple, à des travaux menés par des professeurs dont on savait – ou devinait – les liens avec le parti nazi?

Pour réaliser ce beau travail, Peter Schöttler a consulté la correspondance Febvre-Bloch déposée aux archives nationales de Paris. Même si cette correspondance est lacunaire, même si, concernant Lucie Varga par exemple, de nombreuses lettres ont été détruites, on attend avec impatience l'édition intégrale que doit en présenter un universitaire de Lausanne, Bernard Müller.

P. L.



D'AUTRES MONDES

par Nicole Zand

Des nouvelles d'Union soviétique

LE MARQUE-PAGE
de Sigismund Krzyzanowski. Traduit du russe par Catherine Perrel et Elena Rolland-Maiski, introduction d'Hélène Châtelain. Verdier, 162 p., 89 F.

JOURNAL CONFISQUÉ (1922-1925)
de Mikhaïl Boulgakov. Traduit du russe par Paul Lequesne. Solin, 106 p., 79 F.

ÉCRITS SUR DES MANCHETTES
de Mikhaïl Boulgakov. Traduit du russe par Marianne Gourg. Solin, 106 p., 79 F.

UN ROMAN SANS MENSONGE
d'Anatoli Mariengof. Traduit du russe par Fabienne Mariengof et Jean-Jacques Marie, préface de Michel Aucouturier. Seuil, 192 p., 95 F.

NÉCROPOLE
de Vladislav Khodassievitch. Traduit du russe par Sophie Kajdan et Anne-Marie Susini, préface de Nina Berberova. Actes Sud, 250 p., 148 F.

CHAMPAGNE AU FIEL
de Friedrich Gorenstein. Traduit du russe par Lily Denis. Gallimard, 250 p., 160 F.

L'UNION SOVIÉTIQUE n'est plus, dit-on. Mais les auteurs – enterrés, empêchés, impubliables, impubliés, exclus de tout et pas seulement de la vie littéraire – surgissent, comme des pierres tombales après le dégel. Des œuvres mineures ou majeures, d'auteurs déjà renommés ou bien restés totalement inconnus leur vie durant qui méritaient un autre sort...

« *Inassimilable par son temps, Krzyzanowski le fut jusqu'à sa mort* », écrit Hélène Châtelain, qui inaugure aux Editions Verdier une collection de littérature russe, « Slovo », avec six nouvelles d'un écrivain inclassable, Sigismund Dominikovitch Krzyzanowski (1887-1950), auteur de plus de trois mille pages de récits, notes et essais, totalement inconnu même des spécialistes. Enterré vivant, mais exhumé quarante ans après sa mort à l'instar du cadavre errant de la nouvelle intitulée *la Treizième Catégorie de la raison* qui a sauté du corbillard et qui rate ses funérailles...

Publié à Moscou pour la première fois en 1989 dans un fort volume intitulé *Souvenirs du futur*, Krzyzanowski n'avait pas eu une ligne publiée de son vivant et tout concourait à le maintenir dans l'oubli, s'il n'y avait eu, dans les années 60, la curiosité passionnée d'un spécialiste de littérature intrigué par l'énigme de ce « *génie négligé* », mal enterré, dont la mort fut à l'image de la vie. « *En octobre, il eut un infarctus. On l'enterra au Nouvel An*, écrit son « découvreur », Vadim Perelmouter. *Ce jour-là, il faisait un froid d'enfer. Peut-être est-ce pour cela que les rares survivants de ce cortège ne se souviennent plus de la route menant au cimetière. La tombe de l'écrivain jusqu'à aujourd'hui est restée introuvable.* »

Dans *le Marque-Page*, qui donne son titre au recueil, le narrateur arpente Moscou, accompagné d'un inconnu rencontré sur un banc du boulevard Bert, son double peut-être, l'« *attrapeur de thèmes* », qui tire de sa cervelle des histoires dont le bizarre n'exclut par l'ancrage à la réalité : un écrivain qui travaille sur un roman constate la disparition de l'un de ses personnages ; une veuve donne un repas funéraire dans un lieu sans lumière, sans chauffage avec pour toute pitance du pain sec arrosé de thé à la carotte ; la tour Eiffel décide de se dégourdir les pattes au bois de Boulogne, tandis qu'un poète près du socle défoncé et déserté « *mordille son crayon d'un air pensif en se demandant ce qui conviendrait le mieux à la situation : l'alexandrin ou les méandres du vers libre* ».

Car c'est une démarche essentiellement littéraire qui mène l'auteur qui se sait impubliable et qui veut « *débarrasser de l'absurde le tas d'absurdités dont est faite la vie* » en poussant toute situation à sa conséquence extrême : l'invention d'une pommade liquide pour faire grandir l'habitation du narrateur qui loge dans huit mètres carrés (*la Superficine*) ; les conséquences journalistiques, politiques et philosophiques nées de la déclaration d'un individu qui s'est donné pour but dans la vie de « *se mordre le coude* » (*la Métaphysique articulaire*) ; la lutte contre la pénurie de combustible en exploitant l'énergie fournie par la haine (*la Houille jaune*).

L'édition française regroupe six récits, écrits entre 1926 et 1939, d'une originalité qui ne peut que retenir l'attention : des situations imaginées dans un style fantastico-ironico-macabre, de la famille de Swift ou d'Edgar Poe. Un humour noir avec une invention stylistique et verbale tout à fait réjouissante qui trahit à chaque page la qualité d'un écrivain dont Verdier prépare la traduction d'autres volumes. Une vraie trouvaille !

SOUVENIRS ! Souvenirs !... « Souvenirs du futur » selon Krzyzanowski... Vérités travesties par les biographies officielles... Le passé trop longtemps étouffé fait remonter des renvois pénibles qui remplissent parfois de tristesse. « *D'aucuns regretteront peut-être que « les manuscrits ne brûlent pas », car l'homme qui surgit des pages du* Journal *est souvent fort différent de la pieuse légende née en quelque vingt années de « mythe Boulgakov »*, prévient la traductrice Marianne Gourg à propos de la publication du *Journal confisqué (1922-1925)* de l'auteur du *Maître et Marguerite*, autre chef-d'œuvre inconnu ressuscité près de quarante ans après avoir été écrit, en 1966, et dont on annonce une édition vraiment complète.



« DES LIVRES ! Toutes les directions du Savoir » Affiche d'Alexandre Rodtchenko pour les Editions d'Etat de Leningrad (1925).

Ce petit volume, publié à Moscou en 1990, contient en effet des pages que leur auteur ne destinait visiblement pas à la publication, probablement tronquées, d'un journal intime qui sera confisqué au cours d'une perquisition du printemps de 1926 en même temps que le manuscrit de *Cœur de chien* ; il sera restitué en 1929 sur les instances de Gorki à l'écrivain qui ignorait que la Guépéou en avait conservé des copies... Des pages dans lesquelles le bourgeois de Kiev laisse apparaître sans fard ses rancœurs à peine secrètes rendant les juifs responsables de tous les malheurs à l'intérieur comme à l'extérieur, notamment au moment de la reconnaissance de l'URSS par la France contre ce Herriot « *qui a laissé ces bolcheviks s'installer dans Paris. Il ne fait aucun doute pour moi qu'il est juif. L. me l'a confirmé en me disant qu'elle avait parlé avec des gens qui le connaissaient personnellement. Dans ce cas, tout s'éclaire* (1) ».

Arrivé de Kiev en 1921, au moment du passage à l'entreprise privée (« *une nouvelle vie, oubliée depuis longtemps, celle de la concurrence sauvage, des rythmes accélérés, de l'initiative, etc.* »), Boulgakov confie imprudemment des notes rapides à son *Journal*, sur la vie à Moscou au moment où il écrit *la Garde blanche*, notamment sur la faim omniprésente, l'inflation et la ronde des milliards, l'éviction de Trotski, l'assassinat de la femme de Boudienny par son mari, la mort de Lénine. « *La littérature est toute ma vie. Je ne retournerai jamais à aucune médecine* », note-t-il encore le 6 novembre 1923 pour le sixième anniversaire de la révolution, tandis qu'il achève ses *Ecrits sur des manchettes*, un vrai-faux journal fou fou fou sur ses aventures au Caucase et comme fonctionnaire du Lito (la section littéraire du commissariat à l'instruction publique) à Moscou.

Souvenirs encore que ceux d'Anatoli Mariengof, le « cynique » (1897-1962) dans *Un roman sans mensonge* paru d'abord à Berlin en 1926. Un roman qui n'en est pas un, insolent, farfelu, hippy avant la lettre qui évoque l'amitié de deux poètes de vingt ans : le « roman » d'Anatoli Mariengof et de Serge Essenine entre 1918 et 1925, sept ans à refaire le monde des mots plutôt que le monde réel, le délire d'une vie de bohème pleine de voyages, de disputes, de cris et de beuveries dans la Russie des Années folles avec une foule de rencontres dans le monde littéraire et théâtral en ébullition. L'histoire d'une autre génération perdue qui s'achèvera pour Essenine avec le delirium tremens et la mort à trente ans. Cherchez la femme, nous dit Mariengof, séparé de son ami par la fatalité, par cette Isadora « *de plus de cinquante ans* » pour laquelle « *il se prenait pour Hérode ordonnant à Salomé de danser* ».

Dans *Nécropole*, un recueil d'essais-souvenirs rédigés en exil en France entre 1924 et 1938, le grand poète symboliste Vladislav Khodassievitch (1886-1939), compose son petit cimetière secret d'exilé évoquant la mémoire de cette génération russe (née dans les années 1880-1899) qui fut presque exterminée par la Révolution : Brioussov, André Biely, Goumiliov, Blok, Sologoub, Gorki, Essenine aussi dont l'histoire, selon lui, est « *l'histoire d'une série d'erreurs* ». Une nécropole qui est une œuvre et en même temps, un document.

UNE autre littérature du souvenir venue de ce pays qu'on appelait l'Union soviétique, via Berlin, par un auteur d'une autre génération, qui n'eut jamais là-bas le droit de se dire écrivain mais qui s'est acquis, depuis la publication de *Psaume* (Gallimard 1984), une place éminente. Une place, quoi ! Pour reprendre l'image de ce grand roman intitulé *la Place, roman politique tiré de la vie d'un jeune homme* (L'Age d'homme, 1991) : Friedrich Gorenstein, né à Kiev en 1932, ingénieur des mines puis scénariste à succès, émigré à Berlin depuis dix ans. Jusque-là, on ne connaissait de lui que des œuvres écrites là-bas, en URSS, dont il avait emporté les manuscrits. Avec *Champagne au fiel*, son sixième livre publié en France, il nous donne pour la première fois des récits écrits en exil à Berlin entre 1986 et 1988. Trois nouvelles assez longues qui, une fois de plus, mais autrement, expriment sa certitude douloureuse, déchirante, qu'il n'y aura plus de place désormais pour les juifs en Russie, car il ne sera même plus possible de participer au joug du pharaon : « *Si nous les juifs parvenons à survivre encore cent ans en Russie au milieu de cette fureur bouillonnante comme une poix infernale, cette rage, ce mensonge et cette médisance, parmi cette haine, nous deviendrons tous des monstres physiques et moraux... Peut-être est-ce en cette qualité que nous sommes nécessaires ici.* »

Ainsi, dans la nouvelle qui donne son titre au volume, il évoque le temps de la guerre de Kippour à travers un narrateur qui lui ressemble : I., homme de théâtre originaire d'une ancienne zone de résidence des juifs, a fait carrière en se conformant aux préceptes de l'art national russe, tout en sachant ménager ses protecteurs et ses ennemis. « *Son art de savoir se rendre à temps, se livrer à son ennemi avec le charme du véritable judaïsme chrétien des premiers temps, l'avait sauvé plus d'une fois et lui avait permis de remporter le succès là où le désastre était inévitable.* » Grâce à ses succès, il va en tournée à l'étranger où il rencontre, par hasard, Kachlev, son « ami » du KGB...

En bon scénariste, Gorenstein détaille avec une ironie décapante l'engrenage des petites compromissions auxquelles doit se soumettre I. : membre par obligation du Comité des amitiés soviéto-arabes, il assiste aux réunions où l'on dénonce « *l'Hébreu effronté* », aux bulletins de victoire de la télévision qui annonce la prise imminente de Tel-Aviv, à la dure désillusion devant la réalité (« *On se dispersa la mine maussade, comme après un pogrome qui n'aurait pas eu lieu* »).

Finalement, Gorenstein, l'exilé qui ne peut se déprendre de son amour pour la terre russe, l'athée juif fasciné par l'Evangile et le Golgotha, n'est pas prêt à accepter de se soûler au champagne, mêlé de fiel, ce vin que, selon le Nouveau Testament, on donnait aux condamnés à l'écartèlement afin de les rendre moins sensibles à la douleur. Avant de quitter le pays, le narrateur de *Dernier été sur la Volga*, fait, dans un dernier voyage, un superbe portrait de l'âme russe, multiple, répugnante, admirable, double (« *Liouba la mendiante, ma Russie chérie et la Russie à deux têtes de porc qui se dévore elle-même et dévore les autres* »), voulant croire que « *tôt ou tard, le mystère de notre salut nous sera révélé* (2) ».

(1) Attention aux coquilles troublantes, par exemple, le « *Manifeste du parti pommuniste* » (page 99) ! Pom pom pom pom...

(2) Une adaptation du *Rachat* de Gorenstein qui devait être montée au Théâtre du Rond-Point par Josanne Rousseau a été annulée par la nouvelle direction à quelques semaines de la première. On attend une autre date.

□ ERRATUM. – Dans notre dernière chronique, « *Le crépuscule des feux de Bengale* » (« le Monde des livres » du 7 février), nous avons attribué par erreur la mise en scène du film *la Cité de la joie* à Arthur Joffe. C'est Roland Joffé qu'il fallait lire.

Variétés magyares

Kosztolanyi le satiriste féroce, Krudy le charmeur délicieux : deux visions de la Hongrie du début du siècle

ANNA LA DOUCE
de Dezsö Kosztolanyi. Traduit du hongrois par Eva Vingiano de Pina Martins. Ed. Viviane Hamy, 316 p., 139 F.

LE COMPAGNON DE VOYAGE
de Gyula Krudy. Traduit du hongrois par François Gachot. Albin Michel, 140 p., 78 F.

Budapest : des bourgeois frappés en plein cœur, défaite, fin d'empire, fin de royaume, occupation roumaine... En 1918 et 1919, la Hongrie cumule les chutes, jusqu'à celle, on l'oublie peut-être, d'un communisme. Commencée et terminée en 1919, la dictature soviétique de Bela Kun aura duré à peine plus de trois mois. Suffisamment, toutefois, pour donner à certains bourgeois de Budapest le goût de la lâcheté et de la compromission, puis, une fois la fête finie, le bonheur de pouvoir retrouver, plus que jamais, leur vraie nature et d'exprimer pleinement, jusqu'à sa caricature, toute la sève de ce qui fait leur race : l'« esprit bourgeois ».

Suffisamment, aussi, pour qu'un observateur, un rien cynique, à peine méchant, alimente son carcan de flèches et aiguise ce don de la satire. Dezsö Kosztolanyi s'en donne à cœur joie. Cet écrivain hongrois (1885-1936), né dans une ville de Voïvodine alors rattachée à l'empire austro-hongrois, a passé sa vie, mondaine et littéraire, à se faire haïr : tant s'avéraient justes, mordantes et insupportables ses observations sur son entourage. Provocateur par nature, sceptique par conviction, baroudeur par la force des choses, rédacteur de la prestigieuse revue (d'esprit plutôt libéral) *Nyugat*, il est de ceux que le pessimisme conduit à rire. Outre ses articles, un recueil de poèmes et de nombreuses nouvelles, on lui doit quatre romans, publiés entre 1922 et 1926, dont *Anna la douce*, après *Alouette* (1), est le deuxième traduit en français.

La jeune et douce Anna, comme Alouette, est un monstre. Comme Alouette, son nom ne l'indique pas, car son patronyme Edes signifie « doux » en hongrois. Comme Alouette, elle prend dans le roman des proportions effrayantes, au point de faire l'unique obsession de ceux qui l'entourent. Dans les deux romans, il y a, autour des monstres, non moins monstrueux bien que moins voyants, des bourgeois.

Dans *Anna la douce*, les époux Vizy font partie de ces bourgeois de la contre-révolution de 1919, trop contents que leur soit reconnu le droit d'être bourgeois en plein jour. On ricane bruyamment sur le dos des bolcheviks, on enlève le drapeau rouge de la façade de la maison et – ô comble de joie – on répare enfin la sonnette des domestiques. « *Au même moment, dans cet appartement mort, si longtemps déserte, retentit le tintement électrique de la sonnette. Triomphale et festoyante, aiguë et perçante, elle appelait à vivre, elle réveillait l'espoir. Ce trille d'acier frais et allègre déversait alentour son âme, transperçait les murs, éveillait toutes choses à la conscience d'exister.* » Après la sonnette, la bonne (dans l'ordre d'importance des affaires à régler) : les Vizy jugent bon d'en changer. Ainsi vint Anna, Anna la douce, la dévouée, bonne comme aucune bonne n'est bonne.

La dialectique veut qu'à force de se rendre indispensable aux maîtres l'esclave devienne maître du maître. Plus Anna se montre parfaite, plus elle prend le pas sur ses maîtres, allant jusqu'à constituer leur raison d'être, le symbole de cette identité bourgeoise qu'ils sont parvenus consciencieusement à se fabriquer.

Alors qu'ils éprouvent tant de fierté à avoir enfin « *mis la main sur la bonne, la vraie, celle dont ils avaient rêvée* », voilà que celle-ci les dévore, les consume à petit feu. Jusqu'à ce que soudain, une nuit, la bonne se montre franchement mauvaise et les renvoie, à coups de couteau, à la destinée commune. Même victoire que celle du *Servant* de Joseph Losey, où le majordome triomphe dans le renversement des rôles et dans l'humiliation qu'il fait subir à son maître. A la différence qu'ici le meurtre ne s'explique pas. Anna est bonne, Anna est douce, Anna est pure. Son seul reproche à la maison Vizy : l'odeur du camphre que Mme Vizy disposait dans le piano à cause des mites, et qu'elle supportait mal.

Pour Kosztolanyi aussi, le camphre sent mauvais comme toute émanation de l'esprit bourgeois. De la petitesse humaine, plutôt, car il n'y a pas que les bourgeois que le roman assassine. Il y a les autres, les vaincus de la restauration, ceux à qui le régime nouveau ne profite pas et qui maintenant ont peur. A eux, de se compromettre, de collaborer, à eux la honte de se plier aux caprices des puissants. En dehors d'un vieux médecin humaniste, qui seul permet de sauver la mesure de ce qui fait l'homme, Kosztolanyi n'épargne personne et, si son histoire sent le déjà-vu, si elle paraît aujourd'hui datée, l'humour, lui, ne prend pas une ride : incisif, malin, exact, il l'exploite avec une verve et une méchanceté parfois terrifiantes.

Ni cynique, ni satiriste, Gyula Krudy, lui, ne retient de sa Hongrie fin de siècle que le meilleur : les femmes, le charme et la vie de bohème. Contemporain de Kosztolanyi (1878-1933), séducteur insatiable, noctambule notoire et grand écrivain, véritable légende de la vie de Budapest, il évoque, dans *Compagnon de voyage*, une douceur de l'errance un peu démodée, mais fidèle – en moins réussie – à la lignée de *N. N.* (2) ou de *Sindbad ou la nostalgie* (3). C'est un défilé d'éclairs nostalgiques où se succèdent les passantes, envoûtantes par leur léger parfum de perversité. Rencontres fugitives, frissons de débauche, amour volé aux voyageuses... De presque rien, Gyula Krudy sait provoquer une sorte d'ivresse délicieuse. On retient étrangement, plus que les souvenirs racontés, un flou d'images, un sifflement très doux, un silence plein d'odeurs de vieux meubles, plein de vieille Europe et du vent de la *puszta*.

Marion van Renterghem

(1) Ed. Viviane Hamy, 1991.
(2) L'Harmattan, 1985.
(3) Actes Sud, 1988.